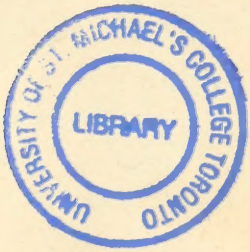
UNIVERSITY OF ST. MICHAEL'S COLLEGE
3 1761 04340 8657

UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY

A quoi tient

la supériorité des

Anglo-Saxons



DU MÊME AUTEUR :

Les Français d'aujourd'hui. — * Les Types sociaux du Midi et du Centre. 8e *mille*. Un vol. in-12, broché. 3 fr. 50
Cartonné percaline . . . . . 4 fr. 50

L'Éducation nouvelle. — L'École des Roches. 9e *mille*. — Un vol. in-12, avec de nombreuses illustrations. . . . 3 fr. 50

Cet ouvrage a été traduit en espagnol et en russe ; cette dernière traduction a été faite par M. Pobedonostzeff, Procureur du Saint Synode.

A quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons. — Éditions anglaise, allemande, espagnole, russe, roumaine, polonaise et arabe.

Conférence de M. E. Demolins à la Sorbonne sur *l'Avenir de l'Éducation nouvelle*. Une brochure in-18. . . . 0 fr. 50

L'École des Roches : Nos élèves en Angleterre. Une brochure in-8° . . . . . 0 fr. 75

En préparation :

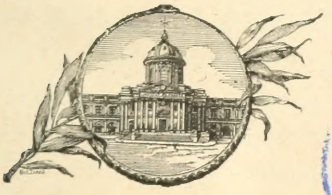
Les Français d'aujourd'hui. — ** Les Types sociaux du Nord.

Droits de reproduction et de traduction réservés pour tous les pays, y compris la Suède et la Norvège.

Typographie Firmin-Didot et Cie. — Mesnil (Eure).

EDMOND DEMOLINS

A quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons



UNIVERSITY OF ST MICHAEL'S COLLEGE TORONTO
LIBRARY

LIBRAIRIE DE PARIS
FIRMIN-DIDOT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
56, RUE JACOB, PARIS

PRÉFACE

La supériorité des Anglo-Saxons! — Si on ne la proclame pas, on la subit et on la redoute; les craintes, les méfiances et parfois les haines que soulève l'Anglais l'attestent assez haut.

Nous ne pouvons faire un pas à travers le monde, sans rencontrer l'Anglais. Nous ne pouvons jeter les yeux sur nos anciennes possessions, sans y voir flotter le pavillon anglais.

L'Anglo-Saxon nous a supplanté dans l'Amérique du Nord que nous occupions depuis le Canada jusqu'à la Louisiane, dans l'Inde, à Maurice, l'ancienne Ile de France, en Égypte.

Il domine l'Amérique, par le Canada et les États-Unis; l'Afrique, par l'Égypte et le Cap; l'Asie, par l'Inde et la Birmanie; l'Océanie, par l'Australie et la Nouvelle-Zélande; l'Europe et le monde entier par son commerce par son industrie et par sa politique.

La carte placée en tête de ce volume (1) traduit suffisamment aux yeux l'extraordinaire puissance d'expansion de cette race, qui semble vouloir succéder à l'Empire romain dans le gouvernement du monde.

D'autres nations, comme la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne ont aussi des colonies, mais ce sont surtout des colonies de fonctionnaires. Elles dominent des territoires militairement; elles ne les emplissent pas, elles ne les transforment pas, elles ne s'y implantent pas, à la façon du colon anglo-saxon.

Deux autres Empires, la Russie et la Chine, occupent de vastes étendues; mais elles sont en grande partie désertes et fermées, pour longtemps encore, à la civilisation.

Au contraire, le monde anglo-saxon est aujourd'hui à la tête de la civilisation la plus active, la plus progressive, la plus débordante. Il suffit que cette race s'établisse sur un point quelconque du globe pour le transformer en y introduisant, avec une rapidité prodigieuse, les derniers progrès de nos sociétés occidentales, — et souvent ces jeunes sociétés arrivent à nous

(1) Dans cette carte, les parties occupées par la race anglo-saxonne sont teintées en rouge; les parties seulement menacées, comme l'Égypte et la République Argentine, sont teintées en rose.

dépasser. Elles nous appellent déjà, avec un certain dédain, le *Vieux Monde*. Et il faut reconnaître que nous paraissons bien vieux à côté de ces jeunes.

Voyez ce que nous avons fait de la Nouvelle-Calédonie et de nos autres possessions de l'Océanie et voyez ce qu'ils ont fait de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande (1).

Voyez ce que l'Espagne et le Portugal ont fait de l'Amérique du Sud et voyez ce que l'Anglo-Saxon a fait de l'Amérique du Nord. C'est la nuit et le jour.

Trois chiffres peuvent encore traduire cette indéniable supériorité.

D'après les statistiques officielles, ont traversé le canal de Suez dans le courant d'une année :

Navires français.....	160
Navires allemands.....	260
Navires anglais.....	2,262 !

Mais il ne suffit pas de signaler cette supériorité, de la « dénoncer » du haut de la tribune ou dans la presse, et de montrer le poing à l'Anglais, comme pourraient le faire de vieilles femmes en colère.

(1) Même en Algérie, qui est cependant à nos portes et que nous occupons depuis soixante ans, il n'y a encore que 300,000 Français, contre 250,000 Européens de diverses nationalités, qui menacent de nous submerger.

Il faut regarder la situation en hommes qui veulent s'y égaler; en savants qui veulent l'analyser très exactement, très froidement, pour en connaître les vrais facteurs.

Il s'agit, en effet, de savoir quel est le secret de cette prodigieuse puissance d'expansion, de cette extraordinaire puissance de civilisation, et quels sont les moyens d'y atteindre.

Cette série d'études a pour objet de le rechercher, et c'est bien là, pour nos fils et pour nous-mêmes, une question de vie ou de mort (1).

(1) Ces diverses études ont été publiées séparément dans la Revue, *la Science sociale*, mais on verra qu'elles forment un ensemble étroitement lié.

PRÉFACE

DE LA SECONDE ÉDITION

SUR

LA PRÉTENDUE SUPÉRIORITÉ DES ALLEMANDS

Je remercie la presse et le public de l'accueil qu'ils ont bien voulu faire à cet ouvrage, dont la première édition a été épuisée en quelques jours.

Dans cette nouvelle édition, je veux répondre, par avance, à une critique qui pourrait m'être faite.

On sait que, depuis une quinzaine d'années, l'exportation des produits allemands a pris une telle extension que le commerce français a reculé sur toute la ligne, perdant, l'une après l'autre, les positions qu'il occupait (1).

(1) Il faut lire à ce sujet deux ouvrages pleins de faits : *Made in Germany*, par M. Williams, et le *Danger allemand*, par M. Maurice Schwob.

En présence d'un pareil développement commercial, on peut se demander si la situation conquise dans le monde par les Anglo-Saxons n'est pas, elle-même, plus ou moins menacée.

Il importe de ne pas laisser s'établir une confusion sur les causes et la nature de la puissance sociale des Anglo-Saxons d'une part et des Allemands de l'autre.

Je me borne ici à signaler brièvement les données de cet intéressant problème, ou plus exactement à établir le canevas de la démonstration (1).

Couverte de massifs montagneux, dans sa partie méridionale, de landes sablonneuses, de tourbières et de marécages, dans sa partie septentrionale, l'Allemagne a toujours été un pays à populations pauvres, habituées à restreindre leurs besoins, à mener une vie simple et à se contenter de faibles salaires. La fameuse simplicité allemande est une vertu imposée par la nature du lieu, ce qui, tout au moins, en diminue le mérite.

Grâce aux faibles salaires des ouvriers et au peu d'exigence de cette clientèle modeste, l'in-

(1) Plusieurs jeunes gens, qui ont suivi notre Enseignement de science sociale, doivent aller, cet été, en Allemagne, pour observer sur place et méthodiquement la situation actuelle de ce pays.

dustrie allemande a été, nécessairement et de tous temps, confinée dans la fabrication des articles communs et d'un prix peu élevé.

Or voici ce qui arrive en ce moment :

Ces conditions de travail, qui constituaient réellement une infériorité, sont devenues, au moins momentanément, et par suite d'une circonstance extérieure, un avantage pour les Allemands.

Le développement actuel des moyens de transports, en permettant d'atteindre plus facilement et plus profondément, dans les pays neufs et dans les pays arriérés, une clientèle de populations simples, ou peu civilisées, ou à demi sauvages, a rapidement augmenté le nombre des acheteurs pour les articles communs et à bon marché. C'était là un débouché nouveau pour l'industrie et pour le commerce allemands, qui tiennent spécialement ces articles.

Ils en ont profité, par le procédé auquel recourent naturellement les industriels et les commerçants qui disposent, par eux-mêmes, de capitaux, de moyens d'action et d'une initiative limités : ils ont demandé à l'association, les moyens d'expansion et de propagande commerciales.

Ces associations ont constitué un capital, organisé des expositions de leurs produits, pour faire connaître les objets de leur fabrication et pour

se renseigner sur les articles demandés par la clientèle.

Au point de vue purement scientifique, cet exemple est intéressant, pour montrer comment l'association peut atténuer, en partie, l'infériorité résultant des conditions du lieu, du travail et d'une formation sociale qui développe moins l'aptitude à l'action individuelle qu'à l'action collective, ainsi qu'on le verra dans ce volume.

L'association, en effet, peut atténuer mais ne supprime pas cette infériorité. Elle donne bien aux fabricants et aux commerçants allemands des moyens d'action qu'ils n'auraient pas sans cela, mais elle ne leur donne pas la puissance personnelle qui leur manque pour faire progresser et pour étendre au loin, *par eux-mêmes,* leur industrie et leur commerce. Une étude sur le commerce allemand au Transvaal, publiée tout récemment en Allemagne, et communiquée, ces jours derniers, à notre Ministère du commerce par notre ambassadeur à Berlin, le marquis de Noailles, fait bien ressortir l'infériorité personnelle du commerçant allemand par rapport au commerçant anglo-saxon (1). L'auteur constate d'abord que les négociants allemands auraient besoin que « *leur gouvernement les aidât de ses*

(1) *Moniteur officiel du commerce*, 13 mai 1897.

lumières et de sa protection, » pour éviter les « *déceptions* » qu'ils ont dû essuyer « *lorsqu'ils ont entrepris de lutter contre la concurrence anglaise.* »

« Souvent, ajoute l'auteur allemand, on se lançait avec *un capital trop restreint;* ensuite l'Allemand, si hardi à entreprendre, manque parfois de patience (l'auteur aurait dû dire « de ressources, » car l'Allemand est patient) pour attendre le succès et se retire de la lutte après un premier échec de ses tentatives, *au rebours de l'Anglais qui sait que rien ne s'acquiert que par la persévérance* (et qui a les moyens d'attendre).

« Un autre défaut propre aux Allemands et qui leur a fait souvent du tort au Transvaal est l'*ignorance des conditions du marché.* Ils importent des articles dont on n'a que faire là-bas et qui sont peu demandés. On peut relever aussi, comme des fautes, l'*insuffisance des emballages* (la voilà bien, la vieille économie allemande!), l'ignorance des modes d'expédition et l'oubli du caractère cosmopolite spécial du marché du Transvaal. Une autre cause d'insuccès, pour le commerce allemand, est souvent le choix des agents auxquels *on ne laisse pas assez d'initiative* et qui sont peu au courant du commerce et des besoins de la place... Ces diverses raisons ont entravé jusqu'ici l'essor du commerce allemand. »

On voit, par ces aveux d'un de leurs compa-

triotes, que si les Allemands ont pu, en associant leurs efforts, développer l'exportation de leurs produits, s'ils menacent, par là, l'énorme puissance industrielle et commerciale des Anglo-Saxons, on ne peut pas dire que celle-ci soit sérieusement entamée.

Si maintenant nous considérons l'Anglo-Saxon, nous constatons que son procédé d'expansion industrielle et commerciale est bien différent.

C'est, en effet, par eux-mêmes, par leur seule initiative personnelle, sans aucun appui de l'association privée, ou de la grande association publique, l'État, que l'industriel et le commerçant anglo-saxons se sont emparés du marché du monde; et ils l'ont fait en vertu des conditions sociales que ce volume a pour but d'expliquer. Des gens qui ont pu faire tout seuls, sans aucun secours extérieur, ce que les autres n'ont pu faire, — beaucoup moins bien, beaucoup plus imparfaitement, — qu'en se groupant, donnent, par le fait même, la mesure de leur indéniable supériorité

Et cette supériorité se maintiendra en dépit des efforts que font actuellement les Allemands pour se répandre sur les marchés du monde. Elle se maintiendra en vertu même de la supériorité qu'a l'action personnelle d'un grand industriel et d'un grand commerçant sur l'action

collective exercée par des industriels ou par des commerçants associés.

L'industrie et le commerce doivent évoluer constamment, pour s'adapter aux conditions multiples et perpétuellement changeantes du marché. Or il est manifeste que ces groupements d'industriels et de commerçants plus ou moins solidement associés, ayant des intérêts plus ou moins opposés, en vertu de la concurrence que leurs produits se font mutuellement, ne pourront que difficilement évoluer suivant les circonstances. On a déjà assez de peine à faire marcher ensemble ces intérêts en partie divergents! C'est bien là le vice inhérent à toutes les associations: c'est toujours par là qu'elles sombrent et que la pratique vient démentir les plus belles théories.

Comment ces groupements si artificiels pourront-ils lutter longtemps contre ces maisons anglo-saxonnes fortement concentrées entre les mains d'un homme ou de quelques hommes, ayant exactement les mêmes intérêts, ayant des capitaux considérables, ayant, de plus, l'aptitude extraordinaire de cette race à se retourner rapidement dès qu'une affaire ne paie plus, pour s'orienter dans des voies nouvelles.

Dès que les Anglais se sont aperçu des premiers symptômes d'envahissement du commerce

allemand, leurs journaux ont poussé un cri d'avertissement, comme devaient le faire des sentinelles plus vigilantes que les nôtres : *Made in Germany!* Ce cri prouve seulement à quel point ils sont en éveil, à quel point ils sont sensibles à tout ce qui peut menacer, même de très loin, leur redoutable supériorité industrielle et commerciale. Notre erreur profonde est d'avoir pris ce cri d'avertissement pour un cri d'alarme jetant le sauve-qui-peut. Il n'est pas permis de se faire illusion à ce point. Il y a d'ailleurs une marge énorme entre les 260 navires allemands et les 2,262 navires anglais, qui franchissent annuellement le canal de Suez!

Je le répète, l'industrie et le commerce allemands l'emportent actuellement surtout par le bon marché de l'article commun. Si les Anglais ne peuvent arriver à produire cet article au même prix, en Angleterre même où la main-d'œuvre est trop élevée, ils se retourneront rapidement, ils se sont même déjà retournés pour le produire ailleurs, dans des pays plus pauvres, où on signale l'installation de maisons anglaises. On sait d'ailleurs avec quelle facilité ils s'établissent à l'étranger. Je voudrais être aussi tranquille sur la souplesse de l'industrie et du commerce français!

Mais l'Allemand a, par rapport à l'Anglo-Saxon, deux autres infériorités bien caractérisées, qui, celles-là, doivent fatalement compromettre son expansion, dans l'avenir.

A l'exception des habitants du Hanovre et de la Westphalie, qui se rattachent à la formation anglo-saxonne et particulariste, les Allemands, en général, sont aussi peu portés que les Français vers la colonisation agricole. Ce sont des urbains, qui émigrent plus volontiers comme commis de commerce que comme colons, comme agriculteurs. Ils n'implantent donc pas leur race dans le sol à la façon de l'Anglo-saxon. Aussi, partout où ils se trouvent en contact avec ce dernier, ils sont absorbés par lui. C'est ainsi que, dans l'Amérique du Nord, les émigrants allemands se saxonnisent avec une rapidité extraordinaire : la seconde génération, ne parle plus que l'anglais et s'empresse d'adopter les habitudes et les goûts anglais. Dans leur empressement à opérer cette évolution, un certain nombre vont même jusqu'à donner à leur nom une consonance anglaise. Aussi les journaux, rédigés en allemand, ont-ils beaucoup de peine à se soutenir aux États-Unis; ils ne recrutent des lecteurs que parmi les émigrants nouvellement arrivés d'Allemagne.

Ainsi, tandis que la clientèle anglaise, celle qui recherche toujours et partout les produits

anglais, va sans cesse en augmentant par l'installation de nouveaux colons sur tous les points du globe, par l'extension incessante du monde anglo-saxon, la clientèle allemande tend à se restreindre, soit par l'absence de colonisation agricole, soit par la rapide absorption de l'élément allemand dans le sein de la race anglo-saxonne plus résistante et plus absorbante.

La seconde infériorité des Allemands dérive du régime politique établi récemment chez eux, à la suite de la proclamation de l'Empire.

J'ai indiqué plus haut comment la vieille Allemagne, pauvre, industrieuse et économe, a été le véritable point de départ de l'expansion industrielle et commerciale actuelle, par le fait des qualités modestes, mais solides, lentement accumulées par la race. Il a fallu des siècles de longue et obscure germination, pour produire cette plante que des circonstances fortuites (le développement des transports) ont fait subitement taler et s'épanouir.

J'insiste à dessein sur ce point : *L'expansion actuelle de la race germanique est le produit de la vieille Allemagne et non de l'Allemagne nouvelle.*

Ce que doit produire l'Allemagne nouvelle, l'Allemagne impériale (si le système réussit à se perpétuer) est bien différent.

Elle produira, elle a même déjà commencé à produire et à étendre de jour en jour, le militarisme, le fonctionnarisme et le socialisme, qui n'ont jamais apporté avec eux la prospérité économique et sociale.

Nous n'avons eu en France, avec Louis XIV et Napoléon, que les deux premières de ces plaies, et voyez à quel point cela nous a mis. Voyez aussi ce qu'est devenue l'Espagne de Charles-Quint et de Philippe II.

Dans le premier moment, ces énormes mécanismes donnent à une société toutes les apparences extérieures de la puissance politique et de la puissance sociale, parce qu'ils centralisent brusquement et brutalement, dans une seule main, toutes les forces vives de la nation, lentement constituées par les régimes antérieurs. C'est bien là la période brillante que la Prusse a connue récemment; comme l'Espagne, comme nous-mêmes l'avions connue autrefois. Mais précisément parce que ce régime centralise toutes les forces vives, il finit par les atrophier, par les annihiler, par les épuiser, par les stériliser, et alors arrive la profonde et parfois l'irrémédiable décadence.

L'Empire d'Allemagne, s'il persiste dans la voie où il est engagé, — ce qui est très probable, — n'échappera pas à cette loi fatale. Que les Al-

lemands se hâtent donc d'utiliser, au profit de leur expansion commerciale, les antiques vertus sociales de leur race, et qu'ils cessent de nous railler sur notre décadence. Nous ne faisons que les précéder; voilà tout.

Et pendant que la race anglo-saxonne grandira de plus en plus par les œuvres fécondes et sans cesse renouvelées de l'initiative privée et du self-government, la vieille Allemagne perdra de jour en jour, par l'excès de la puissance politique, ses fortes vertus qui ont fait et qui font actuellement encore sa puissance sociale.

Dans cette Préface, j'ai tenu à bien établir la distinction essentielle entre l'Allemagne ancienne et l'Allemagne nouvelle, parce que, dans le second chapitre de ce volume, je n'ai en vue que cette dernière : il importe d'éviter toute confusion de la part du lecteur. On pourra voir, dans ce même chapitre, comment, de son propre aveu, s'y prend l'Empereur d'Allemagne pour détruire la vieille Allemagne et pour façonner, à la prussienne et au moyen de l'école, l'Allemagne nouvelle.

Edmond Demolins.

PRÉFACE

DE L'ÉDITION ANGLAISE

SUR

LES TROIS ÉLÉMENTS DE LA SOCIÉTÉ ANGLAISE

Je prie le public anglais de ne pas se méprendre sur le sens et sur la portée de ce volume ; je le prie de ne pas étendre mon jugement à toutes les populations et à toutes les institutions de la Grande-Bretagne.

Dans cet ouvrage, en appliquant la méthode d'analyse sociale créée par F. Le Play, complétée par H. de Tourville, j'entreprends d'isoler avec soin et de considérer *exclusivement* les phénomènes qui me paraissent dériver de l'influence anglo-saxonne, parce que ce sont ces phénomènes qui donnent seuls à l'Angleterre et aux États-Unis leur originalité et leur supériorité sociale. Je tâche surtout de bien les distinguer des coutumes et des institutions apportées par les Celtes et par les Normands.

L'élément Celte, qui prédomine surtout en Irlande, dans la haute Écosse, dans le pays de Galles, dans

les villes d'Australie, de la Nouvelle-Zélande, etc., a apporté et tend à maintenir, dans une certaine mesure, les traditions qui sont propres à ce type social.

En vertu de leur formation originaire, plus pastorale qu'agricole, les Celtes éprouvent peu d'attraits pour le travail intense de la culture ; ils sont plus inclinés vers les professions libérales que vers les professions usuelles et ils y réussissent mieux.

En vertu de leur organisation traditionnelle en clans, ils ont plus de goût pour la vie publique que pour la vie privée, pour les luttes politiques que pour les luttes agricoles, industrielles ou commerciales. Dans le monde Anglo-Saxon, les Celtes recrutent surtout, en bas le paupérisme ouvrier, en haut, les professions libérales et politiques.

Ils se rattachent à la *formation communautaire de clan*, qui n'a jamais donné la supériorité sociale : les Celtes *purs* ont toujours été vaincus socialement et le seront toujours, tant qu'ils ne se transformeront pas au contact d'une race supérieure.

L'élément Normand, qui est plus fondu et plus dilué dans le corps social, a cependant laissé en Angleterre des traces profondes, qu'une analyse rigoureuse arriverait à déterminer exactement. Cet élément a surtout donné naissance aux énormes domaines qui expropriant du sol une partie de la population, au droit d'aînesse, à la noblesse *héréditaire*, à la Chambre des Lords. La tradition normande me paraît se retrouver encore dans l'organisation des Universités anglaises et dans l'esprit de caste

qui les anime les Universités américaines semblent plus dégagées de cette influence. Enfin, le ridicule snobisme est encore un produit direct de l'esprit normand.

Tandis que l'élément celte affaiblit surtout les classes inférieures, en les retenant dans le paupérisme ouvrier, l'élément normand affaiblit surtout les classes supérieures par la lordolatrie, les latifundia et le snobisme.

De même que les Celtes se rattachent à la *formation communautaire de clan*, les Normands se rattachent à la *formation communautaire d'État*.

C'est en vertu de cette formation, qu'ils ont entrepris, avec Guillaume le Conquérant et ses successeurs, d'établir en Angleterre le type du grand État centralisé et autoritaire, que l'Espagne devait connaître avec Philippe II, la France avec Louis XIV et Napoléon, l'Allemage avec Guillaume. Et l'on sait assez que ces grands mécanismes politiques, essentiellement compressifs de l'initiative individuelle, n'ont jamais donné qu'une prospérité factice, apparente et éphémère; ils ne sont que la route royale de la décadence :

C'est précisément auprès de ces deux éléments, Celte et Normand, que les doctrines du socialisme ont trouvé, dans le monde anglo-saxon, un certain écho (1). Le Socialisme, en effet, n'est qu'une ma-

(1) Ainsi que le constate M. Métin, les chefs du socialisme anglais « ont été guidés par l'amour du beau, affirment-ils, et aussi par quelques dispositions qui leur seraient venues d'*ancêtres celtes*. Car presque tous se vantent d'avoir une *origine irlandaise, écossaise ou galloise* et de lui devoir un esprit plus vif et plus libre que celui des Anglo-Saxons. Les idées de nationalisation du sol ont été appor-

nifestation de la formation communautaire qui pousse l'homme à chercher la solution des difficultés sociales, en s'appuyant sur le groupe, sur la collectivité, plus que sur soi-même.

Si les gouvernements de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande ont essayé de mêler des institutions socialistes à des réformes qui ne le sont pas malgré l'apparence, c'est que l'élément écossais et irlandais abonde dans la direction des affaires politiques, en vertu de la tendance que j'ai signalée plus haut chez la race celtique. Par là, se vérifie la loi que nous avons posée. Mais ces expériences socialistes prendront fin par leur insuccès déjà manifeste, rehaussé du succès croissant des entreprises privées anglo-saxonnes. Ce n'est qu'une question de temps.

En effet, ce qui distingue l'Angleterre des peuples du continent, ce qui la classe à part, ce qui, décidément explique sa supériorité sociale actuelle c'est qu'elle a réussi à s'affranchir de plus en plus et de l'influence celtique et de l'influence normande. Elle a pu réaliser cet affranchissement grâce à la prépondérance que l'élément anglo-saxon a pris graduellement sur les deux autres, prépondérance dont aucune force humaine ne peut aujourd'hui arrêter le développement.

C'est précisément et uniquement cet *élément anglo-saxon* que j'ai en vue, à l'exclusion des deux autres; ainsi s'explique le titre de ce volume et c'est ce qu'il ne faut pas perdre de vue.

tées en Angleterre *par les agitateurs irlandais réfugiés en Amérique.* » *Le Socialisme en Angleterre*, par Albert Metin. p. 34.

L'Anglo-Saxon n'appartient pas à la formation communautaire, mais à la *formation particulariste*, ainsi nommée parce que, au lieu de faire prédominer la communauté sur le particulier, elle fait prédominer le particulier sur la communauté, la vie privée sur la vie publique et, par voie de conséquence, les professions usuelles sur les professions libérales et administratives.

Et tel est bien le véritable fondement de la supériorité anglo-saxonne.

Toute l'histoire d'Angleterre est dominée et expliquée par la lente et incessante ascension du Saxon à travers l'épaisse carapace celtique et normande.

Je me borne à indiquer les principaux actes de ce grand drame historique si mouvementé, en renvoyant, pour la démonstration et pour les détails, aux études que M. Henri de Tourville publiera prochainement dans la *Science sociale*, sur l'*Histoire de la formation particulariste;* c'est lui qui, le premier, a expliqué l'évolution si curieuse de ce groupe de populations et on verra qu'il l'a fait d'une façon magistrale et définitive.

1er *Acte : Prédominance des Saxons sur les Celtes.*

Les Saxons s'établissent en Grande-Bretagne au cinquième siècle, principalement au sud de la Tamise, où ils répandent leur nom : Wessex, Sussex, Essex. Ils refoulent les Celtes bretons, peu fixés au sol par leur vie demi-pastorale. Le Celte, plus rêveur que travailleur, essaye de se consoler en chantant sa défaite qu'il estime glorieuse. Telle est

la légende épique du roi Arthur et des chevaliers de la « Table Ronde ».

Le Saxon, qui, contrairement au Celte, est essentiellement un paysan, fortement dressé à la culture par les conditions géographiques des milieux où il était établi précédemment (1), s'installe solidement sur le sol qu'il défriche, et établit son habitation au milieu de son domaine. Son idéal c'est la constitution d'un domaine rural sur lequel le simple *particulier* (formation particulariste) est complètement indépendant de ses voisins et des chefs politiques. Alfred le Grand lui-même ne peut entraîner à la guerre que les Saxons qui le veulent bien, qui y ont intérêt et qui estiment que la chose en vaut la peine. L'autorité des chefs saxons est d'ailleurs purement temporaire et élective : on saisit là la première et lointaine manifestation du *self-government*. On saisit même déjà l'embrion du Parlement dans les réunions du peuple (*Folkmot*), des prud'hommes, des sages (*Witenagemot*), où tout le monde avait le droit de venir.

Ce type ne donne ni aristocratie militaire, ni aristocratie de naissance, mais seulement des propriétaires tous égaux en droits, des domaines indépendants dont aucun n'est subordonné à un autre, contrairement à ce qui a lieu dans le régime féodal.

La justice est également indépendante des pouvoirs publics : elle est organisée spontanément entre propriétaires du voisinage : c'est le commencement de l'institution essentiellement saxonne du jury.

(1) Voir les études de M. de Tourville dans les prochaines livraisons de la *Science sociale*.

Tout cela est bien différent du régime que les chefs francs, associés aux Gallo-Romains, établirent sur le continent!

2me *Acte : Prédominance des Saxons sur les Angles.*

Au sixième siècle, les Angles, qui arrivaient du versant oriental du Schleswig, abordèrent la Grande-Bretagne plus au nord. Ils refoulèrent plus ou moins les Bretons, et formèrent le grand royaume de Northumbrie. Ils se répandirent ensuite vers le sud jusqu'à la Tamise, et ils fondèrent un second grand État, la Mercie.

Quoique plus formés à la culture que les Celtes, les Angles l'étaient moins que les Saxons. Tandis que ceux-ci n'envahissaient que de petits territoires, c'est-à-dire ce qu'ils pouvaient cultiver, les Angles s'étendaient sur de vastes espaces, parce qu'ils étaient plus préoccupés de dominer au loin, que de se livrer à l'exploitation agricole.

C'était là une première cause de faiblesse. Ils en avaient une seconde : une noblesse *héréditaire,* Jarls, Ethels ou Ethelings. La science sociale explique aujourd'hui cette différence avec les Saxons, je me borne à la constater.

Autour de ces nobles, se groupait un nombreux entourage de fidèles, de compagnons, de *comites,* de *milites*, sorte de clan patriarcal. Ce clan faisait la force, mais aussi la faiblesse des chefs, car, pour le maintenir dans l'obéissance, et pour lui distribuer des dépouilles, les chefs devaient étendre toujours plus loin leurs conquêtes et leur domination.

Enfin une dernière cause de faiblesse résultait de l'immense étendue des propriétés que cette noblesse héréditaire était obligée de posséder pour faire vivre ses fidèles. Ainsi on ne s'attachait pas à la terre, on ne s'y implantait pas solidement par la culture à la façon du paysan saxon. On l'estimait seulement comme une monnaie destinée à récompenser des services personnels et à faire vivre dans l'oisiveté la caste des fidèles.

Par là s'explique la rapide décadence de la Northumbrie : en moins d'un siècle et demi elle était consommée.

On sait comment, sous Egbert, l'Heptarchie tomba sous la domination des Saxons. Mais ceux-ci n'imposèrent aux Angles ni un gouvernement saxon, ni des fonctionnaires saxons, par la bonne raison qu'ils n'avaient pas eux-mêmes un grand développement de puissance politique et que leur force résidait plus dans la vie privée que dans la vie publique. Ils ne rêvaient donc pas d'administrer les peuples conquis à la façon espagnole, ou à la façon française. Leur idéal était plutôt et est resté une Fédération.

Ainsi furent faits par les Saxons ces premiers États-Unis d'Angleterre ! Ils visaient si peu à constituer le type du grand empire, que leur roi continue à s'appeler tout simplement : « Roi des Saxons de l'Ouest. » Et cependant il était souverain de toute l'Ile !

Mais si les Saxons n'imposèrent pas aux Angles leur domination politique, ils exercèrent sur eux une influence sociale profonde, par le fait même de la supériorité de leur vie privée, de leur plus grande aptitude au travail et à la colonisation. Ils

s'étendirent de proche en proche sur les vastes espaces que les Angles occupaient sans les remplir. Ainsi ils saxonnisèrent les Angles absolument comme, de nos jours, aux États-Unis, leurs successeurs assimilent peu à peu et amènent à leur langue et à leur type social les émigrants de la vieille Europe continentale. Le présent sert à nous expliquer le passé.

C'est cette assimilation que traduit exactement l'expression d'Anglo-Saxon, qui a fini par passer dans la langue.

3me *Acte : Prédominance des Saxons sur les Danois.*

Les Saxons ne restèrent pas longtemps en repos : vers 867, un premier ban de Danois fait son apparition. Il occupe le territoire des Angles jusqu'à la Tamise, où il est arrêté pendant sept ans par les Saxons.

Je n'ai pas à expliquer ici la genèse sociale de ces Danois, que M. de Tourville exposera dans la *Science sociale*. Il me suffit de constater que c'étaient surtout des pirates, des *Vikings*, qui étaient par conséquent peu préparés et peu disposés à se fixer solidement au sol par la culture. Ils se bornèrent à organiser une occupation militaire et à vivre par des prélèvements réguliers et arbitraires sur les populations.

Les Saxons eux-mêmes furent obligés de se soumettre, comme le reste de l'Angleterre, au militarisme danois, parce que des paysans ne résistent pas facilement par la force à de purs guerriers. Mais du moins, ils n'imitèrent pas les Bretons, ils ne lâchè-

rent pas le sol qu'ils tenaient fortement par la culture.

Ils purent ainsi attendre l'occasion favorable. Elle se présenta sous Alfred. Alors les Saxons reprirent l'offensive, ils libérèrent d'abord leur propre territoire, puis celui des Angles. Les pirates Danois furent rejetés hors de l'Angleterre ; la race saxonne triomphait encore une fois, dans toute l'île, grâce à la supériorité énorme du paysan implanté dans le sol, sur le guerrier qui exerce simplement la domination militaire et politique.

Mais les Saxons n'étaient pas au bout de leurs peines. Cinquante ans après, vers 994, arrive un second ban de Danois, moins exclusivement pirates, mieux organisés au point de vue politique, les *Danois réguliers*, dont l'étude de M. Henri de Tourville expliquera également l'origine et la formation.

Ces Danois cependant n'avaient pas d'autre conception sociale que de se constituer en caste de gouvernement et de vivre régulièrement aux dépens des vaincus et de leur travail, un peu à la façon des Turcs vis-à-vis des populations chrétiennes.

Ce fut donc encore une pure conquête politique et non une solide implantation dans le sol.

En homme d'affaires, en hommes pratiques qu'il *étaient déjà*, les Saxons traitèrent purement et simplement et du premier coup avec les Danois. Ils offrirent de payer comme tribut la somme d'argent qu'ils auraient dépensée à faire la guerre : ce fut le fameux impôt du *Danegeld*. C'est bien toujours et jusqu'à aujourd'hui le procédé saxon : ne se battre que quand la chose en vaut la peine. Du moment qu'on leur laissait leurs terres, ils aimèrent mieux

payer. Le Saxon, d'ailleurs, ne tient pas à exercer le pouvoir politique.

Et tout en cultivant tranquillement leurs domaines, ils attendirent encore une occasion favorable. Elle arriva si naturellement, si fatalement, elle fut tellement le résultat de la force des choses que l'histoire ignore les détails de l'événement et constate seulement le résultat. Elle constate que les Saxons se groupèrent autour d'un homme obscur, un certain Howne, et se soulevèrent. « Refoulés rapidement vers le Nord, et chassés de ville en ville, les Danois partirent sur leurs vaisseaux et abordèrent diminués en nombre, aux rivages de leur ancienne patrie (1). » Et Augustin Thierry ajoute : « Malheureusement les exploits patriotiques de cette armée sont aujourd'hui aussi inconnus que le nom de son chef est obscur. » C'était bien là le caractère d'obscurité que devait revêtir une révolte de purs paysans. Et ce succès si rapide prouve bien que les Danois n'avaient accompli qu'une conquête politique et qu'ils ne tenaient pas au sol. Tenir le sol par la culture tout est là !

Donc, encore une fois, l'Angleterre restait aux Saxons, du nord au sud : ces petits paysans avaient bien travaillé.

Et que firent-ils, lorsqu'ils se trouvèrent maîtres de la situation?

Ils affirmèrent immédiatement et solennellement de nouveau le *self government* et ils le mirent en lumière, en rédigeant les coutumes saxonnes dans toute leur pureté; ce fut la fameuse *Common Law*.

(1) Aug. Thierry, *Hist. de la conquête de l'Angleterre*, t. I, p. 163.

Elle proclamait la limite étroite des pouvoirs publics par la liberté individuelle et le Jury.

Mais les Saxons n'étaient pas au bout de leurs peines : une nouvelle bourrasque se levait à l'horizon. Ce sont les Normands qui arrivent.

4me *Acte. — Prédominance des Saxons sur les Normands.*

Les Normands n'étaient que des Danois perfectionnés : ils avaient été perfectionnés par le régime féodal dont ils avaient pris, en Normandie, la hiérarchie militaire.

Ils mirent à profit le départ des Danois pour envahir l'Angleterre à la suite de Guillaume-le-Conquérant.

Après une courte résistance, les Saxons acceptèrent la monarchie Normande, comme ils avaient accepté la monarchie Danoise, demandant seulement qu'on les laissât travailler tranquillement. Ils continuent donc à agir en gens d'affaires et en hommes pratiques. Ils sont toujours prêts à renoncer à l'exercice du pouvoir, pourvu qu'on leur garantisse, ce qu'ils considèrent comme le plus grand des biens, l'indépendance de la vie privée, et qu'on leur assure la paix publique.

C'est ainsi qu'aujourd'hui encore, aux États-Unis, l'Anglo-Saxon a une tendance à laisser aux Irlandais et aux Allemands les situations politiques et le gouvernement des villes (1); il préfère les professions usuelles.

(1) On sait qu'à New-York, la fameuse Tammany est surtout entre

Malheureusement, les Normands ne respectèrent pas longtemps l'indépendance des Saxons. La bande d'aventuriers recrutés dans toute la France, que Guillaume traînait après lui, presque tous gens de sac et de corde (aujourd'hui la composition de cette armée est suffisamment connue) n'avait qu'un objectif : se faire octroyer des fiefs, non pas pour les cultiver mais pour exploiter la population. Nous savons par le *Doomsday-book*, avec quel soin ils dressèrent le cadastre général des terres d'Angleterre et comment ils se les partagèrent, laissant généralement les Saxons sur le sol comme censitaires.

Alors commença entre Normands et Saxons, une lutte de tous les jours qui dura plusieurs siècles; les premiers luttant pour la domination et pour l'exploitation du paysan saxon; les seconds luttant pour l'indépendance de la vie privée.

Les Saxons formulaient cinq revendications fondamentales : 1° Transmettre librement leurs biens à leur descendance; 2° Ne payer que ce qu'ils pourraient raisonnablement payer; 3° Se faire payer les corvées qu'ils subiraient; 4° Régler leurs affaires entre eux suivant les vieilles coutumes saxonnes; 5° Faire justice eux-mêmes de ceux dont les Normands auraient à se plaindre.

Loin de reconnaître ces revendications, les rois normands visaient à établir en Angleterre le type de la grande monarchie autoritaire et à faire tout plier sous leur puissance, aussi bien la noblesse normande que le paysan saxon.

les mains des Irlandais. En Australie, ce sont surtout les Écossais e les Irlandais qui détiennent l'autorité.

Cette noblesse en effet était bien différente de celle de la France : en France le roi était sorti de la noblesse; en Angleterre la noblesse était sortie du roi. Un seigneur français osait dire au roi capétien : « Qui t'a fait roi? » Le roi d'Angleterre pouvait dire au seigneur normand : « Qui t'a fait comte? » Et celui-ci, annobli d'hier et sorti de rien, baissait la tête.

A ce moment de l'histoire, l'Angleterre paraissait donc devoir évoluer, avant l'Espagne, avant la France, vers la monarchie à la Philippe II, ou à la Louis XIV.

Elle fut sauvée encore une fois par le petit paysan saxon, par ce rustre inébranlablement assis sur sa motte de terre et défendant inébranlablement sa *Common law*. On vit alors un phénomène extraordinaire : Menacée par le roi dans ses privilèges, la noblesse normande se trouva dans la nécessité, pour se défendre, de s'allier au Saxon méprisé et exploité.

De cette alliance sortit une chose hybride : *la Grande Charte*.

La Grande Charte reconnaissait à la fois : la *Common law* saxonne et l'indépendance de la noblesse normande. Cela eut lieu en 1215 et fut signé par Jean Sans-Terre.

Du moins, pour le Saxon, c'était toujours un ennemi de moins : l'autoritarisme royal.

La Grande Charte établit tout un système de garanties légales contre le roi : conseil de 25 seigneurs, c'était l'apport de la noblesse; Parlement, c'était l'apport de la tradition saxonne. Mais les Saxons

obtinrent en outre, ce qui était plus précieux pour eux : l'insaisissabilité du domaine rural, l'inviolabilité personnelle, la justice rendue par les pairs, même pour la peine de mort, c'est-à-dire le jury saxon.

On voit avec quelle persévérance, avec quelle ténacité ces indomptables paysans restaient fidèles à leurs traditions sociales et les faisaient triompher.

Ils triomphaient si bien que les seigneurs normands eux-mêmes avaient été obligés de chercher leur force auprès des Saxons. Ceux-ci, *par la seule puissance de la vie privée*, étaient donc encore les plus forts; encore une fois, ils avaient vaincu. Le peuple saxon avait repris son rang; il avait rétabli le *self government*.

Bien plus, il absorba peu à peu la noblesse normande : les Normands appauvris par les guerres civiles continuelles furent trop heureux d'épouser les filles des Saxons enrichis par la culture.

La prédominance de ces derniers fut si complète, que bientôt il n'y eut plus qu'une langue : la langue saxonne; qu'une seule législation; la Common law saxonne.

Le Saxon triomphait sur toute la ligne, prouvant, dès cette époque, *la supériorité indéniable de la puissance sociale sur la puissance politique*.

Depuis lors, et de jour en jour, l'élément celte et l'élément normand se sont effacés devant l'élément anglo-saxon. Aujourd'hui, l'Anglo-Saxon ne prédomine plus seulement en Angleterre, mais dans le monde, et toujours par les mêmes causes

Ce volume a pour but d'expliquer ce phénomène et d'en tirer une grande leçon.

Edmond DEMOLINS.

P. S. — Lorsqu'il s'est agi de publier cet ouvrage en anglais, une difficulté s'est présentée au sujet de la traduction de certains termes de la classification sociale, principalement des mots « *formation communautaire* » et « *formation particulariste* ».

Il importait de conserver l'unité du langage scientifique, en donnant à ces mots la même consonnance en anglais et en français.

On a donc traduit « formation communautaire » par *communistic formation* et « formation particulariste » par *particularistic formation*.

Ces deux termes fondamentaux, auxquels nous attribuons un sens spécial, sont expliqués dans la note placée au début du ch. III, liv. I; je prie le lecteur de s'y reporter pour qu'il n'y ait pas de confusion dans son esprit, et qu'il les prenne dans le sens exact de la définition.

E. D.

A quoi tient la supériorité des Anglo-saxons

LIVRE I

LE FRANÇAIS ET L'ANGLO-SAXON DANS L'ÉCOLE

C'est dès l'École que s'accuse d'abord le constraste entre l'Angleterre et les autres nations de l'Occident. Ce constraste est violent et il permet de saisir, à sa naissance, les causes profondes de la supériorité anglo-saxonne.

Chaque peuple organise l'Éducation à son image, en vue de ses mœurs et de ses habitudes; l'éducation, à son tour, réagit sur l'état social.

On va s'en rendre compte par les trois premières études sur l'Éducation en France, en Allemagne et en Angleterre.

La quatrième étude précise la nature de l'évolution sociale actuelle et indique comment nous devons élever nos enfants pour les mettre à la hauteur des conditions nouvelles du monde, si différentes des conditions anciennes.

CHAPITRE I

LE RÉGIME SCOLAIRE FRANÇAIS FORME-T-IL DES HOMMES?

I

Demandez à cent jeunes Français, sortant du collège, à quelles carrières ils se destinent; les trois quarts vous répondront qu'ils sont candidats aux fonctions du gouvernement.

La plupart ont pour ambition d'entrer dans l'armée, la magistrature, les ministères, l'administration, les finances, les consulats, les ponts et chaussées, les mines, les tabacs, les eaux et forêts, l'université, les bibliothèques et archives, etc., etc.

Les professions indépendantes ne se recrutent, en général, que parmi les jeunes gens qui n'ont pas réussi à entrer dans une de ces carrières.

Vous pensez bien que l'État ne peut accepter tous ces candidats aux fonctions publiques; il est bien obligé de faire un choix, de pratiquer parmi eux une sélection.

Or cette sélection ne peut s'opérer qu'au moyen des examens, des protections, ou de la naissance.

La sélection par la naissance et les protections ne fonctionne qu'exceptionnellement et accessoirement; c'est l'examen qui est la grande porte d'entrée à ces diverses carrières.

Réussir à l'examen est donc la principale préoccupation du jeune Français, puisque tout son avenir dépend de ce premier succès. Aussi les familles prendront-elles les moyens les plus propres à assurer ce succès.

De là, l'influence que les Français attribuent à l'école, car c'est elle qui, exclusivement, peut ouvrir les carrières les plus ambitionnées, c'est par elle que se fait le classement social.

D'autre part, l'école elle-même va se constituer dans les conditions les plus favorables pour faire réussir aux examens. Il ne saurait en être autrement, car les familles estiment les institutions scolaires suivant le nombre d'élèves qu'elles font admettre chaque année aux divers concours. Un collège qui ne réussirait pas, dans ce genre de sport, n'aurait bientôt plus d'élèves. C'est donc pour lui une question de vie ou de mort.

Or le moyen le plus sûr de préparer avec succès aux examens est le « chauffage », puisqu'il faut l'appeler par son nom. Ce procédé, aussi barbare que le terme qui sert à le désigner, s'impose d'une façon tellement impérieuse, qu'il est pratiqué à l'envi par l'Université et par les collèges libres.

Qu'est-ce que le chauffage?

Le chauffage consiste à donner, dans le moins de temps possible, une connaissance superficielle, mais momentanément suffisante, des matières d'un examen.

Cette connaissance doit être donnée « dans le moins de temps possible », pour deux raisons.

D'abord, on est pressé par la limite d'âge imposée pour l'entrée de la plupart des carrières. Cette limite est assignée pour restreindre le nombre croissant des candidats et pour rendre les épreuves plus difficiles.

A défaut de la limite d'âge, les candidats ont encore intérêt à passer de bonne heure leurs examens, afin de pouvoir s'élever plus haut dans la carrière avant l'âge fixé pour la retraite.

Dans ces conditions, les études sont nécessairement « superficielles ». Elles le seraient, d'ailleurs, par le fait de l'extension démesurée des programmes. Plus le nombre des candidats grandit, plus on développe les programmes pour augmenter la difficulté. On arrive ainsi à établir des programmes encyclopédiques qu'aucune intelligence humaine ne pourrait approfondir. On ne peut donc que les effleurer.

Certainement, les professeurs qui font passer les examens seraient eux-mêmes bien en peine de répondre à beaucoup de questions du programme. S'ils étaient mis en concurrence avec les candidats qu'ils examinent, ils courraient grand risque d'être « refusés ».

On doit maintenant s'expliquer pourquoi le chauf-

fage ne donne qu'une connaissance « momentanée » des matières de l'examen. Si ce système d'enseignement avait pour but d'inculquer des connaissances réelles et approfondies et de développer, par l'exercice, les facultés supérieures de l'esprit, le résultat en serait durable. Mais comme il consiste principalement en efforts de mémoire, son effet est tout de surface et ne pénètre pas l'intelligence : il passe comme la fraîcheur des souvenirs. D'ailleurs, il n'y a à cela aucun inconvénient, puisque le seul but de tout ce surmenage est de réussir à l'examen. Il suffit donc d'être, *à un moment donné*, en état de surmonter cette épreuve. Ce résultat obtenu, le reste n'est qu'accessoire, puisque la carrière est assurée.

Voilà comment les examens ont donné naissance au système du « chauffage ». — Ils ont développé, en outre, un régime scolaire spécial : *le grand internat*.

Dans un pays où les examens ouvrent seuls les carrières les plus ambitionnées, les parents sont portés à compter entièrement sur le collège pour l'éducation de leurs enfants. Le chauffage exige, en effet, des méthodes particulières d'entraînement, des procédés artificiels de gavage que les familles ignorent. Elles ne peuvent ni les pratiquer, ni même en surveiller l'application. D'ailleurs, il s'agit de ne pas perdre de temps, de ne pas se laisser distraire par d'autres préoccupations.

II

Il faut reconnaître que ce régime scolaire est parfaitement approprié au but que l'on poursuit, c'est-à-dire à former des fonctionnaires civils et militaires.

Le parfait fonctionnaire doit abdiquer sa volonté; il doit être dressé à l'obéissance; il doit exécuter, sans les discuter, les ordres de ses supérieurs. Il est essentiellement un instrument entre les mains d'un autre homme.

Voyez comme le grand internat est propre à donner cette formation. D'abord il semble avoir été organisé sur le modèle d'une caserne : on se lève au son du tambour, ou de la cloche; on marche en rang pour se rendre d'un exercice à un autre; les promenades mêmes ressemblent au défilé d'un régiment. Les récréations se prennent le plus souvent dans une cour intérieure, entourée de bâtiments élevés; les jeunes gens s'y promènent par groupes plus qu'ils ne jouent. D'ailleurs ces récréations sont courtes : en général une demi-heure dans la matinée, une heure après le repas de midi et une demi-heure à 4 heures, au moment du goûter. Les sorties sont rares : en moyenne un jour par mois. Les parents ne peuvent voir leurs enfants que deux fois par semaine, pendant une heure au plus, dans un parloir banal, encombré, où les voisins peuvent entendre et suivre la conversation.

Manifestement, ce régime comprime chez le jeune homme l'habitude de l'action libre et spontanée, l'originalité.

Il tend à effacer les différences qui pourraient provenir de l'influence de la famille. Il fond toutes ces intelligences dans un moule uniforme, il en fait bien réellement des instruments, prêts à obéir à l'impulsion qui leur sera transmise.

L'obéissance sera d'autant plus passive que le régime des examens n'a pas développé l'habitude de la réflexion, du jugement. On a absorbé à la hâte et tant bien que mal une masse énorme de matières : la mémoire seule a fonctionné. De même qu'on accepte, sans le discuter, l'enseignement tout fait des programmes, de même on acceptera sans hésiter les ordres transmis par la hiérarchie bureaucratique. D'ailleurs, est-ce que cet enseignement et ces ordres ne viennent pas de la même source, l'État? Élève, l'État vous a inculqué ses doctrines; fonctionnaire, il vous transmet ses instructions : il n'y a donc rien de changé.

C'est Napoléon Ier qui a eu le premier l'intuition du rôle que pouvait jouer le collège pour former des fonctionnaires. Au dix-septième et au dix-huitième siècles, les grands internats étaient encore une exception; ils ne se développèrent que sous le premier Empire. En reconstituant l'Université, Napoléon Ier généralisa le type. En effet, un État centralisé comme le sien ne pouvait marcher qu'au moyen d'un très grand nombre de fonctionnaires. L'État avait donc

intérêt à former lui-même les jeunes gens qu'il devait plus tard employer à son service. Il était naturellement porté à leur inculquer de bonne heure, à l'âge où les idées ne sont pas encore formées, les doctrines et les habitudes qui font le bon fonctionnaire, c'est-à-dire l'absence d'initiative, l'habitude de l'obéissance passive, l'uniformité des sentiments et des idées, en un mot tout ce qui enlève à l'homme sa personnalité.

Les gouvernements qui se sont succédé en France depuis le premier Empire, malgré leur étiquette différente, se sont installés dans la construction napoléonienne, qui constitue encore aujourd'hui notre édifice politique. Loin de diminuer, la centralisation et le nombre des fonctionnaires n'ont fait qu'augmenter depuis le commencement de ce siècle. Aussi le système du chauffage et du grand internat s'est-il graduellement développé.

III

Voilà donc le régime auquel se soumettent la plupart des Français, dans l'espoir de réussir aux examens qui donnent accès aux carrières de l'État. Mais si tous ont cet espoir, il s'en faut de beaucoup que tous puissent être admis. Ceux qui échouent doivent chercher des situations ailleurs.

Dès lors, une grave question se pose : il s'agit de savoir si ce régime scolaire, qui est éminemment propre à former des fonctionnaires, est également

apte à préparer des hommes capables de se créer des situations indépendantes, c'est-à-dire de se tirer d'affaire par eux-mêmes.

Pour se créer des situations indépendantes, il faut d'abord de l'initiative, de la volonté, l'habitude de compter sur soi.

Or le régime que nous venons de décrire non seulement ne développe pas ces aptitudes, mais les comprime, les étouffe. De plus, il a lentement habitué l'esprit à la perspective de positions toutes faites, n'exigeant, pour avancer, que de la patience et non l'effort soutenu. En effet, dans les administrations et dans l'armée, on avance surtout par l'ancienneté et les protections. Le tout est d'y entrer; mais une fois qu'on est dans la place, on n'a plus qu'à se laisser porter par le mouvement régulier et automatique qui vous pousse irrésistiblement de grade en grade. Évidemment, une pareille perspective ne crée pas des âmes de héros et des cœurs de conquérants.

Pour entreprendre des carrières indépendantes, il faut, en outre, être jeune. Ce n'est qu'à cette condition qu'on affronte sans sourciller les difficultés qui se dressent à l'entrée de toutes les entreprises et qu'on les surmonte. Il faut d'ailleurs être jeune pour apprendre un métier quelconque.

Or l'aspirant fonctionnaire est tenu en suspens au moins jusqu'à vingt ans, très souvent jusqu'à vingt-cinq, parfois jusqu'à trente et au delà. Lorsqu'il a perdu définitivement tout espoir de réussir, un grand nombre de carrières se trouvent fermées pour lui,

il n'a plus le temps de les entreprendre, parce que les débuts en sont longs, difficiles et peu rétribués. D'ailleurs, on est d'autant plus exigeant qu'on est plus âgé, et on trouve d'autant moins une situation qu'on est plus exigeant. Le temps se passe ainsi, les années se succèdent et les difficultés augmentent.

Mais il ne suffit pas d'être jeune, il faut encore avoir des aptitudes, des goûts, des connaissances techniques. On ne s'établit pas du jour au lendemain agriculteur, industriel, ou commerçant. Toutes ces carrières exigent un apprentissage, qui s'acquiert surtout par la pratique et par les traditions de famille.

Or le régime scolaire, que nous venons de décrire, ne prépare pas à ces diverses situations. Bien au contraire, il en inspire le dégoût, il inculque la croyance à la supériorité des fonctions publiques. Combien de pères de famille, dont la situation repose sur l'agriculture, l'industrie, ou le commerce, sont tout étonnés d'entendre leurs fils, à la sortie du collège, déclarer qu'ils renoncent à continuer la profession paternelle! Le collège leur en a inspiré le dégoût.

Cette influence du collège croît avec une telle intensité que l'on déplore aujourd'hui l'éloignement de la jeunesse française pour les professions usuelles, qui sont cependant les plus utiles et les plus honorables.

Aussi les jeunes gens qui, ayant échoué dans les examens, sont obligés de se rejeter sur ces professions, ne le font que contraints et forcés, sans dispo-

sition ni préparation suffisante, en un mot, dans les plus mauvaises conditions de succès.

Il y a cependant, en dehors du fonctionnarisme, deux professions auxquelles notre régime scolaire prédispose particulièrement : les administrations libres et les professions libérales.

Le fait s'explique facilement pour les administrations libres, à cause de leur analogie avec les administrations publiques. Elles exigent les mêmes aptitudes, ne demandent ni plus d'initiative, ni plus de volonté, ni plus d'effort de travail; en retour, elles assurent une égale sécurité. On y avance lentement, mais sûrement, par la force des choses.

Aussi les jeunes Français qui ont échoué aux examens se tournent-ils de préférence vers ces administrations. On sait que ces dernières sont assiégées par une foule de candidats auxquels il est impossible de donner des places.

L'entraînement vers les professions libérales est également une conséquence directe de notre régime scolaire. Un des traits distinctifs de ce régime est d'être encyclopédique, par suite du développement croissant des matières de l'examen. Le jeune Français sort donc du collège avec la conviction qu'il sait tout, puisqu'il a tout parcouru et qu'il peut écrire et parler sur tout. Et le voilà homme de lettres à un titre quelconque. D'ailleurs il est en quelque sorte acculé à cette profession, puisque le collège l'a mal préparé, ou l'a rendu impropre à toute autre carrière indépendante.

Mais, si notre régime scolaire multiplie ainsi démesurément le nombre des gens adonnés aux professions libérales, on constate qu'il leur imprime une formation intellectuelle particulière.

Le trait caractéristique est la difficulté et souvent l'impuissance absolue à étudier à fond une question. Le Français brille surtout dans les travaux d'imagination, dans les généralisations rapides et, par conséquent, hasardées. Rien n'est instructif à ce point de vue comme la lecture du *Journal de la librairie*, qui donne le tableau hebdomadaire de la production littéraire en France. Les œuvres de longue haleine y sont de plus en plus rares, et lorsqu'elles se rencontrent, ce sont généralement de grandes compilations ayant un caractère plus ou moins encyclopédique, ce ne sont pas des œuvres personnelles exigeant de longues réflexions; ce sont plutôt de vastes manuels, destinés à présenter un ensemble de faits sous la forme la plus aisément assimilable. Il n'y a plus en France pour les longs travaux personnels, sauf de très rares exceptions, ni auteurs, ni lecteurs. Aussi un éditeur recule-t-il d'effroi, à la seule proposition d'éditer un ouvrage en plusieurs volumes.

Cette impuissance à entreprendre des études approfondies n'est pas « un phénomène de race ». On peut s'en convaincre, en comparant la production des deux derniers siècles et du commencement de celui-ci à la production de ces quarante dernières années.

Ce fait tient en grande partie au chauffage scolaire nécessité par les examens. Lorsque l'esprit a été

dressé uniquement à parcourir la surface des choses, à n'étudier que dans des manuels, à comprendre vite plutôt qu'à juger, à s'assimiler, sous une forme indigeste mais rapide, le plus grand nombre possible de connaissances, tout travail méthodique et approfondi devient impossible. On est incapable de l'entreprendre.

Et, naturellement, cette impuissance est d'autant plus grande qu'on a été soumis plus longtemps et d'une façon plus intense au régime du chauffage et des examens. Ce phénomène est poussé au plus haut degré chez les élèves de nos grandes écoles. Ils sont supérieurs par la mémoire, la rapidité de conception, l'aptitude à saisir une explication, pour ainsi dire au vol; ce sont là d'ailleurs les seules qualités que l'on ait entrepris de développer en eux et c'est à elles qu'ils doivent leurs succès dans les examens, mais ils sont décidément inférieurs, dès qu'il s'agit de mettre en œuvre ces qualités plus brillantes que solides.

Notre régime scolaire actuel forme donc essentiellement des fonctionnaires; il est peu susceptible de donner un autre produit. Il est surtout mal approprié à former l'homme.

CHAPITRE II

LE RÉGIME SCOLAIRE ALLEMAND FORME-T-IL DES HOMMES?

On dirait qu'un mauvais génie se fait un malin plaisir de briser successivement toutes nos idoles.

C'est au tour de l'École maintenant!

L'École! Avons-nous été assez élevés dans le respect, dans le culte de cette institution! Si les Allemands nous ont vaincus, c'est parce que leurs écoles étaient supérieures aux nôtres : aussitôt nous avons à la fois développé les programmes scolaires et multiplié les maisons d'écoles; aucun luxe n'était trop coûteux dès qu'il s'agissait de l'enseignement, et nous avons eu l'ère des palais scolaires. Un prodigue ne se ruine pas avec plus d'entrain.

Et c'était un entraînement général : il ne suffisait pas que l'École fût gratuite, il fallait qu'elle fût obligatoire; tout le monde à l'École! on y poussait les fils de paysans comme les fils de bourgeois. Malheur à celui qui osait exprimer le plus léger doute sur l'efficacité souveraine de l'École!

C'est qu'alors le mot d'ordre était d'imiter l'Allemagne : de même qu'on lui empruntait ses institutions militaires, de même on lui empruntait ses institutions scolaires, sa pédagogie, sa philologie, la fameuse philologie allemande, si subtile, si pénétrante! Donnez de bons textes latins aux gamins de sixième, et vous verrez comme le pays se relèvera, disaient les docteurs de l'Université; la France émerveillée répétait ces formules magiques.

Comment ce qui, hier, était une vérité incontestée est-il devenu aujourd'hui une erreur? Car il n'y a pas à s'y tromper, tout le monde l'avoue, tout le monde le confesse, de ce côté du Rhin, comme de l'autre côté.

Chez nous, ce fut d'abord comme une rumeur sourde : on se hasarda à dire que décidément l'École ne donnait pas les résultats qu'on en espérait; que le développement de l'enseignement et des programmes coïncidait avec un amoindrissement manifeste des études; que la moyenne des examens baissait d'une façon inquiétante : on citait des chiffres, on citait des faits. Bien plus, on en arriva à dire que le développement de l'École amenait la multiplication des déclassés, des incapables, qu'elle constituait un grave danger.

Cependant, comme ces bruits étaient répandus par des gens étrangers aux corps enseignants, ou au monde officiel, on refusait de les écouter, on les accusait d'être de parti pris.

Mais voilà que des membres très en vue de l'Uni-

versité de France, les chefs mêmes du corps enseignant, d'anciens ministres de l'Instruction publique, se mirent à élever la voix et à faire entendre les mêmes plaintes. En pleine Sorbonne, on déclara qu'il fallait faire des réformes et que ces réformes étaient urgentes.

Mais on pouvait croire que c'était là un engouement de Français, toujours prompts à passer d'une idée à l'autre, d'un extrême à l'autre, lorsqu'on apprit tout à coup que la même protestation venait d'éclater au beau milieu de l'Allemagne, à Berlin.

Et l'auteur de cette protestation n'était autre que l'Empereur d'Allemagne lui-même.

Ainsi, les deux pays, qui, dans ces dernières années, ont proclamé le plus haut la vertu souveraine de l'École, proclament actuellement, avec non moins d'énergie, qu'elle n'a pas tenu ce qu'elle promettait ou, pour mieux dire, ce que l'on se promettait, ce qu'on attendait d'elle.

En quoi les espérances de l'Empereur d'Allemagne sont-elles déçues? Que demande-t-il donc à l'École? C'est ce qu'il est intéressant et instructif d'examiner. Il ne l'est pas moins de connaître son programme et de savoir si ce qu'il attend se réalisera.

I

La première partie de son discours a pour objet de développer l'idée suivante : l'*École n'a pas donné ce que nous attendions d'elle.*

L'Empereur constate d'abord que l'École a échoué au point de vue de l'enseignement lui-même, au point de vue du savoir, en un mot, *au point de vue technique*.

« Je n'aurais peut-être pas eu besoin, dit-il, de lancer l'ordre de cabinet que M. le Ministre a eu précédemment la bonté de rappeler, si l'École avait été à la hauteur à laquelle elle aurait dû être. Je voudrais d'abord faire remarquer que si je devais me montrer sévère, cela ne concernerait personne directement, mais bien le système, la situation générale... L'École n'a pas fait ce qu'on est en droit d'attendre d'elle. »

« D'où vient la faute »? se demande-t-il. « La vérité, c'est que l'on a péché sur beaucoup de points. »

Et l'Empereur entame aussitôt le procès de l'enseignement, des matières enseignées et des méthodes employées. Il commence par la philologie, précisément cette philologie qui devait, disait-on, élever l'étude des langues anciennes à la hauteur d'une science et contribuer si puissamment à la formation littéraire des jeunes générations :

« Le point fondamental, dit-il, est que, depuis l'année 1870, les philologues ont siégé dans l'instruction en *beati possidentes*, et qu'ils ont principalement porté leur attention sur la matière enseignante, sur l'enseignement et sur le savoir, mais non sur la formation du caractère et sur les besoins de la vie présente. Vous, Monsieur le conseiller intime Hinzpeter, je vous demande pardon de le dire, vous êtes

un philologue idéaliste; mais il n'en est pas moins vrai qu'à mon point de vue la question en est arrivée à un point qu'il n'y a plus moyen de dépasser. »

Voilà pour la méthode. On voit que l'Empereur n'est pas tendre pour elle. Mais il ne l'est pas davantage pour l'objet même des études, pour ce qui a fait jusqu'ici la base de l'enseignement : il s'agit du latin. On sait que les Allemands ne sont pas moins fiers de leurs latinistes que de leurs philologues. Il faut encore renoncer à cette légende. Voici du moins ce que nous apprend l'Empereur :

« Mais, Messieurs, on objecte et on dit beaucoup de choses : la composition latine est aussi très importante, la composition latine est excellente pour façonner l'homme à l'étude d'une langue étrangère, et que sais-je encore!

« Oui, Messieurs, j'ai fait jadis moi-même de tout cela. En quoi consiste donc cette composition latine? J'ai vu souvent qu'un jeune homme avait, par exemple, 4 pour la composition allemande (assez bien en moyenne) et 2 (très bien) pour la composition latine. L'individu, au lieu de félicitations, méritait une punition, car il est évident qu'il n'avait pas fait sa composition latine d'une façon correcte *et sans aide*. De toutes les compositions latines que nous avons écrites, les uns et les autres, il n'y en avait pas une sur douze qui n'ait été faite par de semblables moyens. De pareilles compositions étaient notées comme bonnes. C'était là la composition latine! Mais lorsqu'au lycée nous devions faire une compo-

sition sur Minna de Barnhelm, de Lessing, nous obtenions à peine la note passable... C'est pourquoi je dis : A bas la composition latine. Elle nous gêne et avec elle nous perdons notre temps. »

Ainsi l'enseignement de la philologie et du latin n'ont pas donné ce qu'on en attendait.

Telle est la première constatation faite par l'Empereur d'Allemagne.

Il en est une seconde.

L'Empereur déclare que l'École a échoué *au point de vue pratique*, c'est-à-dire au point de vue de la formation de l'homme et de son succès dans la vie.

C'est là la partie capitale du discours; c'est du moins sur cet échec que son auteur insiste particulièrement.

Interprétant la pensée impériale, le Ministre des Cultes et de l'Instruction publique, dans son discours d'ouverture, s'était demandé si, à la suite du changement opéré dans la situation de la Prusse et de l'Allemagne, « le peuple allemand devrait, comme par le passé, rester un peuple de penseurs, un peuple cherchant sa satisfaction en lui-même! » Il répond que non, attendu que « les regards de la nation allemande *sont maintenant portés au dehors et même vers la colonisation* ».

Voilà qui est net; il s'agit de favoriser l'expansion de la race allemande, de la rendre apte à prendre sa part de la conquête du monde, que se disputent actuellement les peuples européens.

Et le Ministre conclut qu'il faut rompre avec le système suranné actuellement en vigueur pour l'enseignement supérieur.

Dès les premiers mots de son discours, l'Empereur, à son tour, insiste sur le caractère peu pratique donné à l'enseignement : « D'abord, je voudrais remarquer, avant toute chose, qu'il s'agit ici exclusivement de mesures techniques et pédagogiques que nous avons à prendre pour élever notre grandissante jeunesse, *de façon à répondre aux nécessités présentes de la situation qu'occupe la patrie dans le monde et aussi pour la mettre à la hauteur des luttes pour la vie.* »

Voilà le grand mot lâché : il faut préparer les jeunes générations à la « lutte pour la vie » ; il faut en faire des hommes pratiques, capables de se tirer d'affaire, capables de tenir tête, même au dehors, aux émigrants les mieux outillés des autres races.

Eh bien, sur ce point encore, l'École a failli à son rôle : elle ne fait que des déclassés, des ratés, des journalistes; pis que cela, des surmenés, des « myopes » de corps et d'esprit, incapables d'un effort vigoureux et d'une action énergique : c'est encore l'Empereur qui le constate en propres termes.

Il signale d'abord le surmenage, qui ruine le corps et n'est pas favorable au développement de la volonté :

« Si j'en arrive aux occupations de nos jeunes gens, je constate qu'il est absolument nécessaire que nous revisions le nombre des heures de travail à la mai-

son. M. le conseiller intime Hinzpeter se rappellera que c'est du temps que j'étais au lycée de Cassel que se fit entendre le premier cri de protestation des parents et des familles. A la suite de ce fait, le Gouvernement ordonna une enquête : nous étions obligés de remettre, chaque matin, à notre directeur un billet indiquant le nombre d'heures dont nous avions eu besoin à la maison, pour faire les devoirs indiqués pour le jour suivant. Eh bien, Messieurs, moi, j'étais obligé, — et le conseiller intime Hinzpeter pouvait me surveiller, — de travailler pendant sept heures à la maison! Ajoutez encore six heures de classes, deux heures de repas, et vous pouvez calculer ce que j'avais de temps de reste. »

L'Empereur reconnaît qu'il n'a pu conjurer, en partie, ce surmenage que grâce à une circonstance particulière et qui n'est pas d'ailleurs à la portée de la généralité des étudiants : « Si je n'avais pas eu l'occasion de monter à cheval, dit-il, et de me mouvoir encore autrement en liberté, *je n'aurais, d'une manière générale, pas su ce qui se passe dans le monde.* »

L'exercice du cheval est assurément excellent pour atténuer les effets du surmenage scolaire, mais on reconnaîtra qu'il n'est pas tout à fait suffisant pour donner la connaissance du monde et de la vie.

Du moins, l'Empereur signale le mal. « D'après moi, ajoute-t-il, il faut remédier d'une façon décisive à cet état de choses. Messieurs, il n'est pas possible de tendre davantage l'arc et on ne peut pas le laisse.

aussi tendu. Nous avons déjà franchi la limite extrême.

« Les écoles ont accompli le surhumain et ont, à mon point de vue, produit une trop forte surproduction de gens instruits; plus que la nation n'en peut supporter et plus que les individus eux-mêmes ne peuvent supporter. »

Que vont dire ceux qui proclamaient qu'on doit estimer la grandeur et la force vitale d'une nation au nombre de ses lettrés!

« En cela, poursuit l'Empereur, le mot du prince de Bismark, *le prolétariat des bacheliers*, que nous possédons, est exact. La plupart des candidats de la faim (le mot est dur), principalement Messieurs les journalistes, sont des lycéens ratés (le mot n'est pas seulement dur, il est en partie vrai); c'est là un danger pour nous. Cet excès, qui maintenant déjà est trop grand, fait ressembler notre patrie à un champ saturé d'eau, qui ne peut plus supporter d'arrosage. C'est pourquoi je n'autoriserai plus l'ouverture de lycées (littéralement « gymnases ») dont on ne pourra me prouver entièrement la raison d'être et la nécessité. *Nous en avons déjà assez.* »

A leur tour, que vont dire ceux qui proclamaient qu'on doit estimer la grandeur et la force vitale d'une nation au nombre de ses Écoles! Et celui qui les condamne ainsi n'est point un barbare sorti inculte des forêts de la Germanie, c'est un des produits du développement scolaire le plus intense qui ait jamais existé à la surface du globe; un des produits de la

studieuse, universitaire et pédantesque Allemagne!

A la fin de son discours, l'Empereur revient encore sur l'infériorité physique créée par le système actuel d'enseignement : « Que voulez-vous que fasse un homme qui ne voit pas avec ses yeux? dit-il? Et il y a 74 % de myopes dans les écoles! Lorsque j'étais élève du lycée de Cassel, les cours se faisaient dans une salle bien ventilée, sur le désir spécial de ma mère; eh bien, sur mes 21 condisciples, 18 portaient des lunettes!

« Ces choses ont ému mon cœur, et je puis seulement vous assurer que des masses de pétitions, de prières et de vœux m'ont été envoyés par des parents.

« Cela me regarde, puisque je suis le père de la patrie; j'ai le devoir de déclarer que les choses ne continueront pas ainsi.

« Messieurs, les hommes ne doivent pas regarder le monde à travers des lunettes, mais bien avec leurs propres yeux... C'est à quoi l'on tendra maintenant, je vous le promets. »

Voilà donc une seconde constatation : l'École a échoué au point de vue pratique comme au point de vue technique.

Mais ce n'est pas tout; elle compte à son actif un troisième échec : elle a échoué *au point de vue politique.*

Ce reproche est grave.

On sait, en effet, combien on avait compté sur

l'École pour inculquer aux jeunes générations la tendance politique « qui convenait ». Mettre la main sur l'École était pour tous les partis, et en particulier pour les gouvernements, le plus sûr moyen de succès. C'était là une doctrine incontestable et incontestée. Aussi quelles batailles acharnées n'a-t-on pas livrées autour de l'École, en France et en Allemagne? Elle est devenue le grand tremplin électoral : c'est sur cette question qu'on s'est le plus divisé; chez nous, elle a engendré la nouvelle loi scolaire et le fameux article 7; en Allemagne, le Culturkampf.

L'Empereur d'Allemagne a joué de l'École tout comme notre gouvernement et il en a joué souverainement, à la façon prussienne, comme nous en avons joué souverainement, à la façon jacobine, car ces deux façons sont essentiellement identiques.

Et voilà cependant que ce même Empereur d'Allemagne vient déclarer solennellement que l'École ne lui a pas donné, au point de vue politique, ce qu'il en attendait, et il est le mieux placé pour le savoir. Il me semble d'ailleurs que nos hommes politiques commencent à faire le même aveu, en ce qui concerne la France, car un certain nombre de membres de la majorité, — les plus intelligents, — parlent ouvertement de la nécessité de désarmer sur le terrain de l'École; ils constatent que les lois scolaires leur ont aliéné plus d'esprits qu'elles ne leur ont amené de partisans.

Qu'attendait donc de l'École l'Empereur d'Allemagne, au point de vue politique? Il va nous le dire :

« Si l'École avait fait ce qu'on est en droit d'attendre d'elle — et je puis vous parler en connaissance de cause, car j'ai été élevé au lycée et je sais comment les choses s'y passent, — *elle aurait dû avant tout engager le duel avec la démocratie.* »

C'est également ce que disait, en France, la minorité actuelle quand elle était au pouvoir ; la majorité disait : « Engager le duel avec les partis monarchiques et cléricaux. » C'est bien toujours la même formule dans les divers partis et dans les deux pays ; c'est bien toujours la même idée : faire de l'École un instrument de domination politique.

Mais suivons jusqu'au bout la pensée de l'Empereur : « Les collèges et les Universités, ajoute-t-il, auraient dû attaquer sérieusement la question et instruire la génération naissante de telle façon que les jeunes gens qui sont de mon âge, c'est-à-dire aux environs de trente ans, auraient déjà préparé d'eux-mêmes *l'outillage* avec lequel j'aurais pu travailler dans l'État, *afin de me rendre plus rapidement maître du mouvement.* »

Du moins, il n'est pas possible d'accuser l'Empereur de dissimuler sa pensée : il entend bien qu'on lui fabrique, dans les Écoles, purement et simplement des auxiliaires, pour lui permettre, à lui, « de se rendre maître du mouvement ». Voilà l'idée qu'il a de l'instruction ; voilà le rôle qu'il conçoit pour l'École ! Si les professeurs allemands, si les familles s'en accommodent, c'est leur affaire !

Après avoir énoncé ce qu'il attendait de l'École,

l'Empereur constate qu'elle ne le lui a pas donné : « *Cela n'a pas été le cas* », dit-il.

Puis il ajoute aussitôt : « Le dernier moment où notre École ait été productive pour toute notre vie patriotique et pour notre développement a été dans les années 1864, 1866, 1870. A ce moment, les Écoles prussiennes, les collèges enseignants prussiens *étaient dépositaires de l'idée d'unité, qui fut enseignée partout.* »

« Tout le monde, en Prusse, n'avait qu'une seule idée : restaurer l'Empire allemand et reprendre l'Alsace et la Lorraine. Tout cela a cessé depuis 1871. L'Empire s'est constitué, nous avons obtenu ce que nous voulions *et on en est resté là.* Il s'agissait maintenant d'apprendre à la jeunesse qu'il fallait savoir conserver ce qu'on avait gagné. On n'a rien fait sous ce rapport et, depuis quelque temps, *des tendances centrifuges se sont fait sentir.* Je suis à même de pouvoir juger ces choses-là, car je suis placé au premier plan et j'ai eu à m'occuper de ces questions. Cet état de choses provient de l'éducation de la jeunesse. »

Il se demande alors « d'où vient la faute », et il l'explique par la nature de l'enseignement et par les matières enseignées. C'est ici qu'il part en guerre, ainsi que nous l'avons dit, contre les philologues et contre le latin. Il tance vertement les professeurs qui osent prétendre que « la mission de l'École est essentiellement la gymnastique intellectuelle ». Et il ajoute aussitôt : « On ne peut plus agir d'après ces principes. »

Il est certain que la « gymnastique intellectuelle » doit paraître un faible instrument de domination, pour un souverain prussien dont la puissance s'est constituée par la force des armes. Ce n'est pas avec cette gymnastique intellectuelle que la Prusse a absorbé peu à peu toute l'Allemagne, et qu'elle a constitué le pouvoir essentiellement militaire qui règne à Berlin; ce n'est pas par là, non plus, qu'elle peut maintenir cette situation.

Et voilà comment l'Empereur d'Allemagne est en droit de trouver que l'École ne lui a pas donné ce qu'il en attendait, pas plus au point de vue politique qu'au point de vue technique et pratique.

C'est donc bel et bien un échec sur toute la ligne.

II

Les choses ne peuvent durer ainsi; il faut y mettre bon ordre, et l'Empereur y est absolument décidé; il faut que toutes les volontés s'inclinent devant la sienne : n'est-il pas l'Empereur?

Voyons donc ce que veut l'Empereur, voyons ce qu'il ordonne, pour résoudre la question scolaire, pour remettre l'École dans la bonne voie, *au point de vue technique, pratique et politique.*

Au point de vue technique, sa solution est simple, mais radicale : il élimine le latin; il l'élimine de tout ce qui n'est pas « gymnase » proprement dit; et nous avons vu plus haut qu'il comptait s'arranger

pour arrêter net la multiplication des gymnases. Le gymnase est l'École réservée aux classes sociales supérieures ou aux carrières professorales : « Je n'autoriserai plus, dit l'Empereur, l'ouverture de gymnases dont on ne pourra me prouver entièrement la raison d'être et la nécessité : nous en avons déjà assez. »

Et, en reléguant le latin dans des régions réservées, il n'y va pas par quatre chemins, comme on dit vulgairement : « Je dis : A bas la composition latine! Elle nous gêne et avec elle nous perdons notre temps... Il faut que nous abandonnions la base, — qui a existé durant des siècles, — de l'ancienne éducation monastique du moyen âge, où le latin était enseigné avec un peu de grec. »

Je ne veux pas examiner ici la grosse question du latin; je ne veux surtout pas défendre la manière dont il est enseigné et qui donne de si piètres résultats, ni son extension absorbante et démesurée. Mais je ne puis m'empêcher de constater, qu'au point de vue que j'ai appelé technique, au point de vue propre à l'École, au point de vue *savant*, toute la réforme de l'Empereur consiste à supprimer.

Enregistrons : au point de vue technique, la réforme est purement négative.

Mais, par contre, elle ne l'est pas *au point de vue pratique*.

Nous l'avons vu, c'est là le principal objectif de l'Empereur : il entend préparer les jeunes gens à

« la lutte pour la vie » ; il entend favoriser l'expansion de la race allemande au dehors ; il entend qu'elle soit en état de tenir tête avec avantage aux autres races qui actuellement se disputent le globe ; en un mot, il veut former des esprits pratiques, capables de se tirer d'affaire dans la vie et connaissant le monde. On se souvient qu'il regrette de ne l'avoir lui-même connu que grâce à ses promenades à cheval.

Je vous donne à deviner en mille le moyen qu'il propose pour réaliser ce magnifique programme.

Que diriez-vous d'un homme qui, voulant apprendre à un enfant à marcher, commencerait par lui lier solidement les jambes? ou qui, voulant lui découvrir de vastes horizons, l'enfermerait dans une étroite cellule, en ayant soin de boucher hermétiquement toutes les ouvertures par lesquelles la vue pourrait s'étendre au dehors?

Tel est exactement le procédé qu'a imaginé l'Empereur d'Allemagne. Mais ici il faut de nouveau citer, car vous ne me croiriez pas sur parole, et vous auriez raison.

« Il faut, dit-il, que nous prenions l'allemand comme base de l'enseignement. La composition allemande doit être le point central autour duquel tout gravite. Lorsque quelqu'un fournit à l'épreuve du baccalauréat une composition allemande, où il n'y a rien à reprendre, on peut apprécier le degré de culture intellectuelle du jeune homme, et juger s'il vaut quelque chose ou non... Avec la composition la-

tine, nous perdons le temps que l'on devrait consacrer à l'allemand. »

Et remarquez bien qu'il ne s'agit pas ici du désir bien légitime d'apprendre à fond à des Allemands leur langue maternelle, mais d'un pur sentiment *d'exclusivisme* à l'égard de *tout ce qui n'est pas allemand*. C'est l'intention formelle d'empêcher la pénétration de tout élément étranger, de toute connaissance étrangère.

Le même discours en donne la preuve bizarre : « J'aurais été très satisfait si nous n'avions pas dénommé ces délibérations, du mot français, *schulenquête*, mais du mot allemand *schulfrage*, *frage* (question) est le vieux mot allemand qui désigne les recherches. Servons-nous donc simplement du mot *schulfrage* (question scolaire). »

Peut-être considérera-t-on cette chasse aux mots étrangers comme l'expression d'un ardent patriotisme. Mais voici qui accentue mieux et plus clairement les conditions nouvelles que l'Empereur entend imposer à l'enseignement.

« Je désirerais voir l'élément national plus développé chez nous, en ce qui concerne l'histoire, la géographie de notre pays, la mythologie ; commençons d'abord, chez nous, par connaître notre maison. »

Suspendez encore votre jugement, car vous allez voir que la « maison » qu'il s'agit de connaître, ce n'est pas la vieille maison allemande, mais seulement celle qui a été élevée récemment par les prin-

ces prussiens et dans laquelle ils ont fait entrer, de gré ou de force, tout le peuple allemand. Ce qu'il faut étudier, c'est l'histoire *actuelle, récente*, c'est-à-dire l'histoire de cette période pendant laquelle la Prusse a peu à peu conquis et soumis à son empire le reste de l'Allemagne. Voilà ce qu'il faut bien exposer aux jeunes générations, afin de leur inculquer de bonne heure l'amour, l'admiration du régime présent. D'ailleurs, l'Empereur ne dissimule pas sa pensée.

« Du temps où je fréquentais le collège, *le Grand Électeur* n'était qu'une apparition nébuleuse; la *guerre de Sept ans* était déjà en dehors de toute méditation, et l'histoire finissait à la fin du siècle précédent, avec la Révolution française. *Les guerres de* 1813 *à* 1815, *qui sont de la plus haute importance* pour tout jeune Allemand, n'étaient pas étudiées, et ce n'est que grâce à des cours supplémentaires, très intéressants, que j'ai été en mesure d'apprendre ces choses. »

Et aussitôt après l'Empereur laisse voir le but final qu'il vise :

« C'est là précisément le *point saillant;* pourquoi donc nos jeunes gens sont-ils induits en erreur? *Pourquoi critique-t-on tant notre gouvernement et s'en rapporte-t-on tant à l'étranger?* » Est-ce assez explicatif et l'entendez-vous bien?

Oui, voilà l'aveu : il faut détourner l'attention de l'étranger, de ce qui se passe et se fait au dehors, pour la concentrer exclusivement sur l'Allemagne

nouvelle; il faut apprendre à admirer les événements qui ont amené l'hégémonie de la Prusse, car c'est « le point saillant ». Par cet habile cantonnement de l'esprit allemand en des bornes étroites, on verra tomber « *les critiques contre le gouvernement* ». « Les jeunes gens, dit l'Empereur, *jugeront autrement les questions du temps présent.* »

Comment n'arriverait-on pas à les leur faire juger autrement, en ne plaçant sous leurs yeux que la période héroïque de l'histoire prussienne? La vieille Allemagne elle-même n'importunera plus leur âme du souvenir de ses longues et délicieuses franchises.

Nous savons maintenant ce que l'Empereur entend par une éducation *pratique :* « Messieurs », dit-il sans fard, « *j'ai besoin de soldats;* j'ai besoin d'une génération forte et apte à servir le pays... Il faudrait appliquer aux Écoles supérieures l'organisation de nos maisons *d'éducation militaire,* de nos Écoles de Cadets. »

A la bonne heure! Mais est-ce avec cette formation que la jeunesse allemande sera mise en état de se lancer dans le monde réel, usuel et de tous les jours, dans le monde où l'on ne tue pas mais où l'on gagne sa vie? Est-cette formation qui fera d'eux des hommes *pratiques,* aptes au travail fécond, aptes à toutes les initiatives qu'exige le développement intense de l'activité moderne? Il faudrait développer leur initiative, et on ne met sous leurs yeux que les exemples de la discipline prussienne; on propose comme idéal le régime des « maisons d'éducation

militaire ». Il faudrait ouvrir leur esprit, élargir leur horizon, les initier à toutes les entreprises utiles par lesquelles une race étend sa suprématie, non pas militaire, mais sociale, sur les autres races moins bien formées. Au lieu de cela, on leur met des œillères, pour qu'ils ne puissent contempler ni le monde ancien, ni le monde présent en dehors de chez eux. De tout ce magnifique et instructif spectacle, ils n'auront le droit de voir que le petit épisode de l'histoire de la Prusse! Ils connaîtront les victoires qui s'obtiennent avec le canon, et non celles qui s'obtiennent par le travail, la persévérance, l'énergie, l'initiative et la volonté!

Il existe, dans l'Inde, certains faquirs qui passent leur vie dans la contemplation de leur nombril, avec la persuasion qu'ils s'acheminent ainsi vers un état supérieur, vers la béatitude. Mais, dans l'Inde même, ces malheureux ne sont qu'à l'état d'exception, de phénomènes. L'Empereur d'Allemagne ne semblerait-il pas avoir rêvé de mettre tout un peuple à ce régime, en l'obligeant à ne contempler qu'un seul point de l'immense univers, à ne contempler que lui-même!

C'est au peuple allemand à décider si ce rêve doit devenir pour lui une réalité.

Mais cela doit aussi nous faire faire un retour sur nous-mêmes, car nous connaissons, nous Français, cet intelligent procédé qui consiste à se cantonner dans la béate et exclusive admiration de soi-même, à se répéter que l'on est « la grande nation » que

l'on est en avance sur tous les peuples, etc. Nous aussi, nous sommes portés à croire et à enseigner aux jeunes générations que tout date d'une époque récente, de la Révolution de 1789. Et nous ne nous apercevons pas que, pendant ce temps, le monde marche et qu'il marche sans nous.

Si les réformes décrétées par l'Empereur d'Allemagne sont négatives au point de vue technique, si elles sont illusoires au point de vue pratique, sont-elles du moins fécondes *au point de vue politique?*

Ce serait vraiment malheureux pour le chef de l'État allemand qu'il n'en fût pas ainsi, car, en somme, son projet de réforme s'inspire uniquement de l'intérêt politique, ou du moins de ce qu'il croit être l'intérêt politique.

Il le déclare d'ailleurs : « Il s'agit maintenant d'apprendre à la jeunesse qu'*il faut savoir conserver ce qu'on a gagné*. On n'a *rien* fait sous ce rapport, et, depuis quelque temps, *des tendances centrifuges se sont fait sentir.* »

C'est donc pour combattre ces tendances centrifuges inquiétantes que tout cet édifice scolaire est conçu. Une fois qu'on a saisi ce point de vue, le discours de l'Empereur d'Allemagne devient d'une clarté éblouissante; tout y est limpide et coule de source.

Pour que le désir impérial pût se réaliser, il faudrait que l'École eût précisément la vertu que sup-

pose l'Empereur. Or cette vertu, elle ne l'a pas.

Il en a d'ailleurs fait lui-même l'expérience, car son projet de réforme ne consiste, en somme, qu'à renforcer un système d'éducation qui était déjà énergiquement tourné vers la glorification de la monarchie prussienne, et dont les Empereurs étaient en réalité les grands maîtres et les inspirateurs.

Aussi les professeurs des gymnases (lycées) de Berlin ont-ils protesté contre le discours de l'Empereur. Ils ont été unanimes à exprimer leurs *regrets* des reproches qui leur étaient faits : ils ont protesté qu'ils avaient toujours « considéré *comme le plus sacré de leurs devoirs d'enseigner à la jeunesse l'amour de l'Allemagne unifiée* et de préparer à l'ordre social des défenseurs capables de *résister à l'effort révolutionnaire* ».

Or ce sytème a complètement échoué, l'Empereur vient d'ailleurs de nous le dire assez énergiquement ; et, malgré cet échec, il essaye de l'accentuer encore !

Non seulement l'Empereur d'Allemagne n'obtiendra pas l'effet qu'il attend, mais il risque très fort d'obtenir un effet tout contraire.

Le système d'éducation qu'il va inaugurer ne fera qu'accentuer la faible aptitude qu'ont déjà les classes bourgeoises, en Allemagne, à chercher leurs moyens d'existence dans des carrières indépendantes ; car c'est à ces familles en voie d'ascension que sont propres les Écoles dont il fait le programme : ce programme les rendra moins aptes à engager avec succès la « lutte pour l'existence », à se répandre au

dehors et à y tenir tête à leurs concurrents mieux formés au point de vue social. M. Poinsard a fort bien mis en relief (1) cette inaptitude des classes aisées allemandes et leur tendance à envahir de préférence les carrières militaires, administratives et libérales, à l'exclusion des professions lucratives et usuelles, c'est-à-dire des professions les plus utiles aux individus et à la société.

En augmentant encore l'infériorité de ces classes, à ce point de vue, le nouveau plan d'enseignement créera rapidement un état de souffrance et de malaise. L'État allemand ne pourra pas nourrir, dans son armée et dans ses bureaux, quelque nombreux qu'ils soient déjà, tous les incapables que va produire un enseignement aussi peu pratique et aussi systématiquement borné. Ces incapables s'en prendront naturellement au gouvernement de leur insuccès dans la vie, car c'est le propre des « ratés » de recruter toutes les oppositions. Alors, les symptômes de mécontentement que l'Empereur constate dès à présent ne feront que s'accroître.

Rien ne montre mieux le vice organique de ces gouvernements dans lesquels la personnalité du souverain se substitue sans cesse, à tout propos et hors de propos, à l'action locale et à l'initiative privée. En effet, s'il est une question qui regarde essentiellement les localités et les familles, c'est assuré-

(1) Voir *La Science sociale* : « Les Allemands hors de chez eux. — Les récentes tentatives coloniales du gouvernement impérial », t. IX, p. 426.

ment la question de l'éducation. Dans ce domaine, l'action de l'État a toujours été funeste, à tous les points de vue. L'Empereur d'Allemagne en fera, une fois de plus, l'expérience.

Si ces lignes tombaient sous les yeux de l'Empereur d'Allemagne, il serait certainement fort surpris des critiques qu'elles renferment, car il est convaincu, — ou du moins il le dit, — que ce programme scolaire ouvre la voie nouvelle dans laquelle s'engagent les peuples; c'est le programme de l'avenir. Je n'exagère pas.

En clôturant la conférence, il a prononcé les paroles suivantes : « Messieurs, nous nous trouvons à un moment de transition et d'entrée dans un siècle nouveau, et, de tout temps, cela a été un apanage de ma Maison, c'est-à-dire de mes prédécesseurs, de sentir les impulsions du temps, de prévoir l'avenir et de se tenir à la tête du mouvement qu'ils avaient résolu de diriger et de mener vers le nouveau but.

« Je crois avoir reconnu la tendance de l'esprit nouveau et le but vers lequel tend ce siècle qui va finir, et je suis résolu, autant que je l'étais en abordant les réformes sociales, à inaugurer avec décision, en ce qui concerne l'éducation de notre jeunesse, les voies nouvelles dans lesquelles il nous faut absolument entrer, car si nous ne le faisions pas maintenant, nous y serions contraints dans vingt ans. »

On est surpris, en entendant ces paroles dans la bouche du souverain qui vient précisément de ré-

duire l'enseignement à la contemplation admirative des faits militaires accomplis par ses propres ancêtres; qui vient, du même coup, de supprimer l'éducation technique et de mettre toutes les nouvelles générations d'un grand pays dans l'impuissance d'entreprendre cette fameuse « lutte pour la vie », dont il a cependant, par une amère ironie des choses, fait sonner si haut le mot!

Mais, il faut bien le dire, son illusion ne nous étonne pas; elle est naturelle chez un Prussien. Ce petit peuple de l'extrême Allemagne, à moitié oriental, s'est trouvé entrer le dernier dans le concert des grands États européens, pour parler comme les diplomates. Il s'est constitué en grande nation après tous les autres, et, comme cet homme qui était né un quart d'heure trop tard et qui n'avait pu rattraper ce quart d'heure, la Prusse est restée régulièrement en retard de deux siècles sur l'horloge de l'Occident et du Nouveau Monde. Sur les bords de la Sprée, on joue encore, avec le plus grand sérieux, aux Philippe II et aux Louis XIV, sans se douter que ces trop illustres morts sont depuis longtemps et bien définitivement enterrés, eux et leur régime politique, et on décore du nom d'avenir ce qui est déjà un passé lointain

Puisqu'il est ici question de l'avenir, de la lutte pour la vie, de la nécessité de projeter la race allemande au dehors, de tenir tête aux races qui s'emparent actuellement du monde, il est intéressant de voir comment ces dernières s'y prennent pour dres-

ser leurs jeunes générations à ce rude et magnifique combat, pour s'assurer partout une supériorité triomphante. On va voir à quel point leur système d'éducation est différent de celui que propose l'Empereur d'Allemagne.

III

Pendant que j'écrivais ces lignes, j'ai reçu la visite d'un de mes amis, qui se préoccupe, lui aussi, d'armer son fils en vue de « la lutte pour la vie » ; chose rare en France, il ne veut en faire ni un fonctionnaire, ni un employé d'administration, mais il veut le mettre en état de se tirer lui-même d'affaire. Il cherche donc, lui aussi, mais plus sérieusement que l'Empereur d'Allemagne, cette fameuse éducation pratique, dont tout le monde parle et qu'on applique si peu.

C'est ainsi qu'il se fit envoyer le programme d'un certain nombre d'Écoles étrangères. Un, entre autres, le frappa particulièrement et il eut la bonne idée de me le communiquer. Je crois utile d'en donner ici une analyse, en m'aidant en même temps des renseignements que j'ai pu me procurer directement.

Il s'agit d'un collège anglais spécialement créé pour préparer les jeunes gens *à se créer par eux-mêmes un établissement au dehors*, à fonder dans les divers pays ces exploitations agricoles au moyen desquelles

la race anglo-saxonne s'empare peu à peu du monde et évince les autres races. Ce type répond donc bien à ce que l'Empereur d'Allemagne a la prétention de réaliser par son programme. Mais on va voir comme les moyens mis en œuvre sont différents.

Ce programme s'ouvre par deux citations caractéristiques placées en épigraphe. La première est de John Stuart Mill : « On peut affirmer sans hésiter que, dans l'état présent du monde, la colonisation est la meilleure entreprise dans laquelle on peut engager avec succès les capitaux d'une vieille et riche contrée. » La seconde citation est de E. Forster : « L'émigration devient de plus en plus une nécessité, non seulement pour la classe ouvrière, mais pour toutes les classes. »

Le programme indique d'abord le but que l'on vise : Cet établissement s'adresse aux jeunes gens qui désirent recevoir une formation plus spéciale, *afin de compléter les lacunes de l'éducation du collège.* Remarquez cependant que l'éducation dans les collèges anglais est déjà très pratique, ainsi qu'on le sait (1). Il s'agit en un mot de donner les qualités nécessaires (*qualifications*) pour entreprendre avec succès la « lutte pour la vie » ; le mot y est, comme dans le programme de l'Empereur d'Allemagne (*the struggle for existence*).

Les directeurs sont en communication avec toutes les colonies, d'où on leur adresse des renseignements

(1) Voir à ce sujet les articles de M. Bureau dans *La Science sociale*, t. IX, p. 52, 256; t. X, p. 68.

qui permettent aux jeunes gens de prendre en connaissance de cause telle ou telle direction. C'est ainsi qu'un grand nombre d'anciens élèves se sont déjà établis avec succès au dehors.

Viennent ensuite des renseignements sur la situation dans laquelle est placé le collège et, pour qu'on puisse apprécier plus exactement les choses, on a annexé un plan qui permet de se rendre compte de l'organisation matérielle de l'École.

D'abord, ce collège est établi à la campagne; ne dites pas que cela va de soi, car notre *Institut agronomique* est placé au beau milieu de Paris! L'établissement anglais est bâti sur une éminence, entre la mer (*open sea*) et une rivière (*navigable river lade*) d'un côté, et une contrée essentiellement agricole de l'autre. Voilà deux conditions qui sont plus appropriées à préparer des émigrants, des colons, que l'agglomération des étudiants allemands dans des villes.

Le plan indique l'étendue du domaine rural, qui est aménagé de manière à donner des spécimens de tous les systèmes d'agriculture et des diverses variétés de produits. Il marque, en outre, l'emplacement des différents bâtiments d'exploitation et leur destination. Les fermes, la laiterie (*Dairy farm*), la basse cour (*Poultry farm*), les ateliers (*Workshops*), la remise des bateaux (*Boathouse*), etc. Enfin, la préoccupation des intérêts religieux éclate dans la mention des deux églises situées dans le voisinage.

Après ces préambules, le programme aborde le

tableau des études, dans lequel s'affirme le caractère éminemment pratique de l'institution. On voit bien qu'ici on n'est plus dominé par la préoccupation de faire servir l'école à un but politique, mais uniquement d'armer les jeunes gens de toutes les connaissances pratiques dont ils peuvent avoir besoin. Contrairement à ce qui se passe dans notre *Institut agronomique*, la place principale est accordée à la pratique; les classes ont seulement pour but de donner l'explication et la théorie du travail effectué. Aussi toute une colonie de laboureurs et d'artisans est-elle constamment employée dans l'établissement à dresser les élèves aux divers procédés nécessaires pour entreprendre la colonisation.

C'est naturellement l'agriculture qui occupe la première place. Les élèves accomplissent eux-mêmes tous les détails du travail agricole. On met entre leurs mains les outils les plus perfectionnés, afin de leur en apprendre le maniement et de leur permettre de comparer leur valeur relative. Ils ont à leur disposition un jardin de dix acres consacré à l'étude des meilleurs variétés de fruits et de légumes et des méthodes qui permettent d'obtenir les rendements les plus avantageux. La culture des abeilles est l'objet d'une attention particulière; rien n'est plus pratique, car, dans les pays neufs, l'abeille fournit des ressources précieuses et difficiles à se procurer : la matière sucrée, sous forme de miel, la matière éclairante, sous forme de cire. Une partie du domaine, plantée en arbres, offre le moyen d'étudier la sylvi-

culture, et le programme fait remarquer l'utilité de cette étude pour les élèves qui doivent s'établir au Canada ou dans l'Australie.

L'élevage du bétail est l'objet de soins particuliers, ce qui s'explique par son importance dans la plupart des colonies; c'est le plus souvent par l'élevage que débute la création d'un domaine.

Aussi a-t-on soin de nous dire qu'il y a, sur le domaine, plus de 70 chevaux et poulains et que le collège est célèbre par les belles races qu'il élève. On choisit de préférence celles qui sont le mieux adaptées au travail dans les colonies.

On nous dit également qu'il y a sur le domaine des représentants des diverses races de bœufs, de moutons, de porcs et de volailles. Les élèves sont dressés avec un soin particulier à connaître leurs mérites relatifs et leurs caractères. « Ils assistent les bergers et, toute l'année, sont familiarisés avec tous les détails qui concernent cet important département. »

La laiterie compte 50 vaches choisies avec soin. Elle est aménagée avec tous les perfectionnements les plus récents, et on y apprend les méthodes qui conviennent soit aux pays chauds soit aux pays froids.

Mais le colon doit être capable de soigner lui-même ses animaux s'ils viennent à être malades. Aussi des études et des démonstrations pratiques sont-elles faites tous les jours sur l'art vétérinaire.

Les élèves prennent de même chaque jour des leçons d'équitation, bien qu'ils n'aient pas besoin,

comme l'Empereur d'Allemagne, de cet exercice pour acquérir des connaissances pratiques. Mais on sait que, dans beaucoup de régions nouvelles, le cheval est encore le seul moyen de locomotion ; d'ailleurs, c'est le seul moyen de parcourir et de surveiller de vastes exploitations.

Enfin, tous les jours, les élèves exécutent des travaux pratiques d'arpentage, de nivellement, de drainage et d'irrigation, car le séjour sur des domaines isolés exige ces diverses connaissances.

Mais il ne suffit pas à un colon d'être en état d'exploiter son domaine, il faut encore, à cause de l'éloignement probable des centres urbains, qu'il puisse suppléer aux diverses industries, qu'il puisse se suffire à lui-même en tout et pour tout. Il s'agit, en un mot, de constituer *l'homme le plus indépendant qui ait jamais existé.*

Cette considération éminemment pratique nous explique la seconde partie du programme de l'École, c'est-à-dire le travail dans une série d'ateliers spéciaux :

Atelier de construction et de forges, où l'on apprend à construire les machines de la ferme, à les river, à réparer les outils, à ferrer les chevaux, etc. ;

Atelier de charpente et de charronnage, où l'on apprend à travailler le bois, à fabriquer des roues, à réparer les voitures, à élever des constructions, etc. ;

Atelier de sellerie et de harnais, où l'on enseigne tout ce qui a trait à cette spécialité.

Dans le genre de vie qui attend ces jeunes gens, d'autres connaissances et d'autres aptitudes sont encore nécessaires : il faut savoir nager, ramer, diriger un bateau, établir des ponts flottants, construire des radeaux. Un garde-côte, chargé de l'entretien des bateaux du collège, enseigne ces divers exercices. « Il enseigne, en outre, dit le programme, à joindre les deux bouts d'une corde sans faire de nœud. » J'aime cette précision de détail, qui dénote des gens pratiques, aimant à aller au fond des choses et sachant que rien n'est inutile.

Il faut, en outre, être en état de se soigner soi-même et de soigner les autres. Aussi, « dans ce sujet si important pour les colons, dit le programme, les élèves sont instruits suivant les règles de l'Ambulance de l'Association de Saint-Jean, sur les secours aux noyés, sur l'application des différentes sortes de bandages, sur les soins nécessaires pour remettre un membre luxé ou brisé, arrêter le sang, traiter les blessures, les brûlures et tous les autres accidents ordinaires ».

Jusqu'ici, il n'a été question que de travaux sur le terrain, que d'exercice pratique ; c'est qu'ils constituent la partie essentielle, car il ne s'agit pas de former des hommes de bureau, mais des hommes d'action, des *struggleforlifers*. Aussi n'est-il fait mention des études de classe proprement dites que tout à fait à la fin, et d'une façon laconique ; car, ainsi qu'il est dit, « l'instruction à l'École n'est que l'explication des choses apprises et pratiquées au dehors. »

Deux heures par jour (on voit qu'il n'y a pas de surmenage scolaire) sont consacrées à l'enseignement théorique (*to courses of lectures*) par le directeur et les autres professeurs, sur l'agriculture, la géologie, la minéralogie, la botanique, l'art des forêts, l'arpentage, la construction, la science vétérinaire, etc. En outre, des lettres adressées par les autorités coloniales sur tous les sujets qui peuvent intéresser les jeunes colons sont l'objet de lectures publiques.

Enfin, ce programme est accompagné de vingt-cinq vues photographiques représentant les bâtiments du collège, et montrant en action les divers travaux dont nous venons de donner l'énumération. Je regrette de ne pouvoir les reproduire ici, car ces types de jeunes gens surpris ainsi par la photographie donnent bien l'impression d'une race énergique, pratique, habituée à l'effort et ne le redoutant pas, accomplissant sérieusement une œuvre sérieuse, dans laquelle on n'a à compter que sur soi-même, après Dieu.

Et ce qui rend le cas de ces jeunes gens particulièrement caractéristique, c'est que ce ne sont pas de pauvres diables sans fortune, obligés de s'expatrier sous le coup de la misère. Non, ce sont des jeunes gens appartenant à des familles riches ou tout au moins aisées, à cette classe bourgeoise que vise la réforme de l'Empereur d'Allemagne. Le programme le dit formellement, et d'ailleurs le prix de la pension suffirait à le prouver. Ce prix est de

2.250 francs par an jusqu'à dix-sept ans; de 2.700 francs jusqu'à vingt ans et de 3.150 francs au-dessus de cet âge.

Ces jeunes gens pourraient donc songer à se créer, dans la mère patrie, une petite existence calme et paisible; au lieu de cela, ils s'apprêtent, par un travail pratique et assidu, à affronter toutes les difficultés qui attendent le colon lancé seul au milieu de pays neufs.

Je viens de dire que ces jeunes gens n'avaient à compter que sur eux-mêmes. J'en trouve la preuve dans un document qui est joint au programme. Ce sont les discours prononcés à la dernière distribution des prix par les personnes honorables qui patronnent cette institution, née exclusivement de l'initiative privée, comme en général les institutions anglaises.

La plupart de ces personnes ont mené ou mènent encore elles-mêmes la vie de colon, et il faut entendre de quel accent elles disent aux élèves qu'ils rencontreront des difficultés nombreuses et qu'ils devront les surmonter par leurs seules forces; cette perspective, loin de décourager ces jeunes gens, semble être pour eux un incitant de plus : c'est que la perspective de la difficulté à vaincre, qui arrête les faibles, surexcite au contraire les forts.

Écoutez le langage de l'un d'eux, lord Knutsford : « Il faut que vous soyez durs à vous-mêmes; vous aurez à lutter contre la mauvaise fortune; vos mois-

sons pourront être détruites, votre bétail pourra périr, mais ne vous laissez pas abattre par le malheur. Relevez-vous, comme un homme brave, combattez et réparez vos pertes. » La voilà bien, la vraie lutte pour la vie! Ne dirait-on pas le chant du départ d'une race qui va à la conquête du monde, mais non pas à la conquête à la façon prussienne?

Un autre orateur, sir Graham Berry, agent général de Victoria, s'exprime ainsi : « Dans toutes les parties du monde vous pouvez trouver des terres (*settlement*) sous le drapeau britannique; vous pouvez aller depuis les froides régions du Canada jusqu'aux plus chaudes régions de l'Afrique, ou jusqu'en Australie, et partout vous rencontrerez le drapeau qui, depuis un millier d'années, brave les batailles et la violence des vents. Maintenant votre heure est arrivée; pensez bien à la direction que vous devez suivre, à l'occupation que vous devez entreprendre et ayez votre chemin bien tracé devant vous. N'hésitez jamais; soyez braves, soyez déterminés, persévérants; je ne pense pas qu'un jeune Anglais intelligent puisse jamais se trouver dans le besoin, quand il y a tant de colonies ouvertes devant lui et qu'il peut y réussir. Je ne suis plus très jeune; il y a déjà quarante ans que je partis moi-même sans aucun des avantages que vous avez; inconnu, avec très peu de capital, sans connaissances techniques et pas un ami dans la contrée où j'allais; je suis pourtant arrivé à être le Premier Ministre de cette colonie, et trois fois j'y ai présidé la Législature. »

Quand on songe que ce ne sont pas seulement les élèves d'un collège, mais que c'est un peuple tout entier qui est élevé sous ce régime d'entraînement, en vue de cette lutte pour la vie; que c'est tout un peuple qui se répand ainsi au dehors avec une formation aussi puissante, aussi pratique, il se fait dans l'esprit une grande lumière.

Alors, on aperçoit à qui appartient l'avenir, à qui appartiendra le monde, et l'on n'a plus qu'une idée, c'est qu'il ne faut pas mettre ses fils au régime allemand, mais au régime anglo-saxon, si l'on veut qu'ils ne soient pas un jour évincés et broyés comme de simples Indiens du Far West.

Vous représentez-vous, en effet, le malheureux élève formé dans un collège allemand à la pure contemplation de la monarchie prussienne, du militarisme prussien; ayant pour notion fondamentale la géographie de la Prusse, l'histoire de la Prusse, ou, plus exactement, de ses souverains; n'ayant aucune idée du monde extérieur, qu'on a systématiquement dérobé à ses yeux; n'ayant aucune idée de la pratique d'une vie indépendante; vous représentez-vous ce jeune homme mis subitement en tête-à-tête, sur un point quelconque du globe, avec un de ces gaillards qui ont reçu la formation pratique que nous venons de décrire?

Lequel des deux est vraiment préparé pour l'avenir que les nouveaux continents imposent aujourd'hui aux peuples du vieux monde?

Lequel des deux apparaîtra dressé aux fortes ini-

tiatives, qui ne peuvent plus être aujourd'hui le rôle des seuls souverains, mais qui doivent surgir de la race tout entière, comme le proclame l'Empereur d'Allemagne lui-même?

J'ai mis en présence deux programmes : l'un émane du plus puissant monarque de l'Europe : l'autre, de quelques particuliers. Peut-être le grand monarque n'a-t-il pas compris que, pour un souverain, la seule manière de susciter l'initiative et l'énergie individuelle est de retirer son action personnelle : l'initiative privée commence là où cesse l'intervention du Pouvoir.

CHAPITRE III

LE RÉGIME SCOLAIRE ANGLAIS FORME-T-IL DES HOMMES ?

Si l'on pouvait jamais prétendre résumer la question sociale en une formule, on paraîtrait autorisé à dire qu'elle est surtout une question d'éducation. En somme, il s'agit actuellement de s'adapter aux nouvelles conditions du monde, qui exigent qu'on se rende capable de se tirer d'affaire par soi-même. Les vieux cadres, sur lesquels on avait l'habitude et l'on se croyait même le devoir de s'appuyer, sont, aujourd'hui, brisés ou insuffisants.

Nous avons la bonne, ou la mauvaise chance, comme on le voudra, d'arriver au moment où s'accomplit cette évolution fatale. Tout le malaise que nous éprouvons vient du contraste qui se révèle entre notre système d'éducation, conçu d'après des méthodes vieillies, et les nécessités nouvelles de la vie : nous continuons encore, tranquillement, à former des hommes pour une société qui est définitivement morte. Il est excessivement difficile de réagir

contre une pareille éducation : je ne sais pas si mes lecteurs s'en rendent compte pour eux-mêmes, mais je ne constate que trop bien le phénomène en ce qui me concerne. Je sens parfaitement qu'il y a deux hommes en moi : l'un, par l'étude scientifique des phénomènes sociaux, voit ce qu'il faut faire et peut en disserter plus ou moins doctement; l'autre, emprisonné dans sa formation première, écrasé en quelque sorte sous le poids du passé, ne peut pas faire ce que voit le premier, ou ne peut le faire que difficilement et partiellement. Ma tête est bien entrée dans la « formation particulariste », qui développe l'initiative, mais le reste de mon être demeure engagé dans « la formation communautaire », qui la comprime (1). C'est le cas de dire, en modifiant un vers célèbre de Virgile : Oh! qu'il est donc difficile de dépouiller sa formation sociale!

Mais ce qui est difficile pour nous et à notre âge, ne l'est pas pour nos enfants; eux, du moins, sont encore comme une cire molle qui peut recevoir des impressions nouvelles et les garder. Si nous sommes condamnés à rester sur la rive, aidons-les à franchir

(1) Les *Sociétés à formation communautaire* sont caractérisées par la tendance à s'appuyer non sur soi-même, mais sur la communauté, sur le groupe : famille, tribu, clan, pouvoirs publics, etc. Les populations de l'Orient en sont le type le plus accusé.

Les *Sociétés à formation particulariste* sont caractérisées par la tendance à s'appuyer non sur la communauté, mais sur soi-même. Les populations anglo-saxonnes nous en offrent le spécimen le plus caractérisé.

ce Rubicon. Voilà, oui, voilà la grande œuvre actuelle des pères de famille : ceux qui ne la font pas manquent au premier de leurs devoirs et ils en seront cruellement punis dans leurs fils.

Je voudrais, en ce qui me concerne, remplir ce devoir vis-à-vis de mes enfants; aussi ai-je mis à profit un nouveau séjour en Angleterre, pour examiner de plus près et à un point de vue pratique cette question de l'éducation. Je souhaite que cette enquête apporte autant de lumière à mes « confrères », les pères de famille français, qu'elle m'en a apporté à moi-même.

I

Quoique l'éducation anglaise soit beaucoup mieux appropriée que la nôtre aux nouvelles conditions de vie, quoiqu'elle réussisse mieux à former des hommes d'initiative, habitués à ne compter que sur eux-mêmes, cependant les Anglais se préoccupent plus que nous des réformes à apporter à la formation des jeunes gens. Plus avancés que nous dans la voie des transformations modernes, ils sentent davantage l'obligation de se mettre à la hauteur des nécessités qu'elles imposent.

Ce besoin, c'est, essentiellement, de fabriquer des jeunes gens aptes à se tirer eux-mêmes d'affaire dans toutes les difficultés et dans toutes les situations de la vie; c'est de faire des hommes pratiques et énergiques, et non des fonctionnaires ou de purs

lettrés, qui connaissent de la vie seulement ce que l'on apprend dans les livres, ce qui, à vrai dire, est peu de chose. Le produit qu'ils veulent obtenir est bien celui qui répond le mieux aux conditions inéluctables de l'évolution sociale actuelle : des hommes.

Un jour que je causais, à Édimbourg, avec un professeur à l'Université de Dundee, sur l'enseignement en Angleterre, il me dit : « On attend demain, au *Summer Meeting* (1), un homme qui pourra vous intéresser; il est le fondateur et le directeur d'une école établie dans le centre de l'Angleterre; c'est le docteur Cecil Reddie ». Je fus bien étonné, le lendemain, quand on nous présenta l'un à l'autre.

Il y a, chez nous, un type classique du directeur de collège, du professeur : tenue correcte, vêtement sombre, longue redingote noire, air plus ou moins solennel et compassé d'un homme convaincu qu'il exerce un sacerdoce et qui le laisse voir; la démarche lente, l'attitude réservée, la conversation remplie de sentences propres à former l'esprit et le cœur de la jeunesse. Surtout de la dignité, extraordinairement de dignité.

L'homme qui me serrait vigoureusement la main était tout différent. Avez-vous quelquefois essayé de vous représenter un pionnier, un squatter, dans le

1 Sur le *Summer Meeting*, voir plus loin, liv. II, les détails que je donne au sujet de l'organisation et du fonctionnement de cette institution.

Far West? Quant à moi, je ne me le figure pas autrement que le docteur Cecil Reddie. Grand, mince, solidement musclé, remarquablement taillé pour tous les sports qui exigent de l'agilité, de la souplesse, de l'énergie, et avec tout cela, un costume qui complète bien la physionomie, le costume du touriste anglais : blouse en drap gris avec ceinture dessinant la taille, culottes courtes, gros bas de laine repliés au-dessous des genoux, solide paire de chaussures, enfin, sur la tête, un béret. Je donne ces détails, parce que ce type de directeur me semble être l'image vivante du type d'école que je vais vous décrire : l'homme est bien la représentation exacte de l'œuvre.

Le lendemain, qui était un samedi, jour où les cours sont suspendus, nous étions perchés, le docteur Reddie et moi, sur le siège d'un des immenses omnibus anglais qui emmenaient en excursion les membres du *Summer Meeting*. Pendant tout le trajet, et pendant la plus grande partie de la journée, M. Reddie m'exposa l'idée et le plan de son école, répondant à mes questions et m'en posant à son tour.

« L'enseignement actuel, me dit-il en substance, ne répond plus aux conditions de la vie moderne; il forme des hommes pour le passé et non pour le présent. La majorité de notre jeunesse gaspille une grande partie de son temps à étudier les langues mortes, dont très peu ont l'occasion de se servir dans la vie. Ils effleurent les langues modernes et les scien-

ces naturelles et restent ignorants de tout ce qui concerne la vie réelle, la pratique des choses et leurs rapports avec la société. Notre système de jeux a également besoin d'une réforme, autant que nos méthodes de travail. Le surmenage *cram*) athlétique est aussi réel que le surmenage classique. Ce qui rend la réforme difficile, c'est que nos écoles subissent l'influence des Universités, pour lesquelles elles préparent un certain nombre de leurs élèves. Or, ces Universités, comme toutes les vieilles corporations, ne sont pas maitresses d'elles-mêmes; un spectre invisible et intangible plane au-dessus du directeur et des maitres : c'est l'esprit de tradition et de routine, qui a plus de force que l'autorité elle-même.

— Fort bien, mais comment votre école parvient-elle à modifier ce système d'enseignement?

— Notre but est d'arriver à un développement harmonieux de toutes les facultés humaines. L'enfant doit devenir un homme complet, afin qu'il soit en état de remplir tous les buts de la vie. Pour cela, l'école ne doit pas être un milieu artificiel dans lequel on n'est en contact avec la vie que par les livres; elle doit être un petit monde réel, pratique, qui mette l'enfant aussi près que possible de la nature et de la réalité des choses. On ne doit pas apprendre seulement la théorie des phénomènes, mais aussi leur pratique, et ces deux éléments doivent être joints intimement à l'école, comme ils le sont autour de nous, afin qu'en entrant dans la vie, le jeune homme n'entre pas dans un monde nouveau auquel

il n'a pas été préparé, et où il est comme désorienté. L'homme n'est pas une pure intelligence, mais une intelligence unie à un corps et on doit aussi former l'énergie, la volonté, la force physique, l'habileté manuelle, l'agilité... »

A mesure que le docteur Reddie me parle, je vois peu à peu se dégager l'idée qui domine et inspire son œuvre, mais elle est encore quelque peu confuse et voilée. Je lui demande alors de m'indiquer, heure par heure, l'emploi d'une journée. Ce tableau et les détails qu'il me donne, — et sur lesquels je vais revenir, — jettent plus de lumière dans mon esprit, et je commence à apercevoir assez nettement le mécanisme de l'institution.

L'excursion que nous faisions, ce jour-là, devait se terminer par la visite de l'ancienne église de Dunfermline, d'où nous devions aller prendre le thé chez un grand propriétaire du voisinage, M. Henry Beveridge. M. Beveridge, qui, depuis trois ans, suit mes conférences au *Summer Meeting*, et qui est un lecteur de la *Science sociale*, avait bien voulu m'inviter à rester chez lui jusqu'à la reprise de mes conférences, le lundi matin. Je lui demandai s'il avait entendu parler de l'École du docteur Reddie. Il me répondit qu'il était allé la visiter et que son fils aîné, âgé de treize ans, devait y entrer dans un mois. Il ne s'était pas contenté d'aller la visiter, il avait encore écrit à plusieurs pères de famille pour savoir s'ils étaient satisfaits de l'enseignement donné

à leurs fils. Les réponses qu'il me communiqua me frappèrent par la concordance des appréciations et par l'indication des résultats obtenus; on en jugera par le texte que je donne intégralement :

« Cher Monsieur,

« ... Mon fils est resté un an et demi à l'École d'Abbotsholme : il était âgé de quinze ans; il y a acquis plus d'intelligence qu'il ne l'avait fait dans les écoles qu'il avait suivies auparavant. Il a grandi physiquement et moralement et j'ai été plus que content des résultats obtenus. Le docteur Reddie est un homme d'une individualité très forte et né professeur; j'estime que la méthode et les principes de l'École sont excellents. Mon fils aimait extrêmement l'École et le genre de travail qui s'y fait, et je crois que c'est un sentiment général parmi les élèves. L'allure morale est parfaite et je suis sûr que vous ne pouvez rien faire de mieux que d'y envoyer votre fils. »

« Cher Monsieur,

« En réponse à votre lettre au sujet d'Abbotsholme, je suis très heureux de satisfaire à vos questions.

« Nous avons à Abbotsholme deux garçons, et ils s'y sont, tous deux, perfectionnés sous le rapport de la santé. Ils nous écrivent que le dernier terme s'est passé très paisiblement et qu'ils se trouvent très

heureux. La vie y est très saine. On apprend aux enfants à se suffire à eux-mêmes et à être très indépendants. Je trouve le ton moral de l'École élevé et, autant que j'en puis juger, les élèves sont recrutés dans un milieu choisi.

« Il existe une grande franchise entre les maîtres et les élèves. Un des professeurs est venu fêter la Christmas avec nous et nous avons été frappés de voir dans quels termes fraternels il était avec nos garçons. Ces derniers affectionnent tous leurs maîtres.

« Notre fils aîné a fait de rapides progrès dans ses études. Le second est plus en retard, mais bien plus éveillé, et tous deux sont devenus plus actifs. Il y a là un champ très ouvert à la personnalité.

« Il n'y a pas d'enseignement dogmatique particulier; on fait seulement les prières du matin et du soir; en dehors de cela, les élèves vont à l'église paroissiale. Nous sommes congréganistes et nos garçons sont toujours heureux de retrouver leur chapelle.

« Nous espérons envoyer bientôt un autre de nos fils à cette École, mais il est encore trop jeune : il n'a que huit ans et demi... »

« Cher Monsieur,

« Je peux répondre, avec le plus grand plaisir, à vos questions sur l'École d'Abbotsholme, car mon fils y est depuis quatre termes. Il s'y trouve très

heureux et en retire un grand bien. Vous avez pu vous rendre compte, par le prospectus, du but de l'École. L'enseignement classique n'est pas très développé, mais on enseigne les langues modernes et tout ce qui est utile et nécessaire aux garçons dans la vie. Le caractère moral et la santé sont particulièrement étudiés.

« La nourriture est excellente et variée, très différente de celle qui est donnée ordinairement dans les écoles.

« Les principes professés dans le prospectus sont rigoureusement et soigneusement suivis par un homme d'un esprit et d'un caractère très décidés, et en même temps plein de sympathie pour la jeunesse.

« Cette École ne comprenant qu'une cinquantaine d'élèves, chaque enfant peut être étudié et suivi avec plus de soin. Je n'y suis resté qu'un jour ou deux et j'ai été grandement impressionné par le charme de la vie.

« A mon avis, ce système d'éducation n'a pas de défaut, excepté (et vous pouvez trouver que ce n'est pas un défaut) le besoin d'un enseignement particulier de l'Écriture sainte.

« La maison est très saine et très confortable. J'ajoute que les maîtres sont des hommes très agréables et très cultivés. Évidemment, le Dr Reddie cherche, dans ses professeurs, des caractères élevés et affinés, afin d'influencer les garçons dans le bien. Plusieurs d'entre eux sont très bons musiciens. »

L'opinion que m'exprimait M. Beveridge et les jugements que l'on vient de lire m'engagèrent à pousser plus loin mon enquête : j'en consigne ici les résultats.

II

L'École fondée par le docteur Reddie a été ouverte, au mois d'octobre 1889, à Abbotsholme, dans le Derbyshire : elle est située en pleine campagne, au milieu d'un domaine rural, qui est, ainsi qu'on va le voir, un des facteurs importants de ce nouveau système d'éducation. Le prospectus que j'ai entre les mains a bien soin de faire remarquer qu'« il n'y a pas de grande ville dans le voisinage. »

Quoique de date récente, cette institution a déjà donné naissance à une autre école constituée d'après le même type par un des professeurs d'Abbotsholme, M. Badley, qui a été formé par M. Reddie; elle est située au Sud de l'Angleterre, dans le Sussex, à Bedales. J'ai sous les yeux un article de la *Review of Reviews*, qui, sous ce titre, *Deux expériences : Abbotsholme et Bedales*, décrit succinctement ces deux écoles, avec des illustrations qui permettent d'avoir une représentation des choses. Enfin, j'ai pu, récemment, faire deux séjours à l'École de Bedales et en étudier dans les plus grands détails le fonctionnement.

Les deux écoles ne ressemblent point à nos grands bâtiments scolaires froids et nus; ce sont des cottages

anglais. Ils procurent la sensation de la vie réelle et non d'une vie artificielle; ils reproduisent l'aspect de la maison paternelle et non celui d'une caserne, ou d'une prison.

Tout autour, l'air, la lumière, l'espace, la verdure, au lieu de cours étroites et enfermées entre de hautes murailles. Cette première vue extérieure donne l'impression d'une résidence agréable : il n'a pas encore été démontré qu'un collège doive nécessairement avoir une apparence rébarbative.

Cette impression persiste, quand on pénètre à l'intérieur. Voici la salle à manger de l'école de Bedales. C'est tout à fait une pièce de famille; elle est gaie et confortable; le couvert est élégant, la table est couverte d'une nappe; le mobilier est soigné et artistique; un piano, des tableaux, des statues, des fauteuils témoignent d'une égale préoccupation de l'agréable et de l'utile. Comparez cela avec nos odieux réfectoires de collège, et ce premier aspect des choses vous donnera déjà une idée très différente du système d'éducation que l'on doit suivre ici.

Cette impression sera encore plus vive, si j'ajoute que les professeurs et le directeur de l'École, sa femme et ses filles prennent leurs repas avec les élèves. C'est la vie de famille : l'enfant n'est pas arraché violemment de la vie réelle; il n'est pas transporté dans un monde à part et complètement artificiel; il a seulement passé d'un *home* dans un autre, qui en reproduit fidelement l'image. Ainsi que le dit le prospectus : « Cette école est un *home*, et non

simplement un endroit où on donne l'instruction. »

Tel est le cadre; voyons maintenant le tableau.

Je crois que le plus simple est de reproduire d'abord l'horaire de chaque jour, et d'en suivre ensuite les grandes divisions :

6 h. 15 : lever (en hiver 7 h.), suivi d'un léger repas;
6 h. 30 : exercice d'assouplissement et du maniement d'armes;
6 h. 45 : première classe;
7 h. 30 : chapelle;
7 h. 45 : déjeuner (*breakfast*). C'est un sérieux déjeuner à l'anglaise avec œufs, jambon, etc.; ensuite arrangement des chambres : chaque élève fait son lit lui-même;
8 h. 30 : seconde classe;
10 h. 45 : lunch léger; s'il fait beau, exercice des poumons en plein air, déshabillé jusqu'à la taille;
11 h. 15 : troisième classe;
12 h. 45 : chant, ou natation dans la rivière, suivant la saison;
1 h. : dîner;
1 h. 30 : exercices à l'orgue, ou au piano;
1 h. 45 : jeux et travaux de jardin et de culture, ou excursions à pied, ou à bicyclette;
4 h. : travail à l'atelier;
6 h. : thé;
6 h. 30 : chant, répétition de comédies, musique, concerts, etc.;
8 h. 30 : souper et chapelle;
9 h. : coucher.

La première impression qui se dégage à la lecture de cet horaire, c'est la variété d'exercices qui composent la journée. On sent la préoccupation d'éviter

le surmenage et de développer de front toutes les aptitudes naturelles : instruction classique, instruction manuelle, instruction artistique.

La durée se décompose ainsi, entre les diverses catégories de travaux :

Travail intellectuel	5 heures.
Exercices physiques et travaux manuels	4 h. 1/2
Occupations artistiques et récréations de société	2 h. 1/2
Sommeil	9 heures.
Repas et temps libre	3 heures.
Total	24 heures.

Ajoutons, que, le dimanche, il n'y a pas de classe; les élèves sont maîtres de l'emploi de leur temps.

En somme, chaque jour de la semaine est divisé en trois parties bien distinctes : la matinée est surtout consacrée au travail intellectuel, aux études scolaires; l'après-midi, aux travaux manuels sur le domaine, ou dans l'atelier; la soirée, à l'art, à la musique, aux récréations de société.

Essayons, en suivant cette triple division, de nous rendre compte du fonctionnement de la nouvelle École et des résultats qu'elle produit.

La méthode suivie, pour les études scolaires, est dominée par les principes suivants : « Mettre les élèves en rapport autant avec les choses qu'avec les mots qui les expriment, de manière à procéder constamment du concret à l'abstrait. Élever les jeunes gens dans l'idée de faire usage de ce qui leur a été enseigné et avec le désir d'apprendre pour eux-mê-

mes, sans le stimulant des récompenses et des prix. »

D'après une opinion très répandue en Angleterre et aux États-Unis, la méthode qui consiste à pousser au travail par l'émulation entre les élèves est défectueuse : elle fonde le progrès sur la jalousie mutuelle et non sur le sentiment du devoir; par là, elle développe un mauvais penchant de la nature humaine. Pour transformer les enfants en hommes, il faut les traiter comme des hommes, en faisant appel le plus possible à leur conscience. « Cette méthode, me dit le docteur Reddie, loin de diminuer l'intérêt des enfants pour le travail, tend, au contraire, à l'augmenter, parce que cet intérêt a pour objet non une récompense, mais le travail lui-même. Il ne faut pas que les enfants puissent croire que le prix, la récompense honorifique, soit le but et la fin de l'éducation. Les écoliers doivent apprendre que la vie n'est pas une loterie, ni la satisfaction de la vanité. »

Je crains que cette manière de voir ne paraisse bien surprenante à un lecteur français, car tout notre système d'enseignement est fondé sur une méthode opposée; cependant celle que je viens de dire a pour elle l'opinion de nombreux professeurs anglais, qui, au point de vue de la formation de l'homme, paraissent obtenir des résultats très remarquables.

D'après une lettre que je reçois de M. Paul Bureau, les Américains ont le même sentiment. Voici les paroles textuelles adressées à notre collaborateur par le directeur de la High School de Saint-Paul (Minnesota) : « Nous ne distribuons jamais de prix à

nos élèves, nous ne les faisons jamais composer. Sans doute, il arrive souvent qu'ils traitent ensemble le même sujet; mais, quand je rends compte des travaux de chacun, je veille à ce que, par mes paroles, mes élèves ne *puissent deviner lequel a le mieux fait*. Je dis à chacun : Vous avez mieux ou moins bien fait que la dernière fois ou que telle autre fois, mais jamais vous avez mieux fait qu'un tel. J'estime qu'il est mauvais qu'un enfant puisse se dire : Je suis supérieur à un autre; il faut qu'il se dise : Je suis supérieur à ce que j'étais moi-même, il y a huit jours. »

L'enseignement des langues, particulièrement des langues modernes, tient une grande place dans la nouvelle école et il se distingue nettement de la méthode qui est généralement suivie. Je n'étonnerai certainement personne en affirmant que nous étudions les langues, mais que nous ne les apprenons pas. Manifestement, notre méthode est mauvaise.

Celle de M. Reddie me paraît plus efficace. Pendant les deux premières années, c'est-à-dire pour les enfants de dix et onze ans, l'enseignement est donné en anglais. Pendant les deux années suivantes, on parle le plus possible en français; puis, également pendant deux années, en allemand. Le latin, et, pour certains élèves qui le désirent, le grec, ne sont enseignés qu'ensuite.

On comprend, sans qu'il soit besoin d'insister, que cet enseignement polyglotte n'est possible qu'à la condition de suivre une méthode pratique, qui consiste, du moins pour les langues vivantes, à appren-

dre d'abord à parler et à laisser au second plan la grammaire, dont l'étude ne vient que plus tard et dans la mesure strictement nécessaire à la connaissance usuelle de la langue. Cette méthode, généralement inconnue des professeurs de langues, est celle de la nature elle-même : c'est ainsi que nous avons tous appris notre langue maternelle, sans effort, presque sans nous en douter, mais de manière à pouvoir nous en servir, ce qui est bien quelque chose. J'ai quatre enfants, dont l'aîné a neuf ans; ils apprennent l'allemand d'après cette méthode, c'est-à-dire en parlant avec une gouvernante : leurs progrès ont été extraordinairement rapides. Après quatre mois à peine, non seulement ils se servaient de l'allemand dans leurs jeux, mais, ce qui est le comble de l'art, ils se disputaient dans cette langue! Aujourd'hui, c'est en allemand qu'ils apprennent la grammaire allemande, comme ils apprennent la grammaire française en français. J'ai tenu à citer cet exemple, que j'ai sous les yeux, pour justifier, s'il en était besoin, cette méthode suivie dans la nouvelle école.

Pour que les enfants n'oublient pas les langues apprises dans les années précédentes, ils continuent à les parler pendant quelques heures chaque jour.

L'enseignement des mathématiques est conçu avec le même caractère pratique : on fait faire aux élèves des applications des calculs qui leur ont été enseignés : par exemple, ils confectionnent certains ouvrages dont il leur faut combiner les mesures; ils se livrent

à des travaux d'arpentage. On leur a distribué les comptes de dépense de la ferme, du jardin, de l'atelier, des jeux, des fournitures de bureaux, du laboratoire de chimie, de la classe de dessin, de la nourriture, du chauffage; ils doivent les mettre en état et faire, pour cela, tous les calculs nécessaires. On conviendra que cette manière de procéder donne à ces études abstraites un intérêt particulier; chacun en voit l'utilité pratique. Les chiffres s'animent, ils deviennent vivants, ils instruisent à conduire une maison, une exploitation industrielle ou commerciale, ils préparent, en un mot, des hommes pratiques, ils prennent vraiment un caractère social.

L'étude des sciences naturelles a pour point de départ l'observation directe : cela est d'autant plus facile que l'École est établie à la campagne, et que les enfants peuvent recueillir aisément de nombreux spécimens du règne minéral, végétal et animal. En outre, la vie, les habitudes, les parties externes d'un animal sont étudiées avant les organes internes et le squelette; les formes et la structure des plantes, avant leur classification; les noms et les apparences des astres et des planètes, avant les lois de leur mouvement. Les excursions, que nous avons vues figurer sur l'horaire, sont une excellente occasion pour faire ces diverses observations. La science devient ainsi plus naturelle, plus intelligible, plus attrayante; elle pénètre plus facilement dans l'esprit et s'y grave plus profondément. L'étude laisse après elle, non pas le dégoût, comme il arrive trop souvent avec nos mé-

thodes, mais le désir de pousser ses connaissances plus loin, même après la sortie du collège, grâce à l'intérêt qui a été une fois éveillé.

L'histoire est enseignée d'après une méthode qui tend à se rapprocher de celle que nous suivons dans la science sociale. On se préoccupe surtout d'exciter l'intérêt « par l'*observation de la cause et de l'effet*, dans les caractères et les mouvements du drame, plutôt qu'en promenant la mémoire à travers les faits et les dates ». On cherche à déterminer les relations entre les caractères physiques et politiques du pays et leur développement commercial. On commence par l'étude de l'histoire d'Angleterre, puis on étudie des périodes caractéristiques de l'histoire du monde. Ainsi, avec l'histoire grecque, on montre l'origine d'une partie des sociétés modernes; avec l'histoire romaine, un type de société à grands pouvoirs publics, qui a contribué plus largement à l'expansion de la race au dehors.

Jusqu'à l'âge de quinze ans, l'enseignement est le même pour tous les élèves, mais ensuite il diffère plus ou moins d'après la profession qu'on désire embrasser. Chacun peut donner plus d'importance à telle matière ou à telle autre, suivant qu'il se destine aux Universités, aux professions libérales ou administratives, à l'agriculture, à l'industrie, au commerce, ou à la colonisation. Cette souplesse de programme, cette absence d'un cadre rigide, dans lequel tous les élèves doivent entrer, n'est pas un des côtés les moins remarquables de cette École. L'enseignement

est fait pour les élèves et non, comme il arrive trop souvent, les élèves pour l'enseignement.

En somme, l'idée qui domine toute la partie scolaire du programme, est de ne jamais séparer la théorie de la pratique et d'aboutir, autant que possible, à des connaissances utilisables pour se conduire dans la vie.

III

Les diverses études que nous venons d'énumérer font l'objet des trois classes de la matinée. Au contraire, l'après-midi est presque exclusivement consacré aux travaux manuels et aux exercices physiques : c'est l'éducation du corps après celle de l'intelligence. Étant donné le souverain mépris que notre système d'enseignement témoigne pour le corps, c'est certainement cette partie du programme qui doit étonner le plus un père de famille français. Je voyais dernièrement un enfant de neuf ans, externe au collège Stanislas, qui, après avoir étudié toute la journée à l'École, était encore obligé, le soir, de travailler à ses devoirs ou à ses leçons jusqu'à 9 ou 10 heures. Ce surmenage est non seulement désastreux pour la santé, mais il l'est encore pour les études elles-mêmes ; il repose sur cette idée fausse que l'on apprend en proportion du temps que l'on passe sur les livres.

L'après-midi (de 1 h. 45 à 6 heures) est consacré aux travaux de jardinage et de culture, aux travaux à l'atelier, ou à des excursions à pied et à bicyclette.

« Notre but, dit le Programme que j'ai entre les mains, est de développer l'éducation physique, le savoir et l'intérêt dans les occupations industrielles, l'énergie dans les entreprises et une appréciation exacte du travail accompli, soit qu'on ait plus tard à le faire soi-même, soit qu'on ait à le diriger. Beaucoup de défaillances dans la vie sont causées par la faiblesse physique : aussi les enfants doivent-ils faire, chaque jour, des exercices physiques et un travail manuel. On en sent le besoin pour donner de l'énergie à tout le corps et pour diminuer sa sensibilité, qui provient du surmenage intellectuel et de la vie trop sédentaire. »

Ici encore, la préoccupation a été de faire accomplir des travaux qui aient un objet et une utilité pratiques, afin de se rapprocher toujours le plus possible de la réalité de la vie. On peut dire que les élèves ont presque bâti eux-mêmes et aménagé leur École : comme Robinson dans son île déserte, ils ont créé une grande partie des objets qui les entourent et dont ils jouissent.

Au moment de la fondation de l'École, le jardin était plein de mauvaises herbes, la ferme remplie de décombres : le tout fut approprié par les élèves. Ils ont fait ensuite des chemins et établi tout un système de drainage. Ils ont goudronné les barrières, mis en peinture les boiseries et les bâtiments, créé un jeu de foot-ball avec ses clôtures. Dans l'atelier, ils apprennent les éléments de la menuiserie et de la charpenterie et ont fabriqué eux-mêmes un

grand nombre de meubles à l'usage de la maison. Un homme de ferme s'étant trouvé malade pendant trois jours, des élèves firent volontairement son ouvrage et soignèrent les animaux. Le désir leur étant venu de posséder un cheval, ils se rendirent à la foire et l'achetèrent. Trois élèves plus âgés leur enseignèrent à monter et à conduire.

Pendant l'été, les travaux dans le jardin et dans la ferme prennent naturellement plus d'importance; le cricket et le tennis remplacent le foot-ball. Les expéditions à bicyclettes, ou les excursions pour faire de la photographie, occupent les après-midi libres.

Parmi les objets fabriqués par les élèves, dans l'atelier, je relève : une table, une armoire, un appareil à plongeur, une maison pour les canards, un pigeonnier, un hangar en bois, deux bateaux; un troisième est actuellement sur le chantier, etc.

Dans le temps même où j'écris cette étude, je reçois une lettre de M. Beveridge, qui vient de conduire son fils à l'École d'Abbotsholme et qui veut bien me faire part de ce qu'il a vu :

« Au moment de mon arrivée, m'écrit-il, plusieurs enfants étaient à peindre un jeu de cricket, qu'ils avaient fabriqué eux-mêmes l'année précédente. Il est question, en ce moment, de jeter un nouveau pont sur la rivière, qui a trente à quarante mètres de large; les piles seront en maçonnerie, afin d'avoir une résistance plus forte. Tout cela sera fait par les élèves.

« Une petite vallée boisée s'étend des terres de

cultures jusqu'aux bâtiments de l'École, qui sont sur une hauteur assez considérable, à cent pieds environ au-dessus de la rivière. Cette vallée est traversée par un très petit cours d'eau. Les élèves ont construit là une succession de petits étangs ou réservoirs réunis ensemble par un système de chemins. Tous les déblaiements ont été faits entièrement par eux, sauf dans les cas où l'intervention du maçon a été jugée absolument nécessaire.

« On a aussi formé le projet d'augmenter les bâtiments de l'École jusqu'à ce qu'ils puissent contenir cent élèves, nombre extrême que le Dr Reddie pense pouvoir diriger d'une façon complète. Comme travail préparatoire, les élèves sont chargés d'arpenter le terrain et de dresser le plan exact de l'établissement.

« Près de la maison, il y a un laboratoire temporaire de chimie, et un atelier de charpentier où les élèves, sous la direction de Herr Neumann, que vous avez vu à Édimbourg, font des travaux variés, soit pour leur usage personnel, soit pour l'École. On a l'intention, au terme prochain, d'entreprendre des travaux sur bois, d'après la méthode progressive du *Lloyd*, que vous avez vue fonctionner au *Summer Meeting*.

« Dans l'intérieur de la maison, je constate l'absence de tout luxe futile, tandis qu'au contraire le mobilier des pièces est des plus confortables. Au lunch, j'ai été frappé de l'apparence heureuse et exempte de contrainte des enfants. Ils étaient assemblés autour d'une demi-douzaine de petites tables,

chacune présidée par un professeur. Les prières des repas étaient chantées avec élan et enthousiasme.

« La franchise et la confiance des enfants vis-à-vis de leurs maîtres est très remarquable. Ces derniers ont l'habitude de se promener au milieu de leurs élèves et de se comporter avec eux plutôt comme leurs aînés que comme des personnages d'une caste différente. Ils font constamment usage des expressions de langage des élèves et parfois même emploient certains mots de leur jargon. La seule distinction est une sorte de manteau académique porté par les maîtres.

«... Le Dr Reddie regarde comme un point important d'initier les élèves à la connaissance des affaires du dehors; ainsi, il leur confie des messages très sérieux, les envoie retirer son argent de la banque, etc... »

Ces diverses occupations usuelles, ces divers travaux manuels ne sont pas seulement un élément d'éducation, un moyen d'acquérir une foule de connaissances pratiques que la théorie ne peut donner : ils ont, en outre, pour but de développer le corps, de le mettre en bon état et de faire ainsi des hommes capables d'affronter avec succès les difficultés de la vie. On comprend dès lors que M. Reddie ait tenu à se rendre compte, d'une façon très exacte, en quelque sorte mathématique, du résultat obtenu, à ce point de vue.

« Nous avons voulu, dit-il, constater le degré de croissance des enfants, afin de voir s'ils étaient bien

nourris et si cette vie était convenable pour leur santé. Pour cela, nous avons établi comparativement la croissance de chaque garçon pendant le temps passé à l'École et pendant les vacances. Si le développement corporel avait été moindre pendant le séjour passé à l'École, il est clair que nous aurions dû considérer notre régime comme défectueux. Il est vrai que nos balances ne nous renseignaient pas sur le degré d'agilité et de souplesse acquis par nos jeunes gens, mais il était important de constater que ces qualités n'avaient pas été acquises aux dépens du poids (*mass*). Les résultats que nous avons constatés sont intéressants ».

Suivent deux tableaux comparatifs, le premier, relatif au poids, le second relatif à la taille, où l'on distingue, pour chacun de ces deux cas, ce que les jeunes gens ont gagné pendant la période d'École et ce qu'ils ont gagné pendant la période des vacances. D'après cette constatation établie, c'est pendant la période d'École que le développement corporel a été le plus grand.

A vrai dire, cette conclusion ne saurait étonner, car le genre de vie que nous venons de décrire est éminemment favorable au développement physique. « Sans faire trop de fond sur ces chiffres, poursuit M. Reddie, ils prouvent du moins, qu'avec son système de nourriture, d'habillement et de vie, notre École est une fabrique d'hommes forts et solides. Nous avons eu à constater peu d'indispositions; même les maux de tête et les rhumes sont rares. Le

régime que nous suivons apprend aux jeunes gens que l'homme doit avoir une bonne santé et que les maladies sont le résultat de l'erreur, de l'ignorance, du surmenage, d'une mauvaise entente du travail, ou bien du vice. Nous attachons beaucoup d'importance à enseigner à nos élèves à être très soigneux dans leurs habitudes de propreté et d'hygiène personnelle. » Le tub est, pour tous, d'un usage quotidien : chaque élève a le sien à côté de son lit. Je note ce détail, comme point de comparaison avec nos collèges où l'eau est employée d'une façon si parcimonieuse, qu'elle est presque un objet de luxe. Nous sommes aussi économes d'air que d'eau : à Abbotsholme et à Bedales, les enfants couchent avec les fenêtres ouvertes, même en hiver.

IV

Avec les travaux scolaires, qui occupent la matinée, avec les travaux manuels et les exercices physiques, qui occupent l'après-midi, nous sommes arrivés à six heures du soir, qui est l'heure du thé. Il reste encore trois heures jusqu'au moment du coucher. Comment va-t-on les employer?

Suivant la définition de de Bonald, « l'homme est une intelligence servie par des organes » ; nous venons de voir comment la matinée était consacrée à développer la première et l'après-midi à développer les seconds. Mais l'homme est encore autre chose : il est un être, je ne dis plus seulement social, mais

sociable. Pour développer tout l'homme, il faut donc le former en vue de cette sociabilité, il faut en faire un homme bien élevé, qui puisse à la fois trouver et apporter de l'agrément dans la société de ses semblables.

C'est à façonner cet « homme du monde » que sont employées les trois dernières heures de la journée. Le procédé est intéressant à examiner.

« Notre but, dit M. Reddie, est d'habituer nos jeunes gens à n'être ni gauches ni timides, et à se plaire dans la société des personnes plus âgées. Aussi, chaque soir, se réunissent-ils au salon, où ils se rencontrent avec les dames de l'École et les étrangers qui viennent nous visiter. La pièce dans laquelle se passent ainsi les soirées a été arrangée pour donner l'impression du bonheur et de l'harmonie : les meubles, les dessins, les statues ont été choisis dans ce but. »

De six à neuf heures, l'École est donc transformée en un salon de famille; mais on ne se contente pas d'y causer : ce temps est consacré à faire de la musique et des chants, à répéter des comédies, à donner des concerts.

La musique, en effet, joue un rôle important à l'École : « C'est une de nos principales préoccupations, dit le programme. Chaque semaine, nous donnons des soirées musicales et, chaque soir, des exécutions au piano. Cela a une grande influence sur les enfants. Les élèves possèdent autant de violons que d'appareils photographiques. »

Pour les représentations dramatiques, les jeunes

gens ont construit eux-mêmes un théâtre. Ces exercices, d'ailleurs, ne sont pas considérés comme un pur divertissement, mais encore comme un moyen sérieux d'éducation. Enfin, chaque semaine, une soirée est consacrée à la lecture des œuvres de Shakespeare.

Nous aurons donné une idée assez complète de cette partie de la vie de l'École, en ajoutant qu'il y a deux Sociétés pour les controverses sur divers sujets et que les élèves publient un journal (*School Magazine*), qui est une sorte de chronique des événements de l'École, avec illustrations et partie littéraire. « Cette publication développe les aptitudes littéraires et l'habileté artistique; elle donne aux élèves l'idée que leur École est un petit monde complet. »

Un autre élément, qui concourt également au développement du sentiment artistique, est la constitution d'un Musée, en voie de formation et qui comprend déjà des copies de tableaux de grands maîtres, des sculptures, de beaux meubles, etc.

La journée, qui a été commencée par une visite à la chapelle, se termine de même. Cependant l'École ne se rattache à aucune des sectes du protestantisme; les pratiques religieuses n'ont donc aucun caractère dogmatique ou confessionnel (*undogmatic and unsectarian*). A la chapelle, comme dans la prière qui est faite avant les repas, on se borne à des lectures tirées de la Bible, à des hymnes ou à des invocations d'un caractère moral et religieux général. Mais,

comme la journée du dimanche est libre, les enfants peuvent suivre leur culte particulier dans les paroisses voisines. C'est ainsi que plusieurs élèves, qui appartiennent à la religion catholique, vont entendre la messe dans une église du voisinage.

Au point de vue religieux, le Progamme s'exprime ainsi : « La religion tient la grande place dans la vie, et la vie doit en être saturée. Nous ne présentons pas la religion aux enfants comme si elle était une partie de la vie, mais comme un tout organique et harmonieux, qui doit pénétrer l'individu tout entier, malgré la variété des sectes religieuses. Pendant un quart d'heure, le matin et le soir, on se réunit pour exprimer la foi et l'espérance par des signes extérieurs. »

Telle est cette École et tel est son programme. Cette expérience est extrêmement intéressante en ce qu'elle me paraît marquer une évolution nettement accentuée vers un système d'éducation plus approprié aux conditions nouvelles de la vie sociale. Par son caractère pratique, par sa préoccupation dominante de former l'homme et tout l'homme, de développer en lui, au plus haut degré, toutes ses facultés, toute sa puissance d'énergie et d'initiative, cette École tranche résolument, avec les divers systèmes d'enseignement.

Ceci est une orientation dans le sens de la formation particulariste, qui tend actuellement à prendre possession du monde. A un monde nouveau, il faut

une éducation nouvelle, une éducation qui forme l'homme à ne plus compter sur la communauté, sur un groupe quelconque, mais sur lui-même, une éducation qui en fasse un homme tourné non vers le passé, mais vers l'avenir.

V

Un jour que je causais de cette nouvelle École avec un de mes amis, il me dit : « Cette expérience est très intéressante ; mais, à mes yeux, elle présente un grave inconvénient, c'est d'être un internat. »

L'internat, tel que nous le pratiquons en France, est, en effet, une institution aussi malsaine pour l'esprit que pour le corps. C'est la grande caserne, enfermant des centaines d'enfants étroitement parqués, étroitement réglementés, comprimant toute initiative, et plus propre à former des soldats et des fonctionnaires qu'à développer l'énergie virile, la spontanéité, le sentiment de la valeur personnelle.

On ne saurait, sans tomber dans une grossière erreur de classification, confondre avec ce type celui que nous venons de décrire : ils n'ont de commun que le nom ; il faut toujours se méfier des mots, car ils recouvrent souvent des institutions très différentes. Ici, le nombre des élèves est restreint : il est limité actuellement à cinquante et ne s'élèvera jamais au-dessus de cent, suivant la déclaration du docteur Reddie, qui se rend compte qu'au-dessus de ce nombre toute éducation devient impossible. En

outre, si les élèves sortent de leur famille, c'est pour entrer dans une autre, celle de leur directeur, qui prend ses repas avec eux et qu'ils retrouvent tous les soirs au salon : c'est en quelque sorte une vie de famille agrandie. Enfin, la rupture avec sa propre famille est bien moins complète que dans notre internat. En effet, les périodes de vacances sont à la fois plus nombreuses et plus longues : sept semaines pendant l'été; quatre semaines à la Noël; trois semaines au printemps. Ainsi les enfants se retrouvent dans leur famille pendant trois mois et demi chaque année, et cela en plusieurs fois : ils continuent donc à en subir l'influence.

Chaque type de société a une influence directe sur le mode d'éducation et il crée le régime scolaire qui lui est adapté.

Les Sociétés à formation communautaire de famille sont caractérisées par le groupement de plusieurs ménages au même foyer : c'est le type où se sont attardées la plupart des populations de l'Asie et de l'Orient de l'Europe. Là, les enfants ne comptent pas sur eux-mêmes pour s'établir, mais sur leur communauté familiale, qui les gardera dans son sein et pourvoira à leurs besoins, ou qui les recueillera s'ils échouent dans la vie. Dans ces conditions, on sent peu le besoin d'une instruction personnelle et elle est réduite au minimum : la *famille,* parfois avec le concours d'un ministre du culte, suffit à la donner. On sait, en effet, que ces sociétés ne brillent pas par le développement scolaire; elles représentent,

au plus haut degré, le type de l'éducation dans la famille et par la famille.

Dans les Sociétés à formation communautaire d'État, la grande communauté publique prend la place de la communauté de famille dissoute; c'est alors sur l'État, sur les places nombreuses dont il dispose, dans les administrations et dans l'armée, que compte surtout la jeunesse pour s'établir. La plupart des peuples de l'Occident de l'Europe, notamment la France et l'Allemagne, présentent ce type. Pour obtenir ces places, il faut passer des examens, que l'on rend de plus en plus difficiles, afin d'écarter la masse des candidats. Alors, un système s'impose, qui domine tout l'enseignement : le système du chauffage, le surmenage scolaire, l'entassement indigeste de notions apprises de mémoire, souvent par des procédés purement mnémotechniques. Il ne s'agit pas là de former des hommes préparés à affronter les difficultés de la vie, mais seulement des candidats en état d'affronter les hasards de l'examen. Le type d'école qui se développe spontanément, en vue de ce système de chauffage, est le *grand internat*. Là, tout est sacrifié au but suprême et unique, l'examen. Il semble que la vie du jeune homme finisse à ce terme, et on tâche de l'y amener par un surmenage de tous les instants. Il y a tout avantage à agglomérer dans ces énormes collèges 500, 1.000 étudiants et plus, puisque les maîtres n'ont pas à suivre chaque enfant, à le former pour en faire un homme, à remplacer le père de famille; le contact n'est pas

nécessaire. A vrai dire, dans ce cas-là, les meilleurs professeurs ne sont pas les plus instruits, ou les plus dignes, ou les plus clairvoyants, ce sont les plus habiles à faire entrer dans la tête des élèves le plus de matières dans le moins de temps possible, ce sont les plus au courant des petits procédés par lesquels on réussit aux examens, les plus au courant des idées, ou des lubies, des examinateurs.

Le troisième grand type de Sociétés, celui des Sociétés à formation particulariste, dont les races scandinave et anglo-saxonne fournissent le spécimen le plus pur, donne naissance à un type d'École bien différent. Ici, l'individu, le particulier, ne compte, pour s'établir, ni sur la communauté de famille, qui est dissoute, ni sur la grande communauté de l'État, qui est réduite au minimum, qui dispose de peu de places, parce que les pouvoirs publics sont peu centralisés et n'emploient qu'un petit nombre de fonctionnaires; il ne compte que sur lui-même, sur son initiative, sur son énergie nécessaire pour réussir dans une profession indépendante.

Tout l'enseignement doit donc tendre à développer, au plus haut degré, ces aptitudes-là, à former des hommes pratiques. Il faut alors que l'École soit aussi rapprochée que possible des conditions mêmes de la vie. Le type qui se développe spontanément, comme répondant le mieux à cette nécessité, est la *petite École* avec un nombre restreint d'élèves : externat urbain, pour les familles habitant la ville; internat rural, pour les familles habitant la campagne. Mais

ce dernier lui-même tend à se rapprocher de la vie de famille, afin d'isoler l'enfant le moins possible des conditions normales de la vie.

On voit qu'il ne suffit pas de classer les écoles d'après les termes d'internat et d'externat; le même mot peut répondre à des organisations scolaires absolument différentes, à des états sociaux très dissemblables, et produisant des effets totalement opposés.

D'après cela, on doit apercevoir que le grand obstacle qui s'oppose, chez nous, à une réforme de l'École suivant le type que je viens de décrire, c'est notre état social, ce sont nos mœurs, qui poussent toute notre jeunesse vers les examens et vers les carrières toutes faites dont ces examens sont la porte. On pourrait donc croire que ce nouveau type d'école ne saurait avoir, pour nous, qu'un intérêt de curiosité. Détrompons-nous.

Tant que le nombre des candidats aux divers examens est resté relativement restreint, les jeunes gens pouvaient avoir l'espoir d'y réussir après un honnête surmenage; mais il n'en est plus ainsi. Aujourd'hui, notre jeunesse se précipite avec ensemble à l'assaut de ces situations toutes faites : le peuple suit l'exemple de la bourgeoisie. Il y a cent candidats pour une place. Dans ces conditions, l'examen n'est plus, comme autrefois, une porte d'entrée, mais un mur élevé et difficilement franchissable. Pousser ses enfants à aller se casser la tête contre ce mur, n'est pas très sage. Aussi les plus avisés commencent-ils à re-

garder avec moins de dédain les professions indépendantes. Mais, pour réussir dans ces professions, il faut précisément les qualités que ne donne pas notre éducation actuelle et que tend, au contraire, à développer, au plus haut degré, le type d'École que nous venons de décrire.

CHAPITRE IV

COMMENT ÉLEVER NOS ENFANTS?

I

Notre grand procédé, à nous, pères de famille français, pour établir nos enfants, est de leur constituer une dot à force d'économie; ensuite, de leur faire épouser un jeune homme, ou une jeune fille, dans une situation de fortune analogue; enfin, de les faire entrer, si c'est possible, dans une administration publique.

Or ce système rencontre, en ce moment, une difficulté nouvelle et croissante, par suite de la diminution sensible du taux de l'intérêt de l'argent. Du cinq pour cent nous sommes tombés au quatre et nous voici maintenant au trois. Dans ces conditions, il devient de plus en plus difficile de constituer des dots.

Jusqu'à ce jour, cette difficulté a été en partie voilée par suite de l'abondance de l'argent en France. On répète volontiers que la France est un pays riche,

qu'elle dispose d'une quantité considérable de numéraire, ce qui est vrai. Et, de fait, c'est en France que se trouve actuellement le plus grand marché de l'argent.

Malheureusement cette abondance de l'argent disponible n'est point due uniquement au travail national; elle provient en partie de causes factices, qui ne sauraient agir bien longtemps encore, et, pour tout dire, de causes qui sont plutôt un symptôme de décadence qu'un symptôme de prospérité.

Cette abondance de l'argent est d'abord accrue chez nous par le fait d'une économie d'enfants. On sait trop que la natalité en France va en diminuant presque d'année en année, et que, d'après le dernier recensement, les décès l'emportent sur les naissances, phénomène qui se produit très rarement dans l'humanité; actuellement, il est spécial la France et la place après toutes les autres nations.

Or, le petit nombre d'enfants est une abondante source d'économie. Si, pour élever six enfants, vous dépensez six mille francs par an; pour en élever un, vous ne dépensez plus que mille francs. Vous réalisez donc, de ce chef, une économie de cinq mille francs par an. Du moment que les Français pratiquent en grand ce genre d'économie, il en résulte que, toutes choses égales d'ailleurs, ils se trouvent avoir plus d'argent disponible que les populations à familles nombreuses. Et voilà précisément une des raisons pour lesquelles la France est

le plus grand marché de l'argent. Cette abondance est due en partie au petit nombre d'enfants.

Mais elle a une *seconde cause*.

Cette seconde cause est l'éloignement des Français pour les professions usuelles, pour l'agriculture, l'industrie et le commerce. Ces professions sont peu recherchées, on leur préfère les situations administratives: c'est vers les écoles du Gouvernement que toute notre jeunesse se précipite; c'est à leurs portes qu'elle va s'écraser : s'écraser est bien le mot juste. Tout Français qui a gagné quatre sous dans la culture, l'industrie ou le commerce, rêve d'en sortir et de faire de son fils un officier, un fonctionnaire, ou de lui faire embrasser une carrière libérale.

Dès lors, nous ne sommes pas portés à faire valoir par nous-mêmes nos économies; elles restent disponibles pour les placements en valeurs de bourse, et nous les portons sur le marché. Et voilà comment l'éloignement des Français pour les professions usuelles augmente encore chez nous l'abondance de l'argent disponible.

Mais les causes mêmes qui produisent cette abondance contribuent, chaque année, à la diminuer et finiront par la tarir, dans un avenir qui, aujourd'hui, paraît peu éloigné.

En effet, si le petit nombre d'enfants augmente nos économies, il a pour effet, d'autre part, de diminuer notre puissance de travail. Un père de famille obligé de nourrir et d'élever six enfants, travaille beaucoup plus, et, par conséquent, contribue beaucoup

plus au développement de la richesse publique, qu'un père de famille qui n'a à élever et à nourrir qu'un seul enfant. En outre, des enfants sortant de familles nombreuses, ayant, dès lors, moins à compter sur la fortune paternelle, sont doués d'une bien plus grande aptitude au travail, d'un esprit d'initiative beaucoup plus développé que le fils unique : celui-ci est plus porté à compter sur ses parents que sur lui-même pour réussir dans la vie.

D'autre part, si notre éloignement pour les professions lucratives nous permet de porter sur le marché de l'argent la totalité de nos économies, il tarit en même temps la source même de ces économies, car il n'existe pas d'autre source de la fortune publique que l'agriculture, l'industrie et le commerce. Nous oublions trop que les autres professions sont essentiellement des professions parasites : elles tirent les ressources qui les alimentent des trois professions essentielles que je viens de nommer.

Certaines personnes répondront peut-être : « Cela durera bien autant que nous. » Ce n'est pas certain. En tous cas, il est certain que cela ne durera pas autant que nos fils.

Déjà, beaucoup de ces malheureux jeunes gens sont écartés des concours par le grand nombre des candidats, et malgré le nombre démesuré des places. Ils ont marché vers ce miroir fascinateur, et beaucoup n'ont trouvé au bout que la culbute.

Et que voulez-vous qu'ils fassent maintenant? Que

pourraient-ils bien faire? De quoi sont-ils capables? A quoi les a préparés l'éducation qu'on leur a donnée dans la famille, au collège, dans les écoles?

On les a préparés à entrer dans les carrières libérales, dans les administrations publiques, dans l'armée. On leur a répété à satiété qu'il n'y avait que cela d'honorable, de digne d'eux. Et on ne leur a pas répété cela seulement dans les familles bourgeoises, mais aussi dans les familles du peuple. Du salon à la boutique, de la boutique à la ferme, la même idée fait déraisonner les cervelles : être fonctionnaire. Pour certaines places, il y a des milliers de candidats, d'après les rapports officiels!

Et les malheureux attendent; ils encombrent les antichambres administratives; ils se font signer des lettres de recommandation; ils se lamentent. La seule chose qu'ils ne font pas, c'est de se retourner, de se ressaisir, de se faire par eux-mêmes une situation, qui serait très probablement plus lucrative, qui serait certainement plus indépendante, par conséquent plus digne.

Mais ils ne le font pas, d'abord parce qu'ils craindraient de déchoir : être candidat à quelque chose, si peu que ce soit, même candidat évincé, même candidat se morfondant dans l'attente indéfinie, leur parait encore un sort enviable; on est presque fonctionnaire et ce seul mot est une auréole, dans ce pays où le fonctionnarisme règne et gouverne... malheureusement.

Ils ne se retournent pas, ensuite, parce qu'ils ne

le peuvent pas : notre formation française, excellente pour préparer des fonctionnaires, est à peu près nulle pour préparer des hommes indépendants, des hommes d'initiative, capables d'affronter les difficultés de la vie. Ils sont aptes seulement à ces fonctions administratives subordonnées, dans lesquelles, sans effort, on touche, à la fin de chaque mois, un traitement fixe. En entrant dans ces situations, l'homme connaît d'avance toute sa vie : à tel âge, il sera sous-chef; à tel âge, chef de bureau; à tel âge, il prendra sa retraite. La seule date qu'il ignore est celle de sa mort. Il est impossible de réduire à de plus étroites limites l'aléa de la vie.

Nous aboutissons donc fatalement à cette conclusion : c'est qu'il faut orienter différemment l'éducation de nos enfants, si nous voulons qu'ils soient à la hauteur des temps nouveaux dans lesquels nous entrons; si nous voulons qu'ils puissent tenir tête à la crise sociale qui est ouverte.

L'universalité de cette crise sociale pose, en effet, la question de l'éducation dans toute sa force.

Cette question se traduit de la façon suivante : Les moyens de transmettre à ses enfants son œuvre et sa manière de faire ne sont plus, ne peuvent plus être, ce qu'ils étaient jusqu'ici. Les moyens connus de l'éducation ne réussissent plus.

On fait pour ses enfants tout ce qu'on croit devoir le mieux réussir, tout ce qui a réussi sur soi-même; et cependant les résultats sont bien souvent tout dif-

férents, tout le contraire de ce qu'on attendait. Les hommes les plus sérieux, les plus réfléchis, les mieux élevés, les mieux entourés se posent avec angoisse, avec une angoisse trop légitimée par de nombreux exemples, cette question : « Mais comment donc élever nos enfants et les établir? »

Eh bien, la science sociale est peut-être en ce moment la seule à ne pas se scandaliser d'un pareil désarroi; car, remarquez-le bien, il y a scandale : on rougit de cet état de choses; on s'en indigne; on ne peut s'empêcher d'y voir des causes sombres. C'est, dit-on, l'esprit mauvais qui a soufflé à travers le monde; c'est la lâcheté universelle qui a abandonné tous les bons principes; on s'irrite, on récrimine, on continue à faire ce qui a été fait dans le passé, avec la conviction que c'est à cela qu'il faut remonter.... et on échoue, en grand!

La science sociale est plus juste et plus concluante : elle sait, par tous les faits qu'elle analyse, qu'elle compare, qu'elle classe, elle sait qu'en ce moment le monde passe nécessairement, — et pour son bien, — à une condition nouvelle, qui n'est pas transitoire, qui est durable, et qui sépare, comme en deux, les temps précédents et les temps à venir.

Elle voit les *causes*, la *direction* et les *résultats* de cette crise du monde, qui n'a pas eu de pareille encore en un certain sens.

Et d'abord, quelles en sont les causes?

Ces causes dérivent de la transformation, désor-

mais incessante, des moyens de production et de transports, en d'autres termes, des moyens d'existence. Autrefois, on produisait en petit atelier, souvent en famille et à domicile, pour une clientèle réduite et toute locale; le plus souvent, à la main, ou avec de petits moteurs; les méthodes étaient stables; elles étaient souvent traditionnelles; on se les transmettait religieusement de père en fils; la part de l'innovation était réduite, ou ne se faisait jour que lentement. On n'était en concurrence qu'avec les artisans de son voisinage, car les faibles moyens de transports dont on disposait ne permettaient ni d'exporter au loin ni d'importer de loin les produits. Et cette concurrence, déjà si restreinte par la force des choses, était, à dessein, fortement atténuée encore par toute une série de règlements restrictifs, qui fixaient les méthodes de travail, le nombre des maîtres, des apprentis, des ouvriers, etc., etc.

Tout tendait donc à assurer la stabilité et la tradition des moyens d'existence. Dès lors, une éducation tournée vers la stabilité, vers la tradition, vers le passé, était parfaitement appropriée aux nécessités sociales. Aussi est-ce dans ce sens que l'éducation était tout naturellement dirigée, et elle donnait des résultats qui furent longtemps appréciés.

Les conditions sociales sont aujourd'hui complètement retournées. La production se fait, le plus souvent, en grand atelier, avec des moteurs d'une puissance presque indéfinie, elle sert une clientèle qui s'étend d'un bout du monde à l'autre, qui, dès lors,

est, elle aussi, indéfiniment extensible. Les méthodes de travail se transforment incessamment, suivant tous les progrès de la science. L'innovation remplace donc partout la tradition. Il faut toujours être prêt à produire plus, ou à produire mieux, ou à produire moins cher, si on ne veut pas être écrasé par la concurrence. Au lieu de la vie paisible et calme, c'est la vie intense et novatrice. Et, ce qu'il y a de plus grave, c'est que nous n'avons pas à choisir entre les deux : cette situation nouvelle s'impose avec la brutalité d'un fait inéluctable.

Or, quand les moyens d'existence sont modifiés, la condition de tout le monde est modifiée : c'est ce qui fait une crise sociale, une question des moyens d'existence.

Ce qui a amené cette nouveauté, c'est l'éclosion, ou plutôt l'explosion des sciences naturelles, qui n'auront jamais dit leur dernier mot et qui ne sont qu'à leur commencement, comme chacun le dit et le voit. Le monde est désormais fatalement lancé dans des voies de transformation matérielle, où il n'est pas possible de s'arrêter. Ceci rompt absolument avec le passé, où tout tendait à la stabilité, à la fixité. Il faut aujourd'hui se mettre en mesure d'user pour le mieux de cette évolution; il faut apprendre à en tirer le bien, et à en parer les inconvénients. Entre l'homme du passé et l'homme d'aujourd'hui, il y a la différence d'un soldat appelé à défendre une citadelle et d'un soldat appelé à tenir campagne. La différence est grande, elle est totale! Et il n'y a à cela

ni génie du mal, ni lâcheté des hommes, comme le répètent certains esprits peu clairvoyants, c'est un état matériel nouveau du monde, disposé par la Providence, qui a livré à l'homme la science progressive de la nature. C'est à l'homme à savoir s'accommoder à ces progrès : c'est non seulement son intérêt, mais c'est son devoir.

J'ai dit que la science sociale ne voit pas seulement les *causes* de la crise, mais qu'elle en voit aussi la *direction*. Quelle est donc cette direction?

Elle est bien nette! Cette crise dirige l'homme vers un état nouveau : désormais, il ne peut plus être *encadré,* comme autrefois; il ne peut plus compter, pour se maintenir, sur un entourage constant, et sur des habitudes uniquement adaptées à un milieu donné. En effet, cet entourage, ce milieu craque constamment autour de lui, se désagrège, s'en va, sous le coup des nécessités changeantes et matérielles que je viens de dire. Dès lors, l'homme qui n'a été tenu, formé, établi, qu'en vertu d'un cadre, coule et tombe, une fois le cadre brisé. Il faut donc que l'éducation, au lieu de vous adapter à l'encadrement, au lieu de vous appuyer à votre famille, à votre entourage, à des institutions du moment, comme les carrières factices de l'administration, comme ces bonnes petites situations toutes faites qui ne demandent ni effort, ni initiative... et qui peuvent vous manquer tout à coup; il faut, dis-je, que l'éducation vous porte à vous appuyer sur vous-

même, à savoir vous retrouver seul, à savoir vous remettre sur pied à tout événement.

L'éducation ne peut donc plus réussir, si elle tend simplement à vous faire cadrer avec une institution de famille, d'entourage, ou de politique; elle ne peut réussir que si elle tend à vous faire cadrer avec vous-même, à savoir user de vous tel que vous êtes personnellement, et dans toutes les circonstances.

C'est bien l'inverse de ce qui s'est fait en France dans tout ce siècle. En parlant de leurs enfants, les parents formulent volontiers les maximes suivantes : « Ils n'ont qu'à faire comme nous. — La famille et les amis cela suffit, pour vous pousser et vous soutenir dans la vie. — Il faut à nos enfants une bonne carrière du gouvernement, de la magistrature, de l'armée, de l'administration : c'est sûr et connu; on n'a pas de tribulations. — Nous avons assez de fortune, nos enfants n'ont pas à s'inquiéter; ils en auront toujours assez pour vivre, avec quelques appointements assurés et une solide dot de leur femme, etc. » Voilà un langage que nous connaissons,... que, probablement, nous avons tenu nous-mêmes.

Tout cela commence à sonner étrangement faux. Ni famille, ni amis, ni carrière publique, ni dot n'assurent plus l'immense majorité des gens sur leur avenir et sur celui de leurs enfants. Il faut qu'ils soient rendus assez capables et assez forts (ô douleur!...), pour pouvoir affronter, par leur valeur personnelle et par leurs aptitudes, la lutte pour la

vie, les difficultés mouvantes et renouvelées de l'existence.

Et voilà, malheureusement, ce qu'on se sent très incapable de faire, parce qu'on y a trop peu été fait soi-même, le plus souvent. On ne sait pas comment s'y prendre.

Et cependant le *résultat* en vaut la peine. Cette éducation que nous avons tant de peine à entreprendre, a pour résultat de faire des hommes qui ne s'abandonnent pas et qui ne coulent pas au milieu des remuements actuels : elle fait des hommes forts, des chrétiens intelligents et appuyés sur leur volonté propre. Autant il y a de différence de capacité et de vertu résistante entre nous et ces peuplades sauvages converties en masse par la conversion de leurs chefs, autant il y en a entre des hommes formés à tenir par eux-mêmes et nous, qui tenons surtout par notre entourage, par notre milieu, par « notre monde à nous », comme nous disons souvent.

Voilà donc les *causes*, la *direction* et les *résultats* de cette crise qui porte sur l'éducation, comme sur tout le reste. Qu'on le veuille ou non, il faut sauter ce pas. Il faut faire le contraire, à peu près, de ce qu'on a fait jusqu'ici.

Cela est fort bien, direz-vous; mais comment s'y prendre?

Pour éviter les tâtonnements, les erreurs, les lourdes méprises, il faut se guider sur l'expérience. Et

puisque nous ne trouvons pas cette expérience chez nous, où l'éducation est orientée tout à rebours, il nous faut bien la chercher ailleurs. Il nous faut imiter les peuples qui ont franchi cette difficulté et qui élèvent des enfants capables d'agir par eux-mêmes et en dehors de tout encadrement de la parenté, des amis, des relations, de l'administration, etc...

Or ces peuples existent et il faudrait être aveugle pour ne pas les voir. Ce sont eux qui envahissent actuellement le monde, qui le défrichent, qui le colonisent, qui, partout, font reculer les tenants du vieil état social et qui accomplissent ces prodiges par la seule action de l'initiative privée, par la seule puissance triomphante de l'homme livré à lui-même. Et, si vous voulez, par un seul exemple, saisir immédiatement la différence entre les hommes formés par la méthode nouvelle et les hommes formés par la vieille méthode, qui malheureusement est encore la nôtre, comparez ce que les premiers ont fait de l'Amérique du Nord et ce que les seconds ont fait de l'Amérique du Sud. C'est le jour et la nuit; c'est le blanc et le noir; c'est, d'un côté, la société projetée en avant, vers le plus grand développement connu de l'agriculture, de l'industrie et du commerce; c'est, de l'autre côté, la société retenue en arrière, enlisée, embourbée, dans la vie urbaine oisive, dans le fonctionnarisme, dans les révolutions politiques. Au Nord, c'est l'avenir qui se lève; au Sud, c'est le passé qui s'en va.

Et il s'en va si bien ce passé, que déjà cette mal-

heureuse Amérique du Sud est envahie par les robustes rejetons du Nord, ils commencent à s'emparer des meilleures exploitations rurales abandonnées par l'incurie espagnole, ou portugaise; ils commencent à s'emparer des chemins de fer, des banques, de la grande industrie, du commerce.

Lors de notre dernière Exposition universelle, je causais de cela avec le président de la section de la République Argentine. Il me parla de cet envahissement de l'Anglais et de son frère le Yankee; et il s'en désolait, et il se lamentait, et il récriminait, comme le font toujours les faibles, parce que cela est plus facile que de se mettre au régime des forts.

C'est, en effet, à ce régime que se sont mis ces redoutables concurrents. Voilà des peuples où les enfants n'ont pas peur de l'existence de combat. Voilà des peuples qui n'ont conservé que, par cette personnalité, l'énergie morale et même religieuse. Ils n'ont pas une foi aussi ferme que celle de l'Église, et cependant ils sont moins antireligieux, beaucoup moins, qu'on ne l'est chez nous. Pourquoi? Par le fait de cette meilleure condition de la responsabilité humaine.

Cela s'explique : dans le vieux système social, l'homme se maintient moins par lui-même, par son initiative, par sa volonté propre, que par le cadre plus ou moins rigide, plus ou moins étroit, plus ou moins ferme, dans lequel il se trouve placé : cadre de la famille, cadre de l'internat, cadre du régiment, cadre de l'administration, cadre de l'État, etc. Les

étais qui le maintiennent dans les idées, les croyances, les traditions politiques, sociales, ou religieuses, sont à l'extérieur et non à l'intérieur de l'individu. On pense, on agit de telle façon, ou de telle autre, parce que, dans son milieu, dans son monde à soi, on voit penser et agir de telle façon ou de telle autre.

Dès lors, voici ce qui se produit : lorsque ce cadre vient à se rompre, on tombe à plat, parce qu'on n'était soutenu que par lui. Dans la vieille société, le cadre familial, politique, religieux, ou social était suffisamment solide et suffisamment rigide pour maintenir les volontés individuelles même défaillantes, et, l'un portant l'autre, toute la machine tenait debout. Ainsi ces vieilles maisons dont les murs ne s'effondrent pas, parce qu'ils sont soutenus par les constructions voisines. Mais, gare dessous, si on vient à démolir ces dernières!

C'est précisément ce qui est arrivé pour notre vieux cadre social, dont les débris jonchent aujourd'hui le sol. Et comme nous n'avons pas été préparés à nous passer de ce cadre, nous sommes désorientés, nous appelons à notre secours toutes ces institutions sur lesquelles nous étions habitués à nous reposer, la famille, la corporation, l'État (monarchie pour les uns, république pour les autres), l'Église, tout... excepté nous-mêmes. Nous remplissons l'air de nos lamentations, au lieu de regarder ce que font les peuples qui ne comptent que sur l'initiative individuelle, et de les imiter virilement.

II

Eh bien, que font donc ces peuples vis-à-vis de leurs enfants?

Ce qu'ils font, le voici :

1er *Procédé.* — Tout d'abord, chez ces peuples, *les parents ne considèrent pas que leurs enfants leur appartiennent, qu'ils soient en quelque sorte leur chose, une simple continuation de leur personnalité, une sorte de survivance d'eux-mêmes.* Ils considèrent, au contraire, que ce sont des êtres qui, bientôt, devront être indépendants d'eux. Dès lors, ils n'ont pas de plus grand souci que de hâter cette émancipation nécessaire, dans les conditions les plus excellentes. Il ne visent qu'à cela : c'est là la forme particulière de leur dévouement paternel. Leur dévouement à eux ne consiste pas à absorber leurs enfants, à les coller près d'eux, à les assouplir à leur manière d'être, à s'en faire un entourage agréable, doux et commode. Car, dans notre forme de dévouement paternel, il entre une assez grande part d'égoïsme, d'un égoïsme honorablement voilé, je le veux bien. J'ai vu, et nous avons tous vu manquer bien des mariages, parce que le jeune ménage aurait dû aller, je ne dis pas à l'étranger, mais seulement en province, ou dans une autre ville. On aime trop ses enfants! — Les aime-t-on ainsi pour eux, ou pour soi?

2e *Procédé.* — Chez ces peuples, ensuite, *les parents traitent leurs enfants, dès le début et toujours,*

comme de grandes personnes, comme des personnalités à part. Et, par là, ils en font de grandes personnes et des personnalités vraies. Tels on traite les gens, tels ils se font. Nous, au contraire, nous sommes portés à les traiter en enfants, non seulement dans la petite enfance, mais jusqu'à l'âge d'homme et même après qu'ils sont grandement mûrs. Nous ne pouvons nous déshabituer de l'idée que ce sont des enfants... parce que ce sont nos enfants!

3e *Procédé.* — En outre, chez ces peuples, *les parents visent, dans l'éducation, aux nécessités futures, aux nécessités nouvelles de la vie et non aux conditions du passé,* à celles de la génération précédente. Ils ne proposent pas pour modèles à leurs enfants ce qu'ils ont été eux-mêmes, autrefois, et le milieu où ils ont vécu. Nous faisons comme cette noblesse de la fin du siècle dernier, qui, au commencement de celui-ci, élevait encore ses enfants pour le bon vieux temps, pour leur rang à part d'autrefois, pour une fortune qu'ils n'avaient plus, pour la Cour, pour des souvenirs sans effets, des souvenirs disparus, des fantômes de souvenirs.

4e *Procédé.* — Chez ces peuples, — je continue, — *les parents ont un souverain soin, non seulement, comme nous, de la santé* (et encore ne la sacrifions-nous pas aux études, aux examens, au séjour de la ville, etc.? ; mais ils ont un souverain soin *de la force, du développement plein, et aussi plein que possible, de l'énergie physique.* Et ils ne recherchent pas cette force par des surmenages d'exercices corporels,

par des fatigues, qui, au contraire, auraient pour résultat d'affaiblir le corps; par des tours de force gymastiques. Ils ont, au contraire, une entente remarquable des conditions ordinaires de la vie physique.

Ne savez-vous pas d'ailleurs qu'on essaye actuellement d'importer chez nous les exercices physiques à la façon anglaise, de les substituer à notre affreuse et réglementaire gymnastique, qui n'est qu'une pédagogie nouvelle ajoutée à tant d'autres, une pédagogie sans intérêt et sans spontanéité? Toujours l'horrible cadre qui nous étreint de toutes parts! Oh! je sais bien que cette copie des exercices anglais n'est pas toujours très heureuse; que nous apportons en cela, comme en beaucoup d'autres choses, une grande part d'engouement; que ces exercices se font généralement d'une manière un peu trop administrative; que beaucoup de nos collégiens cèdent plutôt au désir d'échapper aux études qu'au besoin d'exercer et de fortifier leur corps. Du moins, vous pouvez, par cette mauvaise copie, juger de l'original. Il est incontestable que des jeux de ce genre sont éminemment favorables au développement physique; ils contribuent, en outre, à donner le calme, la possession de soi-même, car c'est à ces conditions-là que l'on triomphe.

5° *Procédé.* — Ce n'est pas tout : chez ces peuples *les parents mettent, de très bonne heure, leurs enfants à la pratique des choses matérielles.* Ainsi, ils n'hésitent pas à les laisser aller et venir tout seuls, de

bonne heure; ils les chargent de certaines affaires, de certaines commissions, ou missions, à leur portée, ou même volontiers un peu au-dessus de leur portée. Les Français qui vont en Angleterre, ou aux États-Unis, s'en étonnent; les Anglais, à leur tour, s'étonnent de notre étonnement, tant la chose leur parait simple et naturelle, tant elle est un rouage essentiel de cette éducation, qui a pour but de faire, non des lettrés, ou des fonctionnaires, mais essentiellement, et par-dessus tout, des hommes.

Si je ne craignais de choquer mon lecteur j'ajouterais qu'ils traitent quelque peu les jeunes filles comme les jeunes gens, et pour les mêmes raisons. Mais il faudrait expliquer en même temps comment et pourquoi cette pratique, qui, installée sans préparation, aurait certains inconvénients chez nous, a, chez eux, plus d'avantages que d'inconvénients. Cela m'entraînerait trop loin.

6e *Procédé.* — Je poursuis. Chez ces peuples, *les parents font généralement apprendre à leurs enfants un métier manuel.* En effet, ces peuples n'ont pas, pour le travail manuel, le superbe dédain que nous professons chez nous. Ils se sont affranchis depuis longtemps de cette vieille erreur, qui nous a été plus funeste que cent défaites sur les champs de bataille : ils ne croient pas qu'il y ait des métiers nobles et des métiers non nobles. Ils estiment seulement, ce qui est plus exact, qu'il y a des gens capables et des gens incapables, qu'il y a des travailleurs et des paresseux. Aussi le fils d'un lord sera fermier, ou fa-

bricant, ou commerçant, sans se diminuer en rien, car cette pratique est constante. Je me trompe, cependant, il y a une profession qu'ils considèrent comme inférieure aux autres : c'est celle de fonctionnaire et de politicien; ils lui font deux reproches : d'abord, qu'elle ne « paye pas », comme ils disent, elle n'est lucrative que dans les grandes places; ensuite, qu'elle enlève à l'homme son indépendance; or, vous devez commencer à vous apercevoir que cette éducation anglo-saxonne développe au plus haut degré le goût et le besoin de l'indépendance. Aussi, ces situations sont-elles peu nombreuses, et généralement abandonnées, en Angleterre, aux populations de formation celtique, Irlandais, Écossais, Gallois; dans les États-Unis, aux Irlandais et aux Allemands. Mon ami, M. Paul de Rousiers, qui est allé étudier les États-Unis d'après notre méthode, a très bien mis ce fait en lumière dans son remarquable ouvrage : *La Vie américaine.*

Cette tendance à enseigner aux enfants des métiers manuels est d'autant plus marquée, que l'on apprend, par la pratique, la plupart des professions qui, chez nous, ne sont enseignées que par l'école: par exemple, ce n'est pas par les écoles, mais par la pratique de l'atelier qu'on devient ingénieur : la théorie n'est que le complément de l'apprentissage, dans toutes les professions.

C'est le contraire de ce qui se passe chez nous, où la pratique est généralement dédaignée pour la théorie. Aussi avons-nous placé à Paris notre Ins-

titut agronomique, qui, d'ailleurs, fournit surtout des fonctionnaires pour le Ministère de l'Agriculture... et nous rêvons d'y installer... notre École navale!

7° *Procédé.* — Notons un autre trait : *Les parents devancent les enfants dans la connaissance de toutes les nouveautés utiles.* Comment en serait-il autrement dans une société où les esprits sont tournés vers l'avenir plus que vers le passé, vers les professions usuelles sans cesse perfectionnées, plus que vers les situations administratives essentiellement stationnaires; dans une société où l'on réussit, non pas en s'appuyant sur un cadre quelconque, mais presque uniquement par son initiative et sa valeur personnelle? De là, la préoccupation constante, chez l'Anglo-Saxon, de réunir, d'amasser des faits positifs, bien vérifiés, le plus souvent sans trop d'ordre et de méthode, mais comme un homme qui veut avoir à sa disposition un bagage considérable de faits, à tout événement. Aussi est-ce surtout là ce qu'il demande à ses journaux, qui ressemblent aux nôtres comme le jour à la nuit. Le but, pour les nôtres, est d'amuser, et, — pour beaucoup de ceux que l'on appelle sérieux, — d'exciter les passions politiques, autre manière de s'amuser, je veux dire le perdre son temps. Leurs journaux, au contraire, semblent avoir essentiellement pour but de renseigner vite et bien. Peu de théories, peu de considérations générales; des faits, des faits, des faits. Ces deux formes si différentes du journalisme suffiraient au besoin à

montrer à quel point diffèrent ces deux sociétés.

Après cela, vous ne devez pas vous étonner si la conversation d'un père avec ses enfants a une portée généralement sérieuse, réelle, virile. Ils ne vantent pas le monde à la mode (la mode anglaise!), les racontars de Paris, le vieux temps, où la vie était si facile, si calme, si agréable! Ils vantent la lutte pour la vie : *Struggle for life;* l'aptitude à se tirer d'affaire soi-même : *Self help.*

8e *Procédé.* — Que font-ils encore : *Ils usent fort peu, dans la forme, de leur autorité vis-à-vis de leurs enfants.* Ils la réservent pour les cas exceptionnels et extraordinaires. N'avons-nous pas dit qu'ils considéraient leurs enfants comme des êtres indépendants d'eux et déjà comme des hommes? Or on n'élève pas un homme en le contraignant sans cesse sous le joug : ce joug fût-il paternel. Ils pensent donc que l'éducation vraie, développante, n'est pas possible par la contrainte, mais par ce qu'ils appellent l' « entraînement ». Ils usent plus d'insinuations, de conseils, que d'ordres; et ces insinuations, ces conseils, ils ont ordinairement soin d'y paraître désintéressés et de n'y pas apporter la sanction de leur autorité. Ils laissent l'enfant y réfléchir et se convaincre et se mettre à l'œuvre lui-même.

9e *Procédé.* — Mais voici le procédé le plus décisif, le plus fondamental, et que j'ai réservé pour la fin : *Les enfants savent que leurs parents ne se chargent pas de faire leur situation.* En France, nous posons couramment à un père de famille la question sui-

vante : « Que ferez-vous de votre fils? » Et il vous répond sérieusement : « J'en ferai un magistrat, ou un fonctionnaire », ou telle autre chose. C'est qu'en effet il se croirait un mauvais père, s'il n'assurait pas lui-même l'avenir de son fils; s'il ne se mettait pas en peine pour lui d'une situation, de celle qu'il juge, lui, la meilleure. Et ce père pousse le dévouement jusqu'à se dépouiller d'une partie de sa fortune pour doter ses enfants. Un père anglais, ou américain, ne les dote pas : chaque génération doit se tirer d'affaire elle-même.

Chez nous, au contraire, la génération précédente doit établir la génération suivante. Voici alors ce qui se passe :

Vous avez, je suppose, trois, quatre, cinq enfants : pour ne pas être disqualifié, pour que vos enfants ne descendent pas de leur rang, il vous faut constituer, en plus de la vôtre, trois, quatre, ou cinq fortunes, et cela avant que vos enfants aient atteint leur majorité, c'est-à-dire en une vingtaine d'années. Sans quoi, comment les marierez-vous, puisqu'on les prendra surtout pour leur argent? Je ne vous étonnerai pas, en vous disant que c'est un métier de galérien, que c'est à jeter le manche après la cognée. Et de fait, vous savez avec quel entrain les pères de famille français ont jeté manche et cognée et se tiennent pour contents d'avoir un ou deux enfants.

Je relisais dernièrement la correspondance de Franklin. Dans une lettre à sa mère, il parle d'un de

ses fils, qui montre peu d'empressement à se créer une situation et qui paraît compter sur la fortune de son père. « Je vais le désabuser, écrit Franklin, car, du train dont je dépense mon argent, il va voir que je ne lui laisserai rien. »

Mais vous bondissez, à l'idée de laisser vos enfants sans fortune *héréditaire*. Votre amour paternel se révolte. Vous oubliez qu'un père de famille anglo-saxon, qui ne donne pas un sou à ses enfants, leur donne, en réalité, infiniment plus qu'un père de famille français. Il leur donne précisément ce qui vous préoccupe tant, ce que, ni vous, ni moi, ne réussissons à leur donner : cet esprit d'initiative endiablé, cette aptitude à se tirer d'affaire, que nous paierions au prix de l'or, et que tout l'or que nous économisons si péniblement, si platement, ne fait qu'étouffer. En réalité, nous économisons, nous vivons comme des gueux, nous pratiquons la stérilité systématique, pour permettre à nos enfants de ne rien faire ou de faire le moins possible. Nous croyons assurer ainsi leur avenir. Et cependant, regardez autour de vous les hommes qui s'élèvent, ceux qui réussissent le mieux, dans n'importe quelle carrière; ceux qui prennent partout les meilleures places : neuf fois sur dix, ce sont des parvenus, des gens qui se sont faits eux-mêmes, qui ont mangé, à pleine bouche, de la vache enragée, et qui, pour arriver à manger autre chose, ont donné le vigoureux coup de collier de l'initiative individuelle. Et maintenant, regardez de l'autre côté, regardez les fils de famille, ainsi

nommés justement parce qu'ils comptent plus sur leur famille que sur eux-mêmes, sur l'argent de leurs parents, sur la dot de leur femme que sur leur travail personnel : ils sont tombés, ils tombent tous les jours dans le cinquième dessous; ils sont, en général, inférieurs en tout et à tous, quoiqu'ils aient reçu une éducation *très soignée;* ils ont perdu, dans ce pays, toute influence et toute direction, ils ont rendu la monarchie invraisemblable; incapables de grandir par leur travail, ils ne réussissent à se maintenir que dans le cas du fils unique, et avec le mariage d'argent.

Les jeunes hommes élevés comme je viens de le dire, forts de corps, habitués aux choses réelles, en contact avec les faits matériels, toujours traités en hommes, habitués à compter sur eux seuls, envisageant la vie comme un combat (ce qui est éminemment chrétien), affrontent avec une jeunesse surabondante de force les difficultés de la vie; ils les aiment, ils en ont besoin, ils y triomphent; et, avec l'outillage sérieux dont on les a pourvus, ils s'y sentent à l'aise et y grandissent.

Et maintenant, jugez, comparez et décidez-vous; j'ai essayé de vous montrer quels ressorts cachés actionnent la race qui est, aujourd'hui, pour les vieilles sociétés, pour les sociétés vieillies, la plus envahissante et la plus menaçante. Cette race envahit le monde, et le miracle qu'elle réalise, c'est de l'envahir, quoiqu'elle ait à sa disposition le minimum de

pouvoirs publics. Qu'a-t-elle donc de si puissant? Elle a le maximum de force sociele. Or la force sociale est cent fois plus puissante que toutes les armées et que tous les pouvoirs publics.

Le grand péril, le grand danger, le grand adversaire ne sont pas, comme nous le croyons, de l'autre côté du Rhin : le militarisme et le socialisme se chargent de nous débarrasser de cet ennemi-là, et cela ne traînera pas.

Le grand péril, le grand danger, le grand adversaire sont de l'autre côté de la Manche, de l'autre côté de l'Atlantique, ils sont partout où se trouve un pionnier, un settler, un squatter anglo-saxon. On méprise cet homme, parce qu'il n'arrive pas, comme l'Allemand, avec de gros bataillons et avec des armes perfectionnées; on le méprise, parce qu'il arrive isolément et avec une charrue. C'est qu'on ignore, et ce que vaut une charrue, et ce que vaut cet homme.

Quand on saura cela, on saura où est le péril; mais, en même temps, où est le remède.

LIVRE II

LE FRANÇAIS ET L'ANGLO-SAXON DANS LA VIE PRIVÉE

Les différences d'éducation que nous venons de constater, se répercutent d'abord sur la Vie privée. J'essaye, dans ce livre, d'en donner quelques exemples pris en France et en Angleterre.

L'éducation que nous donnons à nos enfants a pour résultat de compromettre notre vitalité et notre puissance sociale; ce sont là deux graves causes d'infériorité vis-à-vis de l'Angleterre.

Chez nos voisins, au contraire, l'éducation et tout le milieu social ont pour résultat de développer au plus haut degré, dans la race entière, l'aptitude à s'élever et à triompher des difficultés actuelles de la vie.

CHAPITRE I

NOTRE MODE D'ÉDUCATION RÉDUIT LA NATALITÉ EN FRANCE.

Il ne s'agit pas, ici, de démontrer la diminution de la natalité en France. La preuve est faite abondamment par toutes les statistiques. Les moralistes, les économistes, les hommes politiques ont à l'envi traité cette question vitale.

Mais si tous sont d'accord pour constater le fait, ils ne le sont plus, quand il s'agit d'en déterminer rigoureusement la cause. On va à tâtons et sans méthode; aussi est-ce ce côté de la question que nous voulons examiner à l'aide des lumières de la science sociale.

I

Nous disons que l'affaiblissement de la natalité en France est un fait indéniable. On va s'en convaincre aisément par quelques chiffres.

Le mouvement des naissances, pendant une pé-

riode qui embrasse plus d'un siècle, nous donne le tableau suivant par 10.000 habitants :

Années.	Naissances.	Années.	Naissances.
1770-1780.....	380	1841-1850.....	274
1801-1810.....	325	1851-1860.....	267
1811-1820.....	316	1861-1868.....	264
1821-1830.....	309	1869-1880.....	245
1831-1840.....	289	1880-1896.....	220

On le voit, de 1770 à 1896, la proportion des naissances est tombée de 380 à 220, par 10.000 habitants, soit une diminution de plus d'un tiers.

En 1881, le nombre des naissances, en France, était de 937.057; en 1890, il n'est plus que de 838.057, soit 100.000 de moins. Or, notez ceci, ce chiffre des naissances est inférieur de 38.446 à celui des décès. Et cette victoire de la mort sur la vie se produit en pleine période de paix : c'est le jeu normal de la natalité française! Elle s'accentue d'année en année :

Il y a eu en 1890 :

42.520	naissances	de moins	qu'en	1889.
44.580	—	—	—	1888.
61.275	—	—	—	1887.
74.779	—	—	—	1886.
86.499	—	—	—	1885.
99.699	—	—	—	1884.
99.885	—	—	—	1883.

Les mariages diminuent également d'année en année, et pourtant dans une proportion moins accusée.

En 1884,	on compte	289.555	mariages.
1885	—	283.170	—
1886	—	283.208	—
1887	—	277.060	—
1888	—	276.848	—
1889	—	272.934	—
1890	—	269.332	—

Soit, pour cette dernière année, 20.223 mariages de moins que six ans auparavant, en 1884, et la progression a toujours été décroissante (à quelques unités près, en 1886).

Par contre, le nombre des décès va en croissant :

En 1881,	il est	de	828.828.
1882	—		833.539.
1883	—		841.141.
1884	—		858.784.
1886	—		860.222.
1890	—		876.505.

Donc, en 1890, il y a eu 47.677 décès de plus qu'en 1881, et 35.364 de plus qu'en 1883, — alors que le nombre des naissances était inférieur de 100.000 au chiffre correspondant dans cette même année, soit en réalité 135.000 vides non comblés dans l'effectif de la population.

Si maintenant nous comparons la natalité de la France avec celle des autres pays, nous trouvons les résultats suivants : pour doubler le chiffre de sa population, la Norvège met seulement 51 ans; l'Autriche, 62; l'Angleterre, 63; le Danemark, 73; la Suède, 89; l'Allemagne, 98; la France, 334 ans.

Les diverses statistiques ne concordent pas exactement ; mais toutes s'accordent pour placer la France bien après tous les autres pays au point de vue de la natalité.

L'affaiblissement de la natalité est donc un fait incontestable. Quelle en est la cause?

Sur ce point, la statistique est impuissante à nous renseigner, elle peut bien donner des chiffres, des moyennes, des généralités, mais elle ne peut expliquer la loi des phénomènes.

On attribue généralement l'affaiblissement de la natalité à des causes très multiples. Dans une brochure (1), le marquis de Nadaillac n'en énumère pas moins de dix-sept, dont quelques-unes, à vrai dire, font double emploi. Si on les soumet à une analyse méthodique, on s'aperçoit qu'elles peuvent se diviser en deux catégories :

1° Les causes fausses;

2° Les causes secondes qui dérivent d'une cause première.

Nous allons examiner successivement ces deux catégories au moyen de l'observation comparée, puis nous essayerons de dégager la cause premiere.

II

Parmi les causes faussement alléguées, nous ren-

(1) M. de Nadaillac, correspondant de l'Institut, *Affaiblissement de la natalité en France;* Paris, G. Masson.

controns en premier lieu : l'*infécondité naturelle de la race française.*

« Toutes les races, dit M. de Nadaillac, ne sont pas également fécondes. Le climat, les conditions sociales, économiques, biologiques jouent un rôle certain quoique encore mal défini. La fécondité des Chinoises est remarquable, celles des Polynésiennes est faible... On peut dire en général que les races latines, la race française en particulier, sont moins fécondes que la race slave et anglo-saxonne. Il y a là pour nous, au point de vue de la natalité, une première et incontestable infériorité (1). »

Assurément, il y a des races qui paraissent plus fécondes que d'autres, et l'on arriverait facilement à saisir la cause de ces différences en analysant méthodiquement les conditions physiques et sociales de chacune en particulier. Mais, nous n'avons à nous occuper ici que de la France. Or, peut-on dire que l'*affaiblissement* de la natalité en France tienne à une question de race?

En ce cas, comment expliquer la fécondité extraordinaire de cette même race française jusqu'à la Révolution? son expansion au Canada, à la Louisiane, aux Indes, à Saint-Domingue, à l'Ile de France, à Bourbon, en Italie, etc., etc.? Actuellement encore, comment se fait-il que le rameau canadien se développe avec une vitalité si puissante, qu'il tienne en échec la race anglo-saxonne elle-même? Le nombre

(1) *Loc. cit.*, p. 71, 72.

des Canadiens français double tous les vingt-huit ans, tandis que celui des Français ne double que tous les trois cent trente-quatre ans. Évidemment il n'y a pas là une question de race, mais l'action d'une cause étrangère qui n'est entrée en activité qu'à une époque relativement récente.

Il est remarquable, en outre, que la natalité se maintient à un chiffre élevé dans certaines parties de la France, par exemple en Bretagne.

« Durant les quatre années 1880-1883, l'excédent des naissances dans les cinq départements bretons s'est élevé à 74,990 égalant presque celui de la France entière. Si toutes les provinces fournissaient des contingents aussi élevés, nous n'aurions assurément rien à envier à nos voisins et notre natalité égalerait, si elle ne dépassait la leur (1). »

Le chiffre de la natalité se maintient, en outre, dans les départements où dominent les populations ouvrières, ainsi que nous le constaterons plus loin. Dans les autres, il baisse progressivement d'année en année depuis le commencement du siècle, sans qu'il y ait eu un changement de race pour expliquer cette diminution croissante.

L'argument tiré de la race est donc sans valeur, il est contredit par les faits.

Les faits contredisent également l'argument tiré de l'*alcoolisme*.

Depuis un demi-siècle, l'ivresse a subi une trans-

(1) Nadaillac, *loc. cit.*, p. 52.

formation des plus dangereuses par la substitution des liqueurs distillées aux boissons fermentées. D'autre part, la consommation de l'eau-de-vie a augmenté dans une forte proportion : elle était en France d'environ 370.000 hectolitres en 1788 ; elle était, en 1882, de 1,766.000 hectolitres.

Cela est vrai ; mais il n'est pas moins vrai, d'autre part, que la consommation de l'alcool est encore moins développée en France que dans d'autres pays, notamment dans le nord de l'Europe, où cependant le chiffre de la natalité est le plus élevé. En France même, une des régions où l'ivresse fait le plus de ravages est précisément la prolifique Bretagne. Au contraire, dans le Midi, où les populations consomment très peu d'alcool, on trouve certains départements, le Var, par exemple, dans lesquels les décès sont en excédant sur les naissances. Il faut donc bien reconnaître que l'alcoolisme n'a pas, en France, d'influence sensible sur le chiffre de la population.

On allègue encore le poids très lourd du *service militaire.*

Mais le service général et obligatoire existe également en Allemagne, et cependant nous avons vu que le développement de la population n'est nullement atteint dans ce pays. On constate bien que la mortalité est plus élevée parmi les jeunes gens sous les drapeaux que parmi les autres, mais ce fait ne modifie pas sensiblement le résultat général.

On invoque enfin les *charges qui pèsent sur le contribuable.*

Ces charges sont assurément très lourdes en France. Le contribuable payait, sous le second Empire, 59 francs; en 1872, 85 francs; il paie aujourd'hui 109 francs. Depuis 1820, l'impôt foncier s'est élevé de 243 millions à 357. La contribution personnelle et mobilière est montée de 27 à 120 millions; celle des portes et fenêtres, de 29 à 41 millions; celle des patentes, de 40 à 163.

Si cette cause avait une action sérieuse, nous devrions constater que les régions sur lesquelles pèse le plus lourdement l'impôt, c'est-à-dire les plus pauvres, ont la natalité la plus faible, et que les régions riches, qui supportent plus légèrement le poids de l'impôt, ont, au contraire, une très forte natalité.

Or c'est précisement le contraire qui se produit. Les riches fermiers de la Normandie et de la Picardie, qui ont réalisé de si beaux bénéfices jusqu'à la crise agricole, n'ont qu'un ou deux enfants, tandis que la natalité se maintient à un chiffre plus élevé dans les régions pauvres comme la Bretagne, l'Ardèche, la Lozère, l'Aveyron, la Haute-Loire, la Corrèze, etc.

J'ai sous les yeux une carte de la natalité en France, pour l'année 1881, les teintes noires qui marquent les chiffres les plus faibles de natalité correspondent aux régions les plus riches et viennent par conséquent réfuter l'argument tiré des charges de l'impôt.

Ces diverses causes n'agissent donc pas, ou du moins, n'agissent pas d'une façon sensible.

Mais il en est d'autres qui paraissent agir plus réellement.

II

Ces autres causes que nous allons examiner ont évidemment une action sur l'affaiblissement de la natalité en France. Elles ne sont pas fortuites. Comment admettre, en effet, que tant de causes se produisent dans un même pays et à une même époque, sans qu'il y ait eu, dans ce même pays et à cette même époque, une circonstance qui ait favorisé leur éclosion. Cette coïncidence suffirait à prouver qu'il doit y avoir une cause génératrice plus haute.

Lorsqu'un homme commet maladresses sur maladresses, fautes sur fautes, erreurs sur erreurs, vous pouvez légitimement affirmer qu'il y a en lui une lacune, une fissure, dans l'intelligence ou dans la volonté, qui lui fait commettre toutes ces actions.

Il en est de même pour la France. Vous allez voir, en effet, que toutes les causes que l'on invoque pour expliquer l'affaiblissement de la natalité sont elles-mêmes inexplicables sans l'intervention d'une cause plus haute.

1° En voici d'abord une quelque peu naïve :

« *La volonté de l'homme*, dit M. de Nadaillac... est une des causes premières de la faiblesse de la natalité en France. »

Il est incontestable, en effet, que si les Français voulaient avoir beaucoup d'enfants, ils pourraient en avoir tout autant que les autres peuples. Mais pourquoi ne le veulent-ils pas? Voilà précisément la ques-

tion. On voit donc bien que cette cause n'explique rien.

2° *La multiplication de la petite propriété.*

Ici il faut distinguer.

Si on entend par là un état social dans lequel la propriété est tout naturellement constituée en petits domaines *stables*, transmissibles selon la libre appréciation des besoins de la famille par le père, il s'en faut de beaucoup que la natalité soit, en pareil cas, moindre que dans les pays à grande propriété.

On voit, en effet, que les naissances sont aussi nombreuses en Angleterre, pays de grande propriété, que dans la Norvège, le Lunebourg hanovrien, les petits cantons suisses, les provinces basques, etc., pays de petite propriété.

Au contraire, si on entend par multiplication de la petite propriété, le morcellement, la division incessante et forcée des domaines, quelle que soit leur dimension, c'est une tout autre affaire; nous le verrons tout à l'heure. Qu'il nous suffise ici de constater en passant qu'en France, où se pratique cette manière de faire, la natalité est, en effet, également faible sur les grands domaines de la Normandie, de la Picardie et sur les petits domaines de la Champagne.

3° *L'éloignement des Français pour le mariage*, et la démoralisation, à cause du luxe, des besoins factices, des plaisirs artificiels, etc.

Il se produit, en effet, une diminution progressive dans le nombre des mariages; si l'on ne tient compte que de la population mariable, notre pays n'occupe

que le onzième rang; les Anglais, les Prussiens, les Hollandais, les Autrichiens, etc., l'emportent sur nous. La démoralisation croissante n'est pas étrangère à ce résultat. Mais ce qu'il faudrait dire, c'est pourquoi les Français ont été pris, depuis le commencement du siècle, de cet éloignement pour le mariage et pourquoi la démoralisation se propage plus facilement chez eux que chez leurs voisins.

4° *Le désir égoïste de s'attribuer une plus grande somme de jouissances.*

Cela est parfait, mais ici encore il resterait à savoir pourquoi les Français ont été pris tout à coup de ce désir immodéré de jouissances. Pourquoi le même désir n'a-t-il pas gagné au même degré les Anglais, les Allemands, les Russes, etc.? Croyez-vous qu'eux aussi ne soient pas naturellement portés à augmenter la source de leurs plaisirs? Il y a donc une cause qui les empêche de chercher ces jouissances dans la limitation du nombre des enfants et il faut croire que cette cause n'agit plus en France. Comment cela se fait-il?

5° *Le développement de l'aisance et du confortable,* par suite de l'augmentation des salaires.

C'est là encore un fait général et qui dès lors ne peut expliquer le cas particulier de la France. M. de Nadaillac reconnait lui-même que ce fait n'explique rien : « Partout, dit-il, l'aisance s'est accrue dans de larges proportions; partout, dans les campagnes commme dans les villes, nous constatons une élévation considérable dans les salaires, un habillement

plus confortable, une nourriture plus substantielle, un logement plus sain et plus approprié aux besoins de la famille, des conditions hygiéniques mieux entendues. Partout aussi, ces causes ont influé favorablement sur la natalité. Pourquoi faut-il qu'en France, comme par une loi fatale, elles aboutissent à des résultats entièrement différents (1)? » Oui, pourquoi? Nous le demandons nous aussi. Il nous faut trouver la cause qui expliquera également ce fait.

6° *Le développement des centres urbains* où la natalité est plus faible.

La décroissance de la population agricole et l'augmentation de la population urbaine est un fait incontestable. En 1846, la population des campagnes formait les trois quarts de celle de la France; aujourd'hui, elle atteint à peine 65 % et elle ne cesse de décroître. A elles seules, les villes présentent un accroissement que l'on peut évaluer aux cinq septièmes de l'accroissement total.

Si ce fait est incontestable, du moins il est général et, dès lors, n'explique rien.

En Angleterre même, le développement des villes est encore plus considérable. Sur neuf personnes, cinq habitent les villes et quatre seulement la campagne. En Allemagne, la population urbaine s'est accrue de 14 à 15 %. Berlin, qui comptait 17.400 habitants, il y a deux siècles, en compte aujourd'hui 1.316.282. Mêmes faits en Italie, en Espagne, en Autriche, partout.

(1) Nadaillac, *loc. cit.*, p. 18.

Dès lors, comment se fait-il que, malgré ces conditions défavorables, la natalité ne diminue pas dans ces divers pays comme en France ? Il faut bien que, sur ce point encore, la France se trouve sous une influence paticulière.

7° *Le surmenage dans les écoles.*

Dans aucun pays, ce surmenage n'est poussé aussi loin qu'en France. Il se complique de la vie trop sédentaire imposée aux internes dans nos lycées, qui amène un affaiblissement pour l'individu et pour sa postérité. Il y a là un fait qui peut paraître probant, mais, en tous cas, il n'agit que sur les classes lettrées.

D'ailleurs, il reste encore à en trouver la cause. Il n'est pas un produit spontané du sol français.

IV

On le voit, les diverses causes que nous venons d'énumérer ne s'expliquent pas d'elles-mêmes. Il faut donc, de toute nécessité, qu'elles proviennent d'une cause plus haute, plus générale.

Quelle qu'elle soit, la cause que nous cherchons doit agir énergiquement et directement sur la famille, puisque la famille est le centre naturel de production de la population. Il faut donc que les conditions de la famille en France soient rendues particulièrement difficiles par le fait d'une pression quelconque.

La tendance naturelle des familles est de se per-

pétuer; l'homme aime à se voir revivre dans de nombreux enfants. Lorsque rien ne vient contrarier cette tendance, ce désir, il s'y abandonne volontiers : les enfants sont nombreux; on salue leur naissance avec joie. C'est que, dans ces cas-là, les enfants sont une force, une ressource et non un embarras.

A quoi cela tient-il?

A ce que la grosse question, *l'établissement des enfants, y est résolue facilement, naturellement, par le mécanisme même* des conditions sociales.

C'est ce qui se produit par exemple, dans les sociétés où persiste plus au moins la communauté de famille : là, les parents peuvent compter sur l'aide de la communauté pour élever et établir leurs enfants. Ainsi l'Orient est éminemment prolifique. Le sentiment public se traduit dans des proverbes caractéristiques : « Dieu bénit les familles nombreuses; » ou encore : « Malheur à la femme stérile! »

En France, également, la natalité ne se maintient que parmi les rares populations qui ont conservé plus ou moins la formation communautaire, comme en Bretagne, dans les Pyrénées, dans la région montagneuse du centre.

A l'autre extrémité du monde social, nous constatons la même fécondité dans les sociétés à formation particulariste. Là aussi le sort des enfants est assuré, non plus par la communauté, mais par le développement intense de l'initiative invividuelle, par l'aptitude donnée aux jeunes gens de se créer une situation par eux-mêmes. Les pères de famille n'ont pas

à pourvoir à l'établissement de leurs enfants, ils ne leur donnent pas de dot.

Pourquoi n'en est-il plus de même dans la plus grande partie de la France? Pourquoi ne porte-t-on plus envie aux familles qui ont beaucoup d'enfants? Pourquoi les plaint-on, au contraire? Pourquoi l'idéal est-il d'avoir deux enfants, un garçon et une fille, ou même un seul enfant, « le fils unique »?

Parce que, chez nous, les familles nombreuses constituent pour les parents une charge tellement écrasante, qu'avec la meilleure volonté du monde ils n'ont qu'une ressource, c'est de s'y soustraire.

Ils ne peuvent compter pour établir leurs enfants ni sur la communauté de famille qui est dissoute, ni sur l'initiative de la jeunesse qui a été étouffée par l'éducation.

L'établissement des enfants retombe donc à la charge des parents. Un père de famille français ne peut marier, établir ses enfants qu'en leur constituant des dots; il se trouve donc dans l'obligation de de créer autant de fortunes qu'il a d'enfants, et cela avant le mariage de chacun d'eux, c'est-à-dire dans l'espace de dix-huit à trente ans!

Vous venez de vous marier. Un an après, vous avez un enfant. Est-ce une petite tête blonde, un doux sourire qui vous apparaît? Non, c'est surtout une dot à constituer que vous voyez, comme un spectre, se dresser devant vous. Dix-huit mois ou deux ans après, nouvel enfant, nouvelle perspective de dot à constituer. Deux dots en vingt-cinq années! Vous

vous sentez incapables de supporter un fardeau plus lourd, et devant cette impossibilité matérielle, vous vous décidez à arrêter les frais.

Et voilà pourquoi les Français ont peu d'enfants. La coutume créée par l'état social, leur impose une tâche impossible, un métier de galérien et alors ne pouvant détruire la coutume, ils détruisent la race.

Et ils sont d'autant plus portés à limiter le nombre de leurs enfants, qu'après chaque mariage leur situation se trouvera diminuée de toute la dot qu'on leur aura arrachée et qu'ils devront donner d'autant plus forte que leur honneur est en jeu : tout le monde sait que monsieur un tel donne telle dot à ses enfants. Dès lors, les parents n'ont pas seulement à constituer une fortune indépendante pour chacun de leurs enfants, mais à constituer, en outre, la leur propre, qui doit subir autant d'assauts qu'ils auront d'enfants.

Et voyez comme la statistique elle-même vient bien vérifier l'influence de la dot sur la stérilité systématique. Quelles sont les classes qui ont le moins d'enfants : les plus riches, les plus prévoyantes, c'est-à-dire celles qui ont à prélever des dots. Quelles sont celles qui ont le plus d'enfants : les plus pauvres, les moins prévoyantes, les classes ouvrières; c'est-à-dire celles qui laissent les enfants pousser et s'établir à la grâce de Dieu.

Ainsi, dans le département industriel du Nord, où la population ouvrière est nombreuse, nous trouvons un excédent considérable des naissances sur les dé-

cès, 51,197 naissances contre 35,089 décès; au contraire, dans les départements à culture riche, les décès l'emportent. Dans l'Eure, 6,842 naissances contre 8,128 décès; dans l'Oise, 8,851 naissances contre 9,068 décès; dans l'Orne, 6,851 naissances contre 8,534 décès, etc.

En sorte qu'on arrive à cette singulière conclusion qu'en France, sauf quelques exceptions, la natalité ne se maintient partiellement que par les imprévoyants et les incapables! Quel avenir une pareille production assure à la France!

Nous allons voir maintenant que cette situation faite à la famille explique les causes secondaires énumérées plus haut.

D'abord la *volonté* bien arrêtée d'avoir peu d'enfants s'explique suffisamment par l'impossibilité où sont les parents de constituer un grand nombre de dots. Dans ces conditions, le *mariage* ne leur apparaît que comme une charge à laquelle ils s'efforcent de se soustraire.

Ayant ainsi renoncé à l'espérance d'élever et d'établir une nombreuse famille, ayant réduit leurs charges au minimum, à l'établissement d'un ou deux enfants, ils sont portés à se donner à eux-mêmes *la plus grande somme de jouissances possibles*. Des parents sans enfants, ou avec peu d'enfants, se rapprochent beaucoup du type des célibataires égoïstes. Ils n'ont plus cette excitation à l'épargne et aux sacrifices que développe la nécessité d'élever et d'établir une famille nombreuse.

Il est très remarquable, en effet, que notre état social produit deux résultats très différents. D'une part, les parents qui ont beaucoup d'enfants ont une situation très difficile, une vie de privations. Au contraire, ceux qui ont peu d'enfants ont une situation matériellement très heureuse; ils peuvent se donner la plus grande somme d'aisance, se livrer aux plaisirs, mener en un mot une vie de célibataire.

Les enfants, de leur côté, habitués à compter beaucoup plus sur la dot que sur leur propre initiative, sont peu portés à se créer une situation indépendante soit en France soit à l'étranger, ils sont entraînés de préférence vers les carrières administratives.

Pour refouler cette invasion, on multiplie les examens, mais c'est en vain, la foule devient cohue, et, pour pénétrer dans ces carrières, il faut se surmener. Et voilà le *surmenage dans les écoles*.

Ainsi toutes les causes invoquées par les économistes sortent impitoyablement d'une cause première et unique : la situation imposée à la famille par notre état social.

V

Cette diminution de la natalité en France est-elle un bien ou un mal? Doit-on s'en réjouir ou s'en affliger? Les économistes ne sont pas plus d'accord sur ce point que sur bien d'autres.

M. Maurice Block a soutenu, dans le *Journal des Dé-*

bats et dans la *Revue des Deux-Mondes* (1), que l'accroissement rapide d'un peuple est une cause de faiblesse, par suite de la pauvreté qui en résulte nécessairement. M. de Molinari a soutenu la même thèse dans le *Journal des Économistes* (2), qu'il dirige.

Les faits conduisent-ils à cette conclusion?

D'abord, on ne voit pas que la stérilité profite à la France.

Si notre pays était entouré d'une muraille de Chine, ne laissant pénétrer aucun élément étranger, nous nous trouverions plus à l'aise sur un sol moins peuplé; la diminution de la population augmenterait pour chacun la quantité des ressources naturelles et du travail disponibles.

Mais les choses ne se passent point ainsi. Les vides creusés par notre stérilité sont aussitôt comblés par un afflux de population venant de l'étranger. La France est envahie par infiltration par tous ses voisins, Belges, Allemands, Suisses, Italiens, Basques d'Espagne, et elle l'est de plus en plus.

En 1851, on comptait 379,000 étrangers; en 1861, 499,000; en 1872, 799,000; en 1876, 801,000; en 1881, 1,001,100, soit un étranger pour 73 Français. « C'est un fait important, dit M. de Foville, que cette rapide pénétration de l'élément étranger dans une population qui, sans ces renforts extérieurs, serait presque stationnaire (3). » La France est le pays

(1) Livraison du 15 octobre 1882.
(2) Livraison de décembre 1886.
(3) *La France économique*, p. 27.

où l'émigration est la plus faible et l'immigration la plus forte.

Les partisans de la stérilité savent cela; mais loin de s'en effrayer, ils s'en applaudissent, parce que, disent-ils, c'est une économie pour la France, qui reçoit ainsi des travailleurs dont elle n'a pas eu à payer les frais d'éducation.

« Supposons, dit M. de Molinari, qu'au lieu d'importer ce million de travailleurs adultes, qui sont venus combler le déficit de sa population, la France les eût élevés elle-même : que lui auraient-ils coûté? Pour obtenir un million d'hommes âgés de vingt ans, il faut mettre au monde environ 1,300,000 enfants. Or veut-on savoir ce que coûte en moyenne l'élève et l'éducation d'un million d'adultes : 3 milliards 500 millions. C'est donc une somme de 3 milliards et demi que la France a épargnée en important des travailleurs tout élevés au lieu de les élever elle-même, et cette épargne n'a-t-elle pas contribué pour sa bonne part à l'expansion de la richesse publique et privée? N'est-il pas évident que si la France avait reçu *gratis* des pays avoisinants un million de bœufs, destinés à pourvoir à l'insuffisance de sa production herbagère, elle aurait bénéficié de toute la dépense faite en Belgique, en Suisse, etc., pour les élever et les amener à l'état productif (1)? »

Pour que ce raisonnement soit vrai, il ne manque qu'une chose, c'est que l'homme soit un bœuf.

(1) *Journal des Économistes,* livr. de décembre 1886.

Que résulte-t-il, en effet, de ce fait que l'homme n'est pas un bœuf?

Il en résulte que nos rares enfants n'étant pas élevés à la rude école des enfants à familles nombreuses, n'étant pas, dès le jeune âge, habitués à l'idée qu'il faut se tirer d'affaire soi-même dans la vie, qu'il ne faut pas compter sur sa dot ou sur celle de sa femme, mais que le succès est aux plus travailleurs, aux plus hardis, aux plus entreprenants, il en résulte, dis-je, que ces enfants ne font pas des hommes. Il en résulte que nos fils uniques, type d'enfants gâtés, élevés sous cloche, dans les jupons de leur mère, lorsqu'ils sont mis en concurrence avec ces enfants de familles nombreuses, élevés sous une discipline sévère, sont toujours et partout repoussés, battus honteusement. Nos négociants eux-mêmes, nos ingénieurs eux-mêmes, préfèrent les commis allemands ou suisses, les ouvriers belges ou italiens à leurs propres compatriotes, aux commis ou aux ouvriers français, parce qu'ils les trouvent plus obéissants, plus travailleurs, plus économes, moins exigeants. Ces étrangers font des économies avec des salaires qui ne suffisent pas à nos ouvriers français; sans eux, nous produirions deux fois plus cher et nous serions encore plus impuissants que nous ne le sommes à lutter contre la concurrence étrangère. Ce sont eux qui sauvent notre industrie, qui sauvent notre agriculture, grâce à leur esprit sain et à leur corps vigoureux.

Mais à quel prix nous sauvent-ils? Au prix de notre valeur morale, de notre énergie abaissée,

de notre force d'expansion détruite, de notre puissance colonisatrice, de notre prestige dans le monde anéantis, de notre nationalité elle-même lentement submergée par cette invasion étrangère.

CHAPITRE II

NOTRE MODE D'ÉDUCATION COMPROMET LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA FRANCE.

I

On répète volontiers que ce siècle est « le siècle de l'argent », et, en le constatant, on s'en félicite ou on s'en afflige.

Le fait est que les entreprises et les spéculations financières ont pris, à notre époque, un développement inouï.

Ce n'est pas là un accident fortuit; rien en ce monde n'est l'œuvre du hasard.

C'est la découverte de la houille qui a donné à l'argent l'extraordinaire puissance qu'il a de notre temps. La houille a imprimé l'impulsion à une foule d'entreprises qui, dépassant de beaucoup la fortune d'une famille, ne peuvent être tentées qu'au moyen de sociétés d'actionnaires.

La première de ces entreprises est l'exploitation même des mines de houille. Ce produit ne se trouve

pas dans le sol à l'état de filons comme les métaux, mais par couches immenses dans lesquelles on peut puiser indéfiniment. Elles se prêtent donc à une exploitation intense exigeant beaucoup d'ouvriers.

D'autre part, on a intérêt à faire cette exploitation en grand, parce que la houille, alimentant une foule d'industries, est d'un placement assuré.

Un pareille entreprise exige manifestement des capitaux considérables, qu'une société financière seule peut réunir.

La houille a non seulement fourni un nouveau genre d'exploitation minière, mais elle a transformé l'industrie elle-même. Le petit atelier y est remplacé par le grand atelier. En effet, une force motrice aussi puissante que la houille décuple et centuple la production et par conséquement le nombre des ouvriers. Ce développement industriel exigeant de nombreux capitaux, amène également, dans beaucoup de cas, la constitution de sociétés financières.

Mais la houille ne fournit pas seulement le « pain de l'industrie », elle a eu pour effet de transformer les moyens de transports. Elle procure la force motrice aux chemins de fer et aux bateaux à vapeur. Ces entreprises exigent, encore plus que les précédentes, l'association des capitaux; la plupart sont exploitées par des sociétés.

C'est encore la houille qui a rendu possible un certain nombre de grandes industries entreprises par des sociétés d'actionnaires, comme la fabrication du gaz d'éclairage, les applications de l'électricité, l'ou-

verture du canal de Suez, les chemins de fer, etc.

La houille a eu enfin pour conséquence de lancer les États eux-mêmes dans la voie des grands travaux d'utilité publique. Ces derniers se sont développés en proportion de la puissance de ce nouveau moteur. Le budget ne suffisant pas à des entreprises aussi considérables, il a fallu recourir aux emprunts, c'est-à-dire à la constitution de sociétés de prêteurs de fonds encore plus importantes que les précédentes.

C'est ainsi que l'argent a pris subitement une puissance énorme, inouïe, caractérisée par ce fait qu'il produit des revenus de lui-même, c'est-à-dire sans exiger de la part du propriétaire aucun travail personnel. Ce qui était autrefois un cas très rare, est devenu tout à coup le cas le plus fréquent. L'espèce du « capitaliste » s'est développée subitement et avec une telle extension qu'elle embrasse aujourd'hui non seulement les familles riches, mais les plus humbles, celles qui économisent sou par sou un capital minime.

Voilà ce qu'a fait la houille.

Il suffit de le constater pour se rendre compte que l'on est en présence d'une transformation purement naturelle. Elle est le résultat de la force même des choses, qui est infiniment supérieure à la force des hommes. Il y aurait donc folie à vouloir aller contre; l'échec serait certain.

Les causes qui ont porté le public à se jeter avec

tant d'empressement sur les valeurs mobilières ne sont pas moins positives.

Ces valeurs présentent un premier avantage : elles sont commodes.

D'abord rien n'est plus aisé que de les acquérir, puisqu'elles sont divisibles presque à l'infini. Elles sont par là à la portée du plus modeste capitaliste. Ensuite, elles donnent des revenus sans imposer aucun travail, aucune charge; c'est là une séduction également accessible à tous. Enfin, ces revenus vous arrivent, — lorsqu'ils arrivent, — avec une périodicité et une régularité que l'on ne trouve pas à exercer personnellement l'agriculture, l'industrie, ou le commerce. Comment résister à des avantages aussi manifestes?

Mais ce n'est pas tout. Ces valeurs ont un autre attrait : elles offrent la perspective séduisante soit d'une plus-value, soit d'un remboursement avantageux, soit de lots considérables. C'est de la fortune qui vient en dormant.

On y compte d'autant plus que, pendant longtemps, les actionnaires ont réalisé des bénéfices considérables : on cite, avec des sentiments de convoitise, ceux d'Anzin, dont le fameux denier représente une fortune; ceux de Suez, de la Compagnie du gaz de Paris, etc., etc. A l'époque où tout était à créer, où les besoins à satisfaire étaient immenses, où la concurrence était encore peu développée, beaucoup de ces entreprises donnaient en peu d'années des bénéfices inespérés. Le public émerveillé accourait

et accourt encore comme des alouettes au miroir. S'il y a des déceptions, elles se perdent au milieu de ces succès retentissants.

Enfin, les valeurs de bourse, à cause de la facilité que l'on a à les acquérir et à les revendre et des changements de cours qu'elles subissent, attirent un grand nombre d'esprits, par les séductions de la spéculation. On a la perspective non plus seulement d'administrer commodément sa fortune, mais de l'augmenter tout d'un coup, dans les proportions indéfinies.

Voilà bien, en résumé, les causes qui poussent à acheter les valeurs mobilières.

Ce mouvement a eu pour résultat de faire tourner toutes les têtes. Il a développé, au point où nous le voyons aujourd'hui, le culte de l'argent. Il a ouvert à chacun des perspectives indéfinies d'enrichissement. Il a mis au pinacle les hommes de finance; il en a fait les rois de l'époque.

Mais cette belle médaille a son revers.

Jamais la figure qui représente la Fortune debout sur une roue qui tourne n'a été plus exacte.

Les fortunes mobilières sont essentiellement *instables*.

Elles sont à la merci de toutes les fluctuations du marché. Et ce dernier est lui-même à la merci de tous les hasards de la politique et de la spéculation. Nous n'avons pas à refaire ici l'histoire que tout le monde connait des ruines que la Bourse accumule chaque jour.

Mais, à certains moments, la crise financière est tellement intense, elle frappe à la fois tant de têtes, qu'elle devient une véritable catastrophe. Elle ressemble à un effondrement; il se produit un « krach » formidable.

Alors c'est une clameur; tous les intérêts blessés se soulèvent. C'est à qui portera contre les financiers, contre les agioteurs, les accusations les plus passionnées et que souvent l'on mériterait soi-même. On veut bien toucher les dividendes, mais on ne veut pas courir les risques. Et cependant ceux-ci sont, autant que ceux-là, les fruits naturels du système financier. Les valeurs de bourse produisent l'instabilité comme le pommier produit la pomme et la vigne le raisin. C'est une loi naturelle au même titre.

Il s'agit de savoir si l'instabilité inhérente aux valeurs de bourse et si la domination des hommes de bourse peuvent ou ne peuvent pas être conjurées.

On va voir que non seulement elles peuvent l'être, mais qu'elles le sont réellement dans certains pays.

II

L'extension prise de notre temps par les valeurs de bourse n'a pas produit partout les mêmes résultats. Il est remarquable que les pays les plus ébranlés ne sont pas nécessairement ceux où l'agiotage est le plus développé. En d'autres termes, certains pays supportent sans secousse une dose de spéculation beaucoup plus forte que celle qui suffit à jeter la pertur-

bation dans d'autres pays. C'est un phénomène analogue à la force de résistance des vignes américaines comparée à celles des vignes françaises vis-à-vis du phylloxéra.

On ferait une bibliothèque avec les ouvrages publiés récemment en France, pour pousser le cri d'alarme au sujet des dangers que les Juifs et la spéculation font courir à la société. Ce qui brille dans ces ouvrages, ce n'est pas précisément le calme et la raison; ils sont l'œuvre de la passion violente. La plupart dépassent le but, ce qui est un mauvais moyen pour l'atteindre. Tous ne voient que la surface des choses et ne proposent que des remèdes inapplicables, ou inefficaces. Mais, du moins, cette levée de boucliers est un symptôme caractéristique du malaise dont souffre la société française.

Ce malaise ne vient pas de ce que les Français se soient jetés sur les valeurs de bourse avec plus d'empressement que les autres peuples. Ces mêmes valeurs ne sont pas moins en faveur en Angleterre, dans les États Scandinaves, en Allemagne, ou aux États-Unis qu'en France.

La différence réside uniquement dans la manière de procéder.

Les peuples qui ont su le mieux éviter les conséquences résultant de l'instabilité des valeurs de Bourse ont tous réussi par le même moyen : ils n'ont pas fait reposer leur fortune sur ce genre de « placement »; ils ne lui ont confié que leurs économies et non leur patrimoine.

Les Français, au contraire, ont tout lâché, pour jeter à la Bourse économies et patrimoine. Aussi a-t-on coutume de dire que la France est le pays où l'argent est le plus abondant. Le fait est vrai et il tient précisément à la tendance générale des Français à mettre leur fortune en argent, à la rendre « liquide », suivant l'expression consacrée. L'idéal d'un grand nombre de Français est d'avoir toute leur fortune en portefeuille.

C'est à cause de cela que la plupart des émissions financières du monde entier se font en France. La France est le grand marché de l'argent, en ce sens que c'est le pays où un financier habile peut jeter, avec le plus de profit, le plus vaste coup de filet. L'argent français s'écoule à l'étranger par mille ruisseaux... qui ne reviennent pas tous en France. Il s'est écoulé en Turquie, dans le Honduras et le Vénézuela, dans les mines d'Espagne et de la République Argentine, dans le Pérou, etc., etc.

Enfin, ne sait-on pas que les deux plus grandes entreprises de ce temps, le percement du canal de Suez et du canal de Panama, ont été exécutées en grande partie avec des capitaux français? Cela ne veut pas dire que ces entreprises resteront entre les mains de Français. Suez appartient déjà à l'Angleterre; Panama passera vraisemblablement entre les mains des citoyens américains. Toujours la main mise de l'Anglo-Saxon! Ce sont les Français qui payent, mais ce ne sont pas eux qui exploitent. Ils courent les chances, d'autres recueillent les bénéfices assurés.

C'est un fait bien certain que la France est le pays où les fortunes sont le plus mobilisées.

Quelle est la cause de ce fait?

Il tient à ce que les Français négligent de plus en plus les trois grandes sources auxquelles s'alimente la fortune publique : l'agriculture, l'industrie et le commerce.

Nous n'avons pas besoin de redire avec quelle persistance la monarchie, particulièrement Louis XIV, a arraché la noblesse à ses terres pour l'attirer à la cour. La classe supérieure a été peu à peu déshabituée de la résidence rurale et des choses de la culture. Elle est devenue une classe urbaine, et la France est aujourd'hui le pays où les grands propriétaires pratiquent le plus l'absentéisme et s'occupent le moins de leur exploitation rurale. Dès lors, les capitaux qui auraient dû retourner à la terre et être utilisés en améliorations agricoles se sont trouvés disponibles.

Ces capitaux auraient pu aller à l'industrie ou au commerce. Mais, en vertu d'un sot préjugé, ces occupations sont considérées, en France, par tous ceux qui prétendent appartenir à la classe supérieure, comme une dérogeance. Les gens qui s'y adonnent n'y voient eux-mêmes qu'un moyen de faire rapidement fortune, de se « retirer » le plus tôt possible, et de faire entrer leurs fils dans les carrières qui sont aujourd'hui particulièrement ambitionnées par ce que l'on est convenu d'appeler la classe supérieure.

Ce sont les carrières administratives. Faire partie de l'administration civile ou militaire est le rêve de tous les Français presque sans exception. C'est le moyen d'être bien vu, de faire de riches mariages et de pénétrer dans un certain monde.

Le Français est donc fonctionnaire, ou candidat fonctionnaire. A ce titre, il reçoit des appointements. Que voulez-vous qu'il fasse de l'argent qu'il économise sur ses dépenses? Pour les causes que nous venons d'indiquer, il n'a ni l'idée, ni l'envie de l'utiliser pour entreprendre l'agriculture, l'industrie, ou le commerce. Ce serait déchoir. D'ailleurs ces occupations lui sont complètement étrangères.

Ces économies vont donc tout naturellement se placer en valeurs de bourse. C'est la seule issue ouverte et elle attire particulièrement des gens qui ne veulent pas, ou qui ne peuvent pas faire valoir eux-mêmes leurs capitaux.

Enfin, une dernière circonstance vient encore augmenter les économies en argent dont peuvent disposer les familles françaises : elles ont peu d'enfants, nous l'avons dit plus haut. L'argent que les autres peuples emploient à élever de nombreux enfants se trouve ainsi disponible et à la disposition des entreprises financières. La stérilité systématique, qui produit une déperdition de force sociale pour l'avenir, amène du moins, dans le présent, une augmentation de capital disponible.

Calculez maintenant les conséquences d'une crise financière pour des gens dont toute la fortune repose

sur des valeurs de bourse. C'est un désastre irréparable.

En est-il de même dans le monde Anglo-Saxon?

III

Chez les Anglo-Saxons, l'agriculture n'a été abandonnée ni par la classe supérieure ni par la masse de la nation. Les lords anglais ont de vastes domaines et y résident; lorsqu'ils ne les font pas valoir eux-mêmes en totalité, ils exploitent au moins directement une réserve. Par là, ils sont au courant des choses de la culture, s'y intéressent et sont portés à y employer leurs capitaux. Un propriétaire français peut difficilement se faire une idée des sommes considérables qu'un grand propriétaire anglais consacre aux améliorations agricoles (1). Cet emploi de la fortune est le principal titre d'un gentleman à la considération publique (2).

Voyez les nombreux émigrants des familles anglaises; partout, aux États-Unis, en Australie, en Nouvelle-Zélande, etc., ils créent des domaines ruraux. Posséder un domaine rural et l'exploiter est la plus haute ambition de ces émigrants. Ils se font colons, *settlers, squatters*. C'est ainsi que s'établissent au dehors un grand nombre de jeunes Anglais. Quand

(1) V. L. de Lavergne, *Essai sur l'économie rurale de l'Angleterre.*

(2) V. Taine, *Notes sur l'Angleterre.*

on fait un pareil emploi de ses ressources, il ne reste pas grand'chose pour les valeurs de bourse.

Au contraire, les émigrants français sont très rares, et ceux qui prennent la dure résolution de s'expatrier vont presque tous dans nos colonies en qualité de fonctionnaires. Là, ils entravent la colonisation beaucoup plus qu'ils ne la servent.

La culture n'est pas la seule voie ouverte à l'activité individuelle. Chez l'Anglo-Saxon, l'industrie et le commerce sont également en faveur, même dans la classe supérieure. Les fils d'un lord anglais qui ne se créent pas un domaine rural à l'étranger, s'établissent en Angleterre comme industriels, ou comme commerçants. Ils ne croient pas, et on ne croit pas, autour d'eux, qu'ils dérogent. Le prodigieux développement de l'industrie et du commerce, en Angleterre et aux États-Unis, ne tient pas à une autre cause. Or de pareilles entreprises exigent des capitaux considérables; c'est autant d'enlevé aux valeurs de bourse et à la spéculation.

Ces familles sont d'autant plus portées à s'adonner à la culture, à l'industrie et au commerce, que la bureaucratie est beaucoup moins développée à l'étranger qu'en France. En Angleterre, par exemple, le nombre des fonctionnaires est réduit à son minimum. L'activité se reporte donc naturellement sur les professions utiles.

Elle s'y reporte avec d'autant plus de sécurité, que ces professions ne sont pas exposées, comme en France, à l'échéance du partage forcé. Le père de fa-

mille, disposant de ses biens, peut créer des œuvres durables qui lui survivront.

On doit se rendre compte maintenant que des familles, dont la première préoccupation est d'asseoir leur fortune sur des entreprises personnelles, soient, par le fait même, à l'abri de l'instabilité des fortunes mobilières. Si elles font des placements en valeurs de bourse, c'est seulement comme un voyageur qui risquerait à Monaco quelques centaines de francs. S'il gagne, tant mieux pour lui; mais s'il perd, le malheur est limité, sa fortune n'est pas atteinte.

Il faut lire, dans *La Vie américaine* de M. de Rousiers, le chapitre XIII, et notamment le § 3 : « *Comment le capitaliste américain place son argent* ». « A New-York, à Boston, dit M. de Rousiers, je vois des hommes adonnés aux professions libérales, qui engagent dans la culture, ou ailleurs, une partie de leurs capitaux, mais ils connaissent les entreprises que leur argent féconde; ce ne sont pas en général de grandes associations de capitaux, mais des *private firms*. Pour se rendre compte ainsi de l'emploi de leurs fonds, ils se gardent bien de le disséminer comme font, en France, la plupart des pères de famille prudents; ils ne craignent pas de mettre tous leurs œufs dans le même panier, selon une métaphore habituelle à nos rentiers, parce qu'ils ont l'œil sur ce panier, s'assurent qu'il n'est pas percé, avant de lui confier leurs œufs. Aussi les journaux américains, si pleins de renseignements pratiques, ne publient-

ils pas uniformément, comme les nôtres, la cote de la bourse des valeurs. Une infinité de gens parmi leurs lecteurs ne prendraient aucun intérêt à cette publication ; s'ils possèdent des fonds disponibles, ils en ont généralement dans leur propre activité l'emploi tout trouvé ; ils fondent des entreprises, ils travaillent avec leurs capitaux, au lieu de dormir sur des titres de rente » (1).

Aussi presque toutes les affaires de bourse se font-elles au comptant ; tous les achats faits dans une bourse sont réglés le lendemain matin par des chèques. Les gens qui spéculent sont obligés de prendre livraison des titres qu'ils achètent. Voilà qui limite singulièrement le champ de la spéculation et les aléas des opérations de bourse.

On peut donc affirmer que, s'il arrivait un krack général des valeurs, le monde anglo-saxon serait bien moins atteint que nous, parce que les fortunes y sont beaucoup moins mobilisées.

C'est la mobilisation de nos fortunes qui a fait de la France la Terre promise des financiers. Le Juif, en particulier, est une plante qui ne se développe que dans les terrains favorables. Pourquoi ne se développe-t-il pas en Angleterre, dans les États Scandinaves, aux États-Unis, en Australie, etc. ? Parce que toutes les fortunes n'ont pas été mobilisées, parce que chacun fait fructifier, sur sa terre, dans son industrie, dans son commerce, l'argent dont il

(1) *La Vie américaine*, p. 398.

dispose. Là où il n'y a rien à prendre, là où chacun sait défendre son bien, le Juif s'élimine de lui-même, ou il perd, tout au moins, son caractère malfaisant.

CHAPITRE III

COMMENT L'ÉDUCATION ANGLAISE PRÉPARE A LA LUTTE POUR LA VIE. — TYPES ET CARACTÈRES.

I

Au mois de mai 1892, je recevais d'Angleterre une double invitation.

La première m'était adressée au nom de la *British Association for the advancement of science*, qui devait tenir son soixante-deuxième congrès à Édimbourg du 4 ou 10 août. « Le Comité, m'écrivait-on, exprime le vœu que vous lui fassiez l'honneur d'être son hôte tant que vous serez dans notre ville, et vous pouvez être assuré qu'il fera tout ce qui dépendra de lui pour vous en rendre le séjour aussi agréable que possible. » Comment résister à une invitation aussi engageante?

Presque en même temps, j'en recevais une autre du professeur Geddes, fondateur du *Summer Meeting* d'Édimbourg, qui me demandait de venir faire, devant cet auditoire, une série de conférences sur la science sociale.

Et voilà comment, le 2 août 1892, j'arrivais dans

la charmante ville d'Édimbourg, et comment j'y suis revenu pendant quatre années consécutives.

C'est une institution bien curieuse et bien anglaise que le *Summer Meeting*, ou École d'été pour les arts et les sciences. Elle mérite d'être connue.

Sous le nom d' « Extension universitaire », on a créé, sur divers points de l'Angleterre et autour de chaque Université, tout un ensemble de cours payants, qui ont lieu généralement pendant un mois, à l'époque des vacances, et qui groupent des auditeurs des deux sexes désireux d'acquérir des connaissances plus complètes, dans les différents ordres d'études.

Cette institution réussit fort bien en Angleterre, parce qu'il y a là un public innombrable à l'affût de tout ce qui peut l'aider à s'élever par le seul effort de l'initiative privée.

C'est par centaines que l'on compte, dans beaucoup de villes d'Angleterre, les inscriptions à l'Extension universitaire; aux États-Unis, c'est par milliers.

I

J'ai été certainement l'homme du monde le plus étonné quand, en ouvrant mes conférences à Édimbourg, je me suis trouvé en présence d'un auditoire de soixante à soixante-dix personnes. Pour un Cours fait en français, un si nombreux auditoire était certainement très inattendu.

Je suis désireux de connaître la composition de

mon auditoire, afin d'en tirer à la fois une indication pédagogique et une indication sociale. Il comprend quelques grands propriétaires; plusieurs professeurs et publicistes; le directeur d'une société d'études sociales de Londres; un certain nombre d'étudiants, parmi lesquels plusieurs des jeunes gens qui suivent à Paris nos Cours de science sociale et qui ont eu la bonne pensée de venir à Édimbourg; des jeunes filles désirant acquérir un complément d'instruction, quelques auditeurs et auditrices qui s'occupent particulièrement de questions d'enseignement, ou d'œuvres de bien public; enfin des instituteurs et institutrices.

Ce dernier groupe est certainement le plus nombreux. Je dis à l'une de ces dernières qu'en France les personnes qui exercent la même profession n'auraient certainement pas l'idée d'employer leurs vacances à suivre des cours et surtout des cours payants. Elle est fort surprise, car cet emploi des vacances lui paraît tout naturel. Le fait est que, dans les réunions scolaires du même genre, qui ont lieu auprès des différentes Universités, à Oxford, à Cambridge, etc., il y a jusqu'à six et sept cents auditeurs inscrits et payants.

Cette affluence ne s'explique que par le vif désir qu'a chacun ici de se donner une valeur propre et une valeur croissante. Nous avons dit comment ce sentiment est développé par l'éducation (1).

(1) Voir, dans la *Science sociale*, *Mon séjour dans une petite ville d'Angleterre*, par M. Bureau, t. IX, p. 151 et 256.

Je vais visiter une ferme, dans les environs d'Édimbourg et je constate, dans la classe rurale, la même tendance à s'élever.

En descendant de la gare de R***, nous trouvons le fermier, qui est venu au-devant de nous. Je vous assure qu'on peut le prendre indifféremment pour un banquier, pour un diplomate ou pour un riche bourgeois ; il a, en un mot, l'aspect d'un parfait gentleman. Son vêtement, une jaquette, est d'une excellente coupe, et, de la tête aux pieds, il est vêtu comme quelqu'un qui se fait habiller chez un bon « faiseur ». Ces menus détails, et ceux qui suivent, ne sont pas inutiles, vous allez en apprécier l'importance.

La ferme est à un kilomètre seulement de la gare, et la maison d'habitation se trouve contiguë aux bâtiments d'exploitation. On y accède par une allée bien entretenue et bordée de fleurs de chaque côté ; je remarque également devant la porte une corbeille de fleurs. L'habitation a l'aspect extérieur d'un confortable cottage anglais. Nous sommes introduits : tapis dans le vestibule, tapis dans l'escalier et dans le corridor. Nous voici dans le salon, où nous attend la maîtresse de la maison : elle nous accueille sans le moindre embarras, en femme du monde. La conversation ne languit pas et aborde tour à tour les sujets les plus variés. La maîtresse de la maison parle très suffisamment le français, ce qui dénote qu'elle a reçu une instruction distinguée. On apporte le thé, qui est fort bien servi. La servante n'est pas une grosse fille

de ferme, gauche et lourde, vêtue en paysanne, et qui vient de passer sans transition de l'étable au salon. Elle est stylée; elle porte un tablier blanc, brodé et bien repassé, et, sur la tête, le petit bonnet coquet de toutes les servantes anglaises de bonne maison. Manifestement, ces détails dénotent un bon train de vie bourgeoise, car tout cela n'a pas été improvisé pour nous recevoir.

J'essaye constamment d'analyser mes impressions et de comparer tout ce que je vois ici avec les phénomènes du même genre que j'ai pu observer ailleurs; cette comparaison est le vrai moyen de mettre chaque chose au point. C'est ainsi qu'en voyant ce fermier anglais, en observant son installation, son mode d'existence, ma pensée se reporte naturellement vers les types de fermiers que j'ai pu observer dans diverses parties de la France.

C'est dans le nord de la France que l'on trouve le type supérieur de notre fermier, instruit, quelque peu lettré, parfois bachelier, s'entourant, dans son intérieur, d'un certain confortable, ayant un salon pour recevoir les visites, portant le veston ou la jaquette, et non la blouse, ayant, en un mot, l'aspect et la vie d'un propriétaire exploitant lui-même ses domaines, enfin vivant largement, ayant une bonne table et du bon vin.

Mais c'est bien autre chose si l'on prend le type moyen; je ne parle pas du fermier du Midi, du Centre ou de la Bretagne, dont la vie matérielle ne diffère pas sensiblement de celle de nos journaliers;

je prends le type en Normandie, qui est un pays riche. J'ai en vue, en ce moment, un fermier normand que j'ai visité plusieurs fois; il exploite un domaine d'environ 150 hectares, c'est-à-dire exactement l'étendue du domaine de mon fermier anglais; il est riche, car il donne à son fils — le fils unique, — cent mille francs de dot. Il pourrait donc vivre confortablement. Il n'en a pas le moindre désir, ni même la moindre idée. Il est vêtu comme nos paysans, avec la blouse bleue; sauf les jours de marché et de foire, où il se rend à la ville, il porte des vêtements rapiécés dans tous les sens et d'une saleté qui ne laisse rien à désirer; sa femme est dans le même style, elle va laver elle-même son linge à une fontaine publique et ne diffère pas, par le costume, les manières et la conversation, de sa fille de ferme. L'intérieur de l'habitation est en harmonie avec les personnes. Toute la vie de la famille se passe dans une grande salle, qui ouvre directement et de plain-pied sur la cour de ferme; les murs, mal blanchis à la chaux, sont nus comme la main. Pour tout mobilier, une grande table longue, sorte de planche posée sur des tréteaux. C'est là que mangent, sans nappe, maitres et serviteurs. Autour de la table, des bancs, qui ne jurent pas avec la table. Trois ou quatre chaises dépareillées et mal empaillées; le fourneau où on prépare les aliments et une pierre à évier pour laver la vaisselle. C'est tout. Et je ne donne pas cette description comme une chose extraordinaire; c'est, au contraire, le type le plus courant du fermier français,

et chacun de mes lecteurs a pu l'observer cent fois. Seulement, cela ne nous choque pas trop, tant nous considérons cette manière de vivre comme naturelle, tant il nous semble qu'un cultivateur ne peut pas et ne doit pas vivre autrement, et que la culture a, pour conséquence nécessaire, l'absence de confortable et la saleté.

Mais vous pensez peut-être que mon fermier anglais est un type exceptionnel. Je l'ai cru aussi, jusqu'au moment où nous avons visité les habitations de ses ouvriers de ferme.

Vous savez comment est logé, en France, un ouvrier de ferme. Quand il ne couche pas dans la grange sur la paille, ou dans l'étable sur un mauvais lit, il n'a, pour se retirer, qu'une chambre misérable. Je demande donc au fermier de R*** à voir le logement de ses ouvriers. On me montre, à environ cent mètres de la ferme, cinq ou six maisonnettes alignées le long de la route; ce sont les habitations des ouvriers : nous nous y rendons.

L'aspect extérieur est engageant. Devant chacune d'elles, un petit jardin uniquement occupé par des fleurs, avec de petites allées bien entretenues. Le jardin potager est sur le derrière et chaque maisonnette a le sien. Au moment où nous arrivons, nous apercevons devant l'une des habitations une jeune femme mise comme une personne de la bourgeoisie et ayant devant elle, dans une jolie voiture, un enfant habillé de blanc et d'une manière soignée. La voiture, en bon état, est à quatre roues, de cette

forme dite anglaise, qui est, comme on le sait, assez coûteuse. Un de mes collaborateurs de la *Science sociale,* qui m'accompagne, M. Poinsard, demande au fermier si cette femme est une personne de la ville venue ici en promenade : nous apprenons, avec l'étonnement que vous pouvez supposer, qu'elle est la femme de l'ouvrier de ferme, qui habite cette maison !

Le fermier lui demande si les gentlemen qui sont là peuvent entrer chez elle pour visiter sa maison. Elle accepte avec plaisir et nous introduit elle-même.

Devant la porte d'entrée, se trouve un paillasson et, dans le petit vestibule, un tapis de corde pour s'essuyer les pieds. L'existence d'un vestibule est très favorable à la propreté et au confort de l'habitation : on n'entre pas de plain-pied et on est plus à l'abri du froid. Une petite pièce, à droite, qui sert de laverie pour la vaisselle et pour le linge, permet de tenir plus propre la salle à manger-cuisine, en reléguant à l'écart toute cette partie des soins du ménage. La salle à manger, qui sert en même temps de cuisine, est une grande pièce mesurant environ quatre mètres sur quatre, et meublée avec une vraie recherche du confortable. Le fourneau, à demi enfoncé dans le mur, suivant un usage assez fréquent, se trouve ainsi en partie dissimulé ; il est d'ailleurs fort bien entretenu et les cuivres sont resplendissants. On ne doit pas s'étonner de ce détail, car les cuisinières anglaises sont certainement plus habiles comme frotteuses que comme cuisinières : elles frot-

tent et astiquent presque constamment, employant tour à tour la mine de plomb et l'eau de cuivre pour le fourneau, la craie pour les murs et les pierres. C'est à croire qu'une cuisinière anglaise passe plus de temps à genoux que debout.

Je donnerai une idée du soin que cette famille d'ouvriers apporte à son installation par un fait bien caractéristique : dans la salle à manger se trouve un meuble de style, sur lequel est disposée, en bon ordre, toute une série de bibelots bien entretenus : n'oubliez pas que nous sommes chez des ouvriers de ferme!

Nous pénétrons dans la chambre à coucher : le lit en fer est orné de boules de cuivre qui sont également parfaitement astiquées; à côté du lit, une commode; sur le panneau en face, un canapé; enfin une toilette, et notez ce détail : sur la toilette, une série de boîtes et flacons aux couleurs différentes; autour de la glace, une étoffe de couleur voyante, jetée, non sans art, et servant d'encadrement. Je trouve ce petit fait très suggestif, car il rélève l'effort naïf vers le beau, vers le meilleur arrangement possible du foyer, du *home*.

Cette préoccupation de se créer un foyer confortable est générale ici parmi toute une catégorie d'ouvriers. En effet, il existe, dans le voisinage, une mine de houille, ainsi que je l'ai dit. Or je remarque qu'un très grand nombre de maisons d'ouvriers sont tenues avec le même soin que celle que je viens de décrire : petits jardins de fleurs devant la porte, seuil

d'entrée frotté et passé à la craie, jolis rideaux blancs et de couleurs variées aux fenêtres, etc. Par contre, je constate que certaines rues de l'agglomération ouvrière sont bordées de maisons sales et mal tenues, et que tout ce qu'on aperçoit de l'intérieur présente un aspect sordide; les enfants vont nu-pieds et sont couverts de guenilles.

Le directeur de l'usine m'explique la cause de ce contraste : « Les ouvriers irlandais, me dit-il, ne tiennent pas au confortable, et ne donnent aucun soin à l'entretien de leur habitation; aussi nous leur louons les maisons les plus vieilles, qui leur sont cédées meilleur marché et qui leur suffisent; mais, pour les ouvriers écossais, nous avons fait construire les maisons neuves que vous avez remarquées et qu'ils ornent du mieux qu'ils peuvent ».

Le fermier m'a confirmé cette appréciation. Lui aussi emploie des Irlandais, particulièrement à l'époque des moissons, et il les loge d'une façon quelconque : la question de l'habitation leur importe peu.

Nous pouvons donc constater ici l'aptitude si différente des particularistes anglo-saxons et des communautaires irlandais pour le confortable de l'habitation.

J'en eus encore la preuve peu après, dans une promenade à la petite ville voisine de Penicuik. Nous allâmes prendre le thé de cinq heures chez un ouvrier mécanicien. La maison dans laquelle nous fûmes reçus lui appartient; elle comprend un rez-

de-chaussée et un premier étage. On nous offrit le thé dans une pièce, qui sert à la fois de salle à manger et de salon. J'y remarque un canapé, un piano, un tapis qui couvre une grande partie de la salle et sur lequel on a placé, au-dessous de la table, un second tapis plus commun, pour protéger le premier. Ce détail dénote chez la maîtresse de la maison un soin particulier de propreté et de tenue. Le thé est servi sur une grande table carrée et d'une façon presque luxueuse : nappe d'un tissu fin, joli service en porcelaine, cinq ou six assiettes de gâteaux différents, pain grillé et beurré. J'accepte de reprendre du thé, et, avant de me servir, on rince ma tasse légèrement et on rejette le résidu du thé précédent dans un bol qui est sur la table spécialement pour cet usage. Je ne crois pas me tromper, en disant, qu'en France, le plus souvent, on se contente de vous verser une seconde tasse sans plus de façon. Je dois dire que c'est ainsi qu'on en agit chez moi et autour de moi. Ainsi, ce simple ouvrier apporte, dans ce service, un raffinement qui constituerait un progrès dans la plupart de nos maisons.

Je demande au fermier de R... quel salaire il donne à ses ouvriers de ferme : il leur donne 95 francs par mois et, en outre, l'habitation, un jardin potager de 2 acres et une large provision de pommes de terre. Les femmes de ces ouvriers travaillant peu au dehors, c'est surtout avec ses ressources que l'ouvrier arrive à se procurer tout le confortable que nous venons de constater.

D'ailleurs, on n'a pas encore démontré que l'ordre, la propreté, la bonne tenue d'une maison fussent plus dispendieuses que le désordre, la saleté et les stations en cabaret.

Il faut dire, de plus, que l'ouvrier anglais, contrairement à ce qui se produit en France, réalise peu d'économies; il dépense presque tout ce qu'il gagne. Pour améliorer sa situation, il compte moins sur l'épargne que sur une augmentation de salaire, par le passage d'une position inférieure à une position supérieure. Il est, en effet, très ingénieux pour saisir une situation meilleure dès que l'occasion se présente. Et, pour cela, il ne recule pas devant la nécessité de s'expatrier, ainsi que le prouve la multitude des émigrants anglo-saxons. En fait de prévoyance, l'Anglais ne pratique guère que l'assurance sur la vie, afin de laisser, en cas de mort, quelques ressources à sa veuve. C'est ce qui explique le grand développement et la richesse des Compagnies d'assurances, en Angleterre et aux États-Unis.

Nous voici donc encore une fois amené à constater l'extraordinaire aptitude à s'élever que développe cette formation sociale. Mais il y a quelque chose de plus caractéristique : c'est que, ici, même dans des situations tout à fait inférieures, l'individu vit mieux, plus confortablement, avec... comment dirai-je? avec plus de *respectabilité*, suivant l'expression anglaise, plus de tenue extérieure, que sur le continent. En somme, en considérant ici l'ouvrier rural ou l'ouvrier urbain, on a le sentiment qu'il faut lui ajouter peu de

chose pour en faire, extérieurement, — et peut-être aussi intérieurement, — un gentleman. Il l'est déjà à l'état pour ainsi dire rudimentaire, il en a tout au moins l'apparence, parce qu'il a plus la préoccupation de vivre largement que d'économiser mesquinement.

Chez nous, au contraire, la faculté dominante est la puissance d'économie et de prévoyance; c'est en restreignant nos besoins, en réduisant nos dépenses, que nous arrivons à nous élever; aussi nous contentons-nous de situations qu'un Anglais dédaignerait. Nos fonctionnaires, nos professeurs, nos employés, nos ouvriers, sont moins payés qu'en Angleterre, et beaucoup arrivent cependant à faire des économies sur des traitements dérisoires. En Angleterre, on emploie son argent à se donner le plus de confortable possible et, avec le surplus, on fait des affaires... soi-même.

Nos habitudes d'économie, nos habitudes de vie mesquine marquent chez nous leur empreinte sur l'individu : nous les conservons, — car rien n'est tenace comme une habitude, — même lorsque nous arrivons à la fortune; nous nous contentons d'un petit confortable, d'un petit luxe de surface, quand nous ne faisons pas, comme ces riches paysans de la Normandie, dont je viens de parler, qui, en dépit de leur fortune, continuent à vivre misérablement.

Nos classes inférieures savent s'élever à la richesse par l'économie; elles sont moins aptes à s'élever socialement, c'est-à-dire à goûter les satisfactions que

donne une vie domestique large et un *home* confortablement installé.

II

On vient me prendre en voiture après une de mes Conférences, pour aller déjeuner dans une famille qui habite aux environs d'Édimbourg. Cette visite m'intéresse particulièrement, car cette famille lit la *Science sociale;* c'est une bonne occasion de constater l'impression produite par nos études sur des esprits anglais.

La maison est tenue sur un très grand pied; c'est une luxueuse installation. La famille, un jeune ménage, comprend le père, la mère et, autant qu'il me souvient, trois enfants. Ils habitent toute l'année à la campagne, à environ six kilomètres d'Édimbourg. Sur tout le parcours, je vois un très grand nombre de cottages, qui, à ce qu'on me dit, sont également habités toute l'année. Cette permanence de la résidence rurale, même pendant l'hiver, est un trait bien anglais. Une jeune fille qui va se marier, me dit qu'elle ira habiter dans les environs d'Édimbourg, quoique son mari soit obligé de venir tous les jours à la ville, et, ce qui est fait pour nous surprendre, elle ajoute qu'elle trouve cela beaucoup plus agréable : on y est plus indépendant et plus « confortable ». Indépendance et confortable, je crois bien que ces deux mots résument tout l'idéal de l'Anglais en ce monde. Il s'accommode parfaitement de l'isolement

et d'un cercle restreint de relations, ce qui est, pour une race, une force énorme.

Je suis accueilli avec une cordialité qui me touche, comme un ami dont on connaît déjà et dont on partage les idées. Certainement la science sociale ne pénètre pas dans une tête anglaise de la même manière que dans une tête française. Si je voulais caractériser cette différence, je dirais que le Français y cherche plutôt un système rationnel pour la direction générale de la société et l'Anglais une règle de conduite pratique pour sa direction personnelle. Ces deux manières de juger et de sentir répondent bien d'ailleurs à la formation sociale différente des deux peuples : nous inclinons davantage vers les idées générales ; les Anglais, vers les applications pratiques.

C'est ainsi que ce jeune ménage a pris et compris la science sociale : il y a cherché une règle personnelle de conduite. La famille possède une grande propriété rurale, qui est actuellement affermée ; mais le bail va expirer dans un an. Il ne sera pas renouvelé, car mon hôte a l'intention d'aller s'y installer et de diriger lui-même l'exploitation de ses terres. En attendant, il s'y prépare pratiquement. Il passe ses journées chez un fermier du voisinage, afin de se mettre au courant de la culture, non pas seulement au moyen des livres et des écoles, mais surtout par la pratique quotidienne, à la façon anglaise, qui est la bonne.

Je remarque d'ailleurs que les Anglais, même ceux qui sont dans les affaires, qui passent leurs

journées à la ville, sont mieux préparés à la culture que nos industriels et nos négociants; ils y sont moins étrangers et s'y mettent plus facilement. Un de nos jeunes amis, M. Bailhache, qui m'a accompagné ici, a été reçu chez un fermier, qui était directeur de la succursale d'une petite banque; la banque ayant dû fermer, il a loué un assez grand domaine et s'est établi fermier. Je ne crois pas que l'on puisse trouver en France beaucoup d'exemples de ce genre.

Cette prédisposition à la culture me paraît provenir de l'éducation semi-rurale que reçoivent la plupart des Anglais, par suite de leur résidence dans des cottages, entourés d'un jardin; il faut y joindre, ce qui est la visée générale de leur formation particulariste, le soin de connaître les choses bien plutôt encore que les hommes qui les entourent. Dans ce milieu, ils se trouvent, dès le jeune âge, en contact avec la nature; ils ont la perception réduite de la vie rurale, qui s'harmonise avec leur disposition à se suffire à eux-mêmes; pendant leur jeunesse, ils ont élevé des plantes, fait pousser des légumes, soigné quelques animaux de basse-cour. Toutes ces choses qui, chez nous, ne sont guère que du domaine des paysans et des propriétaires exploitant eux-mêmes, pénètrent ici dans l'esprit d'un très grand nombre de gens par le simple mécanisme de l'éducation.

Un de mes collaborateurs, M. Bureau, qui est allé cet été aux États-Unis, pour y faire une étude sociale, a été très frappé de ce caractère de l'éducation, même dans les écoles urbaines. Les sciences natu-

relles, particulièrement la connaissance des plantes et des animaux, y occupent une bien plus grande place que chez nous; elles sont étudiées d'une manière plus pratique, non pas seulement dans les livres, mais dans la nature, et autant que possible sur des spécimens vivants. On demande aux élèves d'apporter, pour la classe suivante, une feuille ou une branche de tel arbre, qui doit être étudié, afin de leur enfoncer la notion de chaque chose par la vue même et par le contact de la chose elle-même, prise dans son milieu réel. On comprend après cela combien l'explication du professeur doit être plus vivante et plus suggestive. On peut demander aux élèves : « Où avez-vous cueilli cette plante ? Dans quel terrain? Avez-vous remarqué sa forme générale, les conditions de sa croissance, etc. ?

Mais cet enseignement n'est possible que si les enfants, ou tout au moins une partie d'entre eux, habitent hors de la ville, ou s'ils sont, d'une façon ou d'une autre, en contact avec la campagne, par la possession ou le voisinage d'un jardin.

Taine a aussi constaté cette prédisposition de l'Anglais aux choses de la vie rurale. Dans un salon, à la ville, dit-il (je cite de mémoire), on parle couramment des choses de la culture; on discute les meilleurs assolements, on entre dans les détails, on cite des exemples; chacun s'intéresse à cette conversation et les femmes y prennent part comme les hommes.

Après cela, on ne doit pas s'étonner que la femme de mon hôte soit aussi disposée et aussi préparée

que son mari à aller s'établir complètement à la campagne sur le domaine qu'ils doivent exploiter. Elle en cause longuement avec moi, en personne décidée, qui entreprend cela froidement, après avoir pesé le pour et le contre. Si son mari avait besoin d'être encouragé, elle l'encouragerait, elle le soutiendrait. Ce concours de la femme donne à l'homme une grande force. En France, plusieurs de mes amis, qui ont des terres et trouvent difficilement des fermiers, seraient bien disposés à s'occuper de leur exploitation : le grand obstacle, c'est la résistance de leur femme. Chez nous, la femme est bien plus éloignée que l'homme de la vie rurale : elle a plus de peine à se passer des relations, des visites, des réunions mondaines. La femme est peut-être le principal obstacle au relèvement de l'agriculture, de l'industrie et du commerce en France, par les préjugés qui lui font considérer ces professions comme inférieures, comme disqualifiées. Un jeune homme se marie beaucoup mieux, — je veux dire plus richement, ce qui n'est pas la même chose, — s'il est dans l'armée, ou dans l'administration. On dit que le clergé a encore de l'influence sur les femmes; j'aime mieux croire, pour son bon renom, qu'on le calomnie.

Je n'ai de conférence à faire ni le samedi ni le dimanche, car, en Angleterre, les affaires sont suspendues, les bureaux et les ateliers sont fermés depuis le samedi à midi jusqu'au lundi matin. Un esprit qui aimerait le paradoxe pourrait entreprendre de démontrer tour à tour que les Anglais sont le

peuple qui travaille le plus et que les Anglais sont le peuple qui travaille le moins. En effet, rien n'est comparable à la puissance de travail de l'Anglais, si ce n'est sa puissance de repos.

Comme formule, il me semble que la plus exacte est la suivante : L'Anglais donne, dans le moins de temps possible, la plus grande somme possible de travail, afin de pouvoir se donner ensuite la plus grande somme possible de repos.

A Londres, je remarque que beaucoup de boutiques ne sont pas encore ouvertes à 9 heures du matin, et elles ferment le soir bien plus tôt que chez nous. Il en est de même des administrations et des maisons d'affaires. En somme, la journée effective de travail est plus courte. Aussi est-il possible d'aller, chaque soir, dans la banlieue et souvent assez loin, car l'Anglais, je l'ai dit, habite rarement le quartier des affaires. On m'affirme qu'à Édimbourg un grand nombre de boutiquiers habitent également dans la banlieue et font ainsi, matin et soir, un long trajet. Chez nous, au contraire, la plupart des boutiquiers ont leur appartement dans l'arrière-boutique, ou au-dessus, à l'entresol. Ils peuvent ainsi ouvrir de très bonne heure et fermer très tard. En outre, beaucoup ne chôment pas le dimanche et aucun le samedi soir. A ne considérer que cet indice, le Français donnerait donc une somme de travail plus considérable que l'Anglais.

Mais c'est ici surtout qu'il ne faut pas compter les heures, mais les peser. Au poids, la somme de tra-

vail que donne l'Anglais est plus considérable; il fait plus de travail en moins de temps, il prend même à peine le temps de faire un lunch rapide dans le milieu de la journée, souvent debout, dans son office et sans interrompre ses affaires.

Je profite de ma matinée du samedi pour aller visiter une mine de houille, qui est située dans le voisinage de Hawthornden.

Pendant cette visite, j'ai fait la connaissance d'un cousin du directeur de la mine; jeune Anglais qui exploite un *run* de moutons en Nouvelle-Zélande. Il vient tous les deux ans passer deux mois en Angleterre. Il se plaît beaucoup en Nouvelle-Zélande et y est fixé définitivement. « C'est la vraie vie », me dit-il. Je lui demande ce qui le séduit dans cette existence. « L'indépendance », me répond-il sans hésiter. Vous le voyez, encore une fois, le besoin d'indépendance est bien ce qui domine et actionne toute la vie de l'Anglais; on peut tourner et retourner le problème, on arrive toujours à cette solution.

Je lui demande quel est le meilleur moyen de réussir dans ces pays neufs. « C'est de débuter comme simple ouvrier, gardeur de moutons. » C'est ainsi qu'il a commencé lui-même, et remarquez qu'il appartient à une bonne famille de la bourgeoisie. Mais vous savez que, pour l'Anglais, il n'y a pas de sot métier, si ce n'est ceux qui ne paient pas.

Or celui-là paie, car cet apprentissage est le seul moyen de se mettre au courant du pays et d'apprendre, dans les plus petits détails, tout ce qui concerne

une exploitation de moutons. Ce qui est le plus dur dans ce début, c'est le contact avec des ouvriers grossiers et sans éducation; « mais quand on est bien élevé, me dit mon *ranchman*, ils ne tardent pas à avoir de la considération pour vous; d'ailleurs, on peut toujours éviter la promiscuité en établissant son *home* à part ». Quand on se sent assez au courant, on saisit une bonne occasion pour acheter un *run* et on le fait en connaissance de cause, parce qu'on connait le métier à fond. Si, au contraire, on veut débuter en s'établissant à son compte, on est la victime des agences, qui passent aux nouveaux venus des terres d'un mauvais rapport et des troupeaux avariés. Je crois que nos jeunes gens de famille ne goûteront pas beaucoup cette manière d'entrer dans un métier; cependant c'est la bonne, c'est celle qui conduit au succès tant de jeunes Anglo-Saxons.

III

Je consacre plusieurs apres-midi à visiter quelques grandes résidences rurales. L'impression dominante est que ces familles ont leur principale installation à la campagne. Le fait se manifeste nettement par l'abondance des tableaux de famille et des richesses artistiques accumulées. Quelques-uns de ces palais sont de magnifiques musées dont une grande ville serait fière.

On me dit cependant qu'un certain nombre de ces grands propriétaires se trouvent dans une situation

de fortune embarrassée et en sont réduits à mettre leur terre en vente. C'est le cas d'une des familles dont nous visitons le château et le parc. Celle-ci appartient à la vieille aristocratie écossaise, d'origine celtique; d'après ce que j'apprends, elle a suivi une évolution assez semblable à celle des anciennes familles nobles de la France. Elle s'est tenue éloignée du travail et n'a guère maintenu sa situation jusqu'ici que par la transmission des biens à l'aîné, souvent encore compliquée d'un régime de substitution. Malgré ces moyens artificiels, beaucoup de ces familles sont aujourd'hui obérées et en pleine décadence.

L'aristocratie anglaise n'est manifestement pas un produit de l'état social anglo-saxon; les sociétés à formation particulariste ne produisent pas cette institution. On ne rencontre pas une classe supérieure *héréditaire* dans les pays où l'on peut observer le type particulariste isolé des influences étrangères, c'est-à-dire à l'état pur. Ainsi, en Norwège; ainsi, dans certaines parties de la Plaine saxonne. Là, le paysan propriétaire s'est maintenu sans mélange et sans superposition d'une autre classe. Il ne se constitue pas non plus d'aristocratie héréditaire dans les pays nouveaux, où prédomine actuellement le type anglo-saxon : ni aux États-Unis, ni en Australie, ni en Nouvelle-Zélande, etc.

L'absence de cette institution n'a rien d'étonnant : elle est exclue, pour ainsi dire, par définition. Qu'est-ce qui constitue essentiellement la formation particulariste? C'est l'établissement de chaque enfant

dans sa pleine indépendance, par ses seules forces et sans le concours du groupe familial dont il est sorti. C'est ce que les Anglais définissent par ces deux expressions essentiellement particularistes : *self help*, s'aider soi-même, et *struggle for life*, la lutte pour la vie. Il est certain que l'aristocratie anglaise, avec le droit d'aînesse et la substitution, repose sur un principe absolument différent; elle repose sur le principe des sociétés à formation communautaire : l'établissement par le concours du groupe familial, qui réduit au minimum l'effort personnel, qui dispense le jeune homme de s'aider lui-même, de lutter pour la vie. L'aîné des enfants, dans l'aristocratie anglaise, est placé sous le régime communautaire.

D'où vient, en Angleterre, cette aristocratie *héréditaire?*

Elle a été importée du dehors. Elle a été importée du continent par les Normands, avec Guillaume le Conquérant.

Nous savons, aujourd'hui, que les conquérants normands appartenaient à la formation communautaire; ils furent recrutés un peu partout, par l'appât du butin, principalement parmi les désorganisés, les gens sans aveu, les familles sans attache avec le sol. La composition de cette armée est d'ailleurs suffisamment connue par les documents historiques; mais ce qui l'est encore plus, c'est l'histoire de l'établissement des Normands en Angleterre. Ils se superposèrent simplement à la population, se partageant

les grands domaines, les meilleures terres, mais sans se fixer solidement au sol à la façon saxonne, à la façon des émigrants de formation particulariste. Le Saxon, opprimé par le Normand, continua à cultiver pour le compte de ce dernier. La lutte épique et séculaire entre Normands et Saxons n'est en réalité que la lutte entre deux formations sociales absolument opposées.

Si les Normands ne s'implantèrent pas solidement dans le sol, s'ils ne colonisèrent pas, du moins ils s'implantèrent solidement, aussi solidement qu'ils le purent, dans le système essentiellement communautaire de l'aristocratie héréditaire, de l'aristocratie de naissance. Ce système s'est maintenu jusqu'à nos jours et on peut dire qu'il a déformé gravement, pendant des siècles, le type anglo-saxon, ou particulariste, en Angleterre. Je n'ai pas à exposer ici comment ce dernier a finalement réussi à reprendre le dessus, grâce à son extraordinaire puissance de résistance, à sa vitalité infiniment supérieure. Son triomphe a eu pour résultat de réduire la puissance royale à sa plus simple expression; on sait que les Anglais ont abouti au *self government*, — ce qui est tout à fait particulariste, — précisément à l'époque où la France, ressaisie par la formation communautaire d'État, aboutissait au pouvoir absolu avec Louis XIV.

Mais il est resté à l'Angleterre quelque chose de cette superposition normande : il lui est resté l'aristocratie héréditaire. On s'est contenté de la ré-

duire, de même que la monarchie, à une situation à peu près honorifique, avec certaines prérogatives politiques, comme le privilège de recruter en partie la Chambre des Lords. On ne lui a pas encore sérieusement contesté ce privilège, parce que les Anglais y ont trouvé, au moins jusqu'ici, plus d'avantages que d'inconvenients. Je m'explique :

L'Anglais, — j'entends la portion prédominante de l'Angleterre, celle qui appartient à la formation particulariste, — est naturellement porté vers les professions lucratives, vers les affaires, *business*, par la nécessité où sont tous les jeunes gens de se créer par eux-mêmes une situation sans compter sur le patrimoine paternel et sur la dot de leur femme. Il y est porté, en outre, par l'aptitude aux affaires que développe, dès l'enfance, la perspective de cette nécessité.

Quand on a une fois bien compris cette tendance, on s'explique quel genre d'avantage les Anglais ont trouvé dans l'institution de cette noblesse héréditaire qui s'est implantée chez eux par force. Ils y ont vu une combinaison simple, flatteuse pour leur amour-propre et, si je puis ainsi dire, élégante, de faire remplir par d'autres une fonction essentielle, celle de la politique, pour laquelle ils n'ont pas un entraînement particulier. Il est certain que l'aristocratie leur a fourni un ensemble d'hommes politiques supérieurs.

D'autre part, cette aristocratie n'a pas été, au moins depuis un siècle, trop gênante, grâce à la ré-

sistance énergique et continue de l'esprit particulariste, ou saxon.

L'influence particulariste a agi de deux manières :

D'abord, elle a porté de plus en plus les cadets de la noblesse à se détourner de la vie oisive, de la vie de cour, des fonctions administratives et militaires, qui ont été, chez nous, leur seule issue et qui peu à peu les ont conduits, non seulement à la ruine, mais à l'impuissance, aussi bien que leurs aînés. Les cadets de la noblesse anglaise ont été entraînés, surtout dans ce siècle, par le grand courant de vie active et de *self help*, qui caractérise les sociétés à formation particulariste. Aussi, lorsque, par suite de diverses circonstances, à l'extinction de la branche aînée, par exemple, certains d'entre eux ont été appelés à entrer dans la pairie, ils lui ont infusé un sang nouveau, ils lui ont apporté des hommes dressés aux affaires par la pratique des professions usuelles : l'agriculture, l'industrie et le commerce. Ils ont ainsi, périodiquement, vivifié cette institution, qui, par elle-même, se serait rapidement décomposée. L'institution a été, en outre, vivifiée au moyen des éléments nouveaux tirés directement du fond anglo-saxon, par des nominations de lords d'origine saxonne.

L'influence particulariste a agi encore d'une autre manière. Elle a peu à peu enlevé à la noblesse, comme elle l'avait fait à la royauté, toute velléité d'entreprendre sur la liberté individuelle et sur l'indépendance des citoyens. Si le particulariste ne tient

pas autant que le communautaire à faire de la politique et à vivre de la politique, il tient, du moins, essentiellement, à ce qu'on ne porte aucune entrave à la libre initiative dont il a absolument besoin pour édifier, par lui-même, sa fortune; il ne supporte aucune entrave à la pleine expansion de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, et entend n'être gêné ni par l'arbitraire du pouvoir ni par l'excès des impôts. Sa tendance constante est donc de ramener le pouvoir à sa fonction essentielle de simple mainteneur de la paix publique, de la paix qui est nécessaire aux affaires. La tendance des sociétés à formation communautaire est, au contraire, de troubler le plus possible la paix publique, dans le secret espoir d'assurer à soi ou à ses enfants, par le triomphe du parti auquel on appartient, de bonnes sinécures administratives, puisqu'il est entendu que l'idéal de tous les gens avisés est de vivre du budget. Ce n'est pas pour une autre raison que nous avons fait tant de révolutions et qu'on en fait encore presque chaque jour dans l'Amérique du Sud.

Ainsi, la pratique du *self-government* a eu pour résultat d'enlever à la noblesse anglaise l'excès d'attributions qui aurait pu la rendre d'abord gênante, ensuite odieuse.

Si la noblesse *héréditaire* est, en Angleterre, un article d'importation, elle n'en a pas moins eu une réelle influence sur le type social; elle l'a gravement déformé, et, tout bien considéré, son influence a été plus nuisible qu'utile.

La formation particulariste repose essentiellement sur cette idée que l'homme n'a de valeur que par lui-même, par sa puissance de travail, par son énergie, par sa ténacité, et qu'on ne se classe que d'après ces caractères. L'introduction d'une classe supérieure héréditaire est venue superposer à cette conception particulariste la conception communautaire que l'homme a une valeur, moins par lui-même que par la famille, par le groupe, par le clan auquel il appartient. Manifestement, c'est là, comme je le disais, une déformation grave, puisqu'elle modifie la base même du type social.

Une pareille conception ne nous choque pas trop sur le Continent, parce que nous sommes tous plus ou moins imbus de l'esprit communautaire et que, dès lors, nous trouvons très naturel cette hiérarchisation héréditaire de famille et de clan. Mais il n'en est pas de même en Angleterre, au moins parmi la masse de la population, chez laquelle la formation particulariste est fortement établie. J'ai souvent constaté ce sentiment et il éclate dans un ouvrage célèbre de Thackeray : *Le livre des Snobs*, consacré à couvrir de ridicule cet engouement pour la noblesse. Le snob est celui qui admire et imite tout ce que font et tout ce que disent les personnes appartenant à la noblesse ; qui, par tous les moyens, essaye de s'y faufiler et de s'y rattacher ; qui ne juge pas les hommes et les choses par lui-même, mais simplement d'après l'opinion des gens de cette catégorie, de ce petit monde à part, de ce monde « select ».

« On est surpris, dit Thackeray, des dimensions et de l'importance qu'a pris dans ce pays la Lordolâtrie. Il ne faut pas oublier que ceci a été écrit en 1848, c'est-à-dire à une époque où ce travers était plus florissant qu'aujourd'hui). Dans notre pays, qui se dit libéral, on se livre à l'adoration de la Pairie. Tous, plus ou moins, nous nous y laissons prendre, et l'on nous trouve plus ou moins à plat ventre devant elle. Je crois que l'influence de la Pairie sur le snobisme a été des plus étendues et des plus directes. La conservation, le progrès et le développement du snobsime sont un bienfait dont nous sommes redevables à la noblesse. »

Après avoir ainsi établi leur acte de naissance, Thackeray fait défiler sous nos yeux une longue série de snobs appartenant à tous les mondes et dont il accuse en traits ineffaçables le caractère grotesque.

Remarquez que le snobisme n'est pas moins commun en France; nous aussi, nous sommes tous plus ou moins snobs; mais la différence profonde est que, chez nous, c'est un état naturel résultant de notre formation sociale, tandis qu'en Angleterre c'est un état factice et importé, en contradition avec le type social dominant : là, il peut donc être modifié, si cet état social prend le dessus sur les influences importées.

C'est ce qui est en voie de se faire. Il est indéniable que ces influences sont sérieusement en baisse : elles sont déjà moins accusées qu'à l'époque, cependant peu éloignée, où écrivait Thackeray : la situa-

tion de l'aristocratie britannique, de la Pairie, paraît ébranlée; cela est manifesté par l'importance décroissante de la Chambre des Lords. On discute même ouvertement la question de sa suppression et il est certain que cette institution pourra disparaître sans ébranler la constitution anglaise, dans laquelle elle n'est qu'un rouage surajouté.

L'Angleterre ne manquera pas pour cela d'une classe supérieure, car le type particulariste produit, lui, aussi, cet organisme, mais il le produit dans d'autres conditions que le type communautaire. A vrai dire, cet organisme de production particulariste existe en Angleterre et il n'a jamais cessé de fonctionner; il est représenté par le Gentleman. Le Gentleman diffère du Lord, du noble, en ce que sa situation *n'est point héréditaire,* mais purement *personnelle;* en ce qu'elle n'est point consacrée par les pouvoirs publics, mais par le sentiment général, par l'opinion. On dit : « Un tel est ou n'est pas un gentleman », et on entend par là un ensemble de qualités, de vertus difficilement définissables et qui semblent se résumer dans le terme anglais de « respectabilité ».

Il y a des gentlemen dans toutes les professions et dans toutes les positions de fortune même modestes et, par contre, l'opinion refuse parfois ce titre à un homme de grande naissance, dont la vie manquerait de dignité.

Le gentleman est la forme saxonne de la classe supérieure, comme le noble, le lord, en est la forme normande.

Le mouvement qui tend à dégager l'Angleterre du snobisme est encore accentué par une autre cause.

Chez nous, on se classe dans le monde dit « select », on est noble, ou on se donne des airs de noblesse, en embrassant certaines professions et en s'éloignant de certaines autres. Comme les Hindous, qui sont aussi un peuple à castes, nous professons qu'il y a des métiers purs et des métiers impurs, des métiers bien portés et des métiers qui disqualifient. L'armée, les professions libérales, l'administration composent le premier groupe ; l'industrie et le commerce, le second, et, en fait, on peut y joindre l'agriculture dont nous abandonnons tout au moins la pratique et la direction effectives à des fermiers, à des métayers, à des régisseurs. On ne voit guère de jeunes gens « de la société » entreprenant une œuvre de colonisation. Ainsi l'esprit de caste, dont le snobisme n'est que la manifestation ridicule, est fortifié, chez nous, par la pratique exclusive de certaines professions et par l'éloignement pour certaines autres, ce qui donne à la caste une démarcation bien nette et un signe sensible.

Cette démarcation, ce signe, n'existent pas, ou, tout au moins, tendent de plus en plus à s'effacer dans le monde anglo-saxon. Aux États-Unis, où la formation particulariste est plus dégagée de toute prédominance normande, ces catégories de métiers ont presque complètement disparu et on estime l'homme surtout d'après sa valeur, son énergie, son endurance, son initiative. En Angleterre, c'est également dans ce sens que se fait visiblement l'évolution. C'est la consé-

quence du développement extraordinaire imprimé aux professions usuelles par l'établissement de la grande industrie et la rapidité des transports, ces deux conséquences de l'exploitation de la houille. Ce nouvel état de choses, qui a comme étourdi les sociétés à formation communautaire, a donné, au contraire, une impulsion inouïe aux sociétés à formation particulariste, mieux préparées à s'y adapter.

C'est ainsi que l'Angleterre, longtemps recouverte et quelque peu étouffée par les traditions et par les institutions qu'y avaient importées les envahisseurs normands, tend de plus en plus à s'en dégager, à se ressaisir, pour revenir à sa constitution sociale anglo-saxonne, à sa formation particulariste. Rien ne peut désormais arrêter cette évolution fatale.

Et si l'on veut voir le point d'aboutissement de cette évolution, on n'a qu'à considérer la société américaine, — j'entends les États-Unis, — où le type anglo-saxon se reconstitue peu à peu dans sa pureté et dans sa puissance, grâce à l'étendue des territoires ouverts à l'initiative individuelle, grâce aussi à l'absence d'une classe supérieure héréditaire imposée par la conquête.

CHAPITRE IV

COMMENT LE MODE D'ÉTABLISSEMENT AU FOYER CONTRIBUE AU SUCCÈS DE L'ANGLO-SAXON.

La grosse difficulté que rencontrent ceux qui voudraient s'orienter et orienter la société vers un état social meilleur, est de connaître exactement, non seulement le but final, mais la route à suivre. A quoi sert d'avoir un but, si on ne sait pas comment l'atteindre, c'est-à-dire quelle route suivre? Et il arrive souvent que, faute de connaître exactement cette route, on aboutit, finalement, à des résultats tout différents de ceux que l'on espérait.

Fixer l'entrée de cette route, en signaler la première étape, c'est donc mettre le lecteur sur la bonne piste.

Dans les divers séjours que j'ai eu l'occasion de faire en Angleterre, j'ai été très préoccupé de cette grave question de l'évolution des types sociaux. Le terrain était particulièrement bien choisi pour une observation de ce genre, car il n'existe peut-être pas, à la surface du globe, de pays où l'on puisse trouver

aussi immédiatement juxtaposées tant de différentes variétés de la formation communautaire et de la formation particulariste. C'est une gamme sociale très étendue.

On pourrait la rencontrer également aux États-Unis, mais dans des conditions d'observation peut-être moins favorables. Là, en effet, les divers types apparaissent en dehors du milieu qui leur a donné naissance, ils ont été déracinés en quelque sorte de tous les points de la vieille Europe, sans qu'on puisse toujours déterminer facilement leur origine ; ils évoluent dans un milieu nouveau, et sont encore livrés à une fermentation sociale qui les tient en quelque sorte en suspension.

En Angleterre, le dépôt s'est effectué de longue date. Le Celte communautaire et le Saxon particulariste sont fixés dans leurs formes sociales naturelles, pour la plus grande commodité de l'observateur. On y rencontre des spécimens de toute la série des types sociaux de la Grande-Bretagne, depuis le Celte pur des Highlands d'Écosse ou de l'Irlande jusqu'au Saxon du Sud et du Centre de l'Angleterre, en passant par toutes les variétés intermédiaires. Combien il serait intéressant de pouvoir les classer, par séries, pour arriver à déterminer les phases de l'évolution du communautaire Celte au particulariste Saxon !

La Grande-Bretagne est, en effet, comme un gigantesque alambic, où, par un phénomène de distillation sociale continue, les Celtes se saxonnisent de proche en proche, en vertu de cette loi d'après laquelle,

lorsque deux types sociaux sont mis en contact, c'est le plus résistant qui tend à s'assimiler l'autre. Or, ici, le plus résistant est incontestablement le Saxon.

C'est donc bien en Angleterre qu'on a le plus de chance de constater commodément quelle est la manifestation initiale de cette évolution vers le particularisme. Sur quel point de sa vie sociale le Celte commence-t-il à subir l'influence saxonne? Par quel phénomène sensible peut-on discerner qu'un communautaire commence à évoluer vers la formation particulariste et qu'il constitue, si je puis ainsi dire, une variété particulariste du premier degré?

Je ne crois pas me tromper, en affirmant que l'évolution se manifeste d'abord par le mode d'installation au foyer.

C'est aux environs d'Édimbourg, en visitant la mine de houille et la ferme, dont je parle dans le chapitre précédent, que j'ai eu la première perception de ce fait. J'ai signalé (1) le constrate que présentaient, même au premier coup d'œil, les habitations : les unes, occupées par des ouvriers écossais des Lowlands, tenues avec un soin extrême; les autres, occupées par des ouvriers irlandais, par des Celtes, sales et d'un aspect sordide.

C'est ce contraste qui a éveillé mon attention sur l'importance de la question du foyer comme point de départ de l'évolution sociale.

C'est bien, en effet, ici le point de départ, car ces

(1) Voir le chapitre précédent, p. 160

ouvriers écossais des Lowlands appartiennent encore à la formation communautaire, qui est leur formation originaire (1). Mais le caractère le plus visible par lequel ils s'en séparent, par lequel ils se distinguent des purs communautaires irlandais ou highlanders, par lequel ils commencent à évoluer vers la formation particulariste, c'est la préoccupation de se constituer un foyer confortable. Ces ouvriers écossais sont des particularistes à l'état de devenir des particularistes au premier degré, ou à un des premiers degrés de l'évolution, et c'est leur mode d'établissement au foyer qui les distingue essentiellement.

Je fus ainsi amené à penser que c'est par la transformation du foyer que débute l'évolution vers la formation particulariste.

I

Beaucoup d'économistes, de sociologues, de philanthropes, ont nettement aperçu et signalé l'importance sociale du foyer. Le Play a vu cela plus et mieux que tous les autres et il a mis ce phénomène en relief avec une grande abondance de faits.

La stabilité du foyer, la propriété du foyer, la transmission intégrale du foyer ont été souvent indiquées, comme des réformes essentielles pour l'amé-

(1) Voir les articles de M. Ch. de Calan sur les Highlanders et les Lowlanders d'Écosse, dans la *Science sociale*, t. XIX et XX.

lioration des individus, des familles et des sociétés.

Ces trois points constituent, en effet, des réformes importantes et manifestent souvent une amélioration sensible de l'état social. Mais elles n'ont aucun effet pour faire évoluer un type de la formation communautaire à la formation particulariste.

La preuve manifeste, c'est qu'on rencontre indifféremment dans ces deux formations sociales, cependant si différentes, de nombreux exemples soit de la stabilité du foyer, soit de la propriété du foyer, soit de la transmission intégrale du foyer. On est donc autorisé à dire que, au point de vue de la formation sociale, ce sont là des phénomènes neutres.

Et même, en y regardant de près, on pourrait être amené à constater que ces trois phénomènes sont parfois plus accentués chez certaines populations communautaires que chez certaines populations particularistes.

Il n'existe certainement pas, à la surface du globe, de foyers plus stables que ceux des paysans russes, ou bulgares, ou serbes : ils sont transmis de père en fils, ou du moins de communauté en communauté, depuis des temps immémoriaux. En France, c'est en Auvergne, dans les Cévennes, dans les Pyrénées, dans les Alpes, en Bretagne, que les foyers sont les plus stables : or ces populations sont précisément celles qui, chez nous, conservent le mieux, encore aujourd'hui, la formation communautaire.

Et c'est également chez ces mêmes populations, ou chez des populations du même type, que l'on re-

trouverait peut-être au plus haut degré soit la pratique de la propriété du foyer, soit la pratique de la transmission intégrale du foyer.

Pour saisir le véritable point de divergence, il faut distinguer nettement deux conceptions très différentes du foyer, l'une qui est plus spéciale aux populations de formation communautaire, l'autre qui est plus spéciale aux populations de formation particulariste.

Dans la première conception, le foyer est surtout envisagé comme une chose *matérielle*.

Dans la seconde, il est surtout envisagé comme une chose *morale*.

Sans cette distinction, qui n'a jamais été faite, il est impossible de se rendre compte exactement des deux formes fondamentales d'établissement au foyer.

Dans les sociétés à formation communautaire, on comprend surtout, sous ce terme de foyer, l'ensemble des immeubles, habitation et domaine, et le groupe des personnes, parents, amis, voisins. On s'attache surtout au *lieu* et aux *personnes*.

Et on s'y attache très fortement, car, dans cette formation sociale, l'homme est plus porté à s'appuyer sur les choses et sur les personnes que sur lui-même.

« Il faut que la maison fume », disent l'Auvergnat, le Pyrénéen ; et, pour maintenir debout et fumant le vieux foyer traditionnel, ils sont prêts à tous les sacrifices : les cadets consentent à des soultes réduites, les oncles et les tantes consentent à garder le célibat, pour laisser à l'héritier choisi par le père le

moyen de conserver la maison et le domaine, où souvent ils trouvent eux-mêmes une place, dont ils tirent tout au moins des secours.

En somme, l'idée du foyer est surtout attachée à telle maison, à tel lieu déterminé; c'est ce qui explique la difficulté qu'ils éprouvent à s'en séparer, à s'en éloigner : ils semblent être attachés au sol, attachés aux pierres. De là, l'amour si vivace de ces paysans pour la maison paternelle, pour le bien de famille, leur désir de le conserver, de le transmettre de génération en génération.

C'est dans ce sens qu'ils s'attachent à la stabilité du foyer, à la propriété du foyer, à la transmission intégrale du foyer; ils s'y attachent comme le lierre aux vieilles murailles et ils sont, eux aussi, soutenus en quelque sorte par ce cadre matériel.

Mais, notez bien ceci, — dans ce foyer traditionnel, sur ce bien de famille, les populations issues de la formation communautaire s'installent sommairement. Rien n'est curieux, pour celui qui s'attache à voir de près les choses, comme le contraste que présentent la stabilité extraordinaire de ces foyers et l'instabilité, je veux dire le caractère rudimentaire de l'installation intérieure.

Pénétrez au foyer d'un paysan russe, ou bulgare, ou auvergnat, ou pyrénéen, ou provençal, ou breton, interrogez cet homme : le plus souvent, il vous dira que sa famille occupe cette maison de père en fils depuis un grand nombre de générations, de temps immémorial. Voilà bien, au plus haut degré, la sta-

bilité du foyer et, ce foyer, il l'aime d'un amour indéracinable.

Maintenant regardez l'installation de cet homme : on dirait le campement d'une famille qui n'a pas eu le temps de se fixer : quelques meubles mal tenus, une cuisine, une chambre, sales et mal éclairées; souvent la même pièce sert de cuisine, de salle à manger et de chambre à coucher pour toute la famille ; parfois l'étable est contiguë, à peine séparée par une simple cloison en planches et elle révèle son voisinage par des émanations caractéristiques. Ainsi, ces gens qui aiment tant leur foyer, ne paraissent pas tenir du tout à la bonne installation dans ce foyer.

Au fond, ces gens-là n'aiment pas ce foyer pour lui-même, mais plutôt pour l'appui qu'ils y trouvent, pour le bon renom ou l'éclat qu'ils en tirent. Ils sont fiers d'appartenir à telle famille qui est depuis longtemps fixée dans le pays, qui possède depuis des siècles le même domaine patrimonial, qui est apparentée à d'autres familles dont le foyer est aussi ancien et aussi stable.

S'ils ont une belle armoire, avec beaucoup de linge et de vêtements, comme il arrive parfois à ces familles de paysans, c'est que ce luxe *personnel* et *visible* est encore un moyen de briller au dehors, de donner aux voisins et aux étrangers une haute idée de leur situation, ce qui les préoccupe plus que d'être confortablement installés au dedans. En somme, le communautaire vit plus au dehors et pour les autres, qu'au dedans et pour lui-même.

Cette tendance est encore très sensible dans les installations bourgeoises de nos grandes villes, bien qu'ici la stabilité du foyer ait généralement disparu.

Le type caractéristique du foyer parisien est la grande maison à nombreux étages et à nombreux appartements. En considérant de l'extérieur ces sortes de palais à cinq ou six étages, à sept ou huit fenêtres de façade, on est tenté de se dire : « Voilà des familles qui se sont confortablement installées; elles ont tout sacrifié à la vie de famille. » Pénétrez dans l'intérieur : on entre librement; ce sont des compartiments, autant de familles que d'étages; le plus souvent plusieurs familles à chaque étage. C'est un entassement. Entrez dans un de ces « appartements ». Voici d'abord le salon et la salle à manger. Ces pièces sont bien décorées, placées généralement « sur la rue », relativement assez vastes. Cherchez les chambres, vous les trouverez reléguées à l'arrière-partie de la maison : elles sont petites, minuscules, elles donnent sur une cour, le plus souvent sur une sorte de puits, sans air et sans lumière; c'est là le foyer de la famille. Le reste, les pièces sur le devant, sont pour la montre, pour l'apparat pour les étrangers, ce sont les « pièces de réception ».

Le bourgeois, pas plus que le paysan ou que l'ouvrier, ne se sont, — dans ce type social, — préoccupés de la bonne et confortable installation au foyer.

Cette confortable installation est, au contraire, la

première préoccupation que développe la formation particulariste.

C'est qu'ici l'homme ne s'appuie plus sur la communauté, sur le groupe extérieur, sur des « relations » plus ou moins nombreuses, sur un cadre plus ou moins factice ; il compte sur lui-même et s'installe pour lui-même. Je dis bien, il s'installe ; il ne campe pas. Il donne moins à la vie extérieure et plus à la vie au foyer. Il considère le foyer comme la véritable citadelle de son indépendance ; il le dénomme et le résume par un mot intraduisible, où il met toute son âme : le *home*.

Ce terme éveille, dans l'esprit de l'Anglo-Saxon, quelque chose de moins défini, de moins matériel que notre expression de « foyer » . Il désigne plutôt *l'installation intérieure*, l'arrangement confortable, pour la vie quotidienne, ce confortable qui est bien le trait caractéristique du foyer anglo-saxon, aussi bien chez le bourgeois que chez le fermier ou chez l'ouvrier.

Je n'apprécie pas cette conception du foyer, je tâche seulement de m'en rendre compte et d'en rendre compte exactement Deux formes de sociétés absolument différentes évoluent en sens inverse, à partir de ce point de départ. Quel intérêt à y voir clair !

Cette manière différente de concevoir l'installation au foyer se traduit par deux faits qui l'éclairent vivement :

1° *Dans la formation particulariste, l'habitation a*

moins d'importance que dans la formation communautaire.

Le type caractéristique de l'habitation particulariste, c'est le *cottage*. Le cottage est une *petite* maison comprenant seulement le nombre de pièces nécessaires pour loger un simple ménage avec ses enfants. Cette habitation est ordinairement complétée par un jardin, plus ou moins grand, suivant que la famille est plus ou moins riche et qu'elle habite la ville ou la campagne.

Toute la campagne anglaise est, en quelque sorte, constellée d'habitations de ce genre ; elles se pressent en plus grand nombre dans le voisinage des grandes villes, car l'Anglais urbain aime à habiter hors des murs. Dans les villes même, ces petites habitations pour une seule famille constituent le type général; elles répondent bien à l'idéal que cette race se fait du foyer. C'est ce qui explique l'étendue démesurée des villes anglaises proportionnellement à la population.

Au contraire, le type caractéristique de l'habitation communautaire, c'est la *grande* maison avec de *grandes* pièces. Ce ne sont plus des habitations taillées à la mesure d'un simple ménage, mais de plusieurs ménages vivant ensemble en communauté. Telles sont les habitations italiennes ; telles sont, dans nos villes de province, tant de grandes habitations bourgeoises où les familles réduites d'aujourd'hui sont comme perdues; tels sont, enfin, dans nos campagnes, les châteaux. Que de familles se ruinent au-

jourd'hui uniquement pour les entretenir, quand elles ne prennent pas le parti plus sage de se cantonner dans une aile de ces immenses bâtiments!

Comparez ces grandes habitations bourgeoises et ces châteaux au cottage anglo-saxon, et vous saisirez bien une des différences caractéristiques de ces deux formations sociales.

2° *Dans la formation particulariste, les familles changent plus facilement d'habitation que dans la formation communautaire.*

J'ai dit que les issus de communautaires sont très attachés à l'habitation de famille; ils sont naturellement casaniers, parce qu'ils tirent une grande partie, souvent la plus grande partie de leur force, de ce cadre matériel.

Le particulariste a, au contraire, une facilité extraordinaire à se déplacer; il n'hésite pas, lorsque se présente une occasion favorable de s'élever à une situation meilleure, à changer de résidence, souvent à aller d'un bout du monde à l'autre. C'est qu'il fixe ses regards plutôt vers l'avenir que vers le passé, qu'il compte sur son initiative personnelle plus que sur les institutions traditionnelles et familiales. Et c'est bien cette nécessité de sa formation sociale qui l'a amené à créer le type du petit cottage, car l'homme est moins tenu par une petite habitation que par une grande : il la domine et ne se laisse pas dominer par elle. Il ne tient pas aux pierres et les pierres ne le tiennent pas.

C'est donc, allez-vous dire, l'instabilité du foyer?

— Non. Le foyer du particulariste est aussi stable que celui du communautaire ; seulement il l'est autrement. Pour comprendre ce phénomène, en apparence contradictoire, il faut se rappeler la distinction que nous avons posée plus haut entre l'habitation extérieure et l'installation intérieure. Chez le communautaire, la stabilité porte sur l'habitation extérieure ; chez le particulariste, sur l'installation intérieure. Le communautaire semble toujours être campé dans son habitation séculaire ; le particulariste semble toujours être installé depuis des siècles, et pour des siècles, dans son habitation transitoire. Et il s'installe confortablement même pour quelques jours, à l'hôtel (on sait que les Anglais ont amélioré l'installation de tous les hôtels du continent) ; même pour quelques heures, en chemin de fer, ce qui a donné aux Anglais la réputation de « ne pas se gêner ». Ce qui est stable, chez lui, c'est le confortable, et qui oserait soutenir que le confortable intérieur n'est pas une partie aussi importante du foyer que les murailles et les solives ? que cela ne touche pas plus à l'homme et à la vie quotidienne ? que cela n'a pas plus d'action sur la vie intime et sur la vie sociale que ceci ?

La stabilité matérielle et la stabilité morale constituent deux stabilités, mais d'importance très inégale.

C'est ce qu'il me reste maintenant à démontrer.

II

Il faut bien qu'il en soit ainsi, puisque la bonne et confortable installation du foyer est le premier phénomène que l'on constate chez les types qui commencent à évoluer vers la formation particulariste. Mais, d'autre part, il est certain qu'on n'aperçoit pas, à première vue, la cause de ce fait. Essayons de la dégager.

J'aperçois trois conséquences sociales de ce mode d'installation au foyer et on va voir que ces conséquences ont précisément pour résultat d'imprimer au type les caractères essentiels de la formation particulariste.

1° *Ce mode d'installation au foyer développe le sentiment de la dignité et de l'indépendance.*

Représentez-vous, aussi exactement que possible, l'installation sordide de ces ouvriers irlandais que j'ai signalée plus haut, ou bien l'installation non moins rudimentaire de la plupart de nos ouvriers urbains ou ruraux; tâchez d'évoquer devant vos yeux quelques types de ce genre bien connus de vous. Imaginez maintenant des gens élevés, dès leur enfance, dans un pareil milieu, vivant tous les jours dans cette demeure qui n'est souvent qu'une hutte de sauvage un peu perfectionnée. Manifestement, un pareil milieu est peu favorable au développement des sentiments de dignité et d'indépendance.

L'habit fait le moine, plus qu'on ne le croit. Que

de gens n'ont de dignité que celle que leur confère l'habit qu'ils portent : robe du magistrat, uniforme du soldat, plumets, panaches, décorations, qui ont tant d'effet sur l'espèce humaine et qui portent tant de gens à se prendre au sérieux. Il ne faut pas dédaigner l'influence qu'exercent les choses extérieures.

De toutes ces influences, celle du foyer est une des plus puissantes, parce qu'elle saisit l'homme dans sa vie la plus intime et qu'elle agit tous les jours.

Certainement l'ouvrier rural dont j'ai visité la demeure à Hawthorden et l'ouvrier mécanicien chez lequel j'ai pris le thé à Penicuik étaient directement et puissamment influencés par la bonne tenue et le confortable relatif de leur habitation. Ils avaient d'eux-mêmes, par ce fait, une idée plus haute ; ils avaient un sentiment plus net de leur dignité et de leur indépendance. En pénétrant dans leur foyer honorable, ils se sentaient plus hommes ; ils avaient conscience de leur respectabilité, comme disent les Anglais.

Or un homme qui a le sentiment de sa respectabilité est porté à l'accroître, car il a déjà franchi l'échelon le plus difficile, le premier.

2° *Ce mode d'installation au foyer prédispose à l'effort.*

Les populations habituées à une vie simple, à une installation sommaire, se contentent de peu ; elles produisent le type du gagne-petit. L'ambition est bornée et rapidement satisfaite ; on se déclare satisfait de la médiocrité. Il n'en est pas de même ici. La

vie plus ornée, l'installation plus recherchée sollicitent l'effort et le soutiennent.

Elles le soutiennent d'autant mieux que l'on travaille en vue d'un résultat immédiat et palpable. Je me représente mon ouvrier mécanicien de Penicuik désireux d'acquérir son buffet, son piano, ou le grand tapis qui orne son salon : certainement, sous la pression de ce désir, son ardeur au travail est surexcitée; il s'applique de toutes ses forces à imaginer des combinaisons plus avantageuses pour augmenter ses salaires. Les milliers d'ouvriers qui, en Angleterre et aux États-Unis, suivent les cours payants de l'*Extension universitaire,* sont la manifestation vivante de cette tendance générale vers l'effort : ils ne reculent pas devant ce travail supplémentaire pour améliorer leur situation.

Vous me direz peut-être que la passion de l'économie qui distingue une partie de nos populations ouvrières est également un excitant au travail et à l'effort. Cela est vrai; mais c'est un excitant moins puissant. Si on économise pour ses enfants, on travaille à long terme, pour d'autres, qui ne recueilleront le fruit de ces efforts qu'après votre mort. Il y faut presque de l'héroïsme, ce qui n'est pas une vertu commune dans l'humanité. Si on économise pour soi, en vue de placer son argent, on est bientôt découragé, l'ouvrier surtout, par l'importance des sommes qu'on doit économiser pour augmenter son revenu d'une façon appréciable. Que de journées de travail il faut à un ouvrier pour économiser cent francs, et cela lui

représente une augmentation de revenu de trois francs! Le résultat lui paraît trop faible et à trop longue échéance : il trouve que cela ne vaut pas l'effort nécessaire. Voyez, en effet, toutes les institutions que l'on crée pour développer l'épargne parmi les populations ouvrières et combien sont minimes les résultats. Sans aucune incitation du gouvernement et des œuvres d'assistance, l'ouvrier anglo-saxon arrive à placer en confortable des sommes infiniment plus considérables.

C'est là de l'argent dépensé et non économisé, direz-vous. Il est dépensé, en effet, mais il n'est pas perdu. Il est même placé à très gros intérêt: ce n'est plus du trois pour cent, c'est du cent pour cent : il est placé en développement de la puissance de travail.

Cet ouvrier, qui a acheté un buffet, un piano, ou un tapis, a eu l'avantage de jouir *immédiatement* du fruit de son travail, d'en jouir *intégralement* et d'en jouir *tous les jours*. Comparez la jouissance d'un homme qui, ayant économisé cent francs, ne touche que trois francs et une seule fois par an, et la jouissance d'un homme qui, ayant économisé cent francs, peut, avec cette somme, se procurer immédiatement l'objet qu'il désire, qui doit donner plus d'agrément à son foyer et dont il jouira tous les jours.

Ce beau succès l'encourage et l'excite à faire un nouvel effort, soit pour se procurer une habitation plus vaste, plus confortable, soit pour y apporter quelque nouvel embellissement, quelque commo-

dité nouvelle. En effet, chaque amélioration introduite dans son installation l'excite à poursuivre une nouvelle amélioration, plus haute, plus raffinée : il devient plus exigeant, et comme il ne peut satisfaire cette exigence croissante que par son travail, il est de plus en plus porté vers l'effort intense.

Et comme l'aptitude à l'effort intense est un des traits essentiels qui différencie le particulariste du communautaire, cet homme évolue insensiblement vers la formation particulariste. Ainsi le mode d'installation au foyer marque bien la genèse de cette évolution.

Vous êtes vraisemblement préoccupé de savoir ce que deviendra cet homme, s'il est atteint par la maladie; ce que deviendra sa famille, s'il vient à mourir. Pour parer à ces deux éventualités, il contracte une assurance (vous connaissez le développement prodigieux de l'assurance en Angleterre et aux États-Unis); se sentant ainsi à l'abri des plus graves éventualités de la vie, il est plus libre de poursuivre l'amélioration de son installation domestique.

3° *Ce mode d'installation au foyer rend apte à devenir un gentleman.*

J'attire tout particulièrement l'attention du lecteur sur cette conséquence; c'est peut-être celle qui caractérise le mieux la formation particulariste et qui la distingue le plus visiblement de la formation communautaire. Elle n'a pas encore été mise en lumière, car elle ne peut s'expliquer que par ce que nous venons de dire sur l'installation du home anglo-saxon.

La formation communautaire crée essentiellement une hiérarchie sociale étroite : les rangs et les classes sont bien délimités; on ne passe pas facilement d'une classe inférieure à une classe supérieure : l'ouvrier s'élève difficilement à la situation de bourgeois, et lorsqu'il y arrive par la richesse, il reste un ouvrier par les manières, par les habitudes, par les goûts, par le genre de vie. Il ne se dégrossit pas facilement, il ne s'affine pas facilement. Ce phénomène s'explique par ce fait que son élévation sociale s'est opérée principalement par la puissance d'économie dont j'ai indiqué plus haut la cause. Or, l'économie est faite essentiellement de vie mesquine, étroite, de privations de tous genres; on économise sur l'habitation, on économise sur le vêtement, on économise sur le mobilier, on économise sur les récréations. Ceux qui s'élèvent le plus rapidement à la fortune sont ceux qui économisent le plus, c'est-à-dire qui vivent le plus comme des gueux. Et, quand on est parvenu à la fortune, on continue à vivre comme un gueux, car l'habitude est devenue un besoin, je dirai même une satisfaction.

J'ai pu observer en province un bon type du genre. Cet homme avait débuté, il y a une quarantaine d'années, comme marchand ambulant : il vendait des fouets et des articles de harnachement, qu'il transportait de village en village sur une voiture de colporteur. Quand il eut réalisé une somme suffisante, il acheta une petite usine de fonte malléable mue par la force hydraulique et se mit à fabriquer lui-

même des mors et les divers articles de boucletterie qui entrent dans le harnachement. Lorsque je l'ai connu, sur la fin de sa vie, il employait une quarantaine d'ouvriers et avait réussi, avec ses économies, à acheter un domaine rural d'une centaine d'hectares et trois ou quatre maisons situées dans des localités du voisinage. Il possédait, en outre, pour son usine, un fonds de roulement important. Il est mort, il y a peu de temps, ainsi que sa femme, sans laisser d'enfants. Sa fortune est évaluée à quatre ou cinq cent mille francs, qui ont été partagés entre des neveux et des nièces. Or, jusqu'à son dernier jour, cet homme a vécu comme un ouvrier (voilà un bel usage de la fortune) : il en avait conservé le langage, les manières, la tenue, et j'entends parler d'un ouvrier dont le langage est vulgaire, dont les manières sont communes et dont la tenue est négligée, pour ne rien dire de plus. Je l'ai vu bien souvent occupé à limer lui-même des articles de sa fabrication, tout comme un simple manœuvre. Cet homme était donc arrivé à la fortune sans avoir réussi à s'élever dans la hiérarchie sociale.

Pourquoi ne s'était-il pas élevé? Uniquement parce qu'il n'avait pas contracté, dès l'enfance, au foyer paternel, l'habitude de la tenue, le besoin d'une vie confortable et les manières qui en sont la conséquence.

Parmi les divers types qui constituent la société française, il en est un, l'Auvergnat, qui a une remarquable aptitude au commerce, et qui est doué d'une

aptitude non moins remarquable à l'économie. Je n'ai pas à expliquer ici la cause de cette aptitude : je me borne à la constater. Or l'Auvergnat, qui, à force d'économiser des « petits sous », arrive souvent à une certaine richesse, ne réussit presque jamais à s'élever au-dessus du petit commerce de détail, et encore moins à se dégrossir : il persiste dans ses habitudes de paysan auvergnat, qui ne se recommandent (j'en appelle à tous ceux qui ont visité l'Auvergne) ni par la tenue, ni par la propreté, ni par les manières. L'habitation d'un paysan auvergnat est tout ce qu'on peut imaginer de plus primitif et, disons le mot, de plus sale. Nous savons, M. de Rousiers et moi, les efforts que nous avons dû faire pour y prendre quelques repas et pour surmonter les répugnances bien légitimes de l'homme civilisé. Il nous a fallu toute la volonté que donne le désir d'observer de près les phénomènes sociaux.

C'est la formation native à un pareil foyer qui, en dépit de sa sobriété et de ses habitudes d'économie, paralyse les aptitudes commerciales de l'Auvergnat et l'empêche décidément de s'élever au point de vue de la situation sociale. Ce phénomène éclate nettement dans la monographie de l'*Auvergnat brocanteur à Paris* (1). « Les brocanteurs en boutique peuvent être classés en deux catégories : les Auvergnats et les Normands. Ils sont les uns et les autres sobres et enclins à l'épargne et s'isolent de l'ouvrier parisien

(1) *Ouvriers des Deux Mondes*, t. IV, p. 311, 312.

dont ils redoutent les habitudes de dissipation (je le crois bien!)... L'Auvergnat achète le vieux vêtement et surtout les chapeaux et les souliers hors d'usage, mais il s'y connaît moins que son concurrent et il est toujours porté à s'en défier, lorsqu'ils sont amenés l'un et l'autre dans une même maison pour y conclure un marché. *Plus fin et plus poli*, le Normand inspire, *par ses dehors,* plus de confiance. Il est *mieux vêtu, parle plus convenablement* et son habileté *le fait triompher de son compétiteur dans presque toutes les circonstances.* Aussi l'Auvergnat, malgré sa ténacité et sa persévérance, abandonne-t-il au Normand le brocantage lucratif des vieux habits, pour se rejeter sur le chiffon, la ferraille, les os, les peaux de lapin. »

On voit, par ce simple détail, comment la formation grossière imprimée par le foyer empêche l'Auvergnat de s'élever, même dans un commerce qui ne réclame cependant pas une éducation bien distinguée. Certainement un peu plus de confortable à ce foyer aurait constitué un bon placement.

C'est précisément ce bon placement que le *home* particulariste fait faire à la race anglo-saxonne.

Revenons à nos ouvriers des environs d'Édimbourg : ils ont été élevés et ils élèvent leurs enfants à un foyer, qui, quoique modeste, les initie déjà à une certaine tenue d'habitation, de costume, de langage, de manières : ils sont dégrossis. S'ils ne sont pas encore affinés, ils sont du moins susceptibles de le devenir. Que l'occasion de s'élever se présente, — et leur aptitude au travail la fera naître, — ils sau-

ront, par leur tenue, se mettre à la hauteur de cette situation nouvelle; ils ne portent pas en eux un obstacle à cette élévation.

En un mot, ce type de foyer, même dans la classe ouvrière, rend les individus aptes à devenir des gentlemen, c'est-à-dire à ne pas paraître déplacés dans les situations diverses et supérieures qu'ils pourront occuper plus tard.

Je suis presque tenté d'écrire, tant le phénomène m'apparaît nettement, tant les faits que j'ai dans le souvenir sont précis, concluants, et revêtent un caractère de généralité, je suis presque tenté d'écrire que la formation particulariste ne produit pas, comme la formation communautaire, de classe inférieure héréditaire. Et c'est précisément pour cela que les populations de cette formation sont aujourd'hui les plus avancées vers la solution de la question sociale, spécialement de la question ouvrière.

Je me borne à signaler trois constatations topiques de cette aptitude à s'élever :

La première est le petit nombre de domestiques que produit la race anglo-saxonne. En Angleterre et aux États-Unis, ces emplois inférieurs sont remplis généralement par des individus d'origine celtique, germanique, ou latine. Dans ce genre, l'Anglo-Saxon ne donne guère que le type de la gouvernante, qui est déjà un type supérieur et affiné, ou le type de la servante transitoire, c'est-à-dire de la fille d'ouvrier qui se met en service pour un temps seulement avec la pensée d'y apprendre, au milieu d'une classe plus

élevée, la tenue d'une maison avant de s'établir en ménage.

Le seconde constatation est le fait bien connu de ces milliers d'individus qui, sortis de la classe ouvrière, et ayant pratiqué eux-mêmes les métiers manuels, arrivent aux plus hautes situations sans y être déplacés, et y font figure de gentlemen. Ce fait a été signalé, dans *la Science sociale* à propos des chefs du parti ouvrier qui siègent au Parlement et qui sont eux-mêmes d'anciens ouvriers (1). On sait que M. Cleveland, actuellement président des États-Unis, a débuté comme garçon de courses dans une épicerie; il balayait la maison, cassait du bois, allumait les feux. Lord Glasgow, gouverneur de la Nouvelle-Zélande, a commencé, dès l'âge de treize ans, par être mousse sur un navire. L'illustre Franklin était également un ouvrier. Ce qui est surprenant, ce n'est pas que ces hommes se soient élevés de si bas si haut: mais qu'ils se soient élevés en si grand nombre et surtout que cette origine si modeste n'ait pas laissé en eux les traces indélébiles que nous constatons chez nous parmi les gens qui s'élèvent. Je dis que ce phénomène est extraordinaire et je défie qui que ce soit de l'expliquer autrement que par le mode d'installation du foyer anglo-saxon, du simple foyer ouvrier.

Voici enfin un troisième fait, qui, dans son genre, est bien caractéristique. On sait qu'en Angleterre

(1) Voir la *Science sociale*, d'octobre 1893, de décembre 1894, de juillet et de novembre 1895.

beaucoup de trains de chemins de fer n'ont pas de wagons de seconde classe, parce que le public a pris l'habitude de les délaisser. D'autre part, d'après une statistique que j'ai sous les yeux, le nombre des voyageurs de première classe est très inférieur, proportionnellement, à ce l'on constate sur le continent. Enfin, au moment où j'écris ces lignes, j'apprends qu'une des principales Compagnies de chemins de fer d'Angleterre a mis à l'étude la suppression des wagons de première classe sur tout son réseau, et que la commission nommée à cet effet a émis un avis favorable en se fondant sur le petit nombre de voyageurs qui se servent de cette classe. A ce propos, on citait le cas du duc de Cumberland, allié à la reine, qui voyage toujours en troisième classe.

On ne peut expliquer le fait par une raison d'économie, car les Anglais et les Américains ont l'habitude de vivre largement. Par contre, le Français, dont la fortune est plus modeste et qui est essentiellement économe, donne proportionnellement une plus forte moyenne de voyageurs de première classe. Il faut donc chercher une autre explication. La seule que j'aperçoive est la différence de tenue et de manières de la classe inférieure sur le continent et dans les pays anglo-saxons. Nous sommes choqués de voyager en compagnie de gens dont la mise est négligée et dont les manières sont communes, grossières même ; l'élévation plus accusée de la classe inférieure, dans les races de formation anglo-saxonne, rend ce contact moins choquant. Voici d'ailleurs une preuve bien

frappante de ce fait : les Compagnies françaises ont été amenées à établir, pour l'Angleterre, des voyages à billets mixtes, comportant la seconde classe pour la partie du trajet effectué en France et la troisième classe pour le trajet effectué en Angleterre.

Ajoutons enfin que les Anglais, bien qu'employant surtout la troisième classe, n'entendent pas pour cela renoncer à leurs habitudes de confortable : aussi les Compagnies, respectueuses du goût du public, ont-elles établi des troisièmes classes beaucoup plus confortables que nos secondes, et, sur certains réseaux, presque aussi luxueuses que nos premières. Elles sont, en outre, mieux tenues.

Nous pouvons conclure de ces faits qu'une installation confortable au foyer a pour conséquence de rendre les individus de condition modeste aptes à occuper des situations élevées sans y paraître déplacés par leurs manières et par leur tenue, ce qui tend, par conséquent, à supprimer la classe inférieure héréditaire, cette plaie des grandes sociétés à formation communautaire.

Mais cette constatation entraîne une conséquence pratique dont je dois dire un mot.

III

Le problème social ne consiste pas à assister les individus, pas plus que le problème vital ne consiste à se soutenir à force de drogues. L'assistance, pas

plus que les drogues ne sont un moyen naturel et normal de vivre. La sagesse consiste à arriver à se passer de ces procédés artificiels.

Il n'y a pas d'autre solution au problème social que de mettre les individus en état de se soutenir *par eux-mêmes* et de s'élever *par eux-mêmes*. Il en est du salut social, je l'ai dit, comme du salut éternel : c'est une affaire essentiellement personnelle; c'est à chacun à y pourvoir. Cette affirmation ne fait pas l'affaire des politiciens et autres gens qui vivent de l'infériorité de l'incapacité populaire et qui ont intérêt à maintenir les individus dans un état de minorité perpétuelle, afin de les mener. Mais la science n'a pas à tenir compte de préoccupations de cet ordre; elle les ignore et suit le chemin tracé par les faits.

Or, nous venons de constater que c'est d'abord par une meilleure installation au foyer que l'aptitude à s'élever se développe chez les races à formation communautaire, lorsqu'elles sont mises en contact avec les populations à formation particulariste.

Ce contact manque chez nous, mais il n'est pas impossible d'y suppléer par la connaissance exacte des faits. Ce que réalise inconsciemment, par le seul fait de l'exemple, l'élite des ouvriers écossais ou irlandais, en Angleterre, et l'élite des émigrants de la vieille Europe, aux États-Unis, nous pouvons le faire, à distance, consciemment, et en nous aidant de la connaissance scientifique.

C'est à la classe bourgeoise, à commencer à faire cette évolution par elle-même et pour elle-même.

Elle dépense actuellement beaucoup d'efforts et beaucoup d'argent pour vivre hors du foyer, pour y multiplier les relations mondaines et banales; elle a une aversion profonde pour la résidence rurale, parce que les relations et la vie extérieure y sont plus difficiles; dans son foyer, elle apporte ses soins à meubler luxueusement les appartements de réception et considère comme superflu d'installer confortablement les parties de l'habitation destinées à la vie de famille; elle rend son foyer aussi désagréable pour ses enfants que pour elle-même : elle ne leur consacre pas une salle spéciale, la *nursery*, où ils puissent se sentir bien chez eux, et faire de bonne heure l'apprentissage d'une certaine indépendance; les enfants sont les grandes victimes du foyer français.

En réalité, notre foyer est plutôt organisé pour les étrangers que pour nous.

Voilà ce qu'il faut changer : il faut s'orienter en sens inverse. Il faut se replier sur la vie privée, s'y établir comme dans une place forte et la rendre infiniment agréable; il y a, dans la vie privée, une puissance méconnue, mais formidable. Aucun relèvement social n'est possible pour ceux qui ne se rendent pas compte de ce phénomène.

Si notre classe bourgeoise peut faire cette évolution toute seule (à condition qu'elle le veuille, et c'est à chacun à se décider pour son compte), il n'en est pas de même de la classe ouvrière : celle-ci ne peut pas procéder en vertu de la connaissance scientifique; elle a d'ailleurs trop de chemin à faire, et,

n'étant point excitée par le contact, elle a besoin d'être aidée.

Ici, je m'adresse plus particulièrement à ceux qui sont si préoccupés d'œuvres d'assistance. Le plus souvent, ils assistent l'ouvrier et le patronnent à tort et à travers, et leurs efforts obtiennent en général de bien minces résultats, quand ils n'aboutissent pas à atrophier chez l'ouvrier l'aptitude à s'élever par lui-même. Toute assistance qui n'a pas pour objectif de se rendre inutile, c'est-à-dire de rendre les gens capables de s'assister eux-mêmes, peut devenir un fléau.

Le problème consiste donc à aider la classe ouvrière à s'élever par elle-même, en favorisant chez elle l'installation meilleure du foyer domestique et de la vie privée.

Je suis, en ce moment, avec un vif intérêt, une tentative de ce genre entreprise par un de mes amis. Il existe, dans le voisinage immédiat de sa propriété rurale, une petite usine qui occupe environ cinquante ouvriers. Une vingtaine de familles sont logées auprès de l'usine, dans des habitations qui leur sont louées 50 à 60 francs par an et qui ne valent pas davantage. Ce sont de véritables taudis. Les portes et les fenêtres ne ferment pas, ce qui en fait un séjour horrible en hiver, et c'est repoussant en toute saison par la saleté inexprimable qui y règne. Je ne parle pas du mobilier qui est tout ce qu'on peut imaginer de plus sommaire et dont l'état défie toute description. Pour comble de malheur, une partie de cette popu-

lation, comme il arrive trop souvent, est adonnée à la boisson.

Voilà la matière sur laquelle mon ami entreprend d'opérer, et on reconnaîtra que le problème se pose là dans toute son intensité. Cette circonstance rend d'ailleurs la tentative plus particulièrement intéressante.

Grâce à un voisinage immédiat et à l'isolement de la vie rurale, le contact entre mon ami et cette population s'est établi spontanément. Il s'est produit d'abord à l'occasion de médicaments ou de soins qu'on est venu lui demander pour des enfants ou pour des ouvriers malades. Sa femme a été ainsi amenée à pénétrer dans ces foyers, où elle a été accueillie avec reconnaissance. Elle est revenue émue de l'état misérable de ces intérieurs, et, plus particulièrement, du dénûment dans lequel on laissait les enfants, qui manquaient des soins les plus élémentaires, au point de vue de la propreté et de l'hygiène.

Sa première préoccupation a été de leur distribuer des vêtements, mais en y mettant comme condition expresse que ces vêtements seraient bien entretenus, que les enfants seraient propres et peignés tous les jours.

Le contact avec cette population s'est accentué un peu plus par l'organisation d'un goûter, auquel furent invités tous les enfants des ouvriers. Une mise convenable était de rigueur, et cette partie importante du programme fut assez bien réalisée. On marchait dans la voie du progrès.

J'ai dit ce qu'étaient les habitations, mais les abords ne laissaient pas moins à désirer. A la moindre pluie, le chemin creusé par les eaux était transformé en cloaque; en tout temps, il servait de dépotoir à cette population, et je vous assure qu'on y rencontrait de singuliers échantillons de la guenille humaine. En un mois de travail, le chemin fut refait, empierré, relevé, avec deux rigoles pour l'écoulement des eaux. A l'entrée, en face des habitations ouvrières, mon ami fit planter un petit massif d'arbres verts et de fleurs. Ce massif est placé là comme une leçon de choses; il indique, mieux que toutes les recommandations, que les abords des habitations doivent, eux aussi, être entretenus et soignés. Ces braves gens paraissent l'avoir compris, car plusieurs d'entre eux déclarèrent spontanément qu'ils étaient prêts à arroser le massif et à l'entretenir. C'était bien peu de chose, mais cela avait suffi à éveiller leur amour-propre et à le flatter. C'est là un grand point.

Il s'agit maintenant d'attaquer les repaires où gîtent ces malheureux et d'en faire des foyers honorables, disposés de manière à développer le sentiment de la dignité humaine et de la respectabilité, des foyers où l'on puisse se plaire et se sentir bien, qu'on ait la préoccupation d'orner et d'embellir. Je ne me dissimule pas que c'est la grosse difficulté.

Par suite d'une circonstance favorable, l'arrivée d'un nouveau Directeur à la tête de l'usine, les habitations ouvrières vont être, suivant la formule

d'usage, remises en « bon état de location ». Ce sera là une circonstance favorable pour tâcher de développer, chez ces braves gens, le désir d'améliorer l'installation de leur foyer; mon ami se promet de suivre avec intérêt cette évolution, d'y aider dans la mesure de son pouvoir et de noter avec soin les résultats obtenus. On ne saisit bien la marche des phénomènes qu'en les observant sur un théâtre restreint.

On pourrait croire que la principale difficulté de cette évolution viendra des faibles ressources dont disposent les familles ouvrières. Cette opinion n'est point confirmée par les faits. Parmi les familles de l'usine dont je parle, il en est une qui paraît encore plus misérable que les autres : son installation est la plus sordide, les enfants (il y en a six) sont les plus déguenillés, elle est toujours à court d'argent et réclame sans cesse des acomptes au directeur de l'usine; enfin, elle est criblée de dettes et une partie de son salaire est frappée d'opposition. La femme, ayant fait une journée de travail chez mon ami, dut lui demander, le soir même, les deux francs qu'on lui devait, car elle n'avait plus un sou chez elle. Parler à des gens qui sont dans cette situation de faire la moindre dépense pour améliorer leur installation domestique ressemble, à première vue, à une mauvaise plaisanterie. *Prius est vivere*, et, semble-t-il, ils ont assez de mal à y arriver.

Or voici, d'après le livre de paye du Directeur de l'usine, les salaires que touche mensuellement cette famille :

Le père	90	francs
La mère	60	—
Le fils aîné (19 ans)	70	—
La fille aînée (18 ans)	30	—
Total par mois	250	francs.

Ainsi cette famille, qui comprend huit personnes, dont quatre sont en état de travailler, vit misérablement, à la campagne, avec un salaire annuel de 3.000 francs! Elle ne paye cependant que 50 francs par an pour son loyer, qui comprend, outre l'habitation, un jardin où elle pourrait cultiver des légumes. Cette misère est d'autant plus extraordinaire que cette famille n'a jamais manqué de travail : il y a environ quinze ans qu'elle est employée dans cette usine, et si ses charges sont allées en augmentant, par suite de la naissance des enfants, ses salaires ont suivi une progression correspondante.

Pour expliquer sa situation, il faut admettre, — ce que je voudrais bien démontrer quelque jour, — que la question sociale n'est pas purement une question de salaire, comme on paraît souvent le dire, mais bien aussi une question de conduite. Si c'était une question de salaire seulement, elle serait résolue splendidement par cette famille, et il s'en faut de beaucoup.

C'est l'inconduite, c'est principalement l'habitude invétérée de l'ivrognerie, qui condamne ces gens-là à la misère. Et le fait est plus répandu qu'on ne le croit : il existe autant de fissures dans les budgets ouvriers que dans les budgets bourgeois.

Le bourgeois vit étroitement, afin de satisfaire à son goût pour les réceptions et pour les toilettes, ou afin d'économiser pour ses enfants. L'ouvrier vit misérablement, afin de satisfaire à une foule de dépenses inutiles, ridicules, ou condamnables.

A l'un et à l'autre, c'est moins l'argent qui fait défaut que la manière de s'en servir.

Le plus judicieux emploi de l'argent, — tout ceci tend à le démontrer, — est de se constituer d'abord un foyer agréable et confortable, dans la mesure où cela est possible ; et il se trouve que cette dépense est un placement avantageux.

Non seulement elle détourne d'une foule de dépenses beaucoup plus onéreuses, mais elle développe au plus haut degré la dignité, le sentiment de l'indépendance, l'habitude de l'effort, l'aptitude à s'élever.

Quand un homme possède ces qualités fondamentales, il a résolu pour son propre compte la question sociale et il devient maître de lui-même et indépendant des autres.

LIVRE III

LE FRANÇAIS ET L'ANGLO-SAXON DANS LA VIE PUBLIQUE

Le contraste, entre le type français et le type anglo-saxon, que nous venons de signaler, dans l'École et dans la Vie privée, s'accuse également dans la Vie publique. Les études qui suivent vont indiquer et expliquer ce contraste.

Je crois que nous aurons ainsi mis en relief les principales causes, qui, aux divers degrés de l'organisation sociale, donnent aujourd'hui à la race anglo-saxonne la supériorité pour triompher dans la lutte pour la vie, et que nous aurons, en même temps, montré la voie dans laquelle nous devons nous engager pour tenir tête à l'expansion si menaçante de cette race.

CHAPITRE I

LE PERSONNEL POLITIQUE EN FRANCE ET EN ANGLETERRE.

I

Extérieurement, toutes les assemblées législatives se ressemblent plus ou moins. Un spectateur qui contemplerait, du haut d'une tribune, le Reichstag allemand, la Chambre des Communes d'Angleterre, l'Assemblée italienne, ou la Chambre des députés de France, aurait une impression assez uniforme.

S'il se prononçait d'après cette impression du dehors, il conclurait que le gouvernement de ces pays est sensiblement le même; que tous pratiquent à peu près le même régime d'assemblées; que la principale différence est dans la proportion variable des divers partis.

C'est là, comme dirait Bastiat, « ce que l'on voit »; mais il y a aussi « ce que l'on ne voit pas », et c'est ce qu'il importe absolument de voir.

Ce que l'on ne voit pas, parce que cela n'a pas de manifestation optique, ce sont les catégories sociales

parmi lesquelles se recrute la représentation nationale : c'est la proportion dans laquelle sont représentées au Parlement les diverses professions.

Or c'est là un élément d'information capital. Il est bien évident, en effet, que l'homme reçoit, de la profession qu'il exerce, des idées, des aptitudes spéciales, une manière particulière de concevoir les choses. L'agriculteur, l'industriel, le commerçant, le médecin, l'avocat, le soldat, le fonctionnaire, ont une formation différente ; ils ne considèrent pas les choses sous le même angle ; ils ne représentent pas les mêmes intérêts. D'autre part, ces intérêts n'ont pas tous la même importance au point de vue du fonctionnement social ; en tous cas, ils ne jouent pas le même rôle ; ils peuvent jouer des rôles tout à fait différents et même contraires.

Il résulte de là que les éléments de la représentation nationale pourront varier dans de larges proportions, suivant l'état social d'un pays, suivant que telles professions ou telles autres seront plus en honneur, auront plus de prestige, ou plus de force.

Il résulte de là, en outre, que cette représentation nationale elle-même se comportera différemment, pensera, agira différemment, suivant que telles professions ou telles autres domineront dans son sein.

Nous allons nous en rendre compte en analysant les divers éléments qui composent notre Chambre des députés.

Ce n'est pas sans difficulté et sans un travail assez long que je suis parvenu à connaître ces éléments,

que personne jusqu'ici n'avait songé à grouper méthodiquement. J'ai dû étudier une à une les biographies de nos députés, en noter les traits essentiels, enfin établir un classement par professions.

Ce classement, le voici (1) :

PROFESSIONS.	GAUCHE.	DROITE.	TOTAL.	TOTAL GÉNÉRAL.	RÉSUMÉ.	
Propriétaires ruraux ...	8	17	22	72	Agriculture.....	72
Agriculteurs.....	13	37	50			
Industriels.....	27	14	41	41	Industrie.....	41
Commerçants...	14	3	17	22	Commerce.....	22
Banquiers.....	2	3	5			
Membres de l'Université.	12	»	12	12	Professions libérales.	270
Médecins.....	47	3	50	53		
Pharmaciens.....	3	»	3			
Ingénieurs civils	5	2	7	7		
Journalistes.....	54	5	59	59		
Professeurs de droit....	5	1	6	139		
Notaires.....	14	3	17			
Avoués.....	9	»	9			
Avocats	81	26	107			
Clergé.....	1	1	2	2	Clergé.....	2
Officiers de terre.....	1	2	3	6	Armée	6
— de mer.....	»	3	3			
Magistrats.....	12	11	23	95	Fonctionnaires.....	95
Administration.....	39	33	72			
Sans professions.....	22	21	43	43	Sans professions....	43

Ramenons ces chiffres à une représentation gra-

(1) Il a fallu renoncer à classer quarante-trois députés qui paraissent être sans profession bien caractérisée; de ce nombre sont six ouvriers qui devraient plutôt figurer comme journalistes. Enfin il m'a été impossible de me procurer aucun renseignement sur quelques députés, mais cette lacune peu importante ne modifie pas le classement général. La Chambre qui a été nommée depuis la publication de cette étude présente à peu près la même composition; les représentants des professions libérales y sont même en plus grand nombre : 286 membres, au lieu de 270.

phique, qui les traduira d'une manière plus immédiatement saisissable et qui mettra mieux en relief la proportion d'après laquelle chaque profession est représentée. Ce tableau, placé à la page suivante, est divisé du haut en bas par des lignes pointillées dont les chiffres indiquent le nombre des députés.

Ce qui frappe tout d'abord, quand on jette les yeux sur ce tableau, c'est son irrégularité, qui vient de la disproportion très grande dans laquelle se trouvent les différentes professions indiquées.

Ce qui frappe ensuite, c'est de voir que, si les professions usuelles : agriculture, industrie, commerce, sont peu représentées, au contraire les professions libérales et les fonctionnaires de l'État constituent la plus grande partie de la représentation nationale.

Cette double constatation frappera encore plus, si on essaie de réduire en tableau la représentation proportionnelle des diverses professions en Angleterre.

La figure tend alors à se rapprocher de la forme du second tableau qui indique la composition actuelle de la Chambre des Communes d'Angleterre (1).

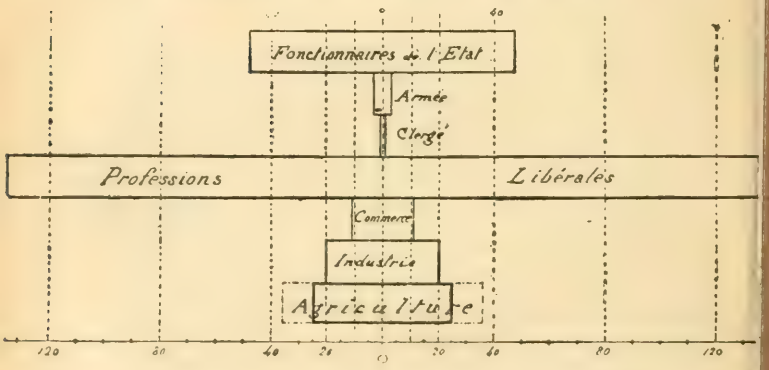
Le développement de la représentation agricole (2),

(1) J'ai dressé ce tableau d'après *The New house of Commons*, London, « Pall Mall Gazette Office ». J'ai complété ce document par des renseignements particuliers.

(2) Il faut lire, dans les *Notes sur l'Angleterre*, les pages remarquables dans lesquelles Taine explique comment il se fait que la majorité des Anglais trouvent dans les propriétaires fonciers leurs « représentants naturels » et les envoient au Parlement par le suffrage (V. p. 216-224).

en Angleterre, serait même beaucoup plus accusé que ne l'indique ce tableau, si nous avions tenu compte de la Chambre des Lords, qui est presque exclusivement composée de grands propriétaires agriculteurs. En France, au contraire, le Sénat a sensiblement la même composition que la Chambre.

COMPOSITION DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.



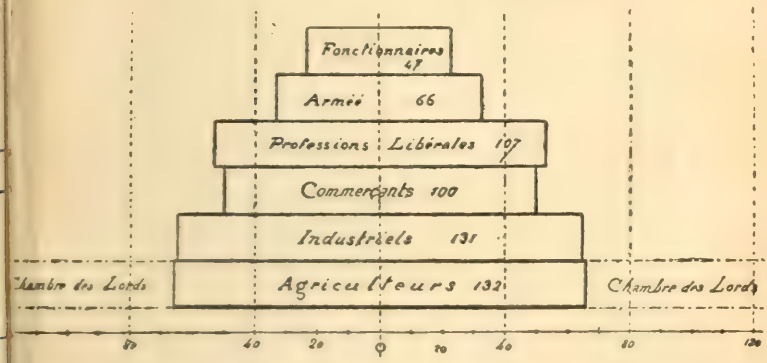
Maintenant que nous embrassons d'un regard l'ensemble des professions d'où est tirée notre Chambre des députés, reprenons une à une chaque profession.

II

J'ai placé l'agriculture, l'industrie et le commerce au bas du tableau, en quelque sorte à la base de cette pyramide, parce que ces trois professions usuelles représentent les travaux essentiels, ceux qui pro-

curent le pain quotidien, ceux auxquels les autres travaux ne peuvent que venir se superposer. Lorsque ces professions souffrent, tout le corps social souffre; lorsqu'elles dépérissent, tout le corps social dépérit, comme il arrive pour le corps humain s'il cesse de s'alimenter.

COMPOSITION DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.



Une société peut, à la rigueur, vivre sans avocats, sans journalistes, sans avoués, sans médecins, sans fonctionnaires, mais elle ne peut vivre sans les agriculteurs, qui lui donnent la matière première de son alimentation; sans les fabricants, qui façonnent les objets nécessaires à l'existence; sans les commerçants, qui distribuent le tout aux endroits où le besoin s'en fait sentir.

Or, que nous révèle notre tableau?

Il nous montre que ces trois professions essentielles

sont très peu représentées. C'est déjà là une constatation qui ne manque pas de gravité ; mais sa gravité va ressortir encore plus, si, poussant notre analyse plus avant, nous examinons séparément chacune de ces trois professions.

L'agriculture devait être placée tout à fait à la base : elle est encore plus essentielle à la nation que l'industrie et le commerce, non pas seulement parce qu'elle pourvoit directement à l'alimentation, mais parce qu'elle est, de toutes les professions, la plus stable.

Elle participe en quelque sorte à la stabilité du sol sur lequel elle s'exerce. Elle n'est pas, comme l'industrie et le commerce, susceptible de brusques et profondes transformations. Elle est stable jusqu'à la routine : aussi a-t-on coutume de dire que le paysan est *routinier*.

En tout cas, par cette stabilité même, l'agriculture constitue, pour une société, une base solide; elle établit un *substratum* de populations attachées fortement au sol national et aux traditions du pays. C'est dans son sein que se recrutent au plus haut degré les éléments d'ordre et de durée.

Or ce *substratum* est loin de figurer à la base de notre représentation nationale en proportion de son importance sociale. Les agriculteurs n'y comptent que 72 représentants, ce qui paraîtra bien peu si on compare ce chiffre aux 270 représentants des professions libérales.

Et cependant, ce chiffre déjà si faible doit être encore réduit.

En effet, j'ai dû classer parmi les agriculteurs les grands propriétaires fonciers n'exerçant aucune autre profession lucrative. Mais il s'en faut de beaucoup que tous s'occupent des choses de la culture, ou s'y intéressent autrement que pour en toucher les revenus, ou pour se plaindre très haut de la crise agricole.

Parmi ces députés, 22 au moins ne sont agriculteurs que de nom. Ils ont leur résidence à Paris; ils ne font à la campagne que de très courts séjours, et seraient très embarrassés si on les interrogeait sur l'exploitation rurale, les meilleures méthodes agricoles, le rendement à l'hectare, la valeur relative des engrais de ferme et des engrais chimiques, les procédés d'engraissement, etc.

J'ai donc dû, pour être précis, les distinguer au moyen d'un signe particulier. Leur proportion est indiquée dans le tableau par une ligne pointillée.

Il n'y a donc, en réalité, à la Chambre que 50 agriculteurs, et encore je suis loin de me porter garant des droits qu'ils peuvent avoir à ce titre. Il ne faudrait pas les examiner de trop près.

Il n'est pas naturel qu'une profession aussi importante par son intérêt social et par le nombre de ses membres ait à la Chambre une représentation aussi disproportionnée.

Pour expliquer un pareil résultat, si différent de ce que l'on constate à l'étranger, il faut une cause puissante qui ait agi pendant longtemps.

Cette cause est précisément la désertion de la culture par les grands propriétaires et leur abandon de la campagne pour la ville. Cet exode en masse, commencé, il y a deux siècles, par les grands propriétaires de la noblesse, qui venaient s'entasser dans les combles de Versailles pour s'y transformer en courtisans, a été continué depuis par la bourgeoisie rurale.

Il n'y a peut-être pas de pays où la culture soit aussi délaissée et déconsidérée qu'en France. Un père de famille ne se résout à faire de son fils un agriculteur que lorsqu'il le juge incapable d'entreprendre une autre carrière. Vivre sur ses terres est considéré comme le pire des exils; un Français aime encore mieux être fonctionnaire à Barcelonnette que de vivre sur son domaine rural. En 1871, la presse républicaine, qui voulait jeter le discrédit sur une partie de l'Assemblée nationale, crut que c'était assez de qualifier de « ruraux » les députés qu'elle combattait.

Cet éloignement pour les choses de la terre est un sentiment si bien admis chez nous, qu'un ancien curé de Paris, devenu évêque, disait un jour à un de mes amis, son diocésain : « Comment vous astreignez-vous à vivre à la campagne et à diriger vous-même votre exploitation rurale? Vous pourriez si bien, avec votre fortune, vivre à Paris! »

Quand de pareilles idées sont acceptées même par les hommes les plus graves, il n'est pas étonnant que l'agriculture soit non seulement peu représentée à la Chambre, mais qu'elle soit, de plus, mal représentée.

Les grands propriétaires ne doivent s'en prendre qu'à eux-mêmes de leur discrédit auprès du corps électoral, qui leur préfère, ainsi que nous aurons à le constater, des médecins, des notaires, des avoués, des avocats.

Je n'oublierai pas une scène à laquelle j'ai assisté chez Le Play. Au lendemain d'une élection générale, un grand propriétaire du Centre, candidat à la députation, vint le voir et annonça qu'il n'avait pas été élu. Cet échec lui paraissait d'autant plus dur que son grand-père, son père et lui-même avaient jusque-là constamment représenté le pays. Aussi récriminait-il amèrement. Il s'en prenait à l'ingratitude du corps électoral, à la perversion des idées, au progrès des doctrines révolutionnaires, etc. Le Play l'interrompit : « Mon cher comte, lui dit-il, où résidait votre grand-père? — Sur ses terres; il ne venait presque jamais à Paris. — Votre père? — Mon père, à la suite de son mariage, eut, à Paris, sa principale installation. — Et vous? — Moi, également. — Mais alors, reprit Le Play avec sa brusquerie un peu rude, les plaintes que vous élevez contre vos électeurs ne me paraissent pas justifiées. Considérez qu'ils sont restés fidèles à votre père et à vous-même jusqu'à ce jour, bien que vous ayez cessé de résider parmi eux, de vous occuper de leurs intérêts, de dépenser dans le pays l'argent que vous retiriez du pays. A la longue, ils se sont lassés; ils ont fait choix d'un homme que, du moins, ils voyaient tous les jours, auquel ils pouvaient s'adresser lorsqu'ils avaient besoin d'assistance

ou de conseil. Cet homme a pris votre place, parce que, depuis deux générations, vous l'avez désertée. »

Je ne me souviens pas d'avoir revu chez Le Play ce député évincé.

Son histoire est celle de beaucoup d'autres. Elle sera probablement, un jour, celle des grands propriétaires que les provinces de l'Ouest continuent à envoyer au Parlement. S'ils ne sont pas encore mis à l'écart, quoique la plupart aient déserté la campagne pour Paris, c'est que leurs pères avaient gardé plus longtemps que d'autres la tradition de la résidence rurale.

L'industrie et le commerce, qui sont, après l'agriculture, les deux éléments essentiels de la prospérité nationale, sont encore moins représentés au Parlement.

Nous n'y relevons que 41 industriels et 22 commerçants.

Pourquoi des hommes qui emploient un personnel considérable, qui tiennent dans leurs mains de si grands intérêts, sont-ils aussi peu représentés à la Chambre?

On ne peut pas les accuser, comme nos grands propriétaires ruraux, d'avoir déserté leur profession. L'industrie et le commerce exigent, encore plus que la culture, la présence assidue, quotidienne du maître. Si on s'éloigne, si seulement on se relâche un peu, on est rapidement distancé par les concurrents, on aboutit à la ruine.

Mais c'est précisément cette nécessité même d'une présence constante à ses affaires, qui est incompatible avec le régime de nos assemblées.

Dans un pays centralisé comme le nôtre, où tous les intérêts, même les plus minimes, sont gérés par le pouvoir central, et sont débattus par la représentation nationale, les sessions se prolongent pendant la plus grande partie de l'année. Leur durée est encore augmentée par le caractère même des séances, qui, pour des causes que nous verrons plus loin, sont à chaque instant coupées d'interruptions, de digressions oiseuses, de personnalités, d'espièglerie, de gamineries. Tout cela prend un temps considérable et exige que l'Assemblée siège presque en permanence.

Comment voulez-vous que des industriels et des commerçants puissent abandonner à ce point leurs intérêts essentiels? Ils n'hésitent pas et restent à l'écart des candidatures électorales.

Ils sont d'autant plus portés à prendre ce parti que la situation de candidat n'a rien qui soit précisément agréable pour des gens sérieux, habitués à traiter sérieusement des affaires importantes. Il faut s'exposer aux attaques violentes et de mauvaise foi, aux injures et aux calomnies de la presse adverse. Il faut, en outre, figurer dans des réunions publiques qui ne brillent ni par le calme ni par le bon sens. Pour tenir tête à de pareils auditoires, il faut avoir l'habitude de la parole, il faut savoir flatter, prodiguer les promesses même les moins réalisables, se

livrer à des déclamations parfois violentes, presque toujours sonores et creuses.

C'est là un rôle auquel prépare mal la gestion des grands intérêts industriels et commerciaux : elle n'en donne ni l'aptitude ni le goût.

Les industriels et les négociants qui affrontent le scrutin sont donc généralement ou des hommes qui ont déjà mis leurs gains en sûreté et qui, par cela même, sont plus ou moins en dehors du mouvement industriel et commercial, ou des hommes qui, ayant mal réussi dans leurs entreprises, n'ont pas grand' chose à perdre en les abandonnant.

Et voilà comment les trois professions essentielles et véritablement nationales : l'agriculture, l'industrie et le commerce, ne sont pour ainsi dire pas représentées et sont en partie mal représentées à la Chambre.

Mais alors par qui donc sommes-nous représentés

III

Veuillez jeter les yeux sur le tableau reproduit plus haut.

Immédiatement au-dessus des trois professions usuelles, vous constatez un gigantesque renflement. Le dessin s'élargit brusquement et s'étend démesurément.

En effet, les professions libérales occupent à elles seules la moitié environ de la représentation nationale. Elles comptent 270 membres, c'est-à-dire

deux fois plus que l'agriculture, l'industrie et le commerce *réunis*. Dans ce groupe dominent les médecins, les journalistes, les notaires et surtout les avocats.

Pénétrons dans cette masse et essayons d'en analyser les éléments.

Les médecins et les pharmaciens sont au nombre de 53. Donc, à eux seuls, ils sont presque autant que les agriculteurs et beaucoup plus que les industriels et les commerçants.

Serait-ce que la profession de médecin développe des aptitudes particulières pour soigner le corps social? Avec la meilleure volonté du monde, on n'aperçoit guère de rapport entre la thérapeutique médicale et la thérapeutique sociale.

On ne voit pas non plus que la prospérité sociale soit en rapport direct avec le nombre des médecins, comme elle est en rapport direct avec le nombre et la valeur des agriculteurs, des industriels et des commerçants.

Mais du moins les médecins subissent-ils plus directement que les trois professions usuelles le contrecoup des désordres politiques et des révolutions sociales? S'il en était ainsi, on pourrait les croire plus portés à conjurer le péril public.

Mais tout au contraire. Tandis que les professions usuelles sont entravées et parfois arrêtées par les crises politiques, la profession médicale n'en est nullement atteinte. Elle dépend des misères physi-

ques de la nature humaine et non du bon ordre social.

Ce grand nombre de médecins au Parlement est d'autant plus étonnant que l'exercice de la médecine exige une grande assiduité. On ne peut s'absenter sans s'exposer à perdre sa clientèle, car les malades n'attendent pas.

Aussi les médecins-députés sont-ils le plus souvent des médecins sans clients. Ceux qui ont une nombreuse clientèle ont trop d'intérêt à la conserver pour briguer les suffrages de leurs concitoyens; ils ne risquent pas une situation sûre et lucrative contre une situation incertaine et toujours précaire. Ces députés ne sont donc pas l'élite de leur profession Et, à ce point de vue encore, ils ne constituent pas un sérieux élément de force pour la représentation nationale.

Mais alors pourquoi sont-ils élus en si grand nombre?

Pour s'expliquer ce fait, il faut d'abord en constater deux autres :

D'abord la plupart de ces médecins siègent à gauche. Il est remarquable, en effet, que, sur 53 médecins et pharmaciens, 50 siègent à la gauche et 3 seulement à la droite.

Les tendances du métier ne suffisent pas à expliquer une pareille disproportion. Si on observe le corps médical dans son entier, on n'y constate pas cette prédominance presque exclusive de l'élément démocratique. Par situation, et pour ne pas restrein-

dre leur clientèle, les médecins sont plutôt portés à faire peu de politique.

Vous me direz peut-être que cette considération n'a pas de prise sur les médecins-députés, qui ne sont pas l'élite de leur corps et qui ont généralement peu de clientèle. Je le veux bien. Vous me direz peut-être encore qu'ils sont aigris par leur infériorité, qu'ils s'en prennent à la société, et qu'ils se jettent dans la politique avancée. Je ne vois pas pourquoi, dans ce cas, ils ne se jetteraient pas aussi bien dans l'opposition de droite, qui n'est pas moins que celle de gauche en guerre avec l'état social actuel. Ils auraient même ainsi la ressource d'accuser le gouvernement de leur échec professionnel. D'ailleurs, la preuve que cette raison ne prouve rien, c'est que la proportion des avocats sans clients paraît à peu près aussi forte à droite qu'à gauche, étant donné le chiffre respectif des partis dans la Chambre.

Quelle est donc l'explication?

C'est ici qu'il nous faut constater le second fait.

Ces médecins sont en majeure partie nommés dans des centres ruraux.

Vous vous demandez ce que cela peut bien faire. Vous allez le voir.

Nous avons constaté que les grands propriétaires résidant à la campagne sont relativement peu nombreux en France et qu'ils sont en même temps très peu nombreux à la Chambre. Les populations, ne les voyant plus, ne les connaissent plus et se désaffectionnent d'eux justement. Elles trouvent qu'ils n'ont

pas un titre suffisant à être élus par le seul fait qu'ils exportent l'argent du pays pour le dépenser dans les villes.

Or ces grands propriétaires ruraux sont essentiellement conservateurs : les chiffres en témoignent. En effet, sur 72 députés agriculteurs, 54 siègent à droite et 21 seulement à gauche. Retenez bien cette proportion.

Quand ces propriétaires abandonnent la campagne, ils perdent leur influence; et ils la perdent tout naturellement à l'avantage de leurs adversaires politiques, hommes de la gauche, qui se trouvent élus à leur place.

Or, ces adversaires, quels sont-ils?

En d'autres termes, quels sont les gens qui, dans les centres ruraux, sont en position de se substituer aux grands propriétaires défaillants? En voyez-vous d'autres que les médecins, les notaires et les avoués?

Ces trois catégories de gens disposent, en effet, d'une influence naturelle et étendue; ils voient beaucoup de monde, pénètrent dans le secret des familles, rendent des services, soit qu'ils donnent des consultations gratuites, soit qu'ils prêtent de l'argent. En outre, ils représentent, à défaut des grands propriétaires, l'élite intellectuelle des campagnes. Les suffrages se reportent donc logiquement sur eux.

Cette explication est tellement vraie et seule vraie, que, si vous consultez la façon dont se distribuent les professions à droite et à gauche de la Chambre, vous constatez que les notaires et avoués abondent

du même côté que les médecins. Sur 17 notaires, 14 siègent à gauche et 3 seulement à droite ; et sur 9 avoués, 9 sont à gauche !

Il est donc bien vrai que les gens de ces professions n'ont pénétré dans le Parlement que par la désertion des grands propriétaires. Dans les campagnes où les propriétaires ont su conserver leur action et leur influence, les médecins, les notaires et les avoués continuent à donner leurs soins aux malades, à la veuve et à l'orphelin. Tout le monde s'en trouve mieux.

Je ne m'arrêterai pas aux ingénieurs civils. Ils ne sont que 7 à la Chambre. C'est un chiffre restreint, qui s'explique par ce fait que leur profession ne leur donne pas, comme les précédentes, un moyen naturel de capter l'opinion publique.

Mais, en revanche, les journalistes sont nombreux. J'en compte 59, presque autant que d'agriculteurs, beaucoup plus que d'industriels et de commerçants.

Je ne crois cependant pas qu'on puisse soutenir que les journalistes soient presque aussi essentiels au pays que les agriculteurs et plus essentiels que les industriels et les commerçants ensemble.

De plus, les journalistes ne semblent pas aussi directement intéressés à la bonne marche des affaires, à la pacification des esprits, à l'ordre public, en un mot, que les agriculteurs, les industriels et les commerçants.

Le journal vit surtout d'incidents. Aux époques de trouble, son tirage augmente : aussi imprime-t-il en

gros caractères les nouvelles les plus capables de compromettre la tranquillité publique; au contraire, son tirage baisse, si le calme renaît. Mais il a alors une ressource, à laquelle il ne se fait pas faute de recourir : il soulève des incidents; il grossit démesurément les plus minces; il réveille, il excite l'agitation des esprits, dont il a besoin. Voyez comme le nombre des journaux augmente aux époques troublées. A moins d'être aveugle, on doit convenir que ce qui fait la prospérité de l'agriculture, de l'industrie et du commerce est la mort du journal.

Mais on dira peut-être que les journalistes sont préparés par leur profession à discuter les questions politiques, puisqu'ils les traitent tous les jours.

Si l'on veut dire qu'ils sont prêts à parler sur toutes les questions, j'en tombe d'accord. Mais ils sont prêts à en parler comme on en parle dans un journal.

Un journaliste est obligé, par situation, de penser vite, de juger vite, d'écrire vite. Sa pensée est à peine formée qu'elle est imprimée, jamais il n'a le loisir de la mûrir. Les journalistes les plus éminents le savent et en gémissent; les autres ne s'en doutent pas et ils ont une haute opinion d'eux-mêmes : ils disent, sans rire, qu'ils exercent un « sacerdoce » !

De plus, le journaliste, pour se faire entendre, pour forcer l'attention du public, est obligé d'enfler la voix; c'est une nécessité de métier; c'est une nécessité d'existence, il exagère aussi naturellement que vous mangez ou que vous dormez. S'il dit d'un

homme qu'il est un coquin, cela veut dire tout simplement qu'il diffère d'opinion avec lui. Cela ne tire pas à conséquence. L'acoustique du journal veut cela : il faut crier pour se faire entendre, comme il arrive dans les foires où le seul moyen d'attirer le public est de faire beaucoup de bruit à la porte. C'est la parade.

Vous semble-t-il que ce soient là les qualités que doive désirer un pays chez ses hommes politiques? Pour discuter les grands intérêts nationaux, pour gouverner, il faut surtout la sagesse, la réflexion, la maturité du jugement, la tolérance, le bon sens, la connaissance pratique des affaires. Toutes choses que certains journalistes possèdent assurément, mais qui, jusqu'ici, ne paraissent pas être en France les qualités dominantes de la corporation.

Aussi faut-il bien constater que les députés journalistes n'ont pas contribué à faire régner dans les Chambres le calme et la sagesse des délibérations.

S'ils sont en si grand nombre au Palais-Bourbon, c'est uniquement parce qu'ils disposent de la puissance de la presse, qui est le grand véhicule électoral.

Mais ils y sont, au point de vue des partis politiques, dans des proportions très différentes. En effet, sur 59 journalistes, 54 siègent à la gauche et 5 seulement à la droite. D'où vient cette différence?

Elle vient de ce que la gauche s'appuie surtout sur les ouvriers et la droite surtout sur les paysans. Or les ouvriers lisent les journaux beaucoup plus que les paysans. Par là, les journalistes républicains

sont plus directement en contact avec la masse des électeurs des villes que les journalistes réactionnaires avec la masse des électeurs des campagnes.

Si les paysans se mettaient à lire, nous aurions sans doute deux fois plus de journalistes à la Chambre.

Tandis que l'invasion des médecins, des notaires et des avoués est due à l'absentéisme des grands propriétaires ruraux, qui a privé les paysans de leurs patrons naturels, l'invasion des journalistes est le fait et la faute des industriels, qui, cessant d'exercer tout patronage vis-à-vis de leurs ouvriers, les ont livrés sans défense à toutes les séductions de la Presse.

Dans les deux cas, ce sont les patrons qui sont responsables du résultat.

IV

Mais parmi les députés appartenant aux professions libérales, la classe la plus nombreuse de beaucoup est celle des légistes : elle comprend 139 membres, et je n'y compte pas les magistrats et les hommes appartenant aux administrations publiques. Quelque affinité qu'ils aient avec les légistes, ils méritent de faire une classe à part : la classe des fonctionnaires.

Parmi les légistes, je ne mentionne que pour mémoire les 6 professeurs de droit, et les notaires et avoués, dont j'ai dit un mot plus haut. J'arrive immédiatement au gros chiffre, à celui des avocats : ils

sont 107. Et je ne parle que de ceux qui sont inscrits au barreau et qui exercent, car le nombre des licenciés en droit s'élève peut-être à plus de 300.

Il n'existe pas actuellement et il n'a jamais existé dans le passé une société qui ait produit une quantité de gens de loi comparable, même de très loin, à ce que produit la société française au dix-neuvième siècle. C'est un envahissement, c'est une inondation.

Ils sont les maîtres réels de la représentation nationale et de la France. Aucune profession n'a mis aussi complètement la main sur notre mécanisme parlementaire.

Comment ne seraient-ils pas nombreux?

Le barreau est une des professions que l'on peut le plus facilement quitter et reprendre ensuite. En la quittant, on ne laisse en souffrance aucun capital industriel : toute l'installation de l'avocat se réduit à son cabinet, qui, le plus souvent, est compris dans l'appartement qu'il occupe. La députation est même un moyen de réclame ; elle met en lumière le talent de parole. Il y a une tribune au Palais-Bourbon, et elle est plus élevée que la barre du tribunal : on y parle de plus haut et on se fait entendre plus loin. Donc, la fonction de député est avantageuse pour l'avocat : elle peut lui donner des clients s'il n'en a pas (le cas se présente), ou tout au moins en augmenter le nombre s'il en a déjà.

La nécessité de prendre la parole dans les réunions électorales et à la Chambre, nécessité qui peut arrêter tant d'agriculteurs, d'industriels et de com-

merçants, n'est pour l'avocat qu'un nouvel attrait. Parler est son affaire. Il a donc, de ce fait, sur ses concurrents un avantage inappréciable.

Mais si le barreau est très propre à faciliter l'accès de la Chambre, prépare-t-il aussi bien à la gestion des intérêts du pays?

Remarquons d'abord que cette profession n'est pas éprouvée par le mauvais état des affaires publiques, comme il arrive à l'agriculture, à l'industrie et au commerce. Elle semble, au contraire, en tirer profit. En effet, elle vit de procès, et l'on sait qu'ils se multiplient lorsque les affaires périclitent; les procès politiques naissent aux époques de trouble, et les contestations domestiques augmentent avec la désorganisation de la famille.

Les avocats ne sont donc pas avertis de la mauvaise direction politique par le mauvais état de leurs affaires professionnelles; au contraire.

Mais on dira peut-être qu'ils ont l'habitude de discuter les lois et que, par conséquent, ils sont très aptes à en faire.

Il est vrai qu'ils connaissent, par profession, la longue série de nos lois et les nombreux systèmes auxquels leur interprétation a pu donner lieu. A ce titre, ils apportent à la représentation nationale un élément utile. Mais, malheureusement, ils sont portés à faire prédominer le point de vue purement théorique, auquel ils sont placés, sur les intérêts positifs qu'ils ne manient pas directement.

Vivant constamment au milieu des textes de loi,

ils sont enclins à attribuer à ces textes une efficacité souveraine qui n'existe pas; ils croient volontiers que les sociétés humaines se conduisent à coup de lois et ils amoindrissent ainsi l'importance des forces spontanées de la vie privée et des arts usuels. C'est cette tendance professionnelle qui, dans le passé, a fait des légistes les plus actifs instruments de l'absolutisme royal contre les droits, les libertés des particuliers et des localités. Ce sont eux, qui, dans ce siècle, à droite comme à gauche, ont été les agents les plus infatigables de la centralisation politique. Ils ont fait pénétrer partout la lourde main de l'État, sauf à protester lorsque cette main était au service de leurs adversaires politiques. Ce sont eux qui sont surtout responsables du développement inouï de la bureaucratie française qui ruine nos finances et stérilise toutes les initiatives.

Ils ont, en outre, une large part de responsabilité dans le discrédit du régime parlementaire. Habitués à l'improvisation, ils sont portés à prolonger les discussions brillantes et stériles, plutôt que les délibérations utiles et pratiques qui réclament des connaissances spéciales. On entend le cri de l'opinion publique réclamer une Chambre d'affaires, un cabinet d'affaires.

Un cabinet d'affaires! je constate que les avocats occupent la principale place dans la composition des ministères.

C'est, en effet, le malheur de notre régime législatif d'exiger de la part des ministres plus d'habitude

de la parole que des affaires, plus d'aptitudes brillantes que de qualités solides.

Pour prendre la parole, il faut monter à la tribune ; on ne parle pas de sa place à la Chambre des députés comme à la Chambre des Communes. Il faut donc prononcer un discours avec exorde et péroraison. Cette formalité fait perdre un temps précieux en phrases inutiles et en déclarations d'apparat. De plus, elle écarte des délibérations tous les députés qui n'ont pas l'habitude de la parole publique ; ce sont souvent les plus capables, ceux qui connaissent le mieux les affaires. On le voit bien dans les commissions, où ils reprennent l'ascendant et l'influence qu'ils devraient avoir dans les séances publiques. C'est un fait connu que les députés qui travaillent le plus sont ceux qui parlent le moins à la tribune. Or notre mécanisme de mise en scène les rejette dans l'obscurité pour mettre en lumière les beaux parleurs.

En somme, les avocats pourraient apporter un utile concours à la représentation nationale par leurs connaissances spéciales. Malheureusement leur nombre, tout à fait en disproportion avec leur importance sociale, les rend maîtres de la Chambre et imprime à celle-ci une direction funeste.

Si les avocats envahissent le Parlement, on n'en peut dire autant du clergé et de l'armée.

Le clergé des diverses confessions n'est représenté que par deux membres. Ce nombre infime tient soit à la difficulté pour des ministres du culte d'affronter

les luttes électorales soit à la crainte de la domination ecclésiastique.

Si l'armée ne compte que six représentants, c'est que la loi interdit l'entrée de la Chambre à tous les officiers en activité de service. On ne peut donc rien conclure de ce petit nombre.

V

Au sommet du tableau, se trouvent les fonctionnaires de l'État.

Après les professions libérales, les fonctionnaires ont la représentation la plus nombreuse (1). Je relève, en effet, 23 magistrats et 72 employés de l'administration, soit en tout 95 fonctionnaires, chiffre *bien supérieur* à celui des agriculteurs et à celui des industriels et des commerçants *réunis*.

La plupart des députés de cette catégorie sont des légistes, mais des légistes renforcés, qui vénèrent par profession l'action de l'État et sont rompus à toutes les pratiques capables d'en assurer le triomphe.

Par situation, les fonctionnaires sont-ils donc des représentants bien choisis pour l'avantage du pays? Méritent-ils d'occuper un si grand nombre de sièges à la Chambre? Sont-ils bons juges de l'intérêt public?

(1) Il est bien entendu que je classe comme fonctionnaires ceux qui exerçaient cette profession avant leur élection, car ces fonctions sont incompatibles avec celles de députés.

Quel est donc l'intérêt public?

L'intérêt public est d'abord que le gouvernement soit à bon marché.

Au contraire, l'intérêt des fonctionnaires est que le gouvernement soit aussi cher que possible. Plus le budget augmente, plus il y a de places à la disposition de l'État, et par conséquent plus il y a de fonctions à occuper.

Chaque année, au moment de la discussion du budget, et en face du déficit croissant, on aperçoit quelques velléités d'économies. Mais à mesure que l'on passe à la discussion des articles et que les chapitres du budget se déroulent, le sentiment de la Chambre se modifie. Les 95 fonctionnaires pour lesquels le budget est la poule aux œufs d'or sont soulevés d'un même mouvement irrésistible. Ils défendent le patrimoine dont ils ont vécu et sur lequel il faut qu'ils retombent s'ils cessent d'être députés.

Et dans ce mouvement de résistance, ils sont naturellement soutenus par leurs confrères de la Chambre qui appartiennent aux professions libérales, et qui espèrent, eux aussi, si les appointements de députés leur manquent, se creuser une petite retraite dans le budget, comme le rat de la fable dans son fromage de Hollande.

Et comme, au Parlement, les professions qui alimentent le budget sont moins représentées que celles qui en vivent, le budget finit par être voté et les économies sont renvoyées aux calendes grecques.

Mais comme il ne suffit pas de voter les dépenses

pour avoir de l'argent, on a recours, en dépit de toutes les promesses électorales, à de nouveaux emprunts et à de nouveaux impôts. Ainsi le déficit s'accuse d'année en année.

Le second intérêt du public est que les services de l'État soient peu compliqués, que les rouages n'en soient pas indéfiniment multipliés, afin qu'on puisse s'y reconnaître et qu'on soit bien et rapidement servi.

Eh bien, les fonctionnaires ont intérêt à maintenir cette complication des services et, en fait, ils la maintiennent victorieusement contre toutes les tentatives de réforme et contre toutes les protestations de l'opinion.

Ils y ont intérêt parce que cette complication a le triple avantage de les rendre nécessaires, d'augmenter leurs attributions et d'empêcher tout contrôle. Ils sont ainsi à la fois tout-puissants et irresponsables.

Le public a enfin intérêt à ce que les services de l'État n'envahissent pas le domaine de la vie privée et de la vie locale, à ce qu'ils n'entravent pas le libre jeu des initiatives individuelles, à ce qu'on ne les trouve pas devant soi comme un mur d'airain toutes les fois qu'on veut faire un mouvement, toutes les fois qu'on veut gérer soi-même l'affaire la plus mince ou le bien le plus sacré.

Si tel est l'intérêt du public, tel n'est pas celui des fonctionnaires.

Leur intérêt est de tout envahir : le département, l'arrondissement, la commune, la famille. A mesure

qu'ils envahissent, ils augmentent le nombre des fonctions; à mesure qu'ils augmentent le nombre des fonctions, ils augmentent le nombre des fonctionnaires.

Cet état de choses est d'autant plus grave qu'il est général, qu'il sévit sans distinction de parti : sur les 95 fonctionnaires de la Chambre, il y en a 51 à gauche et 44 à droite. L'amour du budget est le sentiment qui nous divise le moins.

Mais on dira peut-être, pour justifier le nombre extraordinaire des fonctionnaires à la Chambre, que précisément parce qu'ils tiennent entre leurs mains la direction complète du pays, ils ont dû acquérir l'habitude des affaires publiques et qu'à ce titre ils sont des représentants éminents.

La vérité est que le fonctionnarisme forme les hommes publics les plus détestables.

Ce régime, en effet, étouffe dans l'homme l'initiative, l'indépendance, la responsabilité, toutes qualités qui sont essentielles pour former un homme de gouvernement.

S'ils appartiennent au parti qui détient le pouvoir, ils sont les hommes liges du gouvernement; leur indépendance est aliénée par le désir de conserver ou de retrouver une situation.

S'ils se trouvent dans l'opposition, ils sont des adversaires systématiques, des démolisseurs à tout prix du régime établi; ils sont révolutionnaires par situation.

Mettez-vous à leur place : il s'agit pour eux de

vivre ou de ne pas vivre. Le fonctionnarisme ne les a pas préparés à se faire une situation par eux-mêmes; ils ne voient donc d'existence assurée que sur le lit commode des fonctions publiques. Comment n'auraient-ils pas une idée fixe : détruire Carthage, c'est-à-dire détruire le gouvernement de leurs adversaires.

Il importe donc que les fonctionnaires soient solidement encadrés et maintenus par une forte majorité, représentant véritablement les grands intérêts du pays.

VI

Cette majorité doit se recruter essentiellement parmi les professions que nous avons placées à la base de notre tableau : l'agriculture, l'industrie et le commerce.

Or nous avons vu que ces professions essentielles sont peu représentées et mal représentées.

Voilà bien le grand vice de notre régime gouvernemental.

Nos Chambres sont déséquilibrées.

Elles sont instables parce que les professions libérales et les fonctionnaires de l'État en constituent la très grande majorité; ils sont 365 contre 135 représentants des professions usuelles.

Le tableau que nous avons reproduit plus haut donne assez l'impression de ces immenses pierres branlantes qui reposent sur une base étroite, et qui,

au moindre choc, oscillent en tous sens. Mais ces pierres antiques sont stables, elles du moins, en dépit de leurs oscillations; elles restent debout au milieu des générations qui passent. Il n'en est malheureusement pas de même de notre représentation nationale : elle oscille à tous les vents de l'opinion, et elle tombe du côté où elle penche, tantôt à droite tantôt à gauche, écrasant dans sa chute les trois grands intérêts qu'elle domine, qu'elle annihile, et qui sont cependant les grands intérêts publics.

Quelle différence avec le tableau que présente la Chambre des Communes d'Angleterre.

Il n'évoque plus l'image d'une pierre branlante, mais de ces pyramides des Pharaons à la base large et puissante. Là, les lois de l'équilibre sont respectées. Chaque élément social est à sa place et il a exactement les proportions qu'il doit avoir en vertu de l'intérêt public.

Ainsi maintenues dans des justes limites, les professions libérales cessent d'être un danger public; elles deviennent, au contraire, ce qu'elles doivent rester, un ornement social, un précieux élément d'élévation intellectuelle et morale, un contre-poids nécessaire aux préoccupations que pourrait développer la pratique trop exclusive des professions usuelles.

Le mal est que nous n'avons plus de *représentants naturels.*

Qu'est-ce donc qu'un représentant naturel? Relisez attentivement cette belle page de Taine :

« Nous admirons la stabilité du gouvernement

anglais, c'est qu'il est l'extrémité et l'épanouissement naturel d'une infinité de fibres vivantes accrochées au sol, sur toute la surface du pays. — Supposez une émeute comme celle de lord Gordon, mais mieux conduite et fortifiée par des proclamations socialistes; ajoutez-y, par impossible, une conspiration des poudres, la totale et soudaine destruction des deux Chambres et de la famille royale. Il n'y a que la cime du gouvernement qui soit emportée, le reste demeure intact. Dans chaque commune, dans chaque comté, il y a des familles autour desquelles les autres viennent se grouper, des hommes importants, gentlemen et noblemen, qui prennent la direction et l'initiative, en qui l'on a confiance, que l'on suit, désignés d'avance par leur rang, leur fortune, leurs services, leur éducation et leur influence, capitaines et généraux qui rallient les soldats épars, et tout de suite refont l'armée, à l'inverse de la France, où le bourgeois et l'ouvrier, le noble et le paysan sont en défiance et en désacord, où la blouse et l'habit se coudoient avec rancune et crainte, où les seuls chefs sont des fonctionnaires étrangers, amovibles, provisoires, auxquels on accorde l'obéissance extérieure, mais non la déférence intime, et qu'on subit sans les adopter. Ainsi leur gouvernement est stable parce qu'ils ont des représentants naturels (1). »

(1) *Notes sur l'Angleterre*, p. 217, 218. « La ville n'est pas, en Angleterre comme chez nous, le séjour préféré; sauf les grandes cités manufacturières, les villes de province, York, par exemple, ne sont guère habitées que par des boutiquiers; *l'élite*

Heureuses les nations qui, appuyées sur leurs représentants naturels, trouvent la juste mesure qu'il faut accorder à la représentation des différents éléments sociaux!

et la tête de la nation sont ailleurs, dans les campagnes. Londres elle-même n'est plus qu'un grand rendez-vous d'affaires.
Taine, *Notes sur l'Angleterre*, p. 190

CHAPITRE II

POURQUOI LES ANGLO-SAXONS SONT PLUS RÉFRACTAIRES AU SOCIALISME QUE LES ALLEMANDS ET QUE LES FRANÇAIS.

I

Comme les plantes, les phénomènes sociaux ont leur aire géographique : ils ne se manifestent pas, ne se développent pas indifféremment dans telle région ou dans telle autre ; ils subissent, eux aussi, l'influence du milieu.

Le Socialisme n'a pas échappé à cette loi ; il importe de s'en rendre compte tout d'abord, si l'on veut s'expliquer sa nature et son évolution.

Le Socialisme est essentiellement un produit d'origine et de fabrication allemande : c'est en Allemagne qu'il a son centre de formation ; c'est de l'Allemagne qu'il se répand ensuite dans le reste du monde.

Que l'Allemagne soit un foyer de Socialisme, c'est ce que les socialistes et tous les écrivains qui ont traité du Socialisme reconnaissent unanimement. « Chose remarquable, constate le député allemand

Bamberger, les idées socialistes n'ont trouvé *nulle part* plus d'accueil qu'en Allemagne. Non seulement elles entraînent presque tous les *ouvriers*, mais la *bourgeoisie* elle-même n'y résiste pas et souvent on l'entend dire : Mais, en effet, tout ira peut-être mieux ainsi ; pourquoi n'essaierait-on pas ? Le Socialisme a pénétré dans les *classes supérieures;* il siège dans les *académies;* il monte dans les *chaires des universités,* et ce sont des *savants* qui ont donné le mot d'ordre que répètent maintenant les associations ouvrières; ce sont des *conservateurs* qui ont attaqué le « mammonisme » et qui ont parlé le plus haut des abus du « capitalisme ». « *Ailleurs, rien de pareil ne se voit* (1). »

Un autre Allemand, le député catholique Joerg, disait au Reichstag : « Le Socialisme a établi en Allemagne son *quartier général* et il a fait chez nous son *éducation philosophique et scientifique* » (2).

On peut dire qu'on rencontre en Allemagne toutes les variétés du Socialisme : Socialistes révolutionnaires, Socialistes conservateurs, Socialistes évangéliques, Socialistes catholiques, Socialistes de la chaire, professant dans les Universités. Une efflorescence aussi générale et aussi variée prouve bien que cette plante rencontre en Allemagne le sol le plus favorable à sa germination et à son épanouissement.

Aussi voyez comme elle s'épanouit au moment des élections : les Socialistes révolutionnaires forment

(1) E. de Laveleye, *le Socialisme contemporain*, p. 5.
(2) *Ibid.*, Introd., p. 11.

une fraction importante du Reichstag et leurs candidats ont réuni aux dernières élections près d'un million et demi de voix. Si on tient compte des représentants des autres écoles du Socialisme, on constate que les socialistes forment la majorité au Parlement allemand.

Assurément toutes ces écoles ne sont pas d'accord sur leur programme et sur leurs revendications; mais toutes s'accordent sur le point essentiel, sur le point qui constitue le trait caractéristique, la marque de fabrique du Socialisme, je veux dire la nécessité de faire résoudre toutes les questions sociales par l'action de la loi, ou de l'État; toutes rêvent une société dans laquelle l'État réglementerait et organiserait plus ou moins le travail, la propriété, les salaires, et se chargerait de faire le bonheur de tous et de chacun, en jouant le rôle de grand patron universel. L'État est la nouvelle Providence du Socialisme.

Nous allons constater ce fait, en passant rapidement en revue ces diverses écoles.

Les *Socialistes révolutionnaires* sont incontestablement les plus logiques : ils vont jusqu'aux dernières conséquences de la théorie; on peut dire que c'est pour eux que travaillent les autres écoles, car l'esprit humain, une fois lancé sur une pente, est porté à aller jusqu'au bout. C'est ce qui explique leurs progrès croissants.

C'est d'ailleurs de leur sein qu'est sorti le grand docteur du Socialisme actuel, celui qui en a donné la théorie la plus complète, celui dont l'influence se

fait plus ou moins sentir sur toutes les autres écoles, jusqu'aux socialistes conservateurs, jusqu'aux socialistes de la chaire, nous voulons parler de Karl Marx, dont la doctrine se trouve exposée dans son fameux ouvrage : *Das Kapital*, « Le Capital ».

C'est une œuvre « aussi abstraite qu'un traité de mathématiques et d'une lecture bien plus fatigante », uniquement fondée sur une série de déductions reposant sur des définitions et des hypothèses. Par un premier raisonnement, il démolit la société actuelle; par un second, il la réédifie sur de nouvelles bases.

D'après Karl Marx, « le travail seul est la mesure réelle à l'aide de laquelle la valeur de toutes les marchandises peut toujours s'estimer et se comparer ». C'est donc uniquement le travail, par conséquent l'ouvrier, qui crée le capital. Dès lors, le capital tel qu'il est constitué aujourd'hui est le résultat d'une spoliation. Il faut donc replacer le capital entre les mains de son véritable propriétaire, c'est-à-dire entre les mains de la collectivité des travailleurs, par conséquent entre les mains de la société. C'est ainsi que, de raisonnement en raisonnement, l'auteur en arrive à considérer l'État comme le patron universel chargé de diriger le travail et d'en répartir équitablement les produits.

Ces théories furent formulées en programme par les Socialistes révolutionnaires, en 1877, au Congrès de Gotha : Voici les principaux passages de ce programme. « Le travail est la source de toute richesse et de toute civilisation. Comme le travail général

productif n'est rendu possible que par la société, le produit total du travail appartient à la société, c'est-à-dire à tous ses membres, au même droit, et à chacun suivant ses besoins raisonnables, tous étant tenus de travailler.

« Dans la société actuelle, les instruments de travail sont le monopole de la classe capitaliste ; la dépendance qui en résulte pour la classe ouvrière est la source de la misère et de la servitude sous toutes ses formes.

« L'émancipation exige que les instruments du travail deviennent la propriété collective de la société, avec réglementation par la société de tous les travaux, emploi pour l'utilité commune et juste répartition des produits du travail. ».

Cette socialisation, ce collectivisme, s'effectuerait de la façon suivante dans la société nouvelle : chaque ouvrier (et tout le monde serait ouvrier à un titre quelconque) recevrait, pour tout objet achevé, autant de fois le prix d'une heure de travail, qu'il faut, en moyenne, d'heures pour confectionner cet objet. Il serait payé en bons de travail remboursables en marchandises. Les marchandises seraient apportées dans des magasins publics, ou coopératifs, qui livreraient des produits contre des bons et des bons contre des produits.

D'autre part, comme toute propriété immobilière appartiendrait à l'État, et comme chacun devrait vivre désormais du métier qu'il exercerait, ou de la fonction qu'il remplirait, il s'ensuivrait que la faculté

d'accumuler serait très réduite et que l'héritage devrait se borner à des objets mobiliers.

Les trois chefs les plus en vue des Socialistes révolutionnaires allemands sont aujourd'hui MM. Bebel, Liebknecht et de Volmar. Le premier est un ancien ouvrier tourneur, le second sort de la bourgeoisie, le troisième est issu d'une des plus vieilles familles de la Bavière, c'est un ancien officier de l'armée allemande et de l'armée pontificale. Ce triumvirat résume assez exactement la situation du Socialisme allemand, dont les racines plongent dans les masses populaires et dont les branches montent, à travers la bourgeoisie, jusqu'aux classes les plus élevées de la société. L'Allemagne est plus ou moins entachée de Socialisme du haut en bas.

Cependant, il faut reconnaître que le Socialisme révolutionnaire se recrute principalement dans les classes populaires. La bourgeoisie et la noblesse se rattachent surtout aux écoles plus modérées, dont il nous reste à dire un mot.

J'ai dit qu'il y avait en Allemagne le groupe des *Socialistes conservateurs*. « Les mots de socialiste et de conservateur jurent de se trouver réunis, dit M. de Laveleye. L'un ne veut-il pas détruire tout ce que l'autre tient à conserver? Cependant il est un parti qui prend cette dénomination, et il n'est pas téméraire de dire que, dans une certaine mesure, M. de Bismark en est le plus illustre représentant (1). »

Ce groupe n'entend pas arriver, comme le précé-

(1) *Le Socialisme contemporain*, p. 93.

dent, jusqu'à la mise en commun entre les mains de l'État de tous les instruments de travail. Néanmoins il se donne avec raison la dénomination de socialiste, car il cherche, lui aussi, la solution des questions sociales dans une réglementation plus étroite, dans une intervention plus directe et plus complète de l'État, qui serait chargé de la direction du travail, de la réglementation des salaires et des divers moyens de production. Ce groupe comprend surtout les bourgeois qui ont peur du Socialisme révolutionnaire et qui espèrent l'éviter en jetant toute la société entre les bras de l'État. « Faites vous-même ce qu'ils veulent faire, semblent-ils lui dire, et nous serons tous sauvés. » On sait avec quel empressement le jeune empereur d'Allemagne, qui juge qu'aucune question n'est au-dessus de sa compétence, a répondu à cet appel; c'est ainsi qu'il a fait, on s'en souvient, une série de manifestations, qui, pour avoir été stériles, n'en ont pas moins été bruyantes. C'est lui qui est, actuellement, le véritable chef des Socialistes conservateurs.

Le groupe des *Socialistes évangéliques* est ainsi nommé, parce qu'il a à sa tête les pasteurs de l'Église officielle. Il s'est constitué, comme le précédent, pour fortifier dans le peuple le sentiment monarchique et étendre l'action de la royauté, à la faveur du Socialisme. Ce groupe cherche donc, lui aussi, la solution en augmentant encore les attributions et l'intervention de l'État, en le poussant à devenir le grand patron collectif.

Voici d'ailleurs quelques passages de son programme : « Le parti chrétien social des ouvriers se fonde sur le terrain de la foi chrétienne et de l'attachement au roi et à la patrie... Il réclame de l'État la création de corps de métiers distincts, mais obligatoirement constitués dans tout l'Empire et appuyés sur un règlement sévère pour l'admission des apprentis. — Des commissions arbitrales seront constituées et leurs décisions auront force légale. — Création obligatoire de caisses de secours pour les veuves, les orphelins et les invalides du travail. — Durée normale de la journée réglée par l'État d'après la nature du travail. — Les propriétés de l'État et des communes seront exploitées dans l'intérêt des ouvriers et on les augmentera autant que cela est économiquement et techniquement possible. — Impôt progressif sur le revenu. — Impôts très élevés sur le luxe. — Impôt sur les successions, progressif suivant l'importance de l'héritage et l'éloignement du degré de parenté. » L'idéal social de ce groupe, c'est le règne du bon despote assurant par sa seule autorité le bonheur de tous.

Le groupe considérable des *Socialistes catholiques* a été surtout constitué à la suite d'une publication de l'évêque de Mayence, Mgr Ketteler, intitulée : *La question ouvrière et le Christianisme*, qui eut un grand retentissement en Allemagne. Cet ouvrage fait de nombreux emprunts aux écrits du socialiste Lassalle et conclut, comme ce dernier, à la création d'associations coopératives de production, destinées à

mettre le capital entre les mains des ouvriers et à résoudre ainsi la question du salaire. Mais ce fut surtout un disciple de Mgr Ketteler, un chanoine de la cathédrale de Mayence, le chanoine Moufang, qui se chargea d'élaborer le programme du parti et qui le fit adopter. En voici les points principaux :

Le salaire des ouvriers est insuffisant. Il faut que l'État intervienne. L'État intervient pour donner force obligatoire aux règlements établis par chaque corps de métier. L'État règle la durée de la journée de travail. L'État doit fixer le taux des salaires. Il doit régler les relations des apprentis avec les maîtres et des industriels avec les ouvriers. Ce n'est pas tout : l'État doit faire des avances aux sociétés ouvrières ; on reconnait ici la tendance collectiviste. « Je ne suis pas partisan des ateliers de M. Louis Blanc, dit M. Moufang, mais quand une solide association ouvrière a besoin d'aide, je ne vois pas pourquoi l'État la refuserait. » Enfin, l'État doit mettre des limites à la tyrannie du capital, mais on ne dit pas comment. « Je n'attaque ni la richesse ni les riches, dit M. Moufang, mais ce que je condamne, c'est la façon dont s'enrichissent aujourd'hui les millionnaires et les milliardaires. »

Entre ce programme et celui des socialistes révolutionnaires, il n'y a que la différence du plus au moins ; il y a surtout la différence de l'affirmation religieuse. On ne va pas, il est vrai, jusqu'à réclamer la mise en commun, la socialisation du sol, mais on n'en est pas loin et la logique doit y conduire, car on réclame

partiellement la mise en commun du capital, au profit des associations ouvrières. En tous cas, on demande sans détours à l'État de jouer le rôle de patron du travail. Ce groupe est donc bien, comme les précédents, dans la doctrine socialiste telle que nous l'avons définie, et c'est avec raison qu'il se donne ce titre.

Le dernier groupe, celui des *Socialistes de la chaire*, s'y rattache également. Ses membres sont loin cependant d'être d'accord entre eux et l'on rencontre en Allemagne, dans les chaires d'économie politique, toute la gamme des opinions, depuis le socialisme le plus timide jusqu'au plus accusé, jusqu'à celui de M. Wagner, qui réclame la limitation de la propriété privée et l'extension de la propriété collective. Tous, du moins, sont d'accord sur le point fondamental, qui est de faire résoudre les questions sociales uniquement par une réglementation plus stricte du travail et une intervention plus directe de l'État.

En rappelant ces faits, j'ai voulu seulement établir ce point de départ que l'Allemagne est, du haut en bas, un foyer de Socialisme.

Avant d'aller plus loin, il me faut indiquer en quelques mots quelle est la cause de ce phénomène.

Le mouvement ouvrier a éclaté dans le monde précisément au moment où l'Allemagne se trouvait accomplir une évolution sociale que l'Espagne a faite, il y a trois siècles, avec Philippe II, et la France, il

y a deux siècles, avec Louis XIV. Cette évolution consiste à constituer le type du pouvoir central absolu sur les ruines de la vie locale et provinciale. On sait comment les rois de Prusse commencèrent cette évolution et comment, depuis 1870, les empereurs d'Allemagne sont occupés à l'achever et à la perfectionner.

Aujourd'hui, l'Allemagne est complètement dans la main de la Prusse et la Prusse dans la main de l'État.

Il y a longtemps que l'État prussien applique, en fait, les principes du Socialisme actuel; la grande caserne sociale, la bureaucratie compliquée et envahissante qui sont son idéal, ressemblent par bien des points au régime que les socialistes rêvent d'établir et qu'ils appellent la société de l'avenir. On sait que l'État prussien s'empare de l'homme dès l'enfance, par l'école d'abord, par la caserne ensuite, pour le façonner au gré de ses besoins. Mais il y a plus, le code civil prussien consacre déjà une partie du programme des socialistes.

Voici, en effet, ce qu'on peut lire au titre XIX, deuxième partie, du *Preussische allgemeine Landrecht :* « § 1. L'État doit fournir la nourriture et l'entretien aux citoyens qui ne peuvent se les procurer eux-mêmes, ou qui ne peuvent l'obtenir de ceux qui y sont tenus par la loi. — § 2. A ceux qui ne trouvent pas à s'employer, on assignera des travaux en rapport avec leurs forces et leurs aptitudes. — § 3. Ceux qui, par paresse ou goût de l'oisiveté, ou

par toute autre disposition vicieuse, négligent de se procurer des moyens d'existence, seront tenus à exécuter des travaux utiles, sous la surveillance de l'autorité. — § 6. L'État a le droit et est obligé de créer des institutions au moyen desquelles le dénuement des uns et la prodigalité des autres sont également empêchés — § 7. Est absolument interdit dans l'État tout ce qui peut avoir pour effet de provoquer à l'oisiveté, surtout dans les classes inférieures, ainsi que tout ce qui peut détourner du travail. — § 10. Les autorités communales sont tenues de nourrir les habitants pauvres. — § 11. Elles doivent s'informer des causes de leur dénuement et les signaler aux autorités supérieures afin qu'on y porte remède. »

Comprend-on maintenant comment des populations soumises à un régime politique qui proclame aussi hautement le droit au travail et le rôle tutélaire de l'État, qui intervient aussi arbitrairement dans les actes de la vie privée, se soient trouvées tout naturellement préparées et façonnées pour le Socialisme; comment elles ont été naturellement amenées à chercher une solution à la question ouvrière dans l'assistance donnée à chacun par la communauté, par la collectivité, par l'État, en fin de compte, dans une refonte générale de la société et non dans l'initiative privée et locale? Les Socialistes n'ont fait, en somme, que réduire en formule, et mettre sous la forme de revendications sociales, ce que le code prussien avait déjà mis en articles de loi, ce que les rois de Prusse et les empereurs d'Allemagne procla-

maient et appliquaient eux-mêmes, dans l'intérêt de leur pouvoir absolu.

La bourgeoisie et la noblesse se trouvaient tout aussi préparées que le peuple à accepter cette solution : ce régime politique, en effet, en développant à outrance le fonctionnarisme et le militarisme, les a annihilées d'abord, les a prédisposées, ensuite, à considérer l'État comme la source unique d'où émane toute chose dans la vie sociale.

Elles y sont bien plus prédisposées que les classes correspondantes en France, parce que si le fonctionnarisme et le militarisme sévissent aussi chez nous, du moins l'État, ébranlé par de nombreuses révolutions, a beaucoup perdu de sa puissance et de son prestige. Ceux qui détiennent le pouvoir ne l'exercent plus sans conteste comme à l'époque de Louis XIV.

Voilà comment l'Allemagne, étant en retard de plus d'un siècle sur l'occident de l'Europe, s'est trouvée, fortuitement, dans les conditions naturelles les plus favorables pour être le foyer du Socialisme.

Et ce fait apparaîtra avec encore plus d'évidence, si l'on veut bien considérer que c'est surtout de l'Allemagne et par les Allemands que le Socialisme se propage dans le reste du monde.

On peut vérifier ce phénomène en observant ce qui se passe dans les principaux pays.

En France, nous constatons qu'en 1886, le Socialisme n'est encore qu'imparfaitement constitué. C'est

un des principaux organes du Socialisme allemand, le *Sozialdemokrat,* qui le note avec regret : « Les progrès du Socialisme, dit-il, sont réels, mais lents (1). »

C'est seulement depuis cette époque que le groupe socialiste s'affirme d'une façon indépendante et prend un rapide développement. Ce développement a eu lieu précisément sous la conduite des collectivistes *marxistes,* dont les deux principaux chefs sont MM. Jules Guesde et Lafargue. Ils s'appellent marxistes, parce qu'ils s'efforcent d'introduire en France la théorie exposée par l'Allemand Karl Marx dans *Le Capital.* On sait d'ailleurs que M. Lafargue, l'ancien député de Lille, est le gendre du célèbre Socialiste allemand.

Aussi le succès du Congrès marxiste de Paris, en 1889, a-t-il fait pousser un long cri de triomphe aux Socialistes allemands. C'est dans ce congrès que M. Jules Guesde proclama, aux applaudissements de son auditoire, « que son Socialisme n'était autre *que le Socialisme allemand* (2) ».

Ainsi, le socialisme français a emprunté sa doctrine à l'Allemagne, il porte le nom d'un Allemand; enfin, il n'hésite pas à proclamer hautement sa filiation allemande.

En Belgique, le Socialisme a eu beaucoup de peine à se dégager de l'anarchisme et du radicalisme et, pendant longtemps, il fut en proie à des divisions

(1) D'après M. Winterer, *le Socialisme international*, p. 149.
(2) *Le Socialisme international*, p. 174.

intestines. C'est alors que nous voyons deux des chefs du Socialisme allemand, MM. Bebel et Bernstein, venir exprès en Belgique en 1887, pour essayer d'imprimer la bonne direction à ce jeune rameau. Cette intervention finit par produire des résultats, et un historien du Socialisme constate que « le Socialisme belge, autrefois si désuni et indiscipliné, possède aujourd'hui une certaine organisation, *copiée sur celle du Socialisme allemand* » (1).

Le Socialisme a été récemment indroduit en Hollande par un ancien pasteur, Domelà Nieuwenhuis. Pour montrer à quel point, ici encore, le mouvement est à la remorque du Socialisme allemand, il nous suffira de dire que, il y a trois ans, M. Nieuwenhuis se rendit à Berlin, « afin d'apprendre des Socialistes allemands à faire des élections ». Ainsi, on ne leur emprunte pas seulement la doctrine, mais jusqu'à la tactique électorale.

Nous constatons le même fait en Pologne. C'est une femme, Mme Jankowska, qui fut déléguée par les socialistes polonais au Congrès de Paris de 1890; or elle dit, dans son Rapport, qu'en Pologne, « on cherchait à *copier autant que possible* la tactique ainsi que le mode de propagande et d'agitation de l'Allemagne ». Ici encore, c'est l'Allemagne qui donne le ton.

En Russie, jusqu'à ces dernières années, le nihilisme et l'anarchisme représentaient seuls la cause de la révolution sociale. Mais il n'en est plus ainsi

(1) *Loc. cit.*, p. 122.

depuis quelques années, ainsi qu'on l'apprit au Congrès de Paris. Le vieux révolutionnaire Lawroff, qui était un des deux rapporteurs russes, déclara qu'en Russie la révolution devenait de plus en plus une révolution socialiste et que le parti se ralliait « *à la tactique et aux théories du Socialisme allemand* ».

D'autre part, un des chefs du Socialisme russe, M. Plechanow, vient de publier un ouvrage qui n'est que la reproduction de toute la théorie marxiste. Enfin, l'*Alliance des démocrates socialistes russes* a fondé un journal auquel elle a donné précisément le titre de l'organe principal du Socialisme allemand, avec la même devise : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! » Le *Sozialdemokrat* russe a paru à Genève au mois de septembre 1888, avec le but hautement avoué de populariser en Russie le *Socialisme allemand.*

Le Socialisme naît à peine en Roumanie; cependant l'agitateur Mani nous dit dans son rapport au Congrès de Paris : « Le Socialisme avance; il fait même des progrès parmi les paysans. Les professeurs et les étudiants de l'Université de Jassy ont principalement contribué à ce résultat, en traduisant les écrits de Marx, d'Engels et de Lassalle, » c'est-à-dire des trois principaux docteurs du Socialisme allemand.

« En Suisse, dit M. Winterer, le Socialisme est *né du Socialisme allemand;* il a toujours eu avec ce dernier des rapports très suivis. Partout, nous retrouvons les socialistes suisses à côté des socialistes allemands : ils se rencontrent dans les réunions, ils

ont la même littérature et *la même doctrine;* ils se donnent la main dans leurs entreprises mutuelles, ils s'appuient enfin dans leurs luttes. » Après cela, on ne s'étonnera pas que les socialistes de Bâle aient célébré solennellement, le 4 septembre, l'anniversaire de la mort du socialiste allemand Lassalle et qu'ils aient convoqué, pour le lendemain, une assemblée populaire afin d'entendre un autre Socialiste allemand, M. Liebknecht, chargé d'infuser à la Suisse la bonne doctrine du marxisme.

Quoique les socialistes suisses aient leurs organes propres, l'impulsion est donnée par le journal allemand le *Sozialdemokrat;* ce journal est l'âme des cercles socialistes de Zurich, de Winterthur, d'Aarau, de Bâle, de Frauenfeld, de Saint-Gall, de Schaffouse, de Coire, de Zug, de Neufchâtel, de Lausanne, de Genève, etc. La Suisse est donc bien, elle aussi, la proie du Socialisme allemand.

En Italie, on s'en inspire également. Il me suffira de rappeler cette dépêche adressée aux socialistes allemands au nom des socialistes italiens par le *Circolo radicale* de Rome, à l'occasion des derniers succès électoraux : « Le *Circolo*... salue dans les socialistes allemands les *pionniers* de la nouvelle révolution pour la justice sociale. Les démocrates italiens se rappelleront toujours avec orgueil que Mazzini, malgré son antipathie contre les théories de Marx, a prédit, il y a nombre d'années, que la jeune Allemagne et la jeune Italie sont appelées à résoudre la question sociale. »

Il ressort bien nettement de tous ces témoignages concordants que l'Allemagne est non seulement le foyer du Socialisme, mais, de plus, que c'est elle qui le propage au dehors, dans les différents pays.

Ceci nous amène à faire une nouvelle constatation de fait : c'est que le Socialisme ne rencontre pas, dans tous les pays, un terrain également bien préparé : s'il en est, comme ceux que nous venons de citer, qui semblent bien disposés à recevoir la bonne semence, il en est d'autres, au contraire, où cette semence ne paraît pas germer facilement.

Tel est le cas de la Norvège, de l'Angleterre, des États-Unis et des autres pays occupés par la race anglo-saxonne.

Constatons d'abord le fait.

Que le Socialisme ne se répand pas en Norvège, c'est ce que reconnaissait avec douleur une correspondance adressée au journal allemand le *Sozialdemokrat*. On s'y plaint amèrement de cet état de choses, qu'on attribue à l'esprit profondément religieux de la population. Cette explication n'est guère satisfaisante, puisque nous avons vu, en Allemagne, l'adhésion d'un grand nombre de catholiques et de protestants au Socialisme, leurs pasteurs en tête.

Mais rien n'est curieux comme l'embarras des historiens du Socialisme, lorsqu'ils en arrivent à l'Angleterre : ils n'ont rien ou presque rien à raconter; ils n'ont guère à signaler que les efforts infructueux de M. Aveling, un autre gendre de Karl Marx, —

toujours la main de l'Allemagne, — et ceux du poète Morris et de M. Hyndmann, deux excentriques, que personne ne prend au sérieux. *L'Annuaire du socialisme* (*Jarhbuch der Sozialwissenschaft*) du docteur Ludwig Richter, qui passe en revue les progrès du Socialisme dans tous les pays, ne mentionne même pas l'Angleterre, et la bonne raison qu'il en donne, c'est qu'il « n'y a rien à dire ».

Un autre auteur, qui essaye d'expliquer le fait, s'exprime ainsi : « Par essence, les Anglais sont individualistes. Ils entendent qu'on les laisse seuls se tirer d'affaire et de la façon qui leur plaît. Leur caractère répugne à tout enrégimentement, à toute abdication de l'autonomie personnelle en vue d'une action commune. Telle est, je crois, l'une des raisons qui les rendent réfractaires au Socialisme » (1).

Enfin, si nous passons aux États-Unis, nous constatons que là non plus le Socialisme n'a pas réussi à pénétrer la race anglo-saxonne. Elle y résiste comme la vigne américaine au phylloxéra. Dans ce pays, le socialisme ne fait guère d'adeptes que parmi les Irlandais et surtout parmi les Allemands. C'est ce que déclare entre autres M. Winterer : « Ce chapitre sur le Socialisme en Amérique devrait être intitulé, dit-il, *le Socialisme allemand en Amérique;* car il est *encore* principalement représenté par les *immigrés allemands.* Parmi ses chefs se trouvent d'anciens députés au Reichstag. Karl Marx avait compté sur le Nouveau Monde.

(1) *Le Mouvement socialiste en Europe*, par T. de Wyzewa, p. 209.

Il avait fait transférer en Amérique le siège du conseil de l'ancienne Internationale. *Ses espérances furent trompées* » (1).

Un des chefs du Socialisme allemand apprécie d'ailleurs en ces termes le parti socialiste américain : « Ce parti, dit-il, n'existe guère que de nom; car *nulle part encore il n'est en état de s'affirmer* comme parti politique. De plus, il est, pour ainsi dire, un élément *étranger* dans les États-Unis; jusqu'à ces derniers temps, il était presque *exclusivement composé d'immigrés allemands*, qui se servaient de leur langue et qui ne parlaient qu'imparfaitement la langue anglaise. Mais ces immigrés ont une intelligence des conditions de l'émancipation de la classe ouvrière telle qu'on ne la rencontre qu'exceptionnellement dans les rangs des ouvriers américains... »

Pour essayer de convertir les Anglais des États-Unis au Socialisme, on leur envoya plusieurs agitateurs allemands, entre autres M. Liebknecht et l'une des filles de Karl Marx, celle qui a épousé M. Aveling. Tout fut inutile : les *Trade's Unions* refusèrent de passer au Socialisme et l'éloquence allemande en fut pour ses frais. Quelques socialistes entreprirent alors de se faire admettre dans l'ordre des *Chevaliers du Travail*, qui compte plus d'un million de membres. « Ils pensaient arriver à faire prévaloir peu à peu leurs théories. Mais ils n'y réussirent point. » Le grand maître de l'association déclara même que son

(1) *Le Socialisme international*, p. 233

désir était « de purger l'Ordre de tous ces éléments violents et radicaux ». Une résolution à simple tendance révolutionnaire fut énergiquement repoussée dans la Convention de l'Ordre par 151 voix contre 52.

Les socialistes ne furent pas plus heureux avec le *Parti réuni des ouvriers :* toutes les sections entachées de Socialisme en furent exclues, par un vote de la Convention réunie à Syracuse. Enfin, on n'a pas encore pu créer aux États-Unis un seul journal socialiste anglais. Les dix journaux quotidiens qui existent sont rédigés en allemand. Le fait est significatif.

On s'explique après cela qu'au dernier Congrès socialiste de Paris, il n'y ait eu de représenté que *le Socialisme allemand d'Amérique.* L'auteur du Rapport, un Allemand, M. Kirchner, dut faire la déclaration suivante : « Si l'esprit de classe commence à se réveiller parmi les ouvriers d'Amérique, le mérite principal en revient aux *immigrés allemands.* Ceux-ci ne se lassent pas pour éclairer et organiser les masses *encore aveuglées* ».

Ainsi, dans le monde anglo-saxon, le Socialisme n'est propagé, comme ailleurs, que par les Allemands, mais, de plus, — et c'est là le fait nouveau, — cette propagande échoue sur toute la ligne. C'est en cela que ces pays se distinguent nettement de ceux que nous avons énumérés plus haut ; ils forment bien un groupe à part, dont le caractère particulier, au point de vue qui nous occupe, est d'être réfractaire au Socialisme.

A quoi peut tenir une pareille exception?

Elle tient essentiellement à ce que la formation sociale de la race anglo-saxonne est aussi profondément particulariste que celle de la race allemande est profondément communautaire. Tandis que, dans celle-ci, les pouvoirs publics, l'État en un mot, ont pris un développement démesuré qui a atrophié toute initiative privée et locale, dans celle-là, au contraire, les pouvoirs publics n'ont jamais réussi à prendre un grand développement; ils ont toujours été étroitement tenus en respect par les forces combinées de la vie privée et de la vie locale. L'Allemagne est le plus grand centre actuel de l'autoritarisme; le monde anglo-saxon est le plus grand centre du *self help* et du *self government*. Il est donc tout naturel que la première ne cherche des solutions à la question sociale que dans l'intervention de l'État, dans la réglementation, dans la mise en commun de tous les instruments de travail, tandis que le second ne demande une solution qu'à l'initiative privée et repousse de toutes ses forces le nouveau communisme qu'on lui apporte.

Je n'ai pas à rappeler quelles sont les causes qui ont développé dans ces deux groupes de population un état d'esprit et un état social si différents; cette démonstration a été faite dans la *Science sociale* et j'y renvoie le lecteur (1). Il me suffit d'avoir constaté que cette différence de formation sociale fait sentir

(1) V. notamment dans *la Science sociale*, t. I, p. 110 et suiv.; t. II, p. 116 et suiv.; t. III, p. 558 et suiv.; t. IV, p. 131 et suiv, 226 et suiv.

ses effets jusque dans la question qui nous occupe en ce moment.

Trois points sont maintenant bien acquis : l'Allemagne est le foyer du Socialisme; ce sont les Allemands qui propagent le Socialisme dans le reste du monde; enfin le Socialisme ne se propage pas parmi les populations à initiative privée développée et à pouvoirs publics restreints.

Il nous reste à rechercher si le Socialisme allemand apporte une meilleure solution de la question ouvrière que le particularisme anglo-saxon et quelle est la vraie solution de l'avenir.

II

Veuillez d'abord considérer que le régime socialiste n'est nullement une nouveauté, ainsi que semblent le croire ses prétendus inventeurs. Il est même terriblement vieux et, par conséquent, il a fait ses preuves; on peut savoir exactement ce qu'il pourrait donner, en examinant ce qu'il a déjà donné.

Si nous débarrassons le Socialisme de ses grands mots, si nous le ramenons à ses éléments essentiels, nous constatons qu'il tend, en somme, tout simplement, — j'allais dire tout bêtement, — à nous ramener au régime social des peuples de l'antiquité. Nous examinerons tout à l'heure si c'est le régime de l'avenir, mais constatons d'abord que c'est bien le régime du passé.

Les socialistes, nous l'avons vu, entendent mettre entre les mains de la communauté, de la collectivité, pour employer le terme nouveau, la propriété et les instruments de travail, en un mot les moyens d'existence. C'est la communauté qui tiendrait le rôle du patron, qui distribuerait les produits à chacun, suivant son travail, ou suivant ses besoins. On n'est pas bien d'accord sur le mode de distribution.

Mais il me semble que nous connaissons parfaitement ce type social. N'est-ce pas lui qui a dominé dans l'antiquité? En dépit de leurs différences, toutes les sociétés de cette époque présentaient un caractère semblable : elles reposaient sur la communauté.

Chez les unes, comme chez les pasteurs nomades, le sol tout entier appartenait directement à la collectivité des habitants, qui, en outre, l'exploitaient par communautés de familles et de tribus comprenant tous les ménages issus d'un ancêtre commun; c'est le type des patriarches de la Bible, des Arabes, des Berbères, etc., etc. Quand ces peuples nomades se fixèrent au sol par la culture, ils s'y fixèrent naturellement par communautés de familles et de tribus, lesquelles continuèrent à posséder et à cultiver le sol collectivement; ce fut le cas de tous les peuples de l'antiquité, quelques-uns même, comme les Hébreux, les Germains, les Slaves, etc., soumettaient le sol à de nouveaux partages périodiques. Enfin, il y en eut chez lesquels la propriété collective du sol fut placée entre les mains du souverain, qui devint ainsi un patron universel chargé, comme le vou-

draient précisément les socialistes, de répartir équitablement le travail et ses produits, d'assurer une retraite aux veuves et aux vieillards; l'ancienne Égypte des Pharaons a été l'expression la plus haute et la plus complète de ce dernier type.

Il me suffit de signaler ces faits, qui sont connus, et de renvoyer, pour la description détaillée, à différentes études publiées dans la *Science sociale* (1).

Mais le régime de la communauté n'est pas spécial seulement à l'antiquité; il s'est perpétué jusqu'à nos jours dans une partie du monde. Il est encore le régime presque exclusif des populations de l'Asie, de l'Afrique du Nord et même de toute l'Europe orientale. Vous savez qu'en Russie, par exemple, la commune, ou Mir, n'est qu'une vaste communauté qui possède le sol, et le distribue entre les communautés de familles par des partages périodiques, de manière à ce que chaque famille n'ait jamais à sa disposition qu'une quantité de sol proportionnée au nombre de ses bras. Le travail est donc en communauté comme le sol.

On le voit, le collectivisme n'est pas une solution nouvelle; c'est une solution vieille comme le monde et que beaucoup de peuples appliquent encore aujourd'hui.

(1) Voir dans la *Science sociale* notamment la série de mes articles sur « l'art pastoral » et sur « la culture en communauté », t. I, II, III, X; « sur l'ancienne Egypte », par M. de Préville, t. IX, p. 212, 549; t. X, p. 160, 338; t. XI, p. 80, 252; t. XII, p. 69, etc., etc.

Elle n'en est que meilleure, dira-t-on peut-être.

Rendons-nous-en compte, en observant les choses de plus près.

Je soumets à l'appréciation de mes lecteurs les deux constatations suivantes :

Nous constatons d'abord que, parmi tous les peuples de l'antiquité, il en est un qui s'est élevé plus haut que les autres, qui, finalement, les a tous dominés : c'est le peuple romain. Or, il est remarquable que, par suite de circonstances que la science sociale explique (1), le peuple romain est celui qui réussit le mieux à se dégager de la communauté. Il ne s'en dégagea pas complètement, — aucun peuple de l'antiquité ne s'en est dégagé complètement, — mais ce fut dans son sein que se constitua avec le plus de force la propriété individuelle ; ce fut là que l'homme ancien atteignit au plus grand développement de sa personnalité, c'est là qu'il fut le plus complètement responsable de sa propriété et de son travail, qu'il dut le plus complètement ne compter que sur lui-même. C'est là que s'établit la propriété *quiritaire*, qui est bien la contre-partie de la propriété communautaire ; l'appropriation personnelle du sol y prit une telle force qu'on l'entoura d'un respect religieux ; on divinisa jusqu'aux bornes des champs ; on créa le dieu Terme et les fêtes Terminales. Le Terme, une fois établi, ne pouvait plus être déplacé ; c'est ce qu'exprime cette légende : Jupiter ayant voulu se

(1) Voir un article de M. de Préville sur les Romains dans l'ancienne Égypte, dans la *Science sociale* de janvier 1892 ; t. XIII.

faire construire un temple sur le mont Capitolin, n'avait pu en déposséder le dieu Terme. Quiconque renversait cette borne, ou la déplaçait, commettait un sacrilège; aussi, d'après l'ancienne loi romaine, celui qui avait touché une borne du soc de sa charrue, se voyait, lui et ses bœufs, voués aux dieux infernaux.

Le peuple qui s'éleva au-dessus de tous ceux de l'antiquité, fut donc en même temps le peuple le moins communautaire.

Voilà notre première constatation; voici la seconde :

Dans les temps modernes, les sociétés les plus communautaires sont manifestement les plus arriérées, les moins riches, les moins puissantes; elles sont manifestement distancées, à tous les points de vue, par les sociétés qui ont le plus développé la propriété individuelle et l'action personnelle.

Pour s'en convaincre, il suffit d'ouvrir les yeux, de considérer et de comparer d'une part, les sociétés de l'Orient et celles de l'Occident; l'Orient à formation communautaire et l'Occident à formation plus ou moins particulariste. Le premier qui dort depuis tant de siècles d'un sommeil si profond; le second qui a poussé en avant d'une façon si prodigieuse la puissance du travail et la valeur humaine, qui, en un mot, nous a donné la plus grande supériorité qu'on ait encore constatée dans l'humanité; — j'ajoute : supériorité dont nous sommes si fiers, sans avoir su en démêler bien exactement la cause, avant la constitution de la science sociale.

Nous pouvons même aller plus loin dans notre constatation : parmi les sociétés de l'Occident, quelle est celle qui l'emporte manifestement sur les autres par la puissance du travail, par l'activité agricole, industrielle et commerciale de ses enfants; quelle est celle qui crée aux autres peuples la concurrence la plus redoutable, qui envahit le plus rapidement les territoires encore inoccupés dans le monde entier? En est-il une qui puisse être comparée à la race anglo-saxonne, à cette race qui déborde de l'Angleterre sur le monde et qui a poussé en Amérique ce rameau prodigieusement vivace, qui s'appelle les États-Unis? Les aveugles eux-mêmes voient cela.

Eh bien, de toutes les sociétés de l'Occident, la société anglo-saxonne est de beaucoup la plus particulariste, la plus éloignée de la formation communautaire; c'est celle qui a développé au plus haut degré l'initiative individuelle, et restreint dans les plus étroites limites l'action des pouvoirs publics, l'action de l'État.

Ainsi, les deux sociétés qui ont dominé de beaucoup toutes les autres, l'une dans l'antiquité, la société romaine, l'autre dans les temps modernes, la société anglo-saxonne, se trouvent avoir été les plus éloignées de la formation communautaire.

Cette singulière rencontre n'est pas une simple coïncidence due au hasard, le hasard n'existe pas; elle est bien la conséquence directe de la formation

sociale anticommunautaire. Il est facile de s'en rendre compte.

Toute la question peut se résumer dans la formule suivante : Plus un homme est porté à compter sur le concours des autres, sur le concours de la communauté, de la collectivité, moins son initiative se développe, moins il est porté à faire d'efforts par lui-même pour gagner sa vie. Au contraire, plus il est mis en demeure de ne compter que sur lui-même, sur son travail personnel, plus son initiative se développe, plus il est porté à faire d'efforts, non seulement pour gagner sa vie, mais encore pour s'élever toujours plus haut.

Le régime de la communauté met l'homme dans la situation des employés de ministères, des fonctionnaires, des employés d'administration, et on sait assez que cette situation ne développe pas la puissance de travail, par la raison que ce régime tue l'intérêt personnel aux bons résultats du travail. Aussi, lorsque ce régime est étendu à toute une société, ses effets se multiplient, en raison de sa généralité ; lorsque ce régime est pratiqué de père en fils pendant une longue suite de générations, ses effets s'accentuent encore plus, en raison de sa continuité : la puissance de travail décroît d'une certaine quantité à la première génération, d'une quantité un peu plus forte à la seconde et ainsi de suite jusqu'à ce qu'on soit arrivé à cette parfaite indolence de l'Oriental, qui réduit son effort strictement à ce qu'il faut faire pour ne pas mourir de faim.

On peut remuer tant qu'on voudra les faits du passé et du présent, on arrivera toujours à cette constatation que, toujours et partout, le régime de la communauté a eu pour résultat de comprimer l'essor, d'enrayer la capacité, de créer l'impuissance et l'infériorité. La communauté est un oreiller commode pour ceux qui veulent dormir; elle n'a jamais été un tremplin pour ceux qui veulent s'élever.

Eh bien, dira-t-on peut-être, c'est entendu, nous aimons mieux dormir que nous élever. L'idéal dans la vie est de se reposer le plus possible et non de travailler le plus possible. Nous aimons mieux l'indolence qu'assure la formation communautaire, que l'activité fébrile que développe la formation particulariste.

Je comprends parfaitement votre raisonnement : il est très humain. Il n'a qu'un inconvénient, c'est d'être inapplicable.

Il est inapplicable pour deux raisons péremptoires :

La première, c'est que les circonstances purement naturelles qui, autrefois, ont fait naître et qui ont développé, dans l'humanité, la formation communautaire n'agissent plus aujourd'hui avec la même généralité, avec la même intensité. La formation communautaire (1) a été originairement implantée dans l'humanité par la vie pastorale. Elle est née dans les steppes asiatiques, sur ces immenses sur-

(1) Voir, dans *la Science sociale*, les articles cités plus haut sur la formation communautaire.

faces herbues où l'humanité a commencé son évolution. En se dispersant, les hommes ont emporté avec eux cette formation première, plus ou moins modifiée suivant les milieux, mais toujours persistante. Toute l'antiquité, ainsi que je l'ai dit, a été sous cette influence, parce qu'elle était moins éloignée des origines et qu'elle se maintenait dans les régions circonvoisines du plus grand centre de steppes qui existe à la surface du globe.

Or le monde, particulièrement l'Occident, ne subit plus aujourd'hui, au même degré, l'influence de la vie pastorale : il en est éloigné et par le temps et par la distance. Il en est surtout éloigné par le fait du développement des sociétés à formation particulariste qui ont pris naissance, en Occident, au début de l'ère chrétienne, à la faveur de circonstances spéciales que la science sociale a révélées pour la première fois, et sur lesquelles je n'ai pas à revenir ici (1).

La cause naturelle qui a développé la formation communautaire n'agissant plus, il faudrait reconstituer le type d'une façon purement artificielle, par voie de contrainte, à coups de prescriptions légales, en un mot par l'intervention de l'État, qui deviendrait ainsi le grand patriarche de la société collectiviste que rêve le Socialisme.

(1) Voir, dans *la Science sociale*, t. I, p. 110 et suiv. Une démonstration plus complète et plus au courant des derniers résultats de la science sera publiée dans les prochaines livraisons de la Revue. Cette démonstration a été donnée à mon Cours, d'après les récents travaux de M. de Tourville.

Pour mener à bien une pareille création, aussi artificielle, il faudrait donc aller directement contre la nature des choses, il faudrait triompher de la résistance de tous les intérêts coalisés, puisqu'il ne s'agirait de rien moins que de déposséder tous ceux qui détiennent une parcelle quelconque du sol, une parcelle quelconque des instruments de travail. Même en les supposant les plus accommodants du monde, on ne voit pas bien comment on s'y prendrait. Mais les socialistes ne s'embarrassent pas de si peu.

Supposons cependant qu'ils aient réussi, — je ne vois pas du tout comment, — à établir le régime collectiviste dans les pays sur lesquels ils exercent actuellement une certaine action, ils verraient alors se dresser devant eux le second obstacle que j'ai signalé et qui, celui-là, leur barrerait impitoyablement la route.

Que se passerait-il en effet?

On verrait se reproduire dans ces sociétés collectivistes toutes les conséquences développées par le régime communautaire soit dans l'antiquité, soit dans l'Orient actuel, d'après ce principe incontestable que les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets. Et ces effets seraient singulièrement aggravés, car le régime rêvé par les socialistes allemands laisse bien loin derrière lui, même le communisme auquel présidaient les Pharaons.

On verrait donc ces sociétés frappées de la même infériorité organique, de la même impuissance cons-

titutive qui a jeté les peuples de l'antiquité sous la domination romaine. Les Romains ne sont plus à craindre aujourd'hui ; mais le collectivisme rencontrerait en face de lui un adversaire infiniment plus redoutable : il rencontrerait cette race anglo-saxonne qui est en train de conquérir le monde, grâce au plus grand développement connu de l'initiative individuelle.

En vérité, le moment est bien choisi pour pousser les peuples vers le Socialisme !

Alors que la force qui a créé la supériorité de l'Occident sur l'Orient est à son maximum d'intensité, ces esprits avisés ne trouvent rien de mieux à nous proposer que de nous mettre purement et simplement au régime de l'Orient, rendu encore plus étroit et plus compressif !

Oh ! le résultat ne se ferait pas longtemps attendre ; l'histoire vient de nous le révéler, et ce qui se passe d'ailleurs de nos jours nous l'enseigne.

Que voyons-nous, en jetant les yeux autour de nous ? Nous voyons les peuples de l'Occident s'établir en dominateurs au milieu des divers peuples de l'Orient, y fonder des colonies et des comptoirs, ou les annexer sans autre forme de procès. Ces communautaires sont gens qui semblent faits tout exprès pour être conquis. Or, dans cette œuvre de domination graduelle du globe, c'est la race anglo-saxonne qui tient la tête. Si donc, de gaieté de cœur, nous nous mettions au régime social des peuples de l'Orient, nous augmenterions encore l'immense avance qu'a

sur nous la race anglo-saxonne et nous lui livrerions une nouvelle proie. Il n'y a pas de duel possible entre un peuple à initiative privée développée et un peuple à initiative privée comprimée, étouffée, anéantie ; il n'y a place que pour l'écrasement du second par le premier.

Est-ce là ce que rêvent les socialistes allemands? Se sentent-ils un goût particulier pour jouer, vis-à-vis des Yankees, le rôle des Peaux-Rouges?

III

Est-ce à dire cependant que tout est actuellement pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles? Tout n'est pas pour le mieux, comme semblent le croire certains économistes. Mais l'erreur est de penser que l'on doit chercher une solution dans un développement plus grand de l'action de l'État et dans une compression de l'initiative individuelle. C'est le contraire qui est vrai.

La vérité, que proclament les faits, c'est qu'il faut se mettre au régime social des peuples qui l'ont toujours emporté sur les autres, dans le passé et dans le présent, non par la force des armes, mais par la force bien autrement redoutable de la constitution sociale.

Or il se rencontre que ce régime est en même temps le plus favorable à la solution des questions qui divisent actuellement le monde du travail, à la solution de la question ouvrière que le Socialisme

a la prétention, bien mal justifiée, de résoudre.

C'est, en effet, dans les pays à formation particulariste que les deux facteurs du travail, le patron et l'ouvrier, trouvent actuellement les conditions les plus favorables pour la solution des graves problèmes que soulève le dévoppement du grand atelier.

Ai-je besoin de démontrer que la formation particulariste développe tout naturellement chez les patrons plus d'initiative hardie, plus d'habitude de compter sur soi, plus d'esprit d'entreprise que la formation communautaire? Comparez à ce point de vue encore l'Occident et l'Orient. Or, ces diverses qualités sont indispensables pour diriger le travail avec succès, dans les conditions nouvelles et très compliquées créées à l'industrie par l'exploitation de la houille. Il est manifeste que le type éminent du grand patron, très capable et très entreprenant, s'est bien plus développé au sein de la race anglo-saxonne que dans les pays à formation ou à tendances communautaires; c'est même là ce qui a donné à cette race une prépondérance redoutable au point de vue industriel.

« Mais en quoi, dira-t-on, cela contribue-t-il à améliorer la situation de l'ouvrier, car, enfin, c'est surtout de lui qu'il s'agit? » Vous allez le voir.

Il est clair tout d'abord que la première condition pour que les ouvriers soient assurés d'avoir du travail, et d'en avoir avec le plus d'avantage, c'est que les patrons soient assez capables pour faire prospérer leur industrie. Un régime qui développe la capacité

des patrons est donc, par le fait même et en soi, favorable à l'amélioration du sort des ouvriers : les patrons qui prospèrent peuvent payer de plus forts salaires, ils peuvent s'imposer certains sacrifices pour créer, en faveur de leur personnel, des institutions de protection, d'assistance, de retraites, etc., toutes choses qui sont interdites aux patrons moins capables, moins entreprenants, qui vivotent à grand' peine.

Mais, pensez-vous, de ce que les patrons capables sont en état de faire ainsi à l'égard de leur personnel, il ne s'ensuit pas nécessairement qu'ils le fassent; il peut très bien arriver, et il arrive souvent, qu'ils profitent de leur succès uniquement pour augmenter leurs bénéfices, sans aucun souci de l'amélioration du sort des ouvriers.

Cette observation est parfaitement juste et c'est ici que nous allons mettre en lumière la supériorité remarquable et trop peu aperçue de la formation particulariste sur la formation communautaire, non seulement au point de vue des patrons, mais au point de vue des ouvriers eux-mêmes, — vous entendez bien, des ouvriers.

Ai-je besoin de redire ce que la formation communautaire fait de l'ouvrier? Elle en fait essentiellement un homme incapable de toute initiative, de toute action personnelle, forte et continue. C'est un pur instrument. Tel est l'ouvrier de l'antiquité; tel est actuellement l'ouvrier de l'Orient; tel est même quelque peu l'ouvrier allemand. Ce dernier n'est

qu'un instrument passif entre les mains des meneurs, qui l'embrigadent avec une incroyable facilité, meneurs du Socialisme révolutionnaire, meneurs du Socialisme conservateur, meneurs du Socialisme évangélique, meneurs du Socialisme catholique, etc. La puissance apparente des chefs du Socialisme allemand ne tient pas à une autre cause : ils ont entre les mains une matière facile à modeler, un troupeau qui se laisse aisément conduire. C'est ce qui vous explique l'étonnement et la confusion de ces mêmes meneurs allemands lorsqu'ils vinrent faire de la propagande en Angleterre et aux États-Unis; ils furent tout surpris de constater que les ouvriers ne se laissaient plus embrigader et conduire. C'était la surprise de l'homme à formation communautaire rencontrant enfin en face de lui l'homme à formation particulariste. Aussi un de ces meneurs traite-t-il dédaigneusement les ouvriers anglo-saxons de « masses aveugles ».

Sont-elles si aveugles que cela?

Voici ce qu'écrit un historien du Socialisme : « *Il n'y a pas de pays en Europe* où les ouvriers aient fait *davantage* qu'en Angleterre *pour améliorer leur condition matérielle :* ils y ont multiplié les caisses de secours, les assurances, les sociétés coopératives; avec leur système des Trade's Unions, ils sont devenus eux-mêmes des capitalistes. Mais ils ont fait tout cela en dehors du Socialisme, sans aucune prétention à changer le régime présent de la société » (1).

(1) T. de Wyzewa, *le Mouvement socialiste en Europe*, p. 211.

Ils ont donc fait tout cela, sans se laisser conduire par des meneurs, par des politiciens, et c'est ce que ces meneurs ne sauraient leur pardonner.

Pour apprécier tout ce que les ouvriers anglo-saxons ont pu faire *par eux-mêmes*, en Angleterre et aux États-Unis, avec leurs seules forces, par leur seule initiative, sans réclamer et au contraire en repoussant l'appui de l'État, il faut lire l'histoire des Trade's Unions; rien n'est plus instructif, rien n'est plus concluant, pour constater la supériorité immense que la formation particulariste imprime à l'ouvrier, l'aptitude qu'elle lui donne pour poursuivre l'amélioration de sa condition.

Et ces *Unions* ouvrières s'inspirent bien de la formation particulariste de la race : ce ne sont point, comme en Allemagne, des associations visant à être internationales, ou même seulement nationales, visant à englober tous les ouvriers et à entreprendre une refonte générale de la société; ce sont, au contraire, des groupes très particularistes, ne comprenant chacun qu'une catégorie *spéciale* d'ouvriers et unis seulement en vue d'un but *limité* et *bien déterminé*. Elles ne forment pas une immense machine centralisée entre les mains de quelques meneurs, qui s'en servent pour leur plus grande gloire, mais une multitude d'associations indépendantes ou à peine reliées entre elles; on sent bien que l'on n'est plus ici au milieu d'une race éprise de centralisation et d'autoritarisme, mais d'autonomie et d'indépendance.

Et les faits en témoignent : « Les Trade's Unions, dit un historien de ces associations, qui ont été pour les artisans anglais une école de discipline morale en même temps qu'un instrument de relèvement, sont restées animées d'un esprit d'*indépendance professionnelle*, ou, si l'on préfère, de *particularisme* (le mot est en toutes lettres), *qui s'est mis en travers des plans de fédération générale* destinés à concentrer en un faisceau unique toute l'activité et toutes les ressources financières des associés. Les essais de centralisation absolue et permanente *ont tous échoué à la longue* (1) ».

Le nombre total des Unionistes, en Angleterre seulement, s'élève actuellement au chiffre énorme de un million et demi et leur revenu à 2.000.000 de livres sterling, soit 50 millions de francs, avec un fonds de réserve qui atteint au même chiffre. Telle est la formidable puissance ouvrière qui est sortie de la seule initiative privée! Que l'Allemagne nous en montre autant.

Aux États-Unis, ce mouvement revêt une égale puissance, ainsi que nous l'avons indiqué plus haut, en décrivant la résistance des ouvriers américains au Socialisme.

Mais ce qu'il y a de plus remarquable, c'est que cette formidable puissance n'est point dressée contre

(1) E. Castelot, *Les Unions ouvrières en Angleterre; Journal des Économistes*, décembre 1891. Cet article ne fait que résumer l'ouvrage de M. Howel, secrétaire des Congrès des Trade's Unions, *The Conflicts of capital and labour*.

ce que les socialistes appellent avec colère la société capitaliste; elle a spécialement pour objet l'amélioration pratique du sort des ouvriers, soit en résistant à la baisse des salaires, soit en consacrant une grosse part de leurs ressources à établir un fonds (*out of work fund*) destiné à soulager les souffrances qui résultent de chômages accidentels, et tout cela sans recourir à l'assistance publique.

Aussi, dans une enquête parlementaire, la plupart des patrons, — des patrons, entendez-vous bien, — reconnaissaient, que, comme classe, les Unionistes étaient des ouvriers plus habiles et plus consciencieux (*more respectable men*) que le reste des ouvriers des mêmes corps de métiers. « En général, dit l'auteur cité plus haut, ils se sont contentés de poursuivre, *par des moyens légitimes*, ce que les Anglais appellent le *higher standard of life*, c'est-à-dire ce que le professeur Marshall de Cambridge définit : un type d'existence impliquant un accroissement d'énergie et de respect de soi-même. Pour y arriver, ils n'ont rien demandé à l'État, si ce n'est de les débarrasser des entraves dont ils étaient chargés, et n'ont sollicité ni ses subsides ni ses faveurs. Composées de l'élite de la classe ouvrière, les Unions sont, pendant près d'un siècle, avec la ténacité froide de la race britannique, restées fidèles à cette stratégie virile et fière qui a sa grandeur et qui a fini par commander l'estime des esprits les plus prévenus. »

Ainsi, la formation particulariste a su enfanter,

soit comme patrons, soit comme ouvriers, les hommes les plus capables de résoudre *par eux-mêmes* la question sociale.

Supposez, maintenant, — ce qui est d'ailleurs un fait incontestable, — qu'un certain nombre de patrons, ne consultant que leurs intérêts mal entendus, entreprennent de soumettre leurs ouvriers à une exploitation odieuse; qu'ils les considèrent uniquement comme un outillage que l'on peut prendre ou laisser à volonté; qu'ils essayent d'en tirer un travail excessif et de ne leur donner qu'un salaire dérisoire; qu'ils ne prennent aucune mesure pour éviter les chômages et mettre la vieillesse à l'abri de la misère, supposez cela et dites si les ouvriers à formation particulariste ne sont pas cent fois mieux armés, cent fois plus puissants pour se faire rendre justice que les ouvriers à formation communautaire. Ils sont plus forts, parce que leur force réside en eux-mêmes et qu'ils appliquent la résistance directement et pratiquement contre l'obstacle qu'il faut vaincre.

Ils opposent à une exploitation précise et particulière, des revendications précises, particulières et pratiques, et non, comme les chefs du Socialisme, des déclarations de principe, des discours révolutionnaires, des articles de journaux et des projets chimériques de refonte générale de la société...; en attendant, les ouvriers continuent à mourir de faim.

Aussi on peut dire qu'en Angleterre et aux États-Unis la solution de la question ouvrière est bien plus

avancée que dans les autres pays ; elle est plus avancée pour toute la catégorie des ouvriers à formation nettement particulariste, dont le noyau le plus considérable est représenté par les ouvriers appartenant aux Trade's Unions.

En réalité, dans ces deux pays, le problème ne se pose encore, ne se pose réellement et avec acuité, que pour les ouvriers de catégorie inférieure, ou de petits métiers n'exigeant pas d'aptitudes spéciales, comme les portefaix des docks de Londres par exemple. Mais il faut remarquer que ces ouvriers n'appartiennent pas à la formation particulariste, qui est caractérisée par l'aptitude au *self help;* ils ne lui appartiennent pas, soit à cause de leurs vices personnels, soit à cause de leur formation sociale communautaire, comme par exemple les Irlandais, les Écossais des Highlands, les émigrants allemands, italiens, etc. Ce sont là les éléments qui alimentent surtout le paupérisme en Angleterre et aux États-Unis ; c'est parmi ces éléments que les socialistes recrutent surtout leurs adeptes et la révolution cosmopolite ses soldats.

Cette simple constatation vient confirmer encore la conclusion générale qui se dégage de cette étude, c'est-à-dire l'infériorité absolue de la formation communautaire.

L'avenir est manifestement aux peuples qui ont réussi à s'en dégager ; la sagesse consiste à se rendre compte de cette vérité, au lieu de s'attarder à une prétendue solution, à une vieillerie usée, qui

avait déjà fait ses preuves d'impuissance au temps des Pharaons et qui, aujourd'hui, est surtout propagée dans le monde par la nation de l'Occident la plus enfoncée dans l'autoritarisme.

CHAPITRE III

COMMENT LE FRANÇAIS ET L'ANGLO-SAXON ONT UNE CONCEPTION DIFFÉRENTE DE LA PATRIE

A des esprits qui entendent contrôler les idées par les faits et ne se paient pas de belles paroles, il importe aujourd'hui de se rendre compte, aussi strictement que possible, des réalités qui se dissimulent sous ces termes : Patrie et Patriotisme, grands mots que beaucoup prennent par trop l'habitude d'employer sans discernement, à tort ou à travers, quelques-uns avec un enthousiasme qui ne désarme pas, d'autres avec un dédain et une colère qui ne sont pas moins absolus.

Tandis que les uns s'efforcent de surexciter le patriotisme, d'autres répudient hautement les formes renouvelées du *Civis sum romanus;* ils traitent la patrie de marâtre, affirment que c'est là une conception qui a fait son temps, qui n'est plus en harmonie avec l'état social actuel; ils disent que tous les hommes sont frères et se déclarent des « sans patrie », au grand scandale de leurs concitoyens.

Voilà bien les deux doctrines en présence. Elles ne

peuvent certainement pas se concilier, mais elles peuvent avoir leur explication. On doit pouvoir dégager la formule du patriotisme, dessiner en quelque sorte la courbe de son évolution dans les sociétés humaines, saisir sa cause et ses conséquences, déterminer enfin si le monde marche vers une accentuation, vers une diminution, ou vers une modification de l'idée de Patrie. Les Chauvins ont-ils raison contre les Sans-Patrie, ou les Sans-Patrie contre les Chauvins? S'ils ont à la fois tort et raison tous les deux, dans quelle mesure se trompent-ils les uns et les autres?

Questions difficiles et surtout délicates, qui exigent, aussi bien chez l'auteur de cette étude que chez ses lecteurs, beaucoup de calme et de liberté d'esprit. Il nous faut, les uns et les autres, nous dégager, au moins pour un instant, de tout esprit de parti et même de pays, nous imaginer que nous habitons une autre planète d'où nous considérons avec tranquillité ce qui se passe sur la terre.

La première constatation à faire, c'est que le Patriotisme se développe très différemment et très inégalement dans les sociétés humaines; il y est le produit très varié de causes très dissemblables.

On peut tout au moins y reconnaître aisément quatre variétés bien distinctes, qui se définissent ainsi : le Patriotisme fondé sur le sentiment religieux, le Patriotisme fondé sur la concurrence commerciale, le Patriotisme d'État, fondé sur l'ambition

politique, le Patriotisme fondé sur l'indépendance de la vie privée.

I

La première variété, *le Patriotisme fondé sur le sentiment religieux*, peut s'observer particulièrement chez les Arabes, les Touaregs, les Turcs et leurs similaires.

J'ai expliqué ailleurs (1) les causes sociales qui placent ces populations issues des Déserts sous la domination de confréries religieuses. Dans le présent, et aussi loin qu'on remonte dans le passé, on trouve là un groupe d'hommes qui apparaît toujours comme l'unique, incontesté et omnipotent dominateur. Ce groupe n'appartient pas à une tribu en particulier, mais il compte des adhérents fanatiques dans toutes les tribus, d'une extrémité du Désert à l'autre; il apparaît non seulement comme tout-puissant, mais comme universel. C'est lui que tous les conquérants qui ont essayé de pénétrer dans le Désert ont rencontré devant eux; c'est lui que rencontrent, comme un obstacle jusqu'à présent infranchissable, les Anglais sur la frontière soudanienne de l'Égypte, les Français sur la frontière saharienne de l'Algérie.

Ces rois du Désert s'appellent les Confréries religieuses; leurs membres s'appellent khouans, ou frè-

(1) Voir la *Science sociale*, t. XV, p. 315 et suiv. : *Les sociétés issues des Déserts; le type des oasis et des confins agricoles.*

res; leurs chefs s'appellent khalifes, cheikhs, etc., et parfois, à certaines époques d'inspiration ou de fureur religieuse plus grande, ils s'appellent mahdi, ou envoyés de Dieu. A ces moments-là, malheur à ceux qui tentent de pénétrer dans le Désert!

Ces confréries, ou zaouïas, ont, dans toutes les oasis, des maisons relevant de la maison-mère. Ainsi l'oasis de Guemar, dans le Sahara, qui n'a que sept à huit cents habitations, compte cependant douze mosquées et quatre zaouïas.

Les khouans, ou frères, ont leurs mots de passe, leurs signes de reconnaissance, une hiérarchie officielle qui s'étend du grand maître, ou khalife, jusqu'aux agents subalternes (messagers, porte-bannières, gardiens, etc.), enfin des assemblées générales où ils se réunissent, soit pour recevoir les instructions secrètes du grand maître, soit pour procéder à des initiations de nouveaux membres, soit pour organiser le soulèvement de la population contre un ennemi du dedans ou du dehors. C'est une réunion de patriotes, ce sont les chauvins du Désert.

C'est à cette variété de patriotisme que se rattachent les sociétés qui occupaient autrefois les deux grandes oasis de l'Assyrie et de l'Égypte, au moins pendant la première période de leur histoire, alors que, récemment formées d'éléments sortis du Désert, elles étaient sous la domination plus ou moins directe des confréries religieuses et des prêtres d'Ammon (1). Il faut également y rattacher Mahomet et

(1) Voir, dans la *Science sociale* : *l'Égypte ancienne*, par

ses sectateurs, ainsi que toutes les sociétés fondées sous son inspiration, soit dans les Déserts d'Arabie et du Sahara, soit à leurs deux extrémités, depuis l'Asie Mineure jusqu'à l'Espagne. Il faut enfin y comprendre les Turcs, qui furent amenés à demander à l'Islamisme des cadres de gouvernement que ne leur donnait pas leur formation de pasteurs de steppes riches.

Il suffit de nommer ces peuples pour évoquer immédiatement à l'esprit le caractère propre de cette variété du patriotisme : il est absolu et impitoyable à l'égard de ses adversaires, parce qu'il prétend s'appuyer sur une doctrine religieuse qui ne transige pas. Mais il est surtout redoutable parce qu'il ne plie pas seulement les corps sous sa domination, mais aussi les esprits et les âmes. Non content de demander aux vaincus de se soumettre, il leur impose l'obligation de croire : « Crois ou meurs ». Ce patriotisme a ensanglanté l'histoire pendant des siècles et il se présente au jugement des hommes chargé d'exécrables forfaits. La religion n'est plus que de la fureur religieuse lorsqu'elle s'adresse à la peur et non à la conscience, lorsqu'elle prétend s'imposer par la violence. Un pareil patriotisme doit être énergiquement flétri, surtout par les croyants, parce qu'il profane et qu'il déshonore ce qu'il y a de plus noble et de plus élevé : le sentiment religieux et la justice divine.

M. A. de Préville, t. IX, p. 212 et suiv., et *Les Chaldéens; Originalité et importance de leur rôle préhistorique*, par M. L. Poinsard, t. XVI, p. 206 et suiv.

Les patriotes de ce genre sont les pires des simoniaques, car, le sabre ou le bâton en main, ils trafiquent des choses saintes au profit de leur passion, de leur haine, ou de leur ambition.

II

La seconde variété, le *Patriotisme fondé sur la concurrence commerciale*, a plus spécialement caractérisé les populations anciennes des rivages de la Méditerranée, alors que cette mer était une sorte de bassin fermé. On sait comment, dans l'antiquité, une multitude de cités indépendantes, vivant principalement du commerce, s'égrenaient le long des côtes de la Phénicie, de l'Asie Mineure, de la Grèce, de la Grande-Grèce, de l'Espagne et de l'Afrique septentrionale. Naturellement, elles se faisaient entre elles une concurrence acharnée; triompher d'une rivale leur était une question de vie ou de mort. L'histoire ancienne n'est guère que le récit de ces rivalités marchandes

C'était donc, pour ces cités, une nécessité de s'organiser en vue de la défense et de l'attaque, car chacune d'elles formait un petit monde à part qui ne pouvait guère compter que sur lui-même. Aussi leur préoccupation constante fut-elle de dresser leur jeunesse à tous les exercices du corps : la force, l'adresse, la souplesse, l'habileté à tirer de l'arc devinrent les qualités qu'on estimait le plus chez un jeune homme, et les jeux publics, qui prirent dans toutes ces cités

un si grand développement, n'étaient qu'une des formes de ce patriotisme ombrageux.

Le patriotisme alors était local, c'était le patriotisme de la Cité. *Civitas, Urbs,* mots fameux dont les auteurs de l'antiquité sont pleins. Toutes les belles actions qu'ils nous racontent, et dont nous remplissons encore pieusement et un peu naïvement la mémoire de nos écoliers, sont la manifestation de ce genre de patriotisme

Une ville était aussi fière de ses athlètes que de ses philosophes, parce que les uns et les autres étaient un produit nécessaire et naturel de l'état social (1). « Crotone, dit Strabon, paraît s'être appliquée surtout à former des soldats et des athlètes. Il est arrivé, par exemple, que, dans la même Olympiade, les sept vainqueurs du stade furent tous de Crotone, de sorte qu'on a pu dire avec vérité que le dernier des Crotoniates était encore le premier des Grecs. » On tenait en telle estime les vainqueurs de ces jeux publics, qu'on leur décernait les honneurs les plus magnifiques et que les sculpteurs les plus renommés se disputaient la gloire de faire leur statue. C'est ainsi qu'on voyait, à Olympie, la statue du Crotoniate Astylos, vainqueur à trois Olympiades successives. Philippe, fils de Buttacos, vainqueur aux jeux olympiques et le plus beau des Grecs de son temps, épousa la fille de Telys, le tyran de Sybaris, et fut, après sa

(1) Voir à ce sujet, dans la *Science sociale : A travers l'Italie méridionale*, par M. A. Moustiers, t. V, p. 245 et suiv., et *Les ancêtres de Socrate*, par M. d'Azambuja, t. XIX.

mort, placé parmi les héros. Phayllos se vit élever une statue à Delphes, pour avoir remporté trois prix dans les jeux pythiques : l'inscription de sa statue disait qu'il sautait 55 pieds et lançait le disque à quatre-vingt-quinze pas. Il fut un des héros de la bataille de Salamine. Mais le plus célèbre athlète fut le fameux Milon de Crotone. Il remporta six victoires aux jeux olympiques, sept aux pythiques, dix aux isthmiques, neuf aux néméens. De son vivant, sa réputation de vigueur était parvenue jusque dans l'extrême Orient, à la cour des rois de Perse. Il avait à Olympie sa statue de bronze exécutée par son compatriote, le sculpteur Daméos, de Crotone. Il prit une part éclatante dans les luttes de sa patrie contre Sybaris.

Détrôner les jeux d'Olympie était l'ambition de toutes ces villes. C'est ainsi que nous voyons Sybaris et Crotone instituer des jeux solennels et créer des prix magnifiques en argent, dans l'espoir d'attirer à ces solennités les Grecs d'Italie, de Sicile et même des villes de l'Asie Mineure. Ce fut la lointaine origine des honteux combats de gladiateurs, qui devaient plus tard déshonorer la décadence romaine.

Telles étaient les formes de Patriotisme que la nécessité de résister à la concurrence commerciale développa dans les cités anciennes de la Méditerranée. Mais c'était là un patriotisme d'argent, à la fois étroit et cupide. Ces compétitions à main armée, ces luttes incessantes, que l'histoire a embellies de couleurs trop éclatantes, avaient, en somme, pour mobile le

désir de ruiner, par la force brutale, une rivale qu'on ne pouvait surpasser par l'habileté commerciale.

Le pur amour de la patrie et la volonté de se sacrifier au besoin pour elle tenaient moins de place qu'on ne le croit dans les préoccupations de ces marchands : aussi, toutes ces villes, quand elles furent assez riches, cessèrent-elles de recruter leurs défenseurs dans leur sein et firent-elles appel à des armées de mercenaires. « A partir de l'an 560 », marqué par une de leurs défaites, « les Crotoniates, dit Justin, cessèrent de s'exercer au courage militaire et au soin des armes. Ils tombèrent dans le même luxe et la même mollesse que Sybaris ». Après Crotone, c'est Tarente, dont « les vertus militaires se perdirent également dans la corruption et l'amollissement des mœurs ».

Au fond, ce patriotisme si vanté peut se ramener à un drame en deux actes : au premier acte, ces villes s'efforcent de se détruire les unes les autres pour satisfaire leurs rivalités commerciales; au second acte, les villes qui ont ainsi triomphé par la force sont réduites et ruinées à leur tour par quelque vainqueur appartenant à un autre type social.

III

La troisième variété, *le Patriotisme d'État fondé sur l'ambition politique*, se développe plus particulièrement dans les sociétés à grands pouvoirs publics et à centralisation administrative, dont la France,

l'Allemagne, la Russie, l'Italie, l'Espagne sont les types les plus caractérisés à l'époque actuelle. Dans le passé, l'Empire romain se rattache à cette variété.

Ici, le pouvoir n'est plus représenté par des confréries religieuses, ou par des municipalités urbaines composées de commerçants, mais par des chefs, guerriers ou entourés de guerriers, exerçant la domination sur de vastes territoires, disposant de ressources considérables en hommes et en argent et ayant sous leurs ordres une armée nombreuse de soldats et de fonctionnaires dociles.

De pareils chefs d'État sont admirablement outillés pour faire la guerre, puisqu'ils tiennent dans leurs mains toutes les forces vives du pays, puisque tout est plus ou moins subordonné à l'État. Soldats et fonctionnaires n'ont d'autre volonté que celle du Pouvoir souverain qui les paye. Par situation, l'armée est même plus favorable à la guerre qu'à la paix; elle a une tendance à n'estimer le souverain, ou le chef d'État, s'il s'agit d'une république, qu'en proportion de ses exploits et de ses victoires.

Dans ces conditions, les représentants du Pouvoir sont naturellement enclins à faire la guerre. C'est souvent pour eux un moyen de supplanter un compétiteur, de chasser un rival : de là, l'innombrable série des guerres entreprises à raison de prétentions dynastiques, ou d'ambitions personnelles. C'est bien séduisant de s'emparer d'un pouvoir qui vous donne l'omnipotence et que la victoire suffit à sacrer et à justifier.

Mais une fois installé, il faut se maintenir, et ce n'est pas une petite affaire pour des pouvoirs aussi exorbitants, qui froissent tant d'intérêts, par la bonne raison qu'ils ont assumé la tâche de penser, de parler et d'agir pour tout le monde. Ils menacent de succomber sous cette omnipotence qui les écrase et qui les déborde. Alors la guerre s'offre encore à eux comme une diversion, comme un moyen de détourner les esprits des difficultés intérieures. Et voilà bien la cause de toute une autre série de guerres dont l'histoire est pleine.

Si ces souverains sont victorieux, leur puissance se trouve encore augmentée, et alors ils ne font plus la guerre pour se maintenir, mais pour s'agrandir, pour étendre leur domination, pour créer ces immenses empires qui font la joie des historiens et la désolation des peuples. Vous voyez ici se dresser devant vous toute la série des prétendus grands rois qui encombrent les avenues de l'histoire et en marquent les principales étapes.

Mais ces immenses puissances sont tellement contre nature, elles entraînent de tels forfaits dans la vie publique et de telles calamités dans la vie privée, qu'elles ne durent pas : elles s'écroulent avec fracas, presque immédiatement après la mort du héros, souvent de son vivant. Alors la série des guerres recommence avec les successeurs, et ainsi de suite, de générations en générations.

La plupart de ces guerres sont entreprises en dépit du sentiment public, car les peuples ont besoin de

la paix, parce qu'ils ont besoin de travailler pour vivre et que la guerre ruine le travail. Mais le sentiment public se fait difficilement jour dans les sociétés de ce type : toute initiative privée y est comprimée par la centralisation administrative. La masse de la population, celle qui est adonnée au travail utile, obscur, méritoire, celle qui produit et qui, seule, alimente l'impôt, est annihilée par la puissance publique, qui a tout envahi, qui lui a peu à peu retiré toute action sociale, qui l'a ainsi atrophiée ; elle ne sait plus qu'obéir : elle obéit au gouvernement, elle obéit aux fonctionnaires, elle obéit aux politiciens. Est-ce qu'on résistait sous Philippe II, sous Louis XIV, sous la Convention, sous Napoléon, sous Guillaume Ier?

Or, ces pouvoirs si remarquablement outillés pour satisfaire leur ambition politique ne peuvent se faire suivre, ne peuvent obtenir des populations les sacrifices énormes qu'ils demandent en hommes et en argent, qu'en invoquant l'intérêt de la Patrie, qu'en surexcitant le sentiment patriotique.

Ils aiment passionnément la paix : personne ne le déclare plus qu'eux et plus haut. La guerre est le pire des fléaux : ils le répètent et le proclament. Relisez le discours de l'Empereur d'Allemagne aux fêtes de Kiel : le mot de « paix » y figure une douzaine de fois). Cependant ils passent leur vie à faire la guerre, ou à la préparer. Et cette indéfinie préparation de la guerre est plus ruineuse pour le pays que la guerre elle-même ; elle l'épuise en hommes et en argent.

Plus ce régime social devient ruineux, plus il est nécessaire de faire appel aux sentiments patriotiques. Il est difficile de calculer à quel degré de patriotisme un peuple peut arriver quand il est complètement ruiné, ou à quel degré de ruine il peut atteindre quand il est parvenu aux dernières convulsions du patriotisme. On peut cependant s'en faire une idée en étudiant la situation actuelle de l'Italie (1). Ce peuple présente, au point de vue scientifique et social, un intérêt extrême : il nous montre clairement le point où aboutit la voie dans laquelle nous sommes engagés. Et si on veut faire la preuve, on n'a qu'à considérer la situation actuelle de l'Espagne. Italie et Espagne, Espagne et Italie, je signale ce double exemple aux patriotes des Deux Mondes. Si on veut pousser plus loin l'expérience, on peut y joindre les républiques de l'Amérique du Sud.

Je ne sais qui a dit, mais c'était un esprit singulièrement sincère : « On reculerait, si l'on voulait sonder ce qu'il y a au fond du mot Patrie ». Il est incontestable que plus de la moitié des forfaits qui déshonorent l'histoire, et qui en font une lecture si immorale, ont été commis au nom du patriotisme.

Je sais parfaitement qu'arrivé à ce point de mon

(1) Par une ironie fortuite, mais cruelle, le portique d'une des pièces d'artifice par lesquelles les Italiens ont célébré l'anniversaire de l'Unité, s'ouvrait sur les décombres d'un quartier de la « Troisième Rome » ruiné avant d'avoir été construit. C'est le *Temps* qui en fait la remarque.

article, j'ai dû déranger les idées d'un certain nombre de mes lecteurs : leur chauvinisme, leur patriotisme proteste. Aussi est-ce à eux maintenant que je m'adresse plus spécialement. Et je leur dis : « Franchement, êtes-vous si patriotes que cela? » J'entends patriotes en actes, car je sais parfaitement que le nombre des Patriotes en paroles est fort grand. Mais ici les paroles ne comptent pas. Je crains que beaucoup ne se fassent grandement illusion à eux-mêmes.

Le patriotisme se traduit principalement et d'une façon tangible par deux séries d'actes : le paiement de l'impôt en argent et le paiement de l'impôt du sang.

Vous payez exactement l'impôt en argent : la crainte du percepteur est le commencement de la sagesse ; d'ailleurs, il n'y a pas moyen de s'y soustraire. Mais vous protestez de toutes vos forces contre le poids croissant des charges publiques, et si un candidat se fait un tremplin de la diminution des impôts, vous lui êtes favorable. J'affirme qu'en agissant ainsi vous manifestez que vous êtes un faux patriote, au sens du patriotisme que je viens de condamner. Le système que, contre moi, vous défendez, que vous soutenez avec chaleur, ne peut fonctionner, vous le savez bien, qu'avec énormément d'argent. Si vous aviez réellement ce patriotisme, si vous l'aviez autrement que de tête, s'il était pour vous autre chose qu'une attitude irraisonnée, vous ne marchanderiez pas au Pouvoir l'argent dont il a besoin pour

alimenter cette forme du patriotisme. Payez sans vous plaindre : plus vous payez, plus votre patriotisme triomphe, plus vous devez vous réjouir.

J'ai le droit, moi, de n'être pas content, parce que, conséquent avec moi-même, je proteste en toute occasion contre le système social édifié par ce faux patriotisme. Ce droit vous ne l'avez pas et vous ne le prenez qu'en vous mettant en contradiction avec vous-même.

Le second acte imposé par le patriotisme, tel que vous l'admettez, est l'impôt du sang. Dans quelle mesure le payez-vous, ô Patriotes?

Ce n'est un mystère pour personne que tous les Français, même les plus chauvins, n'ont qu'une préoccupation : se soustraire au service de trois ans et y soustraire leurs fils; toute la vie est orientée vers ce but.

Si le service de trois ans est nécessaire, pourquoi s'y soustraire? S'il est inutile, pourquoi le défendre? N'y a-t-il pas une sorte de contradiction à s'y soustraire et à le défendre tout à la fois?

Depuis la nouvelle loi militaire, les écoles qui dispensent de deux ans de service sont encombrées de candidats. Plusieurs de ces écoles périclitaient faute d'élèves; elles en regorgent maintenant. A l'École de Droit, on en est même arrivé à abaisser les épreuves, et par conséquent les études, pour pouvoir délivrer un plus grand nombre de ces diplômes libérateurs. Les professeurs se souviennent qu'ils sont pères, et leur paternité est moins intransigeante que leur chauvinisme.

Parmi les sénateurs et les députés, combien y en a-t-il dont les fils fassent trois ans de service? Y en a-t-il dix? — Ainsi, on donne au service de trois ans ses votes, mais on ne lui donne pas ses fils.

En somme, cette variété de Patriotisme repose sur la poursuite de la domination politique au moyen de la guerre et grâce à l'extension démesurée de la puissance publique. Mais un pareil patriotisme est tellement écrasant pour les populations, que chacun, après avoir entonné en son honneur le couplet de rigueur, s'efforce de se dérober aux charges exorbitantes qu'il impose. Ces charges retombent alors de tout leur poids sur les faibles, les petits, les naïfs, sur le peuple en un mot, qu'elles écrasent, et qu'elles ruinent. Un jour, poussé à bout, ce peuple se débarrasse violemment des Louis XIV, des Conventionnels, des Napoléon, mais il ne réussit qu'à retomber sous la domination d'autres Louis XIV, d'autres Conventionnels, d'autres Napoléon, car, dans ce type social, il y en a toujours en disponibilité.

IV

J'arrive à la quatrième et dernière variété, *le Patriotisme fondé sur l'indépendance de la vie privée.*

Je classe sous ce terme tout un groupe de sociétés dans lesquelles le Patriotisme et l'idée de Patrie elle-même se manifestent sous une forme absolument différente des trois précédentes.

Ici, l'homme considère essentiellement que la Patrie, c'est le foyer, et que l'intérêt intangible qu'il doit défendre envers et contre tous, c'est la liberté complète de ce foyer et de ceux qui l'habitent. Pour lui, la patrie politique n'a d'autre but que de faciliter le maintien de l'indépendance privée. Il ne considère pas, comme dans le type précédent, que l'homme est essentiellement créé pour la patrie, mais la patrie pour l'homme. Il est moins préoccupé d'être citoyen d'un grand pays, que d'être un citoyen libre. A vrai dire, il est homme avant d'être citoyen.

Cette forme de patriotisme, si différente de la forme latine, a fait sa première apparition dans l'Occident de l'Europe vers le cinquième siècle de notre ère. Elle a été importée en Gaule par les Francs, en Grande-Bretagne par les Saxons. Francs et Saxons appartenaient à la même formation sociale, que la science sociale désigne sous le nom de *formation particulariste*, parce que, contrairement à la tradition léguée par l'Empire romain, elle fait prédominer l'individu, le *particulier*, sur l'État.

Cette prédominance du particulier s'est immédiatement traduite, en France et en Grande-Bretagne, par un infini morcellement de la souveraineté. A vrai dire, il y a eu, au moyen âge, autant de souverainetés que de domaines; chaque particulier était souverain sur sa terre : il y exerçait la police et la justice. Ce fut la substitution d'une foule de petites Patries à la grande Patrie romaine.

Je n'ai pas à dire ici comment et pourquoi cette

forme nouvelle de société disparut peu à peu de la France, chassée par le type de la grande Monarchie centralisée, et fut, au contraire, conservée en Angleterre. Le fait est qu'aujourd'hui nous pouvons l'observer principalement parmi les populations du type anglo-saxon, c'est-à-dire en Angleterre et dans ses nombreuses colonies et aux États-Unis.

Pour préciser la forme que revêt le Patriotisme, chez ces populations, il suffit de rappeler quelques faits connus de tous et bien caractéristiques.

Le premier fait est la *facilité extraordinaire avec laquelle l'individu s'expatrie sans esprit de retour*. Et il ne s'agit pas d'une expatriation dans le voisinage de la frontière, mais au loin, au plus loin, sous d'autres cieux, souvent aux antipodes. Le colon anglo-saxon a manifestement le sentiment qu'il porte sa patrie avec lui, que la patrie est l'endroit du monde où l'on peut vivre libre.

Le second fait est l'*indépendance des colonies vis-à-vis de la mère patrie*. Tant qu'elles lui restent unies, elles conservent vis-à-vis d'elle une grande indépendance, s'administrant elles-mêmes, jouissant, elles aussi, du self government; elles ne considèrent pas que l'amour de la patrie consiste à se laisser mener et exploiter par elle. Mais cette union avec la mère-patrie est, elle-même, passagère; elle ne se prolonge guère au delà de la période de formation et d'éducation : les colonies anglaises, comme les jeunes Anglais, tendent à s'expatrier. C'est ainsi que l'Angleterre a déjà vu les États-Unis se séparer d'elle et

qu'elle voit s'accentuer chaque jour les tendances séparatistes en Australie, en Nouvelle-Zélande, au Canada, au Cap. « Les habitants des colonies anglaises, dit un voyageur moderne, sont fiers aujourd'hui de s'appeler Australiens, Canadiens, Africains. L'esprit national s'accentue tous les jours, et c'est John Bull lui-même qui l'alimente. Tout Anglais qui va s'établir aux colonies cesse, après quelques années, d'être Anglais : il est Canadien, Australien, Africain et jure par sa nouvelle Patrie. C'est par pure politesse envers la mère-patrie que ces Anglo-Saxons acceptent des gouverneurs, et encore à la condition formelle que ces gouverneurs ne s'occupent pas plus de politique que ne le font la reine et les membres de la famille royale (1) ».

Une troisième manifestation non moins caractéristique est la *répudiation complète du militarisme.* L'Angleterre, « qui a cependant quatre fois plus de sujets que n'en gouvernent les autres Puissances de l'Europe réunies, est, parmi les grands États de l'Europe, celui qui s'appuie sur l'armée permanente la moins considérable. Son armée régulière est d'environ cent mille hommes (2). C'est le sixième de celle de la France, de l'Allemagne et de la Russie, c'est-à-dire des pays de la variété précédente ; le quart de celle de l'Autriche, le tiers de celle de l'Italie sur le pied de paix, bien entendu. C'est peut-être le tren-

(1) Max O'Rell, *La Maison John Bull et C°*, Calmann-Lévy.
(2) E. Reclus, *Nouvelle Géographie universelle,* t. IV, p. 879, 881.

tième ou le quarantième, si on tient compte du nombre des sujets

Mais voici qui montre mieux à quel point ces peuples sont peu organisés en vue de la guerre : « La conscription n'existe pas en Angleterre et le gouvernement ne peut lever, dans le peuple même, les hommes qui pourraient lui servir à combattre les volontés du peuple : chaque année, les forces militaires seraient licenciées de fait, si le Parlement n'en votait le maintien. En principe, le Souverain n'a pas le droit d'entretenir une armée permanente sans la sanction des Communes, qui fournissent les fonds nécessaires et proclament, chaque année, le Mutiny Act, d'après lequel a été institué le code militaire (1) ». Notez que la conscription n'existe pas plus pour la marine que pour l'armée : les marins se recrutent, comme les soldats, au moyen d'enrôlements volontaires.

Aux États-Unis, l'armée est encore plus réduite : elle ne comprend, sur le pied de paix, que 26.000 hommes, pour un territoire et une population immenses.

Ces tendances antimilitaristes s'accusent encore par le développement des associations en faveur de la paix. Ce n'est guère qu'en Angleterre et aux États-Unis qu'elles ont pris une sérieuse extension. D'après un tableau que j'ai sous les yeux, les diverses sociétés françaises comprennent environ 1.200 adhérents, la seule société allemande qui soit mentionnée n'en a que 70, tandis que cinq sociétés anglaises comptent

(1) É. Reclus, *Nouvelle Géographie universelle*, t. IV, p. 879.

à elles seules plus de 25.000 adhérents, sans parler de la *Peace Society*, fondée en 1816, qui en compte plusieurs milliers. Aux États-Unis, une seule société a plusieurs millions de membres, et les sociétés du même genre sont innombrables et font tous les jours des progrès.

Enfin, nous pouvons citer, comme dernier symptôme, *la tendance à régler les difficultés internationales non par la guerre mais par l'arbitrage*. Depuis 1816, il est intervenu entre les différents peuples du monde entier soixante-douze traités d'arbitrage. Or, sur ce chiffre, vingt-trois concernent l'Angleterre et trente-six les États-Unis. Tous les autres peuples réunis n'ont eu recours à l'arbitrage que treize fois. Ces chiffres prouvent éloquemment que le patriotisme de la race anglo-saxonne se traduit plus volontiers par l'arbitrage que par la force des armes.

V

Nous pouvons maintenant juger comparativement ces quatre variétés de patriotisme.

Le Patriotisme fondé sur le sentiment religieux est aujourd'hui confiné dans les Déserts, où les confréries musulmanes l'alimentent péniblement; en tous cas, il n'exerce plus et ne peut plus exercer d'action extérieure. Chez les peuples de l'Occident, la religion tend de plus en plus à la pratique de la tolérance; elle se propage par la persuasion et ne s'impose plus par la force; elle établit son domaine dans la cons-

cience et n'invoque plus la puissance publique pour recruter des adhérents. Cette variété est donc en recul manifeste sur toute la ligne.

Le patriotisme fondé sur la concurrence commerciale a également fait son temps. Les causes qui lui ont autrefois donné naissance, dans le bassin de la Méditerranée, n'agissent plus depuis longtemps. Les anciennes cités phéniciennes, carthaginoises, grecques, puis vénitienne et génoise, n'existent plus ou à peu près plus; et elles prouvent, par leur ruine ou par leur irrémédiable décadence, ce que vaut ce genre de patriotisme comme force sociale. Aujourd'hui, la concurrence est devenue « l'âme du commerce »; alors même qu'on essaye de la limiter ou de l'atténuer par des mesures douanières, les barrières s'abaissent entre les peuples et l'on commerce, en somme, de plus en plus librement d'un bout du monde à l'autre.

Voilà encore une forme de patriotisme sur laquelle il ne faut plus compter et qui va rejoindre la précédente dans les fastes de l'histoire ancienne.

Nous ne pouvons malheureusement en dire autant de la troisième variété : *le Patriotisme d'État fondé sur l'ambition politique* n'est pas mort; du moins, il est plus malade qu'on ne le croit généralement. Il présente ce symptôme infaillible des choses désormais finies, qu'on ne réussit à le maintenir que par des procédés artificiels, en recourant à des moyens de surexcitation de plus en plus violents, et qu'il entraîne pour les populations des charges croissantes et déjà exorbitantes. Il est probable qu'entre la France

et l'Allemagne, par exemple, le vaincu sera celui qui succombera le premier aux charges qu'impose cette paix, plus onéreuse encore que la guerre. Mais, à ce moment-là, le vainqueur ne vaudra guère mieux.

Le véritable vainqueur sera fourni par les Sociétés appartenant à la quatrième variété.

Cette variété, *le Patriotisme fondé sur l'indépendance de la vie privée*, présente tous les symptômes des choses qui grandissent et qui ont pour elles l'avenir.

1° *Ce patriotisme fonctionne naturellement*, sans qu'il soit nécessaire de l'entretenir par des excitations extérieures et incessantes. Il est le produit d'un état social qui développe spontanément chez l'homme le besoin de l'indépendance et l'éloignement pour toutes les contraintes inutiles, imposées par l'État. Pour faire respecter cette indépendance vis-à-vis des Pouvoirs publics, pour repousser ces contraintes, l'individu n'a donc qu'à obéir à ses instincts les plus profonds. Il pratique cette forme de patriotisme aussi naturellement qu'il boit, qu'il mange et qu'il dort.

2° *Ce patriotisme développe la richesse.* Il la développe d'abord négativement, en supprimant toutes les charges ruineuses imposées par le militarisme; il la développe ensuite positivement, en excitant toutes les énergies triomphantes de la vie privée. Les sociétés de ce type sont incontestablement les plus riches, — et les plus riches par leur travail, — qui existent à la surface du globe.

3° *Ce patriotisme développe la grandeur morale.* Il

faut insister sur ce point, parce que notre chauvinisme a eu intérêt à fausser les idées à ce sujet. Il dit et répète que la guerre est une grande source, sinon la plus grande, d'élévation morale, que si elle venait à disparaître, il y aurait diminution de valeur morale dans l'humanité. Cette affirmation est peut-être utile pour exciter les peuples à se jeter les uns sur les autres, mais elle est en contradiction flagrante avec les faits les plus manifestes.

Les sauvages de l'Amérique du Sud et de l'Afrique sont constamment en guerre les uns avec les autres, pour se disputer les territoires de chasse : ils devraient donc, depuis des siècles, être arrivés au plus haut degré de la valeur morale; ils sont au dernier. Si on consulte l'histoire des peuples civilisés, on constate que les périodes des invasions, des guerres, celles où le patriotisme guerrier est arrivé à son paroxysme, sont en même temps celles où l'homme semble frappé d'une plus grande déchéance morale. Alors s'accumulent, sous la plume de l'historien, les récits d'assassinats, de parjures, de luttes fratricides, de forfaits de tous genres, qu'il est bien difficile de confondre avec un développement de la grandeur morale. L'ambition surexcitée, le désir de la conquête et de la domination portent les chefs à fouler aux pieds toute morale; d'autre part, l'enivrement, l'excitation de la lutte portent les soldats à tous les actes de cruauté, de violence et de débauche que le bon sens de la langue appelle les actes d'une « soldatesque effrénée »

Mais on peut objecter que le régime militaire actuel ne comporte plus, au moins au même degré, de pareils actes. Cela est très vrai, mais, dans cet état nouveau, la déperdition morale, pour être différente, n'en est pas moins réelle.

Aujourd'hui, la guerre est heureusement devenue l'exception ; l'état normal pour le soldat, c'est la paix armée. Nous sommes déjà loin du guerrier dont la vie se passait dans les combats, le soldat actuel passe sa vie à la caserne, à apprendre le maniement d'une arme dont généralement il n'aura pas à se servir. C'est presque un bon bourgeois paisible, vivant de rentes sur l'État.

Or, on n'aperçoit pas du tout ce que cette vie de caserne peut ajouter au développement moral de l'individu; mais, par contre, on voit fort bien ce qu'elle lui enlève...

Cette demi-oisiveté, sans initiative et sans responsabilité, au milieu d'une promiscuité énorme, ne constitue pas des conditions morales très favorables : le *rengagé*, qui représente le soldat à la plus haute puissance, n'a jamais passé pour un modèle de grandeur morale. Un des signes les plus manifestes de la valeur morale d'un homme est l'aptitude qu'il a à triompher de lui-même, à faire l'effort nécessaire pour surmonter les difficultés de la vie, en un mot, à se plier à la dure loi du travail. Or, c'est un fait connu du monde entier, que le passage par le service militaire détruit en grande partie cette aptitude chez l'homme. L'ancien soldat n'est apte qu'aux emplois

de bureau ou de police; il revient difficilement au métier de paysan ou d'ouvrier, qu'il a pu exercer avant son entrée au service. Il trouve décidément ces métiers trop durs pour lui. Le passage par la caserne a donc diminué notablement sa valeur morale.

L'officier, de son côté, est influencé par ce milieu d'une manière qui n'est pas très heureuse. Il y a les officiers qui travaillent; ceux-là échappent en partie par là aux effets énervants de la vie de caserne. Mais en cela ils ne sont pas dans une situation différente du commun de l'humanité qui est également obligé de travailler pour vivre. Mais il y a les officiers qui ne travaillent pas, je veux dire qui s'en tiennent aux strictes obligations de la vie militaire. Ceux-là sont peu à peu portés à passer les longs loisirs que cette vie leur laisse, au café, au jeu, à la promenade, en visites, ou en plaisirs. Je demande en quoi ces divers exercices peuvent contribuer à les rendre supérieurs au simple « pékin », au point de vue moral.

Si maintenant nous considérons les peuples qui ont répudié le fonctionnarisme et le militarisme, ces deux formes du Patriotisme d'État, nous constatons qu'ils échappent, par là même, aux causes de dégénérescence morale qui sont propres à ces deux institutions. La jeunesse, n'ayant plus la ressource de se caser dans ces situations commodes et toutes faites de l'administration et de l'armée, est obligée de se retourner vers les professions usuelles, qui exigent plus d'effort et plus d'initiative, qui exposent à plus

d'aléa et à plus de responsabilité. Mais du moins elle trouve, dans l'effort qu'elle est ainsi obligée de faire pour s'établir, pour élever et pour nourrir sa famille, une énergie et une grandeur morale que n'ont jamais développées l'oisiveté et la vie facile.

4° *Ce Patriotisme accélère l'expansion et l'implantation de la race dans le monde.*

Pendant que, des deux côtés du Rhin et des Alpes, nous tâchons de réchauffer, par tous les moyens possibles, un patriotisme qui faiblit; pendant que nous passons des revues et que nous célébrons des anniversaires guerriers, un adversaire que nous ne voyons pas, ou que nous méprisons parce qu'il n'est pas comme nous armé jusqu'aux dents, sillonne tranquillement les mers de ses innombrables navires et envahit insensiblement le monde de ses innombrables colons.

Nous sommes encore attardés dans cette idée archéologique que la force d'une race dérive essentiellement de la force de ses Pouvoirs publics. S'il en était vraiment ainsi, les races latines devraient être actuellement maîtresses du monde, tandis qu'elles reculent sur tous les points devant la race anglo-saxonne à pouvoirs faibles et peu guerriers.

Si nous comprenions bien cela, nous serions dans la meilleure posture pour remporter sur l'Allemagne cette revanche dont on parle tant : nous la chercherions, non dans la prédominance militaire, qui affaiblit le vainqueur presque autant que le vaincu, mais dans la prédominance sociale, qui est seule

réelle, parce qu'elle est fondée sur le travail et sur l'indépendance de la vie privée.

L'état de guerre, ou l'état de paix armée qui en est le corollaire, n'est pas une nécessité fatale; c'est tout simplement un produit naturel des divers types de sociétés qui ont prédominé jusqu'ici et qui, tous, à des degrés divers, étaient fondés sur le développement exagéré des Pouvoirs publics. Pour les sociétés qui ont réussi à se dégager de cette formation sociale, la guerre n'est plus qu'un accident de plus en plus rare; elles conservent, en quelque sorte pour mémoire, leur armée très réduite en nombre, ou pour se défendre au besoin contre les sociétés encore attardées dans le vieux système militaire.

Si maintenant nous voulions résumer toutes ces considérations dans une formule brève, nous pourrions dire :

Le Patriotisme d'État, fondé sur l'ambition politique, n'est qu'un Patriotisme artificiel et faux, qui conduit les peuples à leur ruine.

Le vrai Patriotisme consiste, au contraire, à maintenir énergiquement l'indépendance du Particulier contre le développement et contre les empiétements de l'État, parce que c'est le seul moyen d'assurer à la Patrie la puissance et la prospérité sociales.

CHAPITRE VI

COMMENT LE FRANÇAIS ET L'ANGLO-SAXON ONT UNE CONCEPTION DIFFÉRENTE DE LA SOLIDARITÉ

La théorie de la Solidarité est à la mode en France, et un ancien Président du Conseil, M. Léon Bourgeois, en a fait récemment l'objet d'une étude spéciale (1).

Il constate que cette doctrine est revendiquée à la fois par des partisans très divers : par les socialistes chrétiens, par certains économistes de l'école allemande, par quelques philosophes, comme MM. Fouillée et Izoulet, par les positivistes, qui l'appellent l'altruisme.

« Mais pour tous, au fond, et sous des noms divers, dit M. Bourgeois, la doctrine est la même, elle se ramène clairement à cette pensée fondamentale : il y a entre chacun des individus et tous les autres un lien nécessaire de solidarité. » Si la thèse se réduisait à ces termes, elle serait aussi acceptable qu'inoffensive ; elle ne serait en somme qu'une vérité banale. Mais il ne faut pas se laisser prendre à ces

(1) *Solidarité*, broch. in-12, librairie Armand Colin.

apparences ; en réalité, les partisans de cette doctrine entendent subordonner le problème social tout entier à la question de la solidarité et le résoudre par la solidarité.

L'individu doit-il être subordonné à la société, ou la société à l'individu, voilà la véritable question qu'ils posent. Les partisans de la solidarité se prononcent pour la première solution. On voit que le problème n'est pas indifférent, et qu'il mérite d'être examiné.

I

D'après M. Bourgeois, — et c'est là son argument fondamental, — l'homme est subordonné à la société, parce qu'il est débiteur de la société. Et il n'est pas seulement débiteur de ses contemporains, mais « il naît débiteur de l'association humaine », c'est-à-dire des générations passées, « car il prend sa part d'un héritage accumulé par les ancêtres de lui-même et de tous ».

On voit, à première vue, comment l'auteur peut poursuivre cette démonstration ; mais on voit aussi comment on peut lui répondre, sur le même ton et d'après le même procédé.

« Les hommes, dit-il, échangent des services pendant leur vie commune » ; ils sont donc solidaires.

C'est vrai, peut-on répondre, mais ils échangent aussi des horions, ils se font une mutuelle concurrence ; donc ils ne sont pas solidaires.

« En naissant, l'homme commence à jouir d'un capital immense qu'ont épargné d'autres générations antérieures »; donc il est débiteur.

Oui, mais ces générations antérieures ont, en même temps, diminué la somme des productions spontanées dont l'homme pouvait vivre, la quantité de sol disponible, elles ont rendu plus vive la lutte pour la vie; donc l'homme est créancier.

On peut continuer longtemps ce dialogue sans que la question avance d'un pas; c'est un pur jeu d'école, après lequel chaque interlocuteur reste convaincu qu'il a fermé la bouche à son adversaire.

En réalité, les hommes ont des intérêts à la fois solidaires et divergents; ils sont à la fois créanciers et débiteurs de la société.

Il faut sortir de cette impasse, et l'étude de M. Bourgeois nous en fournit l'occasion.

Prenons pour point de départ l'idée qui lui est particulièrement chère, à laquelle il revient sans cesse, dont il fait son principal argument en faveur de la prédominance de la société sur l'individu « L'homme naît débiteur de l'association humaine; en entrant dans l'association, il y trouve sa part d'un héritage accumulé par les ancêtres de lui-même et de tous... si bien que le plus modeste travailleur de notre temps l'emporte sur le sauvage de l'âge de pierre d'une distance égale à celle qui le sépare lui-même de l'homme de génie...

« L'histoire de l'humanité, dit-il encore, c'est celle de la conquête et de l'utilisation des forces du monde

terrestre, réalisée au prix d'efforts et de sacrifices dont le nombre et la grandeur dépassent tout calcul et toute mesure, par la raison et par la volonté de notre race, afin de permettre à chacun de ses membres de trouver à son tour, à l'heure de son existence, un état où puissent se développer plus librement ses activités et ses facultés, un état d'humanité meilleur, plus satisfaisant à la fois pour son corps, sa pensée et sa conscience (1) ».

Voilà qui est entendu : l'homme est redevable à la société de tous les progrès accomplis par elle; il lui doit sa supériorité actuelle « sur le sauvage de l'âge de pierre ».

La question qui se pose dès lors, l'unique question, toute la question, est de savoir comment ont été accomplis ces progrès sociaux : l'ont-ils été en faisant, comme le veut M. Bourgeois, prédominer la société sur l'individu, ou en faisant prédominer l'individu sur la société.

En d'autres termes, le progrès social dont l'individu bénéficie aujourd'hui, ce progrès que vous invoquez, dont vous vous autorisez pour déclarer l'individu débiteur de la collectivité, dès lors, pour le subordonner au groupe, a-t-il été accompli par l'effort collectif, ou par l'effort individuel, par les sociétés où prédominait l'action publique, ou bien par les sociétés où prédominait l'action privée et individuelle?

Il n'est pas admissible, en effet, que vous fondiez

(1) Pages 117, 118, 128.

votre théorie sur la constatation des progrès accomplis par l'humanité, et qu'ensuite vous repoussiez les conditions sociales dans lesquelles et par lesquelles ces progrès ont été réalisés.

Ramenée aux termes que nous venons de poser, la question devient plus claire. Chacun peut faire, en effet, les constatations suivantes :

Les sociétés modernes ont plus contribué au progrès social que les sociétés anciennes; les sociétés de l'Occident ont plus contribué au progrès social que les sociétés de l'Orient.

Or les sociétés modernes et les sociétés de l'Occident ont dû leur supériorité sociale uniquement à l'accroissement de l'action individuelle sur l'action collective.

A mesure qu'on avance du passé vers le présent, ou de l'Orient vers l'Occident, la personnalité de l'individu se dégage de plus en plus, de même que l'action privée l'emporte de plus en plus sur l'action publique, le particulier sur l'État. On passe du travail esclave au travail libre; du travail en communauté au travail individuel; de la propriété collective à la propriété personnelle; de la famille patriarcale au simple ménage; de la tribu, de la caste, du clan, des corporations fermées à l'indépendance civile et à l'égalité politique; des monarchies ou des républiques autoritaires et absolues, aux monarchies ou aux républiques libérales et parlementaires.

En un mot, le progrès suit exactement l'évolution sociale dans le sens de la prédominance de l'indi-

vidu sur le groupe, du particulier sur l'État. Et aujourd'hui, à ne considérer que les races de l'Occident, ce sont précisément les plus progressives, les plus entreprenantes, les plus riches, les plus expansives, qui devancent les autres dans cette évolution.

Tout cela est tellement clair, tellement connu, tellement démontré que je n'ai pas à y insister.

D'ailleurs M. Bourgeois partage, au fond, le sentiment que je viens de dire et il a fort bien aperçu le point faible du système social qu'il dissimule sous le terme vague et peu compromettant de solidarité. Il s'est parfaitement rendu compte que ce système aboutit, en somme, à l'écrasement de l'individu et, par conséquent, à l'étouffement du progrès social qu'il invoque. Aussi essaye-t-il de répondre d'avance à l'objection qu'il sent menaçant.

« Dans l'histoire des sociétés comme dans celles des espèces, dit-il, on a reconnu que la lutte pour le *développement individuel est la condition première de tout progrès*, que le libre exercice des facultés et des activités personnelles peut donner *seul* le mouvement initial; enfin que *plus s'accroît cette liberté* première de chacun des individus et se fortifie par l'accroissement de ses activités physiques, psychiques et morales, ce moteur premier de toute action sociale, *plus l'action sociale en peut et doit être à son tour accrue* (1) ».

On ne saurait mieux dire. Mais aussitôt après, l'au-

(1) Page 62

teur atténue cette affirmation pour la faire rentrer dans sa thèse. Ces forces individuelles ne doivent pas être livrées à elles-mêmes. « L'association des actions individuelles *disciplinées*, soit par la force, au temps des régimes d'autorité, soit par le consentement, au temps du régime de liberté, a seule pu établir et faire vivre les groupements d'hommes, familles, tribus, cités, castes, églises ou nations (1) ».

L'organisation supérieure est donc « celle où il y a équilibre entre les unités et le tout, si bien que le tout y existe pour les unités et les unités pour le tout, où ces deux effets simultanés du progrès, qu'on avait d'abord crus contraires, seront réellement inséparables : l'accroissement de la vie individuelle et l'accroissement de la vie sociale (2) ».

En théorie, ce mélange d'initiative privée et de discipline publique est assez séduisant; l'auteur désire manifestement contenter tout le monde. Mais dans quelle proportion doit s'opérer ce mélange? Qui doit l'opérer? Qui, même, est capable de l'opérer, car la chimie sociale est infiniment plus compliquée que la chimie physique. M. Bourgeois va-t-il nous le dire?

Il en fait l'objet d'un chapitre intitulé : « Doctrine pratique de la solidarité sociale ». En voici le passage caractéristique : « La formule qui déterminera le lien social devra tenir compte de la nature et du but de la société humaine, des conditions dans les-

(1) Page 64.
(2) Page 63.

quelles chaque membre y entre à son tour, des avantages communs dont le bénéfice lui est assuré et des charges communes auxquelles il se trouvera soumis; elle devra, en d'autres termes, reconnaître les rapports et les prélèvements de chacun, faire le compte de son doit et de son avoir, afin d'en dégager le règlement de son droit et de son devoir.

« La législation positive ne sera que l'expression pratique de cette formule de répartition équitable des profits et des charges de l'association. Elle ne créera pas le droit entre les hommes, elle le dégagera de l'observation de leurs situations réciproques; elle devra se borner à le reconnnaître et à en assurer les sanctions.

« En analysant les rapports nécessaires entre les objets de l'association, elle fixera du même coup les rapports nécessaires entre les consciences des associés.

« Elle ne sera donc pas la loi faite par la société, et imposée par elle aux hommes. Elle sera la loi de la société faite entre les hommes (1) ».

M. Bourgeois, on le voit, espère que les hommes deviendront, dans un avenir assurément lointain, assez éclairés, assez sages, pour faire entre eux une sorte de contrat social, une association volontaire dans laquelle ils coordonneront « les forces hostiles en résultantes utiles à chacun et à tous et prépareront, sur les ruines de l'état de guerre et d'autorité,

(1) Page 94.

l'avènement du régime pacifique et contractuel (1) ».

C'est là assurément la vision d'un philosophe distingué; c'est le but auquel l'humanité doit tendre et peut tendre. Mais il nous est d'autant plus difficile de suivre l'auteur jusqu'à ce lointain à venir, que nous ne voyons pas comment cette conclusion sort des prémisses qu'il a posées. Il nous a montré deux forces dans l'humanité : l'action individuelle et l'action collective; il a reconnu que les progrès accomplis étaient dus à la première; cependant il a conclu à la nécessité de développer la seconde, et il attend de cette seconde force « l'avènement du régime pacifique et contractuel ».

Je ne crois pas me tromper beaucoup en affirmant que cette contradiction est volontaire. M. Bourgeois est avant tout un homme politique; sa principale préoccupation est de se former une clientèle de partisans, de la maintenir, de la grossir le plus possible.

Il a craint d'éloigner cette clientèle en lui disant : Mes bons amis, la vie n'est pas une partie de plaisir, — il s'en faut de beaucoup, — c'est une lutte de tous les jours contre toutes sortes de difficultés sans cesse renaissantes. Pour triompher dans cette lutte, vous devez compter bien plus sur vous-mêmes que sur les autres. Tout ce que les parents, les amis, les voisins, l'État peuvent faire pour vous aider est réellement bien peu de chose à côté de ce que vous pouvez faire

(1) Notons que M. Bourgeois a emprunté cette idée à Proudhon : V. *Idée générale de la Révolution au XIXe siècle*, par Proudhon.

vous-mêmes... si vous voulez bien vous en donner la peine, etc., etc.

On conviendra que si ce discours est très viril, s'il peut frapper quelques esprits d'élite, il n'est pas de nature à entraîner la foule, surtout ceux qui s'attachent à la fortune des hommes politiques et qui comptent sur cette fortune pour faire la leur. Ceux-là attendent beaucoup, sinon tout, de l'État, de la grande collectivité.

On a donc bien plus de chance de les entraîner en leur promettant le relèvement social par la solidarité. La solidarité, c'est une formule vague et commode, que tout le monde peut accepter, qui ne gêne et ne dérange personne et qui, de plus, ne change rien à la marche des choses. Cela fait plaisir au populaire, auquel on ne demande aucun effort et qui trouve toujours plus commode de compter sur le secours d'autrui; et cela fait aussi plaisir à l'homme politique, au sociologue, au philosophe, au philanthrope, qui se donnent ainsi, à peu de frais, l'attitude de gens qui savent compatir aux misères humaines.

Mais si cela peut suffire pour se faire une clientèle, cela ne suffit pas pour relever la condition humaine; cela l'empire, au contraire; car, il y a, dans la solidarité, une part plus grande d'illusion que de réalité. C'est que je vais essayer d'exposer brièvement.

II

D'abord il ne suffit pas de prêcher ou de proclamer

que les hommes sont solidaires les uns des autres, qu'ils doivent s'assister les uns les autres, pour faire régner ou seulement pour développer la solidarité. La tendance à s'appuyer sur le groupe, à subordonner l'individu à la société, se développe, dans les sociétés humaines, suivant certaines lois très précises, que l'observation révèle et que nos lecteurs connaissent. Là où elles existent, cette tendance est produite, sans qu'il y ait besoin de prédication ; elle surgit avec la régularité et la spontanéité d'un phénomène naturel. Pour la développer, il s'agit donc de se placer dans les conditions requises pour la production du phénomène.

Malheureusement, — et c'est ici qu'éclate l'illusion de la solidarité, — plus cette tendance se développe, plus l'individu est subordonné à la société, plus aussi il prend l'habitude de compter sur cette dernière et moins il compte sur lui-même; plus il devient passif en face des difficultés de la vie : son énergie, sa volonté, son aptitude à l'effort s'émoussent. Et il n'y a pas d'autre cause à l'infériorité de l'Orient vis-à-vis de l'Occident.

A mesure donc que l'aptitude individuelle baisse ainsi, sous l'influence de ce milieu, il faudrait que l'aptitude patronnante de la collectivité, la solidarité sociale, en un mot, augmentât dans la même proportion pour rétablir l'équilibre. Malheureusement, c'est le phénomène inverse qui se produit, et cela est facile à comprendre, puisque cette société à laquelle on fait si facilement appel, n'est en réalité que la ré-

sultante, la somme des individus qui la composent. Elle est de la même nature; par conséquent ce qui affaiblit, ce qui appauvrit chaque individu, appauvrit et affaiblit l'ensemble, c'est-à-dire la société. Je demande pardon d'être obligé d'énoncer des vérités aussi évidentes.

Ce qui revient à dire qu'à mesure que l'appel à la solidarité est plus nécessaire, il devient plus difficile et moins efficace.

Ce système social a donc un double inconvénient : il enfante des incapables, il les multiplie de plus en plus, et en même temps, il devient de moins en moins apte à les assister et à les secourir.

La solidarité, l'assistance sociale, est un moyen, en somme, peu efficace, en tous cas transitoire et exceptionnel, de venir en aide aux souffrances excessives. Ce n'est pas un remède qui guérit, il s'en faut de beaucoup; c'est un calmant, un narcotique qui peut endormir momentanément un mal aigu. Mais en endormant le mal, il endort aussi le malade.

La mise en pratique de la doctrine de la solidarité a, en outre, l'inconvénient d'exiger le consentement préalable de la collectivité, ce fameux contrat social qu'appelle de ses vœux platoniques M. Bourgeois.

Au contraire, la substitution de l'effort individuel à l'effort collectif replace entre les mains de chacun le salut social, comme la religion met entre les mains de chaque individu son salut éternel. Il en est, en effet, du salut social comme du salut éternel, c'est une affaire individuelle et non collective. C'est à

chacun à résoudre par et pour lui-même le problème de la vie, et, par l'éducation, à mettre ses enfants dans les meilleures conditions pour le résoudre.

A mesure que s'implante dans les esprits l'idée que le relèvement social est une œuvre individuelle, chacun acquiert le sentiment qu'il ne doit compter que sur lui-même, et il tend à mettre plus complètement en œuvre son énergie, sa volonté, son effort.

Mais alors, dira-t-on, vous élevez l'égoïsme à la hauteur d'une doctrine sociale?

Voilà le grand mot lâché, celui qui effraye tant de gens. Il faut nous expliquer à ce sujet et voir de quel côté sont les défenseurs de l'égoïsme.

Je viens de dire que la doctrine de la solidarité était une illusion; j'ajoute maintenant, — ne vous récriez pas, — qu'elle est une forme de l'égoïsme, la forme de l'égoïsme honteux. J'avais d'abord intitulé ce chapitre : L'égoïsme de l'altruisme. On va voir que ce n'est pas là un pur jeu de mots.

Il y a deux points de vue dans la solidarité : il y a l'assistance que l'on donne au prochain, — mais il y a aussi l'assistance qu'on en reçoit.

Or, je le demande, qu'est-ce qui séduit le plus dans cette doctrine? Qu'est-ce qui lui gagne les suffrages? Est-ce l'idée d'assister les autres, ou l'idée d'être assisté par les autres?

Ceux qui sont disposés à venir en aide au prochain peuvent le faire du jour au lendemain; et, de fait, ils le font depuis le commencement du monde, sans ériger leurs actes en doctrine sociale, sans en infor-

mer bruyamment l'univers entier. Ce n'est donc pas l'idée d'assister les autres qui explique le succès de la nouvelle théorie solidariste.

Il s'explique, au contraire, immédiatement par le désir de se faire assister, soutenir, patronner, pensionner, à un titre et à un degré quelconque, par l'État, par la collectivité sociale. Voilà qui est séduisant, éminemment populaire et qui révèle du premier coup l'égoïsme latent sous les trompeuses apparences de la solidarité.

Le citoyen qui alimente le budget et celui qui y puise sont associés tous deux à un acte de solidarité, mais il est clair qu'ils n'y sont pas associés de la même manière et que cet acte est pour le second plus agréable que pour le premier. Aussi l'homme a-t-il plus d'entrain pour être fonctionnaire que pour être contribuable; de même, il a plus d'entrain pour envisager la solidarité à son profit que pour l'envisager au profit des autres.

En réalité, l'homme est moins porté à servir qu'à exploiter son semblable, en dépit des affirmations de M. Bourgeois. Voici deux témoignages récents empruntés à nos procédés de colonisation.

Le premier est d'un professeur de philosophie, M. Lapie. Il décrit, dans la *Revue de métaphysique*, l'exploitation des indigènes par l'Européen, dans nos colonies. « L'arbitraire et le despotisme fleurissent du haut en bas de l'échelle, sous leurs formes les plus choquantes. Une vraie féodalité se reforme aux colonies. L'Européen est le seigneur, l'indigène le

vassal. Le seigneur rend la justice, c'est-à-dire confisque le bétail qui vient paître sur sa propriété; on fixe l'amende qui lui est due. Les valets imitent les maîtres. Tout domestique européen laissé seul avec les domestiques indigènes abandonne ses instruments de travail, et, sans droit, se met à donner des ordres. Le soldat prêche d'exemple au civil. Conclusion : la vie coloniale crée peu de dispositions morales ».

L'autre exemple est apporté par un homme d'un esprit bien différent, par un naturaliste, ancien gouverneur du Tonkin, par M. de Lanessan, qui a passé aux colonies une bonne partie de sa vie. Il parle des rapports des Européens et des indigènes dans son nouvel ouvrage, *Principes de colonisation :* L'homme le plus civilisé, dit-il, devient, dans les colonies, « comparable aux enfants dans leurs relations avec les animaux domestiques ». Il traite les indigènes en souffre-douleurs, ne respectant ni leur religion, ni leur famille, ni leur organisation sociale, ni leur propriété, ni leur personne, ni même leur vie. La colonisation actuelle « n'est pas beaucoup moins barbare que celle des époques les plus reculées! » Et des faits, des faits tant que l'on en veut à l'appui de ce jugement! C'est partout la même chose, en Indo-Chine, à Madagascar, sur la côte d'Afrique. Et M. de Lanessan conclut qu'il faut « en finir avec ces abominables procédés, si l'on veut que la politique coloniale elle-même n'en porte pas la peine ».

Nous sommes d'avis, nous aussi, qu'il faut en finir

avec ces abominables procédés qui partagent les hommes en deux catégories :

Ceux qui exercent la solidarité à leur profit.

Ceux qui voudraient pouvoir l'exercer à leur profit.

Les premiers oppriment; les seconds sont opprimés; mais, pour les uns comme pour les autres, l'idéal est de vivre sur la communauté, sur la collectivité, sur la société.

Mais comment en finir?

Ce ne sera certainement pas en prêchant la solidarité, car les moins intéressants ont vite fait de la tourner à leur avantage et au détriment du prochain; les malins seuls en tirent profit pour exploiter le prochain, pour s'appuyer sur lui jusqu'à le faire crier, jusqu'à l'écraser.

Le progrès social consiste donc à ne pas s'appuyer sur le voisin, à ne pas l'exploiter : c'est même là la meilleure preuve de solidarité qu'on puisse lui donner.

Or, il est manifeste que ce progrès sera réalisé dans la mesure même où chacun se sentira capable de s'appuyer sur lui-même, de se suffire à lui-même, où il sera plus dressé à l'effort personnel, à l'initiative individuelle. Ce qui revient à dire qu'il est plus important de relever l'action individuelle que l'action sociale.

Nous avons vu que le seul fait d'habituer les esprits à compter sur l'action sociale avait pour résultat d'énerver la virilité; par contre, et tout naturellement,

le seul fait de les habituer à compter sur eux-mêmes a pour résultat de surexciter la virilité. C'est là un exemple bien connu de l'influence du milieu. Les bons travailleurs deviennent excellents, les passables deviennent bons, les médiocres deviennent passables et les mauvais deviennent médiocres. C'est un mouvement général de bas en haut.

Et remarquez que je ne fais pas là une hypothèse gratuite; sous une forme abrégée, je traduis un des faits les mieux établis et les plus faciles à constater.

Mon excellent ami et collaborateur, M. Paul de Rousiers, qui vient de faire aux États-Unis un nouveau voyage d'études (1), m'écrivait, le mois dernier, de Cincinnati : « Quelle mine d'observations que cette Amérique! Avec la constante immigration de peuples divers qui s'y opère, on y voit partout se poser la question de l'adaptabilité, ou de la non-adaptabilité de certaines races aux conditions spéciales de la vie américaine. C'est intéressant au plus haut degré. Une chose curieuse, c'est de voir les réels progrès des Irlandais depuis vingt ans. Tout ce qui est personnellement capable de s'élever dans le milieu nouveau, s'élève et se transforme. L'Irlandais aujourd'hui ne balaie plus la rue, n'est plus le simple manœuvre ignorant et incapable d'autrefois. Ce rôle est joué actuellement par des Polonais, des Italiens, etc. »

Combien cette constatation est intéressante et comme elle éclaire tout le problème social que nous

(1) M. de Rousiers a été chargé d'une mission par le *Musée social*, fondation de M. le comte de Chambrun.

étudions! Veuillez la rapprocher des deux constatations si différentes de MM. Lapie et de Lanessan, que nous avons rapportées plus haut, et vous allez toucher le fond même de la question sociale.

Dans les deux cas, nous sommes en présence d'Européens qui vont s'établir à l'étranger, mais quelle différence dans les résultats.

Les uns sont allés s'établir dans des pays à formation communautaire, où l'homme, peu formé à l'initiative individuelle, est habitué à compter sur la collectivité plus que sur lui-même; sous l'influence de ce milieu, l'indigène et l'Européen sont également déprimés : le premier, par l'oppression qu'il subit; le second, par celle qu'il exerce.

Les autres, au contraire, sont allés s'établir dans un pays à formation particulariste, où le particulier maintient énergiquement son indépendance vis-à-vis de la collectivité, où il est habitué à s'élever par son seul effort, par sa seule initiative, où, en un mot, l'action individuelle est à son maximum et l'action sociale à son minimum.

Sous l'influence de ce milieu énergiquement viril, l'émigrant européen reçoit une sorte de commotion qui l'électrise, le transforme et en fait un autre homme, un homme capable de s'élever par lui-même. C'est qu'ici il n'y a plus moyen de s'appuyer sur les autres, d'exploiter les autres, d'en appeler à une vague et menteuse solidarité : C'est le pays du *self help*, et tout vous crie : « Aide-toi toi-même ».

Et alors, par un prodige dont tous ceux qui ont

quelque peu étudié la science sociale peuvent comprendre la valeur, l'Irlandais lui-même est transformé et élevé. Cet homme que des siècles de formation communautaire ont rendu réfractaire à l'effort énergique et suivi, pour lequel la *solidarité du clan était le fondement même de l'organisation sociale,* qui en était arrivé, par le fait même de cette solidarité, au point d'abaissement politique et d'impuissance sociale où nous le voyons en Europe, cet homme se dégage des métiers inférieurs, où il était comme emprisonné par l'énervement de la doctrine solidariste, il cesse d'être balayeur de rue, ou simple manœuvre, il devient capable de s'élever par lui-même. Cet homme est en voie d'opérer son salut social.

Les émigrants polonais et italiens, en contact depuis moins longtemps avec le milieu anglo-saxon, sont moins dégagés de leur formation première et n'ont pas encore opéré leur évolution. Mais le chemin déjà parcouru par l'Irlandais dans ce milieu nouveau, nous montre le but auquel ils arriveront progressivement. Eux aussi, dans ce milieu et grâce à lui, opéreront leur salut social.

Et ce n'est pas en bloc que cette élevation s'accomplit mais individuellement, comme nous le disions : les plus capables, les plus travailleurs s'élèvent les premiers, puis les autres, puis les autres. A chacun suivant ses œuvres.

Ainsi les sociétés à formation particulariste sont réellement plus favorables au développement de la solidarité que les sociétés à formation communautaire.

Ceux de mes lecteurs qui aiment à chicaner jusqu'au bout, me demanderont maintenant ce que deviennent, dans un pareil milieu et avec cette doctrine du *self help*, les individus absolument incapables de s'élever par eux-mêmes, en dépit de toutes les excitations ambiantes.

D'abord, ce milieu social a l'avantage de réduire à sa plus étroite mesure le nombre des incapables que les théories solidaristes développent au contraire progressivement et indéfiniment. L'exemple des Irlandais aux États-Unis le prouve assez. C'est déjà quelque chose, mais ce n'est pas tout.

En déshabituant l'individu de compter sur lui-même, en l'habituant à s'appuyer sur les autres, la théorie solidariste, non seulement n'élève pas les incapables, mais elle abaisse graduellement et impitoyablement les capables; elle diminue leur puissance de production, pour parler comme les économistes, elle les appauvrit; par là, elle les rend de moins en moins aptes à assister les autres, alors même qu'ils seraient disposés à le faire. Et comme la richesse sociale est diminuée dans les mêmes conditions et pour les mêmes causes, les incapables ne trouvent plus d'assistance ni auprès de l'individu, ni auprès des pouvoirs publics.

La première condition pour assister les incapables, les faibles, les malheureux, c'est l'existence d'une classe nombreuse en état de consacrer aux œuvres de bien public l'excédent de ses revenus. Le type social qui est le plus apte à développer la fortune privée

est donc aussi le plus apte à développer l'assistance privée et publique. Comparez, à ce point de vue, les sommes que dépensent les Anglais et les Américains, aux sommes, de plus en plus réduites, que nous dépensons, par exemple, en France, et vous serez rassuré.

Ainsi ce type social a l'avantage, non seulement d'assister les incapables, mais encore de les élever progressivement. Par là, il achemine résolument l'humanité vers la solution du problème social et, en particulier, de ce qu'on appelle la question ouvrière.

Il tend à résoudre la question ouvrière, tout simplement, par la disparaition graduelle de l'ouvrier. C'est à cela que le Monde marche.

Cette affirmation peut paraître un paradoxe, parce que nous sommes habitués à ne juger de l'avenir que d'après le passé ; parce que notre esprit a de la peine à se désaccoutumer des formes qui tendent à disparaître, pour s'habituer aux formes qui commencent à poindre çà et là.

Et cependant cette évolution se dessine déjà nettement dans les sociétés qui sont les plus avancées dans la voie de l'avenir.

En Angleterre, aux États-Unis surtout, le phénomène est très sensible. Dès aujourd'hui, dans ces pays, les métiers inférieurs ne se recrutent plus que parmi les individus étrangers, ou nouvellement arrivés, qui ne sont pas encore assimilés. Quant aux métiers supérieurs, ils sont de plus en plus exécutés par la machine : l'homme tend à s'élever du type de

l'ouvrier à celui de l'employé et du surveillant. Le paysan, l'ouvrier agricole, tel que nous le voyons fonctionner dans nos vieux pays, est aussi en train de disparaître : sur bien des points des États-Unis, il est déjà un spécimen archéologique. Pour exécuter les labours, les sarclages, la moisson, le fauchage, l'homme est commodément assis sur un siège d'où il conduit tranquillement ses attelages ; c'est presque une occupation de gentleman ; il en a parfois le costume, en attendant qu'il en ait les manières et les idées. Son esprit est ouvert à tous les progrès de la culture et il n'hésite pas à les adopter.

Les États-Unis sont aujourd'hui à la tête du progrès social, comme ils sont à la tête du progrès mécanique ; ces deux phénomènes sont plus liés qu'on ne le croit communément ; le second est la conséquence du premier et, à son tour, il réagit sur lui. Qui peut calculer exactement les transformations sociales qu'amènera la combinaison de ces deux forces !

Il faut donc nous déshabituer des vieilles formes sociales, comme nous commençons à nous déshabituer des vieilles machines mues par la main. Tout cela c'est un passé qui s'éloigne de jour en jour pour ne plus revenir.

Et tandis que le monde marche ainsi triomphalement vers de nouvelles destinées, un homme comme M. Bourgeois, qui n'est cependant pas le premier venu, et qui veut passer pour le chef du parti progressiste en France, vient nous proposer, comme une

découverte, de revenir purement et simplement à la théorie sociale la plus vieille, la plus usée, la plus décevante et la plus oppressive! C'est vraiment ne pas avoir de chance.

CHAPITRE V

QUEL EST L'ÉTAT SOCIAL LE PLUS FAVORABLE AU BONHEUR

Sir John Lubbock, qui avait publié un volume sous ce titre, « *Le Bonheur de vivre* », nous en a donné un second sur le même sujet (1). On aura une idée du succès extraordinaire qu'a obtenu cet ouvrage en Angleterre, quand on saura que le premier volume a été traduit sur la vingtième édition et le second sur la soixante-dix-septième.

Vous allez penser que l'auteur a trouvé le secret du bonheur et qu'il le livre pour quelques shellings seulement à ses contemporains. S'il en était ainsi, il faudrait avouer que les Anglais ne sont pas difficiles, car ces deux volumes ne sont, en somme, qu'un recueil de sentences et de citations empruntées à tous les écrivains connus. C'est au moyen de cette compilation que l'auteur entend prouver que l'homme doit s'estimer très heureux de vivre.

Pour démontrer sa thèse, Sir John Lubbock passe successivement en revue tous les sujets de bonheur

(1) *Le Bonheur de vivre*, 2 vol. in-12; libraire Félix Alcan.

que l'homme rencontre autour de lui : la satisfaction du devoir accompli, le plaisir de lire tous les chefs-d'œuvre de l'esprit humain, les bienfaits de l'amitié, l'agrément des voyages et l'agrément du foyer, les jouissances scientifiques, l'amour, l'art, la poésie, la musique, les beautés de la nature, etc.

Il se montre d'un bout à l'autre d'un optimisme si candide qu'on est vraiment désarmé contre lui : « J'ai entendu parler maintes fois, dit-il, de l'ingratitude et de l'égoïsme de ce monde. Peut-être le dois-je à ma bonne fortune, mais je n'ai jamais éprouvé l'un ou l'autre de ces cruels fléaux ». — Voilà qui est vraiment bien extraordinaire, ou bien naïf!

Ceci ne l'est pas moins : « Nous sommes en réalité plus riches que nous ne croyons. Nous entendons souvent parler de la soif de posséder. On porte envie aux grands propriétaires et on considère comme un bonheur de posséder de vastes terres. Mais trop souvent, comme le dit Emerson, si vous possédez de la terre, la terre vous possède. D'ailleurs n'avons-nous pas, dans un sens élevé, des milliers d'acres qui nous appartiennent en propre ? Les communaux, les chemins, les sentiers et le bord de la mer, l'immense étendue de nos côtes si variées d'aspect, tout cela n'est-il pas à nous (!!)? Nous sommes tous de grands propriétaires sans le savoir (!!). Ce qui nous manque, ce n'est pas la terre, mais la faculté d'en jouir. Cet immense avantage a encore l'avantage de n'imposer aucun travail, de ne réclamer aucune gestion. Le propriétaire a des soucis, mais le paysage

appartient à la première personne qui a des yeux pour regarder. Aussi Kingsley appelait les bruyères autour d'Eversley, « mon jardin d'hiver », non qu'elles fussent à lui légalement, mais dans un sens idéal qui fait que dix mille personnes peuvent posséder la même chose ».

Tout le livre est empreint d'un optimisme aussi robuste et s'appuie sur des arguments de cette force. Manifestement ce n'est pas une argumentation aussi faible, aussi banale, qui a pu séduire les lecteurs anglo-saxons et qui a fait le succès de l'ouvrage. Et, d'autre part, pourquoi ce même ouvrage a-t-il eu si peu de succès de ce côté de la Manche? Pourquoi toute cette démonstration, toutes ces citations accumulées nous font-elles sourire?

Il est intéressant de s'en rendre compte; mais, pour cela, il faut pénétrer plus avant que ne l'a fait Sir John Lubbock dans cette grosse et éternelle question du Bonheur.

I

Définissons d'abord le mot.

Nous entendrons, si vous le voulez bien, par ce mot de Bonheur, l'état de satisfaction des gens qui réussissent à surmonter vraiment les difficultés matérielles et morales de la vie.

En introduisant dans la définition les mots « matérielles et morales », nous atteignons également la satisfaction des deux grands besoins de l'humanité,

ceux du corps et ceux de l'âme; et cela constitue bien tout l'homme.

Il nous faut d'abord réduire à leur juste valeur certains éléments que beaucoup de personnes considèrent comme la source exclusive du Bonheur, par exemple, le caractère, la santé, la fortune, la religion.

Un *bon caractère* nous porte à voir et à prendre toute chose par son bon côté, en somme, à nous faire illusion, car les choses n'ont pas seulement un bon côté. Mais toute illusion, quelque tenace qu'elle soit, a des bornes et, en tous cas, elle ne peut changer la cruelle réalité des choses. Le jour où cette réalité devient par trop poignante, la déception n'en est que plus profonde. S'illusionner sur un mal n'est pas triompher de ce mal.

La *santé* nous épargne bien des douleurs physiques; elle nous rend ainsi aptes au travail nécessaire pour nous assurer la nourriture, le vêtement et le logement; mais elle ne donne qu'une aptitude, et celle-ci peut rester sans emploi. On peut être en très bonne santé et se trouver en même temps réduit au plus grand dénuement, ce qui n'est pas une condition de Bonheur.

La *fortune* est considérée, par beaucoup de gens, comme l'élément essentiel du Bonheur. En effet, elle assure le pain quotidien; elle permet de surmonter *immédiatement* la plupart des difficultés *matérielles* de la vie. C'est certainement un grand point. Mais elle est absolument inefficace pour aider à surmonter les difficultés morales, car elle tend à énerver le cou-

rage, la volonté, l'énergie. D'ailleurs, une des grandes sources du Bonheur réside dans l'attente, dans l'espérance des choses que l'on désire. L'objet désiré une fois possédé perd la plus grande partie de son attrait. Or la fortune supprime cette attente, cette espérance. En permettant la satisfaction immédiate, elle amène la satiété. De là l'effort constant et pénible des gens riches pour trouver de nouveaux amusements, des distractions sans cesse renouvelées, parce qu'elles lassent aussitôt. La richesse vous blase sur tout. L'homme blasé goûte mal le Bonheur de vivre; il ne s'intéresse à rien et rien ne l'intéresse. Notre erreur est de considérer la richesse du fond de la pauvreté, ou de la médiocrité; il faut la voir en elle-même et l'estimer pour ce qu'elle vaut réellement, exactement. On voit alors qu'elle est courte par bien des bouts.

Même, elle ne tarde pas à se trouver courte au point de vue de la solution des difficultés matérielles, quoique cela puisse paraître bien extraordinaire. Les dépenses qu'entraîne la vie de plaisir et de luxe vont souvent au delà d'un revenu qui ne s'augmente pas par le travail. On acquiert l'habitude de dépenser sans compter et on perd celle de travailler : il n'y a pas compensation. Voilà le trou béant par lequel se sont écoulées, dans tous les siècles, les plus grandes fortunes. Si ce n'est dès la première génération que ces familles commencent à décliner, c'est à la seconde ou à la troisième; elles sont impuissantes à se relever, même matériellement. L'habitude du travail et

de l'effort, une fois perdue, ne se reconquiert pas facilement. C'est l'histoire de notre noblesse et de notre bourgeoisie riche : c'est l'éternelle histoire.

En somme, pour surmonter les difficultés matérielles et morales de la vie, la pauvreté est un levier plus puissant que la richesse, parce qu'elle est, du moins, susceptible d'exciter à l'effort.

La *religion* enfin, selon certaines personnes, suffirait pour assurer le bonheur. Il est incontestable qu'elle aide puissamment à surmonter les difficultés *morales* de la vie. Mais, si elle ne rencontre pas dans l'homme des capacités naturelles à mettre en jeu, elle ne peut plus lui présenter que la résignation : la résignation à la volonté de Dieu. Se résigner à une chose, c'est reconnaître implicitement que cette chose est pénible. C'est bien sous cet aspect que la religion fait, en pareil cas, considérer la vie : c'est une épreuve qu'il faut supporter avec courage ; la vie est une vallée de larmes. Le bonheur, dit-elle alors volontiers, n'est pas de ce monde. Et, en effet, elle n'a pas pour but direct et essentiel d'assurer le bonheur dans ce monde, mais bien dans l'autre ; elle ne considère pas le temps, mais l'éternité. C'est infiniment préférable ; mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit ici. La question pour nous est, au contraire, de savoir ce qui assure le bonheur ici-bas. Nous ne faisons pas de la théologie, mais de la science sociale.

Ce n'est pas tout. Il faut bien reconnaître que certaines personnes pieuses faussent et appliquent à tort le précepte de la résignation. Elles s'en autorisent

pour se laisser aller, pour éviter l'effort pénible : la vie, se disent-elles, ne vaut pas qu'on se donne tant de peine, et elles comptent trop complètement sur la Providence, qui n'abandonne pas ses fidèles. Elles oublient qu'il est dit : Aide-toi et le Ciel t'aidera; elles trouvent plus commode de laisser au Ciel toute la besogne.

Avec cet état d'esprit, l'homme se trouve faible vis-à-vis des difficultés matérielles et morales de la vie. Ainsi la religion mal comprise, mal entendue, au lieu d'être une aide dans la vie, au lieu de contribuer au bonheur, peut devenir une cause d'infériorité. On s'en console, on en prend son parti, en disant : « Dieu éprouve les siens »; ou bien : « Les enfants de ténèbres sont plus habiles que les enfants de lumière ». C'est une manière commode de faire retomber sur Dieu la responsabilité de ses fautes à soi et de ses erreurs.

Nous sommes donc autorisés à dire que les divers éléments dont nous venons de parler ne suffisent pas à assurer le bonheur; ils n'y contribuent que dans une certaine mesure. La vérité est que leur action est plus ou moins efficace suivant les conditions sociales au milieu desquelles ils se produisent. Il nous faut donc rechercher en quoi le milieu social est plus ou moins favorable au développement du bonheur, c'est-à-dire à cet état de satisfaction des gens qui réussissent à surmonter vraiment les difficultés matérielles et morales de la vie.

Si on considère les diverses sociétés au point de vue qui nous occupe, on constate qu'elles concourent très différemment à favoriser le bonheur. A première vue, on distingue trois groupes, ou trois cas bien distincts :

1er Cas : le Bonheur favorisé par les facilités de la vie;

2e Cas : le Bonheur entravé par les difficultés de la vie;

3e Cas : le Bonheur favorisé en dépit des difficultés de la vie.

Examinons ce que cachent ces formules quelque peu hiéroglyphiques.

II

On connaît le proverbe : « Les peuples heureux n'ont pas d'histoire ». Il est vrai scientifiquement.

Quels sont surtout les peuples qui n'ont pas d'histoire? Ce sont essentiellement ceux qui vivent de la simple récolte des productions spontanées, comme, par exemple, les pasteurs nomades des steppes de prairies. Grâce à l'abondance inépuisable de l'herbe, ils n'ont besoin de se livrer à aucun travail lucratif. C'est le type dont les Tartares-Mongols sont un des spécimens les mieux caractérisés. Je laisse de côté les pasteurs des steppes de déserts, comme les Arabes et les Sahariens, qui sont déjà obligés de compléter l'art pastoral insuffisant par divers travaux accessoires de fabrication et de transports.

Pour les purs pasteurs, les deux grandes difficultés de la vie, les difficultés matérielles et les difficultés morales, sont singulièrement aplanies.

Les difficultés matérielles que l'homme rencontre pour se procurer la nourriture, le vêtement et le logement sont vraiment réduites à presque rien. Le troupeau fournit tout cela, et ce troupeau lui-même se nourrit d'une herbe qui pousse spontanément sans que l'homme ait besoin d'intervenir en rien.

En vérité, nulle part, sur la surface du globe, l'homme n'est astreint à une moindre somme de travail, et exposé à moins d'aléas pour résoudre le problème de l'existence. Il est ici délivré du souci quotidien et écrasant que nous avons de nous procurer, chaque jour, nos moyens d'existence. Une herbe qui pousse spontanément, qui appartient à tout le monde, qui n'exige pas même le fauchage, le fanage et l'emmagasinage suffit à tout et résoud tout. L'homme échappe ainsi à ce comble du malheur, la pauvreté, le paupérisme. Il n'y a pas de question ouvrière, par cette raison qu'il n'y a pas d'ouvriers salariés.

Cet homme ainsi assuré par la nature elle-même contre les difficultés matérielles, l'est également contre les difficultés morales.

Il ne faut pas le juger d'après nous : nous avons des désirs, des besoins, des aspirations qui ont été développés par une évolution sociale toute différente, et qu'il n'a pas. Et ces besoins, que nous nous sommes créés, ou plus exactement que notre milieu social nous a créés, nous rendent malheureux tant que

nous ne pouvons pas les satisfaire. Et lorsque nous réussissons à les satisfaire, d'autres aspirations, d'autres désirs, d'autres besoins plus compliqués et moins accessibles nous sollicitent.

Aussi dit-on : « Le bonheur consiste à borner ses désirs ». « Il faut se contenter d'une heureuse médiocrité (*aurea mediocritas*) ». Cela est fort bien, mais notre état social nous pousse en sens inverse et conspire à chaque instant contre cette sagesse, qu'on ne nous prêche que parce qu'elle est rare.

Et la preuve décisive que ce pasteur est *content de son sort* (ce qui est, en somme, le dernier mot du bonheur sur la terre), c'est la difficulté que l'on a à le faire changer de vie. Certainement l'évolution sociale la plus difficile a été et est encore de faire passer un pasteur de la vie nomade à la vie sédentaire, de l'art pastoral à la culture et aux autres travaux par lesquels nous « gagnons » notre vie. Les peuples « civilisés » qui ont sur leur frontière des populations pastorales, en savent quelque chose. Ils n'ont pu obtenir cette transformation, — sur les rares points où ils l'ont obtenue, — que par une contrainte excessive, poussée jusqu'à la violence. Pour faire faire cette évolution aux Slaves, par exemple, qui sont sortis des steppes, il a fallu plusieurs siècles de contrainte, opérée par les Tsars, qui cependant n'avaient pas la main légère. Et encore ils n'ont que très imparfaitement réussi, car le Slave en est resté à une culture rudimentaire et vit encore, le plus possible, de l'art pastoral. Il estime encore le bonheur, non d'a-

près la surface qu'il cultive, mais d'après l'importance du troupeau.

Les anciens avaient déjà le sentiment du bonheur dont jouissent ces populations pastorales. Homère, et après lui Éphore, les appelle « les plus justes des hommes ». « Les nomades, ces hommes vertueux et justes », dit Chœrilus. « Ils mènent une vie très frugale et ne se soucient point d'amasser des richesses », dit Strabon. Les voyageurs modernes nous donnent la même impression : « Ces bons Mongols, dit M. Huc qui a vécu pendant deux ans au milieu d'eux, ont l'âme essentiellement religieuse; la vie future les occupe sans cesse, les choses d'ici-bas ne sont rien à leurs yeux; aussi vivent-ils dans ce monde comme n'y vivant pas (1) ».

Voilà bien le type de l'homme qui sait borner ses désirs et qui trouve le bonheur dans une médiocrité qui n'est pas même dorée. Et le fondement de ce bonheur, c'est le milieu physique, qui suffit aux besoins et qui assure les plus grandes facilités de vie.

Ces facilités de la vie sont encore augmentées par la nécessité où sont ces populations de vivre en communautés de familles nombreuses, qui comprennent parfois plusieurs centaines de personnes, comme chez les anciens patriarches de la Bible (2).

L'homme n'est jamais seul.

(1) *Voyage en Tartarie*, t. I, p. 48.

(2) La *Science sociale* a suffisamment expliqué comment la communauté de famille est une nécessité de la steppe et de la vie pastorale nomade.

On s'appuie les uns sur les autres, et, par là, on est en quelque sorte assuré contre les aléas qui peuvent survenir. Les faibles, les incapables, les imprévoyants ne sont pas livrés à eux-mêmes et exposés à ces situations lamentables qui sont si fréquentes dans notre civilisation.

Dans ce premier groupe de populations, l'homme est donc soutenu à la fois par l'abondance inépuisable des productions spontanées du sol et par la communauté familiale. Appuyé sur ces deux soutiens, il est assuré, dans la plus large mesure, contre le malheur, contre les difficultés de la vie, il est heureux; il ne désire pas modifier sa manière de vivre.

En dehors de la région des steppes, il se rencontre d'autres populations nombreuses, qui ont encore à leur disposition, quoique à un degré moindre, la ressource des productions spontanées et de la communauté familiale. Elles sont ainsi plus ou moins préservées des difficultés de l'existence et des malheurs qui en sont la conséquence. Ces populations forment une série décroissante, qui part du type que nous venons de décrire pour arriver, par une gradation insensible, au second cas dont nous allons parler.

III

Dans ce second cas, les deux ressources des productions spontanées et de la communauté de famille manquent à la fois à l'homme et il se trouve mis face

à face avec les difficultés de la vie. Mais, au lieu de les affronter, sa principale préoccupation est de s'y soustraire, tous ses efforts vont converger vers ce but.

D'où vient cette préoccupation dominante de se soustraire aux difficultés de la vie au lieu de les affronter et de les surmonter? A cette question, on pourrait répondre qu'il est dans la nature de l'homme d'éviter l'effort. Cette réponse serait en partie exacte, mais il resterait à expliquer pourquoi l'éducation et la nécessité n'ont pas réussi à modifier ici cette tendance naturelle.

Ainsi que la science sociale le démontre, les populations de ce groupe, qui occupe la plus grande partie de la surface terrestre et une partie de l'occident de l'Europe, ont eu originairement une formation communautaire, à l'époque où leurs ancêtres avaient à leur disposition une abondance plus ou moins grande de productions spontanées. En somme, ce type est le prolongement du précédent, mais sur un sol qui ne livre plus rien à l'homme sans travail.

Représentez-vous un homme habitué à compter, en toutes choses, soit sur la nature prévoyante, soit sur la communauté secourable, et obligé de renoncer à la fois à ces deux Providences, obligé de se mettre au travail dur et pénible pour gagner sa vie. La nécessité lui dit : « Travaille, sois énergique, ne compte que sur toi-même, c'est le vrai moyen de réussir, de surmonter les difficultés de la vie, et par conséquent d'être heureux ». Mais sa formation so-

ciale répond : « Le travail, l'effort, l'énergie sont pénibles; il est bien plus agréable de s'y soustraire, et c'est au contraire en cela que consiste le Bonheur ». Et, neuf fois sur dix, la voix de la formation sociale est plus forte, parce qu'elle fait vibrer une des cordes les plus sensibles de l'homme : l'habitude prise, et surtout l'habitude agréable.

Mais comment se soustraire à ces nécessités fatales et pénibles de la vie? Tout naturellement, on cherche à s'y soustraire par le procédé traditionnel, qui consiste à s'appuyer sur les autres, à vivre aux dépens des autres, à exploiter les autres, c'est-à-dire encore et toujours en demandant aide et secours à la communauté.

C'est le procédé bien connu du frelon à l'égard de l'abeille.

C'est un frelon, ce jeune homme de vingt ans, vigoureux et plein de force, qui ne compte que sur l'argent qu'il tire de sa famille, et qui se fait ainsi entretenir par elle.

C'est un frelon, ce jeune homme de vingt-cinq à trente ans qui ne cherche dans le mariage qu'une dot, c'est-à-dire un moyen commode de se faire entretenir par sa femme.

C'est un frelon, ce jeune homme qui, dédaignant les professions indépendantes, considère seulement comme honorables les carrières administratives qui dispensent de l'effort, de l'initiative : il se fait entretenir par le budget.

C'est un frelon, ce bourgeois, ou cet ouvrier, qui,

en face des difficultés de la vie moderne, ne sait que se retourner vers la collectivité, — Commune ou État, — pour réclamer aide et protection, afin, lui aussi, de se faire entretenir par le budget.

C'est un frelon, ce politicien, qui, exploitant la sottise humaine, fait de la popularité, en promettant tout ce que l'on veut, afin de se faire entretenir par cette même collectivité qu'il dupe et qu'il ruine.

Et comme on s'explique bien que, dans un pareil milieu, le socialisme ait fait explosion, car il apporte précisément la séduisante promesse d'un état social où tout le monde appartiendrait bien et dûment à la catégorie des frelons. Le malheur, pour cette séduisante perspective, c'est qu'il ne saurait y avoir de frelons sans abeilles, et que, si on augmente le nombre des premiers, il faut nécessairement augmenter la somme de travail des secondes. C'est là une fatalité bien regrettable, car il serait vraiment très agréable de vivre sur la communauté.

Mais, direz-vous, cet état social ne nous déplaît nullement. Toute la question, c'est de réussir à se faufiler dans la catégorie des frelons; être frelon, mais voilà précisément le bonheur! Vivent les frelons!

Malheureusement, cet état social, à en juger par les faits, ne paraît pas favorable à développer une grande somme de bonheur. Le problème à résoudre est trop difficile : Trouver le bonheur, en donnant le moins de travail possible, dans une société qui exige, pour vivre, la plus grande somme de travail. C'est

se mettre dans la situation peu commode d'un homme qui doit, chaque jour, à toute heure, remonter un courant : tout va à l'encontre du but qu'il poursuit. Ce n'est pas là une rassurante condition de bonheur.

Ce ne l'est pas même pour ceux qui ont réussi à se caser dans ces multiples situations administratives, où on échappe, en partie, aux aléas de la vie. La plupart y ont une existence étroite ; ils sont obligés de vivre et d'élever leur famille avec des salaires insuffisants : c'est la misère en habit noir, la plus dure de toutes. On ne peut y soutenir « son rang » et on en souffre cruellement ; c'est une blessure de chaque jour. C'est, de plus, la vie subordonnée, sans grands espoirs et sans grands horizons.

Pour les autres, la vie paraît encore plus dure : ils sentent d'autant plus la cruelle nécessité du travail personnel, aléatoire, qu'ils y ont été moins préparés par leur éducation, que ce travail est pour eux un pis aller, qu'ils aspiraient, eux aussi, aux sinécures administratives et qu'ils retombent lourdement du haut de leurs espérances déçues.

Pour tous, enfin, la vie est une charge trop lourde, une charge écrasante : sous l'influence de leur formation communautaire, qui fait de la fortune un bien de famille et non un bien personnel, les parents considèrent comme un devoir de se dépouiller de leur vivant pour doter leurs enfants au moment de leur mariage. Ils sont ainsi dans l'obligation de constituer, en quelques années, autant de fortunes qu'ils ont d'enfants, alors qu'il est déjà si difficile, pour tout

homme, de se constituer une fortune personnelle! C'est là une œuvre absolument impossible, tellement impossible que nous n'avons pas trouvé d'autre solution que de restreindre le nombre de nos enfants. Nous dotons nos enfants au détriment de l'expansion de la race. Malgré cela, la charge est encore trop lourde; elle nous condamne à une vie de privations et d'économies mesquines, qui attriste toute l'existence et paralyse le Bonheur.

Cet état général de malaise se traduit par des manifestations significatives. Je me borne à en signaler quatre, qui correspondent à quatre phases de l'évolution de ces sociétés, et que je prends, à dessein, sur des points très différents du globe.

La première de ces manifestations révèle la forme de désenchantement propre aux populations de l'Inde : la fameuse doctrine du *Nirvana*. Elle s'est répandue rapidement dans le groupe des populations de l'Extrême-Orient, encore voisines de la simple récolte, mais déjà privées des facilités qu'elle procure. Le Nirvana, c'est la délivrance, ou le salut, le Bonheur en un mot, proposé aux hommes par le fondateur du Bouddhisme. Et en quoi consiste ce bonheur? Il consiste à échapper à la perspective peu séduisante d'une seconde vie, du même genre que la première, à la loi de la transmigration, en entrant dans un état impersonnel et inconscient. Et un des moyens d'y parvenir est la contemplation indéfinie, ou plutôt l'habitude d'une passivité aussi complète que possible, et la négation de l'effort allant jusqu'à la né-

gation de la vie; c'est la négation du bonheur en ce monde. L'homme désespère décidément de l'obtenir et cherche un refuge dans l'anéantissement. Ainsi il n'entame même pas la lutte contre les difficultés de la vie; il capitule purement et simplement.

La seconde de ces manifestations est le *Nihilisme*. C'est une des formes de désenchantement des populations Nord-Slaves, c'est-à-dire du groupe humain qui est sorti des régions de la simple récolte dans la direction de l'Occident. Il a trouvé là la dure loi du travail; il a tout fait pour s'y soustraire et, n'y réussissant pas, il s'est réfugié dans l'idée de la négation et de la destruction de tout. Voilà encore des gens qui ne paraissent pas trouver le Bonheur dans cette vie.

La troisième de ces manifestations est le *Socialisme*. C'est la forme actuelle du désenchantement des populations à formation plus ou moins communautaire de l'Occident. Cette formation explique, comme je l'ai dit, l'explosion de cette doctrine, qui invite les hommes à chercher le Bonheur dans la communauté, c'est-à-dire toujours dans la suppression de l'effort personnel, de l'initiative individuelle (1). En

(1) On peut lire, à ce point de vue, la violente diatribe de M. Paul Lafargue contre le Travail; elle est intitulée : *Le droit à la Paresse*. En voici le début : « Une étrange folie possède les classes ouvrières des nations où règne la civilisation capitaliste. Cette folie traine à sa suite les miseres individuelles et sociales, qui, depuis deux siècles, torturent la *triste* humanité. *Cette folie est l'amour du travail...* Dans la société capitaliste, le travail est la cause de toute dégénérescence intellectuelle, de

tous cas, cette doctrine, comme les précédentes, manifeste hautement l'état de gens qui ne trouvent pas le Bonheur dans la vie telle qu'elle est faite.

Enfin, car il faut se borner, je signalerai, comme dernière manifestation de cet état de malaise, la doctrine du *Pessimisme*, qui est la forme de désenchantement des classes lettrées de l'Occident. Je range sous ce nom tout un ensemble de doctrines plus ou moins philosophiques, plus ou moins élégiaques et larmoyantes, qui prédomine dans les groupes allemands et celtes et forme le fond de leur conception de la vie. Je sais bien que les Grecs et les Italiens prennent la vie d'une façon moins tragique, et ont une philosophie plus gaie, mais il est remarquable, et cela confirme la loi, que ces deux peuples occupent des régions où dominent les productions arborescentes, qui sont de la simple récolte : une partie de la population vit de la cueillette des fruits et moyennant une très faible somme de travail. *Deus nobis hæc otia fecit.* Le lazzarone est le type accentué de ce groupe de population. Aussi les peuples du bassin de la Méditerranée se rattachent-ils sensiblement à ceux qui trouvent une dose plus grande de Bonheur dans les facilités de la vie.

IV

C'est dans le troisième cas que le problème du

toute déformation organique. » Et pour célébrer la supériorité du repos sur le travail, l'auteur cite le proverbe espagnol : *Descanzar es salud* (Se reposer est santé).

Bonheur semble le plus compromis et qu'il est cependant le plus triomphalement résolu. Jusqu'ici nous avons vu l'homme chercher le Bonheur en s'orientant vers le repos, ou tout au moins vers la moindre somme de travail. Dans le premier cas, il le trouve, mais c'est un Bonheur stagnant et croupissant; dans le second, il ne le trouve pas.

Dans le troisième cas, il va chercher le Bonheur en s'orientant, au contraire, vers l'effort personnel et intense; il n'essaie plus de se soustraire aux difficultés de la vie, mais il les envisage courageusement, il les mesure exactement, et il les affronte hardiment.

A première vue, cette idée qu'on puisse chercher et trouver le Bonheur dans l'effort, dans la difficulté vaincue, nous paraît une ironie amère, une pure gageure. Certainement, si je jugeais de cela uniquement d'après ce que je sens et ce que j'éprouve moi-même, je partagerais ce sentiment : je me sens plus porté vers le repos que vers l'effort, vers ce qui est facile que vers ce qui est difficile; pour peu que l'on me pressât, je m'accommoderais peut-être de la vie tranquille et quelque peu végétative du pasteur. Mais il ne s'agit pas ici de ce que pense le lecteur, ou de ce que je pense moi-même; il s'agit seulement de constater des faits et de s'en rendre compte aussi exactement que possible.

Quelque extraordinaire qu'il paraisse, le fait s'explique à la réflexion. Pourquoi cherchons-nous le Bonheur en essayant de nous soustraire aux difficultés de la vie? C'est manifestement parce que l'effort

qu'il nous faut faire, pour affronter ces difficultés, nous paraît trop dur. Si on me demandait d'accomplir en bicyclette (je prends cet exemple comme j'en prendrais un autre) une course de 100 kilomètres, je m'empresserais de décliner cette proposition, parce que je ne me sens pas capable d'un pareil effort. Mais cette même proposition serait accueillie avec plaisir par une foule de gens, uniquement parce qu'ils se sentent suffisamment entraînés. Ainsi, ce qui constituerait pour moi une difficulté insurmontable, et une entreprise éminemment désagréable, ne serait, pour eux, qu'un jeu et un vif plaisir. Il en est de même pour les difficultés de la vie : ce sont des difficultés insurmontables pour ceux qui ne sont pas préparés à les affronter et à les surmonter; mais il peut se faire que, pour d'autres, mieux entraînés, ce soit une sorte de sport qui ne manque pas de charmes. S'il en est ainsi, on conviendra immédiatement que, pour ces gaillards-là, la vie doit se présenter sous un tout autre aspect que pour nous, et que le nirvana, le nihilisme, le socialisme et le pessimisme ne doivent avoir pour eux aucune séduction. Ils voient la vie par l'autre bout de la lunette et, par conséquent, ils la voient autrement; ils la voient en beau; ils sont optimistes.

Toute la question est donc de savoir s'il y a des gens d'une pareille espèce.

Les lecteurs qui ont bien voulu parcourir les pages précédentes savent parfaitement que cette espèce existe; mais je voudrais leur montrer, et cela est nou-

veau, que cette même formation sociale qui donne la supériorité dans le monde, est, en même temps, celle qui incline l'homme vers la plus grande somme de Bonheur qu'il puisse goûter sur la terre, — toutes choses égales d'ailleurs, comme disent les mathématiciens.

J'ai décrit, plus haut (1), un type d'école anglaise, qui vise spécialement à préparer des hommes capables de se tirer d'affaire par eux-mêmes dans la vie. On y forme, par-dessus tout, l'énergie, la volonté, la ténacité; le corps est entraîné aussi bien que l'esprit. MM. de Rousiers et Bureau ont décrit, dans la *Science sociale*, le même procédé de formation, soit en Angleterre, soit aux États-Unis. Les jeunes gens ainsi formés par la famille, par l'école et par tout le milieu social, ont le sentiment qu'un homme « doit toujours retomber sur ses pieds, comme un chat ». Cette jeunesse est ainsi orientée, non plus vers le repos, non plus vers le far niente, mais vers la lutte pour la vie, *struggle for life*, vers l'action personnelle, *self help*, vers la marche en avant, *go ahead;* ils n'ont pas peur de ces mots, parce qu'ils n'ont pas peur de la chose qu'ils désignent. Et ils n'en ont pas peur, précisément parce que leur formation sociale les rend plus capables de surmonter les difficultés de la vie.

Et, de fait, cette redoutable race anglo-saxonne nous a déjà débusqués de la plupart des positions

(1) Voir livre I, chap. III.

que nous occupions dans le monde. Il n'y a guère plus d'un siècle, nous prédominions encore en Asie, en Afrique et en Amérique; partout nous avons reculé devant elle : elle est le rival héréditaire, le rival dont il faut imiter les progrès. Et, en répétant cela, nous ne sommes pas seulement des hommes de science qui se rendent compte exactement des choses, nous sommes encore des patriotes avisés.

Mais, pour le moment, mon seul but est de montrer simplement que cette manière de concevoir et d'entreprendre l'existence donne une plus grande somme de bonheur, par le sentiment même que l'on a de sa propre supériorité, par cette idée qu'il est facile à tout homme de surmonter toutes les difficultés de la vie.

En voici un exemple assez curieux et dont l'originalité même relève la saveur; je l'ai trouvé, dans le journal *Le Temps*, sous la plume de M. de Varigny.

A la fin du mois de janvier dernier, un joyeux souper réunissait, dans un des restaurants à la mode de Boston, plusieurs jeunes gens du *meilleur monde*, frais émoulus de l'Université d'Harward, où ils s'étaient distingués autant par leurs examens classiques que par leurs prouesses de sport. L'un d'eux émit l'opinion que *ceux-là seuls étaient et restaient pauvres aux États-Unis qui doutaient d'eux-mêmes* et que, vînt-il à perdre la fortune que lui avait laissée son père, il se ferait fort, dût-il débuter dans la vie sans un dollar, nu comme à sa naissance, de se suffire à lui-même et de revenir, à l'expiration d'une année, après avoir fait le tour du monde, défrayé ses dépenses et mis de côté 5.000 dollars (25.000 francs). L'enjeu fut fixé à la somme de 50.000 francs. Il fut convenu que, le 22 février, Paul

Jones se rendrait aux bains turcs de l'Association athlétique, que là il se dépouillerait de ses vêtements et qu'à l'heure dite il commencerait sa carrière aventureuse de voyageur autour du monde.

La difficulté était de se mettre en route. Nu comme un ver, Paul Jones n'y pouvait songer. Il lui fallait aviser aux moyens de se vêtir, si économiquement que ce fût. Philosophiquement, et en homme qui n'eût fait autre chose de sa vie, Paul Jones, consigné dans la salle de bain, se mit à cirer les bottes des membres du cercle, et la modeste rétribution que le cercle allouait pour ce genre de service lui permit de pourvoir à sa nourriture d'abord, puis de se procurer les vêtements indispensables. Il y mit quinze jours; c'était beaucoup, étant donné qu'il n'avait qu'une année devant lui. Une fois dehors, il fallait vivre et mettre de côté assez d'argent pour entreprendre son voyage. Son plan était tout tracé : gagner Londres et s'embarquer pour les Indes. Il se fit crieur et vendeur de journaux, commissionnaire, traducteur, car il savait le français, l'allemand et l'italien. Comme interprète, il se procura un passage gratuit sur un paquebot américain et débarqua à Londres avec 50 dollars (250 francs) dans sa poche. Il était lancé et ne devait plus s'arrêter. Des conférences faites à Londres décuplèrent son pécule, des arrangements pris avec des journaux anglais défrayèrent ses dépenses jusqu'aux Indes; une pacotille judicieusement choisie et bien vendue à Calcutta le mit largement à flot. A l'heure actuelle, il poursuit sa route et, des lettres qu'il écrit à ses amis, des comptes rendus qu'il adresse aux journaux, il appert qu'il regrette de n'avoir pas doublé le montant de son pari, eût-il dû, pour ce faire, doubler le montant qu'il s'engageait à rapporter.

Il faut croire que les lauriers de ce *self made man* (américain : homme qui se fait lui-même) empêchent les Anglais de dormir, car le *Petit Journal* nous ap-

prend que deux jeunes Anglais, voulant montrer que John Bull n'est pas inférieur au cousin Jonathan en fait d'énergie, d'aptitude à se tirer d'affaire, viennent de traverser la France, après avoir fait le même pari.

Nous avons défini le Bonheur : « l'état de satisfaction des gens qui réussissent à surmonter vraiment les difficultés morales et matérielles de la vie ». Dès lors, et par définition, la formation sociale qui produit au plus haut degré des hommes capables d'affronter et de surmonter ces difficultés, comme en se jouant, est singulièrement favorable à développer le Bonheur. Je ne sais pas si les trois jeunes gens que je viens de citer arriveront à gagner leur pari : la question n'est pas là. Ce qui est caractéristique, c'est l'état d'esprit, c'est la puissance personnelle que cet acte révèle. Il y a là une conception de la vie absolument différente de celle que nous avons constatée dans les deux groupes précédents de population. Dans ces deux groupes, l'homme capitule devant les duretés de la vie ; il est malheureux par le sentiment justifié de son infériorité. Ici, au contraire, l'homme se sent et il est réellement supérieur à ces difficultés, et ce sentiment suffit à lui donner la tranquillité souriante et l'immense satisfaction de la victoire certaine.

Cet homme tient, — autant que cela est possible ici-bas, — le Bonheur dans sa main.

Aussi, nous ne trouvons plus ici qu'exceptionnellement le type du frelon (1).

(1) Le type du frelon est surtout représenté, dans le monde

Ce ne sont pas des frelons ces hommes qui, à partir de vingt ans, ne demandent aucun subside à leur famille, qui épousent des femmes sans dot, qui dédaignent les situations administratives pour embrasser de préférence les professions usuelles et indépendantes, qui, en toutes choses, comptent plus sur l'initiative privée que sur l'aide et la protection de l'État.

Il faut nous faire à cette idée que ces hommes, ainsi livrés à leurs seules forces, sont réellement plus heureux que ceux qui, au moindre obstacle, cherchent un soutien en dehors d'eux. C'est ce sentiment de contentement qui explique le succès prodigieux, le succès inexplicable pour nous, d'un ouvrage comme celui de sir John Lubbock. Pour se contenter des pauvres arguments de l'auteur en faveur du bonheur de vivre, il faut avoir en soi une dose formidable de contentement; il faut que la vie vous apparaisse sous des couleurs gaies que nous ne pouvons même pas soupçonner. C'est là un livre écrit par un Anglais et pour des Anglais.

Le traducteur paraît s'en être rendu compte : « Dans ce livre, dit-il, sont condensées les meilleures qualités de l'esprit anglais; il est anglais par son

anglo-saxon, par les nombreux éléments à formation communautaire qui y sont mêlés, soit par l'établissement ancien, comme en Angleterre, soit par l'immigration, comme aux États-Unis. On sait que, dans ce dernier pays, la classe des politiciens se recrute surtout parmi les Irlandais. Notons que ces éléments communautaires sont aussi les plus turbulents et les moins content de leur sort.

heureux et *candide optimisme*, par sa *cheerfulness* (contentement) ». Et l'auteur, qui appelle l'Angleterre « la joyeuse Angleterre », ajoute : « C'est vers l'Orient qu'il faut regarder pour trouver la vraie tristesse. Qu'y a-t-il de plus mélancolique que les vers d'Omar Khayyam, ou que ceux des Dewas?

Nous sejournons ici une ou deux courtes journées
Et tout le gain que nous recueillons, c'est le chagrin et la douleur,
Et après, laissant tous les problèmes de la vie non resolus
Et tourmentés de regrets, il nous faut partir;

Nous sommes les voix du vent errant
Qui pleure pour le repos et ne peut jamais le trouver.
Hélas! semblable à ce vent est la vie humaine :
Un gemissement, un soupir, un sanglot, un orage, une lutte.

Et se rencontrant avec nous, sir John Lubbock ajoute : « Si cela est vrai, si la vie humaine est si douloureuse et si pleine de souffrance, il n'est pas surprenant que le Nirvana, — la cessation de la tristesse, — puisse être souhaité, même au prix du sacrifice de la conscience. »

Voilà bien, comme nous l'avons également constaté, ce caractère mélancolique qui est un des traits distinctifs de la philosophie et de la poésie orientales, qui se retrouve dans les œuvres germaniques et celtiques, c'est-à-dire chez les populations peu dressées au travail par leur formation sociale.

A son tour, sir John Lubbock affirme que le travail, l'effort, la lutte ne répugnent pas à l'Anglo-Saxon. Il confirme cette affirmation d'une manière bien caractéristique. Lisez le début du chapitre X,

intitulé : *Le travail et le repos* : « Parmi les peines de la vie, je ne compte pas, naturellement, la nécessité de travailler ». Voilà une phrase que je ne me représente pas sous la plume d'un écrivain à formation communautaire : il aurait certainement mis le travail en première ligne des peines de la vie. Au contraire, sir John Lubbock écarte cette difficulté avec une admirable candeur : « naturellement », dit-il. Cela lui paraît tout naturel! Je suis sûr que mes lecteurs ne seront pas de cet avis, et j'avoue simplement que je suis de l'avis de mes lecteurs, car c'est à moi-même aussi que je fais ce procès.

Accentuant encore l'idée, sir John Lubbock ajoute : « Le travail, et même un travail acharné, est une source de bonheur, lorsqu'on en use avec modération. Nous savons tous comme le temps passe vite quand on est très occupé; les heures pèsent, au contraire, aux mains des paresseux. Les occupations chassent les soucis et les petits chagrins de la vie. L'homme occupé n'a pas le temps de rêver et de s'agiter... Si nous, Anglais, avons prospéré comme nation, c'est en grande partie parce que nous sommes des travailleurs acharnés ».

Nos moralistes aussi font l'éloge du travail; dans nos écoles, on s'efforce de l'inculquer aux enfants. Mais nous le recommandons, nous le louons, nous l'enseignons comme un devoir, comme une nécessité, à laquelle il faut se plier avec effort. Ici, le ton est différent : c'est la simple et tranquille constatation d'un fait accompli; le travail n'est même plus con-

sidéré comme « une peine »; c'est « une source de bonheur », sans contestation.

Je soumets la question à une jeune fille anglaise. elle est de l'avis de sir John Lubbock; elle trouve, comme lui, qu'il y a un grand plaisir dans le travail, dans l'effort, dans la lutte, dans la difficulté vaincue. Elle me dit que c'est l'opinion générale autour d'elle. Comme j'ai l'air de ne pas comprendre, elle ajoute que, même lorsqu'il ne travaille pas, l'Anglais a besoin de l'effort : il fera du canotage, du cricket, du foot-ball; il accomplira une ascension difficile et périlleuse, *pour le seul plaisir d'avoir vaincu une difficulté*. Avouez qu'il faut un fameux entrainement pour en arriver à considérer le travail de cette façon aimable.

« Un voyageur oriental, raconte sir John Lubbock, ayant assisté à une partie de cricket, fut étonné d'apprendre que plusieurs des joueurs étaient riches et il demanda pourquoi ils ne payaient pas quelques malheureux pour faire la besogne à leur place ».

Voilà bien l'idée que la formation communautaire donne du travail. Vous connaissez le proverbe turc : « Il vaut mieux être assis que debout; couché qu'assis; mort que couché ». Il est certain qu'il n'est pas facile de réaliser cet idéal dans la vie, et voilà pourquoi les populations qui ont cet idéal sont plus naturellement malheureuses que les autres et, par conséquent, plus naturellement tristes.

Au contraire, celles qui ont pour idéal qu'il vaut mieux être debout qu'assis, sont plus naturellement

heureuses, parce que, pour réussir dans la vie, il faut s'asseoir le moins possible.

Mais on n'arrive pas facilement à se donner cet idéal. Il ne suffit pas d'enseigner et de répéter, dans la chaire et dans l'école, que le Bonheur est dans le travail. Ainsi formulée, cette affirmation est fausse et ceux mêmes qui la proclament n'y croient guère, et souvent la pratiquent peu. Si elle était vraie, il y a longtemps que les hommes seraient des travailleurs infatigables, car tous sont épris de Bonheur. La vérité, c'est que la grande masse du genre humain ne trouve pas le Bonheur dans le travail.

Le Bonheur consiste, non dans le travail, mais dans L'APTITUDE au travail, ce qui n'est pas du tout la même chose. Que de gens pensent : « Ah ! que je voudrais aimer le travail », et qui ne peuvent pas y arriver, et qui n'y arriveront jamais, malgré tous les conseils de la saine morale, de la saine philosophie et de la religion. Pour franchir ce pas difficile, qui ouvre la vraie porte du Bonheur sur la terre, il faut une longue et profonde formation sociale. Et cette formation est, elle-même, le résultat d'une série de phénomènes combinés et accumulés :

Pour obtenir ce produit rare, il faut :

Des parents bien convaincus qu'ils ne doivent à leurs enfants que l'éducation, mais une éducation virile ;

Des jeunes gens, ensuite, bien convaincus qu'ils doivent se suffire à eux-mêmes dans la vie ;

Des jeunes hommes bien décidés à chercher dans le mariage une compagne et non une dot ;

Un gouvernement qui réduise au minimum le nombre de ses attributions et de ses fonctionnaires et rejette ainsi la jeunesse vers les carrières indépendantes, qui exigent l'effort, l'initiative individuelle, le travail personnel;

Enfin, comme conséquence, un état social où le fonctionnaire, le politicien et l'oisif soient moins considérés que l'agriculteur, l'industriel et le commerçant.

Vous voyez que cela n'est pas simple; mais c'est la combinaison de tout cela qui, seule, peut assurer à l'humanité la plus grande somme de Bonheur ici-bas : c'est le seul moyen de donner à l'homme d'abord le goût, ensuite l'amour du travail et de l'effort.

Et il n'y a pas d'autre solution fondamentale de la question sociale.

CHAPITRE VI

L'INSUFFISANCE DE L'ACTION MORALE ET LES SYMPTÔMES DE RELÈVEMENT SOCIAL.

I

Il existe actuellement un groupe d'hommes qui cherche le relèvement social par l'action purement morale, qui poursuit, suivant son expression « la pacification de la conscience par la vie meilleure ». Pour y amener, ces hommes veulent développer l'esprit de sacrifice et l'amour du prochain. Pour eux, la question sociale n'est ni d'ordre politique, ni d'ordre social », mais d'ordre moral et religieux », et, dès lors, le plus efficace moyen de la résoudre est de se changer soi-même d'abord, de « naître à nouveau », comme ils le redisent après l'Évangile de saint Jean. Et ils ajoutent : « L'acte charitable initial, ou même le seul acte charitable au fond, est cette détermination par laquelle je renonce à l'égoïsme pour mon propre compte, et me plie à la règle » (1).

(1) *Notre Esprit, Union pour l'action morale*, 1er novembre 1894.

Pour résoudre la question sociale, ce groupe voudrait susciter « des hommes vraiment bons, spirituels, des saints ». Il en existe, dit-il, parmi nous, « mais ces sources vives se perdent isolément dans des sables arides. La société distraite les laisse écouler, et l'esprit public n'en retient rien, du moins visiblement » (1). Il veut capter ces sources, les grossir en leur amenant des courants nouveaux.

Il repousse cependant le reproche de vouloir proposer une religion nouvelle, d'ajouter une secte à des sectes. « Il ne s'agit pas de creuser un port nouveau pour les âmes, mais simplement de faire monter le flot dans les ports qui existent déjà. Alors ils communiqueront ».

En effet, ce n'est pas une religion nouvelle que ces hommes apportent, car ils n'affirment aucun dogme; c'est seulement un état d'esprit religieux, une tendance religieuse qu'ils opposent au matérialisme et au scepticisme. Ils appellent à eux les membres des diverses Églises et ceux qui sont en dehors des Églises, mais qui éprouvent le besoin d'un appui extérieur pour le combat contre leurs passions. « Quoique nous regardions, disent-ils, tous les fidèles des Églises, qui le sont en esprit, comme nos coopérateurs aimés, les isolés sont nos Benjamins, pour ainsi dire; ils sont trop à l'abandon » (2).

En somme, ils battent le rappel pour tous ceux qui

(1) *Notre Esprit*, p. 12.
(2) *Ibid.*, p. 25.

souffrent de la vie, moralement ou matériellement, et ils veulent fonder, avec eux et par eux, une société nouvelle, une société renouvelée, qui aurait pour base l'esprit de sacrifice, l'immolation de soi-même, de ses passions, de ses volontés et l'amour du prochain.

Ils déclarent, en effet, qu'on « agit sur autrui par cela seul qu'on a opté courageusement pour la vie de l'esprit » (2).

L'esprit de sacrifice, l'immolation de soi-même, l'amour du prochain, en un mot l'action morale, pour emprunter la formule même de leur Association, peuvent-ils produire nécessairement, comme ils l'affirment, le relèvement de la société, la réforme sociale?

Voilà la question. Voilà toute la question.

Je vais sans doute les scandaliser et en scandaliser bien d'autres, mais je n'hésite pas à répondre : Non, l'action morale, quelque utile qu'elle soit à l'amélioration de l'individu, n'est pas suffisante pour produire le relèvement social.

Et remarquez que vous n'avez pas devant vous un sceptique, mais un croyant, attaché à une forme religieuse positive, à des dogmes, à une Église. Mon affirmation n'est donc pas inspirée par un sentiment d'hostilité quelconque; c'est purement et simplement une affirmation d'ordre scientifique, et, si vous voulez bien me suivre, nous allons l'examiner.

(1) *Ibid.*, p. 8

II

Nous avons un moyen bien simple et en même temps bien positif de trancher cette question. Certaines époques privilégiées ont produit des pléiades de saints, c'est-à-dire de ces hommes que l'on considère avec raison comme s'étant élevés au plus haut développement moral, comme ayant donné les plus grandes preuves d'esprit de sacrifice, d'immolation de soi-même, d'amour du prochain. On se tiendrait généralement pour complètement satisfait et pour assuré de notre relèvement social, si on pouvait faire couler de nouveau et aussi abondamment cette « source vive » de l'action morale.

Voyons donc les résultats qu'elle a produits.

Cette source a coulé abondamment, elle a vraiment débordé, pendant les premiers siècles de l'Église; et ce n'était pas seulement l'action morale qui coulait alors à pleins bords, c'était le sang même de milliers de martyrs. Jamais il n'y eut une plus magnifique efflorescence de saints; jamais, peut-être, l'homme ne s'est élevé plus haut au point de vue moral, au point de vue du sacrifice de soi-même.

Et cependant jamais, peut-être, la société n'est tombée plus bas. C'est l'époque des Césars, c'est-à-dire d'un des plus abominables gouvernements qui se soit imposé à l'espèce humaine. Jamais l'art d'opprimer savamment n'a été poussé plus loin. Rarement la misère humaine, le vice public et privé ont

été aussi intenses. « Où donc et chez quel autre peuple que les Romains, s'écrie un contemporain, le prêtre Salvien, trouverons-nous de si grands maux? Car les Francs ne sont pas si avides; les Huns sont étrangers à de pareils forfaits; rien de semblable chez les Vandales et les Goths. Les Romains même qui vivent au milieu des Barbares ne souffrent pas de pareilles calamités. Aussi ne forment-ils qu'un vœu, c'est de ne jamais être réduits à passer de nouveau sous la domination romaine. C'est pourquoi nos frères désertent nos provinces pour se réfugier auprès des Barbares. Ceux qui ne peuvent transporter leur chétive cabane et leur famille, prennent le seul parti qui leur reste, ils se donnent aux riches; mais ceux-ci, au lieu de les défendre, ne font que les rendre plus misérables. »

Ces maux étaient anciens, Lactance les avait déjà signalés : « Les champs, dit-il, sont mesurés jusqu'à la dernière motte; les ceps de vignes et les pieds d'arbres sont comptés, les animaux de toute espèce sont inscrits, chaque tête d'homme est marquée. Le pauvre peuple des villes et des campagnes est rassemblé dans les villes, pendant qu'au dehors se pressent d'innombrables troupeaux d'esclaves. La torture et le fouet retentissent de tous côtés. On vous inscrit pour des biens que vous ne possédez pas. Les malades, les infirmes et les morts sont également portés sur les registres du fisc. »

Contre ces maux sans nombre, des centaines et des milliers d'évêques, de moines, de saints, ont élevé leurs protestations et leur exemple. Ils ont,

eux aussi, prêché l'action morale et enseigné la morale la plus pure. Et cependant la décadence sociale s'est poursuivie d'un pas accéléré, sans que toutes ces protestations et tous ces exemples l'ait fait dévier un seul instant de sa route vers la décomposition finale.

Et alors les Barbares sont arrivés. Et le miracle que n'avaient pu accomplir tant d'hommes vertueux, tant de saints, ils l'ont réalisé, eux, avec une aisance extraordinaire, sans s'en douter, et en dépit de toute leur brutalité, de tous leurs vices et de tous leurs crimes. C'est de leur sein que sont sorties les sociétés modernes, si différentes des sociétés de l'antiquité et si supérieures moralement et socialement (1).

Et on me fera l'honneur de croire que je n'attribue pas ce miracle à leur brutalité, à leurs vices et à leurs crimes. Je m'expliquerai dans un instant sur la cause de cette transformation sociale. Pour le moment, je me borne à constater qu'ils ont fait ce que les autres n'avaient pu faire et que, pour cela, ils ont

1 On pourrait peut-être objecter que le succès social des Barbares est dû à ce qu'ils infusèrent à la société romaine une vie plus simple, à ce qu'ils étaient moins corrompus par la richesse, et que, dès lors, ils furent plus accessibles à la prédication morale. Cet argument tombe devant ce fait que le relèvement social n'a pas coïncidé avec l'arrivée de tous les Barbares, mais seulement d'une certaine catégorie de Barbares, qui, précisément, n'étaient ni les plus simples ni les plus pauvres. Voir cette démonstration dans une publication que vient de commencer M. Henri de Tourville, dans la *Science sociale* sous ce titre : *Histoire de la formation particulariste.*

dû, de toute nécessité, apporter avec eux et en eux quelque chose de puissant, d'irrésistible, de plus puissant et de plus irrésistible, au point de vue social, que l'action purement morale.

Un autre échec éclatant de l'action purement morale nous est fourni par l'exemple de l'Irlande. Vous savez que cette île fut appelée, au sixième siècle, « l'île des Saints »; elle était couverte de monastères et ce fut même de cette île que partirent la plupart des missionnaires qui convertirent la Germanie. Les membres de l'*Union pour l'action morale* auraient pu recruter alors, en Irlande, un grand nombre d'adhérents, car la préoccupation de « la vie meilleure » dominait les esprits. Cette île fut une pépinière inépuisable d'hommes tels qu'ils voudraient en susciter, « vraiment bons, spirituels, saints ».

Et leur foi n'était pas un feu de paille, car elle dure encore; l'Irlande est toujours la terre classique de l'ardeur religieuse.

Cette vie morale intense aurait dû assurer à ce peuple une longue et éclatante prospérité sociale. Hélas! il n'y a eu de long et d'éclatant que sa décadence; elle a commencé au beau milieu de cette effervescence morale et elle dure toujours.

Et, ici encore, je n'attribue pas cette décadence à ce développement moral et religieux. Ce serait, de ma part, tomber, en sens inverse, dans la confusion que je combats, confusion qui consiste à vouloir établir une relation nécessaire, de cause à effet, entre

les phénomènes moraux et les phénomènes sociaux. Je m'expliquerai sur ce point, car c'est là le nœud même de la question que j'examine.

L'Italie a été aussi, aux treizième et quatorzième siècles, un foyer intense de vie morale et religieuse, avec saint François d'Assise et sainte Claire, saint Antoine de Padoue, le bienheureux Joachim de Flore, Jean de Parme, Fra Salimbue, Jacopone de Todi, saint Célestin, sainte Catherine de Sienne, etc. Alors naissent les Ordres des Franciscains et des Clarisses, qui devaient étonner le monde par leur pauvreté et leur obéissance, ces deux vertus que les adeptes de l'action morale tiennent en si haute estime. Ne déclarent-ils pas qu'il est impossible d'arriver au relèvement social, « si on ne se montre pas détaché soi-même des objets non strictement nécessaires »? « On vient en voiture, disent-ils, prêcher au peuple qu'il ne sert de rien d'avoir des voitures. On répand ainsi l'envie autour de soi en promenant son luxe, ses raffinements; on souligne les différences sociales qu'on dit n'être qu'un préjugé... Ainsi nous voici amenés, si nous avons sincèrement pitié des souffrances du peuple, à nous détacher nous-mêmes de tout ce qui rend en apparence une vie brillante et charmante. Nous ne pouvons échapper à cette conséquence; mais, encore une fois, elle est rude. Il ne s'agit de rien moins que de renverser entièrement l'échelle de nos jugements, de mettre en haut ce qui était en bas et en bas ce qui était en haut. Il s'agit

d'une conversion totale, en somme... Et cependant, si l'on n'est pas résolu à cette conversion, on ne saura que gémir sur le mal comme un enfant ». Saint François d'Assise aurait certainement signé des deux mains cette déclaration.

Il voulait lui aussi qu'on se « détachât des objets qui ne sont pas strictement nécessaires » : « Allez, dit-il, ne portez ni or, ni argent, ni monnaie dans votre bourse, ni sac, ni deux vêtements, ni souliers, ni bâton ». Et on sait avec quel enthousiasme les disciples lui arrivèrent en foule, si bien que, neuf années seulement après sa fondation, il put envoyer 5.000 députés au chapitre général tenu à Assise; ses religieux atteignirent le chiffre prodigieux de 115.000, répandus dans 7.000 couvents. Et je ne parle ni des maisons de femmes ni de la foule innombrable des laïques affiliés au Tiers Ordre.

Si leur appel était entendu par de pareilles multitudes, les partisans de l'action purement morale se croiraient certainement assurés du relèvement social de la France.

Or les faits nous montrent que cette splendide efflorescence morale et religieuse n'a pas eu, au point de vue social, plus d'effet que pour l'Empire romain, ou pour la malheureuse Irlande : la décadence de l'Italie se poursuivit lamentablement, au milieu d'une anarchie politique et d'un désordre des mœurs qui rappelait et faisait presque pâlir ceux de la Rome païenne. La Renaissance ne rendit pas seulement à l'Italie les œuvres littéraires et les chefs-d'œuvre

artistiques, mais aussi les mœurs et les vices de l'antiquité. Ainsi, ni l'action, ni l'influence, ni les exemples de l'Italie mystique n'empêchèrent l'effondrement de l'Italie sociale et politique. Et cet effondrement dure encore.

Je ne veux pas multiplier les exemples; il n'y a qu'à se baisser dans l'histoire pour en ramasser. Permettez-m'en un dernier.

Il est de mode de professer pour la morale boudhiste une grande admiration. Elle est, en effet, fort touchante et fort pitoyable aux faibles, aux humbles, aux opprimés. Mais là n'est pas la question. A-t-elle réussi à résoudre le problème du relèvement social, pour l'Inde et pour les pays de l'Extrême-Orient sur lesquels son action s'est fait sentir? L'infériorité sociale de ces pays ne se démontre pas : il suffit d'ouvrir les yeux et de voir. Toute la morale boudhiste n'a pu les tirer de là.

Et cet échec de la morale vis-à-vis de l'action sociale est tellement flagrant, que ceux-mêmes qui le nient le constatent cependant. C'est la vérité qui sort de leur bouche malgré eux, par la force des choses, plus forte que tout. Voici ce qu'on peut lire dans le manifeste de ce groupe : « On enseigne bien aux enfants, dans chaque famille et dans chaque école, qu'il faut non seulement être honnête, mais être bon, et faire consister son honneur dans le dévouement : s'il suffisait que la chose fût dite et entendue pour être

pratiquée, la conversion du peuple en masse serait vraiment simple. Il existe aussi, en grand nombre, des églises, des temples, des synagogues. Les enfants y entrent comme catéchumènes, et, hommes faits, ils en trouvent toujours les portes ouvertes, s'ils veulent entendre recommander dans la prédication et symboliser par la cérémonie le passage de la vie naturelle à la vie sainte ou véritable. Des milliers de prêtres dévoués y sont occupés sans relâche. Il semble donc que l'œuvre à faire, si lourde qu'elle soit, doive être déjà œuvre faite. Mais avec tout cela l'Évangile ne règne point; la sagesse pure, — et d'ailleurs conforme à l'Évangile, — établie si fortement par les grands philosophes modernes, n'a point passé dans l'acte... Ce qui est manifeste, c'est que l'écart est excessif entre l'idéal moral que notre conscience est parvenue à dégager, et notre moralité effective (1) ».

Je n'aurais certainement pas aussi bien dit. Mais comment, en écrivant cela, n'ont-ils pas aperçu le point faible de leur tentative exclusivement morale? Ils reconnaissent, ils proclament que « des miliers de prêtres dévoués se sont occupés sans relâche » de cette œuvre du relèvement social; et des prêtres de toutes les communions religieuses, catholiques, protestants, juifs; et non seulement les ministres des divers cultes, mais encore tous « les grands philosophes modernes »; et ils aboutissent à cette triste

(1) *Notre Esprit*, p. 11.

constatation que tous, tous, ont échoué : « L'Évangile, la morale n'ont point passé dans l'acte ».

Et alors, après cette constatation, ils formulent purement, simplement, tranquillement, cette conclusion imprévue : « Il faut recommencer tout cela ». Et eux, qui ne disposent ni de la formidable puissance de l'Église, ni de la formidable puissance du Temple, ni de la formidable puissance de la Synagogue, ils espèrent réussir là où l'Église, le Temple et la Synagogue ont échoué! Comment n'ont ils pas aperçu que si tant d'efforts, tant de dévouement, tant d'abnégation, tant de charité, tant d'esprit de sacrifice, tant d'immolation de soi-même, tant d'amour du prochain avaient échoué, c'est que ni rien, ni personne, ne réussirait en suivant la même voie? Comment cette idée si simple, si naturelle, qui serait venue à tout savant ayant manqué une expérience, ne leur est-elle pas venue : l'action morale doit être insuffisante pour assurer à un peuple la durée, la prospérité, la grandeur sociale; il lui manque quelque chose, dont l'absence empêche le résultat de se produire?

Que lui manque-t-il donc? — Je vais le dire.

III

On voudra bien me permettre d'employer une parabole et de la tirer de l'Écriture sainte, ce qui ne doit pas être pour déplaire aux défenseurs de l'action morale.

L'action morale peut être comparée à une graine qui germe ou ne germe pas, suivant qu'elle tombe sur un bon ou sur un mauvais terrain. Dès lors, la qualité bonne ou mauvaise du terrain a une importance extrême, une importance décisive.

Et remarquez qu'en disant cela je n'ai pas la prétention d'émettre une nouveauté; cette affirmation est presque un lieu commun, car, depuis l'Évangile, elle a été répétée des milliers de fois par les prédicateurs, les moralistes, les théologiens de toutes les écoles et de tous les cultes. C'est banal à force d'être vrai et évident.

Mais, sur cette vérité banale, on a malheureusement greffé une erreur qui a fini par étouffer cette vérité : on a cru, pour continuer ma comparaison, que la bonne qualité de la graine suffisait à créer la bonne qualité du terrain, et à amener, par conséquent, la germination. Et alors on a dit : « Il n'y a pas de mauvais terrains, il n'y a que de mauvaises graines ». De là à ne plus se préoccuper de la qualité du terrain, il n'y avait qu'un pas, on l'a franchi lestement. On dit, après tant d'autres, je cite textuellement : « La question n'est pas de savoir si l'époque présente est pire que les précédentes; nul ne peut rien assurer de précis à ce sujet; il est donc oiseux de le demander. « Ce qui revient à dire : il est oiseux de se préoccuper de la nature du terrain.

Et sur cette affirmation gratuite, on va tranquillement jetant la graine morale à pleines mains, par les voies et par les chemins. On s'étonne ensuite qu'elle

ne germe pas, ou plutôt on dissimule son étonnement en renvoyant la germination, permettez-moi cette expression, aux calendes grecques. « L'œuvre est si démesurée, dit-on, qu'il ne faut pas attendre d'en voir même un commencement de réalisation. Mais cela ne change rien à notre devoir. Ce n'est pas le succès qui est notre affaire (1) ».

Mais c'est, au contraire, le succès qui est notre affaire, qui est toute l'affaire; il n'y a même pas d'autre affaire que celle-là. Comment! vous poursuivez l'œuvre magnifique et méritoire du relèvement moral et social de votre pays, et vous proclamez que le succès, c'est-à-dire ce relèvement, n'est pas votre affaire! Ce serait faire de l'art pour l'art, de la morale pour la morale.

L'insuccès, dont vous prenez si tranquillement votre parti, l'insuccès de tous les autres moralistes exclusifs, vient de cette croyance que la nature du terrain sur lequel on jette la graine est indifférente, qu'il est « oiseux » de s'en préoccuper.

La nature du terrain social est, au contraire, une des conditions extrinsèques qui agissent le plus sur le succès ou l'insuccès de l'action morale.

Et, sur ce point, le promoteur de l'*Union pour l'action morale*, M. Paul Desjardins me permettra d'invoquer sa propre expérience. Nous nous sommes rencontrés à Edimbourg, où nous allions, l'un et l'autre, faire des conférences, lui sur l'action morale,

(1) *Notre Esprit*, p. 26.

moi sur la science sociale. Or il me déclara qu'il était vivement frappé des facilités extraordinaires qu'il rencontrait là pour son apostolat : « Quel excellent terrain! » me disait-il. Il avait trouvé, en effet, un public attentif, sérieux, très sérieux, dans les dispositions d'esprit qu'il considère comme les meilleures pour recevoir et pour faire fructifier l'action morale.

Il était frappé de la différence de cet état d'esprit et de l'état d'esprit qu'il rencontre généralement en France. Même parmi ceux qui le suivent, beaucoup cèdent à une sorte de mode, de vogue, d'engouement, que l'on constate actuellement chez nous pour les idées morales; c'est plus *select*, c'est bien porté, c'est le dernier *cri*, pour employer l'étrange langage de ce public; en un mot, c'est une attitude. Mais que le vent varie, que la mode change, et on ira à d'autres préoccupations, à d'autres spectacles, aussi aisément que l'on passe des robes fourreau aux robes bouffantes. Quant à la masse du public, elle tourne la tentative « à la blague », comme nous tournons toutes choses en France.

Dans un terrain aussi mal préparé, la graine ne peut pas germer. La formation sociale actuelle est un obstacle au développement de l'action morale, comme elle l'a été pour la société romaine, pour l'Irlande, pour l'Italie, pour l'Orient, où elle n'a pas donné les fruits qu'elle aurait dû donner et qu'on voudrait lui faire produire.

C'est donc bien la formation sociale qu'il faut mo-

difier tout d'abord, si on veut obtenir un résultat profond. Il faut commencer par le commencement.

Mais en quoi faut-il modifier cette formation sociale?

IV

Que manque-t-il donc à notre état social pour qu'il soit apte à recevoir et à faire fructifier la semence morale qu'on entreprend de jeter en lui?

Il lui manque précisément de former des hommes; il lui manque de préparer à « la vie sérieuse ».

A quoi préparons-nous nos enfants? Qu'est-ce que nous leur enseignons?

Nous leur enseignons que l'idéal, la sagesse suprême, est de se soustraire aussi complètement que possible aux difficultés et à tous les aléas de la vie. Nous leur disons : « Mon cher enfant, compte d'abord sur nous; tu vois comme nous économisons pour pouvoir te donner, au moment de ton mariage, une dot aussi forte que possible. Nous t'aimons trop pour ne pas t'aplanir, autant qu'il est en nous, toutes les difficultés de la vie. Compte ensuite sur nos parents, sur nos amis, qui te pousseront, qui te recommanderont, pour t'aider à trouver une carrière. Compte encore sur le Gouvernement, qui dispose d'une quantité innombrable de places; on y est bien tranquille, on ne court aucun aléa, on est payé régulièrement à la fin de chaque mois, on a un avancement automatique, par le simple mécanisme des retraites

et des décès; si bien que tu peux savoir d'avance qu'à tel âge tu gagneras tant, à tel âge tant, et enfin qu'à tel âge tu auras ta retraite, une bonne petite retraite; en sorte que, après n'avoir pas fait grand' chose pendant toute ta vie, tu pourras ne rien faire du tout à un âge où un homme est encore capable d'action. Mais, mon cher enfant, comme ces situations sont assez peu rétribuées, car on ne peut pas avoir tous les avantages à la fois, il faut que tu comptes encore sur ce que ta femme pourra t'apporter. Il faut donc chercher avant tout une femme riche; mais ne t'en inquiète pas, nous te la chercherons, nous te la trouverons. Voilà, mon cher enfant, les conseils que nous dictent notre amour pour toi ».

Quand un jeune homme entend tous les jours, à son foyer, de pareils conseils; quand tout le monde autour de lui, dans la rue, dans la société, lui tient le même langage, il finit pas s'habituer, insensiblement, à compter sur les autres plus que sur lui-même, et il s'éloigne des situations qui exigent l'effort continu, l'initiative intense, et qui exposent à des aléas, comme l'agriculture, l'industrie et le commerce. Il s'oriente vers la vie tranquille.

Une telle conception de la vie a pour résultat d'engourdir, d'atrophier la volonté, l'énergie, la virilité; elle rend l'homme moins propre à l'effort; elle le porte plus à éviter les difficultés qu'à les vaincre; on recherche ce que la vie a d'amusant et on écarte ce qu'elle a de sérieux; ainsi on devient moins apte

à cette action morale, qui exige essentiellement l'effort et le triomphe sur soi-même.

Voilà le grand obstacle qui paralyse toute prédication purement morale et qu'on ne pourra surmonter par le seul instrument de l'action morale, parce que tout le milieu social est conjuré contre cet enseignement. On dit : « Il faut que l'homme soit résolu à faire ce qui lui coûte ». Tout notre milieu social nous crie le contraire et étouffe les voix qui s'élèvent.

C'est donc ce milieu qu'il faut modifier avant toute chose; et il faut le modifier dans le sens du développement de l'initiative individuelle, ce qui revient à dire : dans le sens de la « vie sérieuse ».

Cela est bien long, va-t-on répondre. — Il n'y a de court chemin que celui qui conduit au but, et celui de l'action morale, de l'aveu même de ses partisans, n'y conduit pas.

Mais ce chemin est-il aussi long qu'on pourrait le croire? On va voir que non, car la force des choses, — qui est plus forte que tout, — nous y pousse irrésistiblement. C'est donc à connaître, à aider et à hâter ce mouvement, au lieu de le contredire, de le contrecarrer et de le retarder, comme on fait le plus souvent au nom même des meilleures intentions, que nous devons employer nos efforts.

Comment et en quoi ce mouvement se manifeste-t-il?

Il se manifeste par un ensemble de symptômes, que je vais essayer de noter brièvement.

1er Symptome. — *Le contact et la concurrence de la race anglo-saxonne.* Nous ne pouvons pas nous y soustraire; nous rencontrons cette race entreprenante et envahissante, sur tous les terrains où s'exerce notre activité sociale. En Europe, elle est à nos portes; au dehors, elle est partout, et c'est toujours elle que nous trouvons sur tous les points où nous créons une colonie, ou un simple établissement. En Europe et au dehors, nous rencontrons la concurrence de ses agriculteurs, de ses colons, de ses industriels, de ses commerçants, et vous savez à quel point cette concurrence est redoutable, à quel point elle est faite d'énergie, de ténacité, de sens pratique, d'habitude de compter sur soi-même.

Or ce contact et cette concurrence sont un stimulant pour nous : on est porté à réagir quand on se voit sur le point d'être évincé, débusqué des positions qu'on occupe; on s'instruit par l'exemple de ses adversaires, on en subit l'influence.

C'est pour leur faire apprendre cette salutaire leçon que nous engageons les jeunes gens qui suivent nos Cours de Science sociale à aller en Angleterre, à se mettre en contact plus intime avec cette race et à apprendre d'elle ce qui fait la cause de sa supériorité.

Mais ce symptôme serait insuffisant pour dessiner l'évolution sociale, s'il n'y en avait pas d'autres qui se manifestent directement, dans la nation elle-même.

2e Symptome. — *L'échec unanimement avéré de notre*

système d'enseignement. Il éclate aujourd'hui à tous les yeux. Les critiques de notre système d'enseignement sont de jour en jour plus nombreux, plus audacieux; ils se recrutent même dans l'Université; même parmi les ministres de l'instruction publique, et dans tous les partis politiques. C'est presque un lieu commun aujourd'hui de dire que l'école n'a pas tenu tout ce qu'elle promettait. On constate un abaissement général des études. L'école forme des bacheliers, des fonctionnaires, des bureaucrates; elle ne forme pas des hommes capables de se tirer d'affaire par eux-mêmes dans la vie.

Vous savez que M. Lavisse est à la tête d'un groupe d'universitaires qui poursuit la réforme de notre enseignement dans le sens de la mise en valeur de l'homme. « Je me souviens, dit-il dans une conférence faite sur ce sujet, d'un mot qui me fut dit par un jeune Anglais : « N'allez pas croire que je sois un « savant; au collège, en Angleterre, nous n'appre- « nons pas grand'chose, si ce n'est peut-être à nous conduire dans la vie ». Quel bel orgueil anglais dans cette parole modeste! Certainement mon visiteur n'aurait pas accepté l'échange de notre savoir scolaire contre la science de se conduire. Il m'aurait dit que l'Angleterre a besoin d'hommes accoutumés à compter sur eux-mêmes, d'humeur indépendante et hardie : qu'elle en a besoin pour son commerce, pour son industrie et pour sa politique ».

C'est déjà beaucoup que nous reconnaissions que notre système d'éducation est à réformer, qu'il ne

donne ni « la science de se conduire » ni l'habitude de « compter sur soi-même ». La connaissance d'une erreur est le premier pas dans la voie de la vérité.

3e Symptome. — *Le développement des exercices physiques dans la jeunesse.* Avons-nous eu assez de mépris pour l'éducation physique? Nous en ignorions jusqu'au nom. On connaît assez notre affreux collège avec ses classes et ses études trop longues, ses récréations trop courtes et sans exercices, ses promenades de prison, va-et-vient monotone entre des murs élevés et navrants; puis, le jeudi et le dimanche, la promenade militaire, en rangs, exercice de vieillards et non de jeunes hommes.

Comment la virilité, l'énergie, le sentiment de l'action, le besoin de l'indépendance auraient-ils pu se développer sous un régime qui atrophie le corps, qui en fait un embarras et non un aide ? L'homme qui a à sa disposition un bon instrument physique a plus de confiance en lui-même et réellement plus d'aptitude à affronter les difficultés de la vie; il est plus porté vers la vie active que vers les situations sédentaires et subordonnées de l'administration; il se sent plus homme et, par le fait, il l'est réellement.

Or on sait quel développement ont pris, depuis quelques années, les exercices physiques : les mots *sport*, *match*, *record*, *recordman*, etc., tous d'origine anglaise, font irruption dans notre langue. Tous les journaux ont dû ouvrir une rubrique nouvelle pour les sports et un grand nombre de feuilles spéciales

ont été créées, quelques-unes ont des tirages qui dépassent dix mille exemplaires. A certains jours, il y a plus de vingt mille spectateurs dans tel vélodrome, et on refuse du monde. Des jeunes gens ainsi « entraînés » sont manifestement préparés à une vie plus active, à une initiative plus intense : ils ont appris à triompher de leur corps, à le dompter, ce qui est la meilleure préparation pour triompher de la vie. Cette jeunesse est une espérance.

4e Symptome. — *L'encombrement croissant des professions administratives et libérales.* C'est un gémissement général. Il y a dix, vingt, cent candidats pour une place, car tout le monde veut y entrer. Les candidats attendent; ils encombrent les antichambres administratives, ils se font signer des lettres de recommandation, ils se lamentent.

Cependant une opinion nouvelle se forme peu à peu : on se dit qu'il devient très difficile de pénétrer dans ces carrières, que les chances de succès sont véritablement trop aléatoires et que cela ne vaut pas la peine qu'on se donne. On commence à tourner les yeux vers les situations indépendantes, qui sont en même temps plus lucratives. Ce n'est encore qu'une hésitation, une tendance; laissez agir la force des choses et le mouvement se dessinera; il s'accuse déjà, çà et là, parmi les jeunes gens les plus capables et les plus avisés.

5e Symptome. — *La baisse de l'intérêt de l'argent.* Du 5 % nous sommes tombés au 4; nous voici main-

tenant au 3, et les meilleures valeurs produisent même un intérêt moins élevé. Dès lors, chacun doit compter de moins en moins sur ses revenus, sur la dot de sa femme. Il devient de plus en plus difficile de se contenter des faibles appointements administratifs; il devient surtout plus difficile de vivre en rentier oisif. Voilà qui est plus fort que tous les raisonnements pour pousser les gens à agir par eux-mêmes, à ne compter que sur eux-mêmes. On ne se raidit pas longtemps contre une pareille nécessité. Quand on aura réalisé sur son budget toutes les économies possibles, il faudra bien en venir là.

6e Symptome. — *L'extrême tension des impôts.* Les Français sont le peuple le plus imposé : ils soutiennent cet excès d'impôts bien plus par leur puissance d'économie que par leur puissance de travail, car l'agriculture, l'industrie et le commerce ont été délaissés par toutes les familles qui s'élevaient, c'est-à-dire par celles qui auraient été les plus capables de les faire prospérer, grâce à leur intelligence et à leurs capitaux. Dans ces conditions, ces trois sources uniques de la richesse publique ont diminué d'année en année; si bien qu'il nous faut compter de moins en moins sur l'impôt, si nous ne revenons d'abord, et dans toute la suite, à compter sur nous-mêmes pour remettre à leur point et pour pousser dans un perpétuel progrès l'agriculture, l'industrie et le commerce, qui sont les sources où s'alimentent toutes les professions parasites inscrites au budget.

7e Symptome. — *La tendance à revenir à la vie rurale et aux professions indépendantes.* C'est la conséquence de l'encombrement des fonctions administratives, de la baisse du taux de l'intérêt et de l'insuffisance du budget. On commence à considérer avec moins de dédain les professions dont on s'était éloigné par sentiment, par préjugé de caste, par répugnance pour tout ce qui exige l'initiative et la responsabilité; on va être contraint d'y revenir par la force des choses.

Ce mouvement de retour se manifeste surtout pour l'agriculture. Il s'impose à un certain nombre de propriétaires, qui souffrent de la crise agricole augmentée par la baisse de l'intérêt de l'argent et l'encombrement des carrières administratives. Ils voudraient bien pouvoir prolonger leur séjour à la ville, mais l'inéluctable force des choses les pousse vers la campagne: ils finissent, — il le faut bien, — par se faire à l'idée de s'occuper de leur exploitation rurale abandonnée, ou compromise, par leurs fermiers. Puis, quelques-uns en viennent à résider sur leurs terres, à y passer une grande partie de l'année, parfois même à s'y fixer complètement, par économie.

Ce mouvement de retour vers la culture est accusé par le développement des sociétés agricoles, des publications agricoles, des syndicats agricoles. On sait comment ces derniers ont surgi par centaines sur tous les points du territoire et sur l'initiative de grands propriétaires. Beaucoup de ces propriétaires n'ont vu là, tout d'abord, qu'un instrument politique, ou un moyen d'influence; mais, peu à peu, ils subissent

l'action de ce milieu nouveau et ils sont amenés à se mettre au courant de ces questions d'engrais et de machines agricoles qu'ils dédaignaient jusqu'ici; le syndicat devient insensiblement agricole tout de bon.

D'autre part, certains capitalistes avisés commencent à profiter de l'abaissement du prix de la terre, résultat de la crise agricole, pour acheter des domaines ruraux, car le revenu de la terre tend à se rapprocher de plus en plus du revenu des valeurs de bourse.

8e Symptome. — *Les encouragements à la colonisation.* La puissance colonisatrice d'un peuple est un des plus sûrs indices de sa puissance sociale. Elle témoigne de l'esprit d'initiative de ses habitants et de leur expansion dans le monde. C'est par là que la race anglo-saxonne est si redoutable.

On ne peut pas dire que la France soit sérieusement entrée dans cette voie : sa colonisation est surtout administrative; nous exportons encore plus de soldats et de fonctionnaires que de colons. Cependant on remarque tout au moins une tendance à encourager la colonisation, à en signaler les avantages. Un certain nombre de sociétés et de publications périodiques ont été fondées dans ce but; des missions d'exploration ont été organisées; il y a un public de plus en plus nombreux qui s'intéresse aux questions de géographie; on dirait que le Français, si casanier, commence à s'apercevoir qu'il existe, en dehors de

la France, des pays où l'on peut s'établir et vivre.

Tout cela est encore bien platonique, j'en conviens, mais n'oublions pas que les symptômes que nous venons de constater précédemment poussent, eux aussi, dans le sens de la colonisation et qu'ils auront pour effet d'accentuer ce mouvement.

9e Symptome. — *Le discrédit croissant de la politique et des politiciens.* Si l'aptitude colonisatrice est un indice de la puissance sociale, la confiance dans la politique et dans les politiciens est un des indices les plus sûrs d'infériorité. Elle est la preuve que les citoyens comptent plus sur l'action et sur l'intervention de l'État que sur leur propre initiative, qu'ils sont plus portés à vivre des situations administratives et des fonctions publiques que des professions indépendantes. Ce que les partis aiment dans la politique, c'est le butin qui suit la victoire, c'est-à-dire les places : aux vainqueurs les dépouilles. Cet état d'esprit détourne des professions indépendantes qui constituent la force vitale d'un pays, et il paralyse l'action privée.

Des indices certains témoignent que les Français commencent à secouer cette illusion. Nous en arrivons à comprendre que la politique ne nous a pas donné tout ce que nous en attendions ; nous sommes déçus sur presque tous les points : liberté, égalité, fraternité, gouvernement à bon marché, gouvernement du peuple par le peuple, diminution des impôts, tolérance pour les opinions politiques ou pour les

opinions religieuses, etc. Nos désillusions se sont traduites par des changements nombreux de gouvernements et par des changements encore plus nombreux de constitutions. Aujourd'hui nous avons tout expérimenté et nous avons vu le fond de toute la politique.

Aussi on constate un fait bien significatif : l'intérêt décroissant que présentent, pour le public, les journaux exclusivement politiques. Reportez-vous à la Restauration et au Gouvernement de Juillet, ou même au Second Empire : alors, un journal politique était une puissance écoutée et respectée; un journaliste disposait d'une force énorme; les plus grands hommes d'État avaient été ou étaient journalistes. *Le National, le Globe, le Constitutionnel, les Débats,* tournaient et retournaient l'opinion et parfois même faisaient une révolution en quelques mois. Il n'y avait guère d'autres journaux que les journaux politiques et chaque journal représentait une fraction bien déterminée de l'opinion.

Que les temps sont changés! Aujourd'hui, les journaux purement politiques ont perdu une grande partie de leur autorité et une partie encore plus grande de leur clientèle. Le succès va aux journaux dits « du boulevard », qui ont relégué la politique dans un tout petit espace et qui la considèrent comme gênante; ou bien aux journaux de nouvelles, de pures informations télégraphiques, sans opinion politique; ou encore aux publications spéciales qui traitent d'affaires, d'intérêts de métier ou d'intérêts locaux,

genre complètement inconnu il y a quarante ou cinquante ans.

Autre indice de ce discrédit : les situations politiques jouissent d'une considération moins exclusive qu'autrefois. Un fonctionnaire n'est plus entouré de la même auréole que sous les précédents régimes : il s'en faut de beaucoup. Où est ce type du préfet de l'Empire, personnage qu'on ne pouvait voir sans émotion? Où est cette vieille magistrature française d'il y a quarante ans seulement, cette magistrature « du ressort » qui semblait presque un corps sacerdotal? On s'aperçoit d'ailleurs que ces situations sont moins sûres qu'on le croyait; qu'elles enchaînent l'indépendance; qu'en somme elles sont peu rétribuées. Et je ne fais pas entrer en ligne les incidents du Panama qui devraient dégoûter de la politique les gens les moins dégoûtés.

L'auréole qui environnait l'État, ses ministres, ses fonctionnaires, est donc sérieusement voilée; et cela est bon, car tout ce que perd l'État, le particulier, la vie privée, la vie locale le gagnent, et ce sont là les vrais et solides éléments de la puissance sociale. De ce côté encore, il y a donc progrès.

10° Symptôme. — *La réaction effective de l'opinion contre le militarisme.* Le développement du militarisme est un grand obstacle à la réforme sociale non seulement il ruine la nation, mais, en poussant la jeunesse vers les écoles spéciales, il l'éloigne des arts usuels, des professions utiles; ceux même qui

échouent à l'entrée des carrières militaires se trouvent impropres, par cette éducation même, à entreprendre une profession indépendante qui exige l'énergie personnelle et l'initiative individuelle.

Mais on peut, dès maintenant, augurer que le militarisme est en baisse. Les charges énormes qu'il impose à une nation ne peuvent être supportées longtemps ; à ce compte, la paix est presque aussi écrasante qu'une guerre désastreuse. Déjà, l'Italie a été ruinée par ce beau régime et elle va être obligée de restreindre ses armements ; l'Allemagne et la France les supportent à grand'peine et ne pourront les supporter longtemps sans danger pour leur vitalité. Cet argument financier aura raison de tous les raisonnements des militaristes.

Mais ces derniers eux-mêmes témoignent hautement contre ce régime. Leurs actes démentent leurs paroles. Ils se rendent parfaitement compte que toute carrière est brisée, ou tout au moins rendue très difficile par ce long séjour à la caserne. Aussi ils n'ont rien de plus pressé que d'y soustraire leurs fils. C'est à qui échappera à ce régime dont on célèbre en public les avantages et la nécessité. C'est ainsi que, depuis la nouvelle loi, les écoles qui dispensent de deux ans de service ont vu arriver à elle la foule des candidats ; on s'écrase à leurs portes. Voilà bien la plus éloquente des protestations ; celle-là est véritablement spontanée. Dans la classe supérieure, toutes les combinaisons paternelles et maternelles roulent autour de ce problème : Comment échapper

au régime militaire?... qui est cependant la plus belle de nos institutions. Dans la classe inférieure, on s'y soumet en grondant et en jalousant, non sans raison, la classe supérieure qui s'y soustrait. Quand une institution est ainsi désertée même par ses plus bruyants défenseurs, elle est bien compromise. Ce militarisme à outrance durera-t-il seulement autant que nous? C'est peu probable. La situation financière et l'intérêt public en auront raison, à défaut du bon sens.

Le militarisme n'est pas nécessaire pour jouer un grand rôle dans le monde : la race anglo-saxonne ne le prouve que trop par son exemple.

11e Symptome. — *La diminution du prestige des « Œuvres »*. Le but que poursuivent les œuvres de bienfaisance, d'assistance, ou celles dites de bien public, est évidemment élevé, mais leur danger est de faire croire qu'elles suffisent pour résoudre la question sociale; elles sont des palliatifs et non des remèdes: elles endorment le mal, comme la morphine, elles ne le guérissent pas. Ce n'est pas en secourant les gens, mais en les rendant plus aptes à s'élever, qu'on leur viendra décisivement en aide. A ce point de vue, la préoccupation de chercher le remède social *exclusivement* dans les œuvres peut être un danger.

Or il est manifeste que notre engouement pour les œuvres, que le prestige des hommes d'œuvres est sérieusement en baisse. Ces institutions ont trop échoué et pendant trop longtemps; on a perdu en

elles la belle confiance qu'on avait autrefois. On a pu reconnaître toute la débilité de ces efforts collectifs, en apparence si puissants, mais qui ne sont que la manifestation de l'impuissance personnelle. On commence à s'apercevoir qu'un chef d'industrie, qu'un propriétaire rural, qu'un patron quelconque, qui s'intéresse au sort de ses ouvriers, le fait avec beaucoup plus d'efficacité que cinquante hommes d'œuvres qui prétendent améliorer le sort de gens qui échappent à leur action par tous les bouts, qu'ils ne connaissent même pas, avec lesquels ils n'ont aucun rapport naturel et positif.

12e Symptome. — *L'explosion des doctrines socialistes.* Les divers symptômes que nous venons d'énumérer nous poussent manifestement en sens inverse du socialisme, puisqu'ils tendent à développer l'initiative individuelle et à restreindre l'action de la collectivité. D'autre part, le groupe social qui est aujourd'hui en avance sur tous les autres, le groupe anglo-saxon, doit précisément cette avance au développement de l'initiative individuelle. Le socialisme est donc en contradiction avec la marche actuelle des faits.

Mais alors, comment expliquer l'explosion de ces doctrines, et comment voir, dans cette explosion, un symptôme de relèvement social?

La genèse du phénomène est très facile à expliquer.

Une évolution, comme celle dont nous venons d'énumérer les divers symptômes, ne s'accomplit

pas sans froissement et sans douleur. On était habitué à compter sur la protection de sa famille, de ses amis, de son parti politique, de l'État; on vivait dans une société qui était plus orientée vers la stabilité que vers le progrès, où la concurrence était limitée par la difficulté même des moyens de transports, ce qui tendait à assurer la tradition et la fixité des moyens d'existence. Mais voilà que le développement des transports et du grand atelier, dû à la découverte de la houille, a emporté toutes ces barrières protectrices, a brisé le vieux cadre qui enserrait et protégeait l'individu. L'agriculteur, l'industriel, le commerçant se sont trouvés tout d'un coup exposés à la concurrence de tous les agriculteurs, de tous les industriels, de tous les commerçants du monde entier

Alors que s'est-il produit?

Ceux qui étaient le plus doués d'énergie personnelle et d'initiative individuelle ont trouvé, dans ces conditions nouvelles et fatales du monde, un théâtre magnifique pour développer leurs qualités : ils sont arrivés à un degré inconnu jusqu'ici de richesse et de puissance. C'est le cas de la race anglo-saxonne, qui était en avance sur toutes les autres au point de vue de l'énergie et de l'initiative du particulier. C'est à partir de ce moment qu'elle a commencé à déborder sur le monde, et à devenir une menace pour toutes les autres races.

Au contraire, les individus moins formés à l'initiative ont été surpris et comme accablés; au lieu de s'armer d'énergie, de se ressaisir eux-mêmes, pour

tenir tête aux difficultés de l'heure présente, ils ont trouvé plus commode de gémir, puis d'appeler à leur aide le vieux cadre : parents, amis, État, collectivité, suivant la formule usée des âges anciens. Cette levée en masse des retardataires, des incapables, des impuissants, s'est réunie autour de la formule du socialisme, qui n'est qu'une résurrection plus ou moins modifiée du communisme oriental, de ce communisme qui a voué à l'impuissance tous les peuples de l'Orient.

C'est ainsi, qu'au siècle dernier, les corporations ouvrières, sur le point d'expirer devant le premier développement du grand atelier, ont réuni tous leurs efforts dans une suprême tentative de résistance : elles ont multiplié les règlements restrictifs qui leur assuraient le monople du travail et les mettaient à l'abri de la concurrence. Mais on sait que tout cela n'a servi de rien et que la force des choses a emporté, pour toujours, ces institutions finies.

L'erreur du socialisme est d'être, lui aussi, un anachronisme et de marcher contre la force des choses qui pousse le monde dans des voies nouvelles. Tous ses efforts ne font que mieux accuser cette force des choses contre laquelle, à l'exemple des anciennes corporations, il élève une suprême et impuissante protestation.

Le seul résultat réel du socialisme sera d'affaiblir encore et, par là, d'abattre plus irrémédiablement les aveugles qui attendent, pour se relever, le secours d'un sauveur chimérique.

Le socialisme n'est pas quelque chose qui commence, mais quelque chose qui finit.

Ainsi, de quelque manière que nous tournions et que nous retournions les faits, ils aboutissent tous à cette conclusion que le monde marche, et que nous marchons nous-mêmes, vers un plus grand développement de l'initiative individuelle ; c'est par là seulement que l'on peut triompher, aujourd'hui plus encore qu'autrefois.

Et maintenant, je dis : le devoir présent est-il de s'en tenir à une vague prédication de l'action morale? ne consiste-t-il pas, au contraire, à se rendre compte des conditions sociales sans lesquelles ne peuvent s'opérer le relèvement et la prospérité, puisqu'il est démontré que l'action morale pure est insuffisante? Le devoir ne consiste-t-il pas, en outre, à se faire le défenseur, le propagateur de ces vérités sociales libératrices?

Mais peut-être va-t-on craindre que l'action morale ne soit ainsi sacrifiée, qu'elle soit étouffée sous le développement de l'initiative individuelle, du *self help;* on redoutera peut-être de rabaisser l'homme, de le rendre égoïste, d'étouffer en lui l'idéal, l'esprit de sacrifice et de charité, l'amour du prochain, que sais-je encore...

Je voudrais, en terminant, rassurer le lecteur sur ce point.

Par une conséquence bien remarquable de l'enchaî-

nement des choses humaines, les sociétés à initiative individuelle développée se trouvent être le foyer le plus favorable pour la vie morale énergique, intense, résistante. Cela s'explique : l'action morale consiste essentiellement à se vaincre soi-même. Or il n'y a pas de plus rude école générale pour apprendre à se vaincre soi-même, que la formation sociale qui oblige à ne compter que sur soi-même dans la vie : rien n'est plus propre à développer « la vie sérieuse », c'est bien là l'école du « sacrifice » la plus naturelle, la plus usuelle, la plus applicable en masse, qui puisse exister parmi les hommes. Cette nécessité est plus empoignante que toutes les exhortations des prédicateurs et des moralistes, qui, trop aisément, peuvent entrer par une oreille et sortir par l'autre. Les faits poussent bien plus à l'action que les paroles.

Il est écrit : « Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front ». Cette parole est non seulement le fondement de la puissance sociale, mais encore le fondement de la puissance morale. Les peuples qui se dérobent, par toutes sortes de petites combinaisons, à cette loi du travail personnel et intense, subissent une dépression, une infériorité morale ; ainsi le Peau-Rouge par rapport à l'Oriental ; ainsi l'Oriental, par rapport à l'Occidental ; ainsi les peuples latins et germains de l'Occident, par rapport aux peuples anglo-saxons.

FIN.

APPENDICE DES ÉDITEURS.

LES PREMIÈRES APPRÉCIATIONS DE LA PRESSE.

Ces appréciations méritent d'être consignées ici, car elles expliquent et justifient le succès extraordinaire de ce volume, qui est arrivé, en deux mois, à sa cinquième édition.

Les extraits qui suivent embrassent seulement la première période de la publication, celle qui s'étend du 20 avril au 30 juin 1897.

I. — L'article de M. Georges Rodenbach.

Bien des personnes, qui s'étaient autrefois intéressées à l'œuvre de Le Play, et qui n'avaient pas suivi le développement qui lui a été donné, depuis lui, dans « *La Science sociale* » pouvaient se demander ce qu'elle était devenue, car il est grand le nombre de ceux qui confondent le bruit avec la marche, le tumulte avec l'action.

Sous ce titre : *Un livre,* M. Georges Rodenbach, qui publie, chaque semaine, dans le *Figaro,* le leader article, s'est fait l'interprète de ce sentiment, dans le *Patriote* de Bruxelles.

« Il y a un ouvrage dont il est beaucoup parlé en ce moment et qui a fait sensation en France, il est intitulé : *A quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons?* et son auteur, M. Demolins, se trouve tout à coup mis en pleine lumière. Voilà longtemps que nous le connaissions, travailleur opi-

niâtre et silencieux. Nous l'avions rencontré naguère chez Le Play le grand économiste, le maître de la *Réforme Sociale*, dans ce salon de la place Saint-Sulpice où, chaque lundi, le soir, se réunissait une compagnie d'esprits éminents...

« M. Demolins, l'auteur du livre sensationnel d'aujourd'hui, était là le plus assidu, le plus militant. Disciple préféré, il ranimait les conversations quand elles languissaient, les espoirs quand ils faiblissaient, croyant à la cause, à l'avenir, à l'efficacité de la doctrine, surtout à l'efficacité de la méthode, une méthode d'investigation étroite, localisée, spécialisée, comme Le Play l'avait pratiquée dans ses enquêtes sur la condition des ouvriers européens. Et sans cesse il parlait, ouvrait des horizons, déversait son savoir vaste, avec une chaleur, une gesticulation, un accent de Méridional que la science et les sujets graves avaient tempérés.

« Depuis, il avait accumulé des travaux, continué un enseignement laborieux, une propagande en des revues. Mais tout cela se passait dans des coins. Souvent nous nous demandions : « Eh bien, ce Demolins d'autrefois, disciple préféré de Le Play, qui s'annonçait comme un homme supérieur, il n'a donc pas réussi? » De temps en temps, son nom passait dans des conversations, un nom ignoré de la plupart, et qu'on citait pour un détail. Ainsi, un soir, M. Alphonse Daudet, chez lui, parla d'une curieuse étude parue autrefois à son propos et qu'on n'avait pas assez remarquée : « L'homme du Midi dans les romans d'Alphonse Daudet ». L'auteur était précisément ce M. Demolins que presque personne ne connaissait quand M. Alphonse Daudet le nomma ainsi, devant nous, dans ce salon pourtant très littéraire et au courant de tout.

« Or, voilà qu'aujourd'hui, et brusquement, M. Demolins entre dans la notoriété par ce nouveau livre. « A quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons. » C'est une fois de plus la méthode scientifique et sociale de Le Play, qui

appliquée à une grande question internationale et actuelle, a pris une signification et un relief saisissants. C'est comme un examen de conscience de la France. Il est passé, le temps de la jactance et de l'infatuation françaises. Les hauts esprits d'aujourd'hui veillent, savent les défauts et les maux de la nation, les déplorent, cherchent à y remédier.

« M. Desjardins et ses amis avaient déjà fondé une ligue de l'action morale. C'était la suite du *Devoir présent*, une brochure célèbre qui donna l'orientation. Mais il n'y avait là qu'une sorte de protestantisme, une morale laïque, froide et inefficace assurément en une nation chrétienne où il ne peut y avoir place que pour une morale et un relèvement religieux.

« Dans son œuvre de comparaison entre les Français et les Anglo-Saxons, M. Demolins n'a enregistré que des faits; il n'a rapproché que des situations matérielles. L'ouvrage n'est nullement dogmatique; il n'est que documentaire. Les chiffres parlent; les statistiques mènent aux conclusions et aux réformes. » (Le reste de l'article est consacré à une analyse de l'ouvrage).

On voit, par ces réflexions de M. Rodenbach, que si la « notoriété » a été « brusque », elle a été du moins préparée longuement et sur de solides fondements.

II. — L'opinion de MM. Drumont et Delahaye.

Dès le lendemain de la publication de l'ouvrage, du 20 au 27 avril, quelques journaux lui consacrèrent des articles de la première heure, *La Liberté* et *l'Univers*, des articles plus longs exposant l'ensemble de l'œuvre, *la Croix*, *la Paix* et la *Souveraineté*, des articles plus courts résumant les conclusions qui s'en dégagent.

Tous ces articles étaient favorables.

C'était là un heureux symptôme, car on pouvait craindre

que la nette affirmation de la supériorité anglo-saxonne posée dès le titre suscitât l'opposition d'un chauvinisme peu éclairé.

Est-ce qu'on peut jamais prévoir comment la presse et le public accueilleront un ouvrage, surtout comme celui-ci, qui sonde hardiment les plaies de notre mal social?

Le 28 avril, la *Libre Parole*, par l'organe de son directeur, M. Edouard Drumont se prononçait avec une netteté dont il faut citer les termes :

«... Des jeunes gens me demandent parfois ce qu'il serait profitable de lire. Je leur dirai volontiers : « Prenez un livre de premier ordre, une œuvre de très profonde analyse sociale; « *A quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons :* » Dans ce livre, M. Edmond Demolins étudie le tempérament anglais, recherche le secret de la formidable expansion de ce peuple doué d'une si étonnante énergie, indique les causes de la suprématie qu'exerce, dans le monde entier, cette race si puissante et si solidement trempée, qui force l'admiration de ceux que sa férocité révolte le plus... »

Dès le lendemain, la *Libre parole*, par la plume de M. Jules Delahaye, consacrait à l'ouvrage le premier article du journal, sous ce titre : *Supériorité des Anglo-Saxons*. Il mérite d'être en partie reproduit :

« Je viens de lire un livre que je me promets de relire, parce qu'il est plein de choses. Mais je ne veux pas attendre d'avoir ce loisir pour jeter au hasard du vent d'avril l'abondante semence que j'y ai trouvée.

« C'est à quoi nous servons, nous autres journalistes, en ce temps où on ne lit plus guère que les journaux. Nous prenons quelquefois, pour notre instruction et celle de nos lecteurs, la peine de parcourir les auteurs, de plus en plus rares, qui ont gardé l'habitude de penser avant d'écrire. Et, de la sorte, il nous arrive de mêler au torrent

des discussions et des banalités courantes quelques idées utiles et fécondes.

« Il y a, dans un coin de Paris, un groupe de quatre ou cinq jeunes hommes, chercheurs comme des furets, laborieux comme des bénédictins, qui, à eux seuls, ont fourni, depuis une dizaine d'années, plus de ces idées-là que tout notre troupeau de sénateurs et de députés. Ils ont une revue mensuelle, que, sauf d'honorables exceptions, ledit troupeau ne connaît même pas de nom, je vous prie de le croire, mais qui n'en est pas moins une mine d'observations et de faits plus précieux que la collection entière des débats de la Chambre et du Sénat sous la troisième République.

« Le livre dont je veux parler n'est qu'un recueil d'articles publiés dans la *Science sociale* par son directeur Edmond Demolins; mais ce n'est rien de moins que le résumé de toute la doctrine de Le Play, heureusement développée et en plus d'un point rectifiée par son intelligent disciple, non moins heureusement appliquée à tous les sujets qui, à l'heure présente, inquiètent le plus notre patriotisme. »

Après avoir indiqué les grandes divisions de l'ouvrage M. Delahaye continue ainsi :

« L'originalité de Demolins, c'est l'originalité de la bonne foi et du bon sens, exclusivement occupés à dégager la simple vérité de l'amas de mots, de préjugés, d'erreurs traditionnelles, sous lequel elle est comme ensevelie et qui, grèce à son heureuse méthode, réussit presque à chaque effort à mettre en lumière une évidence profondément oubliée.

« Il n'y a rien de moins inattendu, par exemple, rien de plus à la portée de chacun, que la conclusion de son livre, fort documenté, comme on dit, très savant, on ne peut plus solidement pensé et écrit : Pourquoi la France baisse-t-elle? Parce qu'elle élève mal ses enfants, ou, pour mieux

dire, parce qu'elle n'a pas cessé, depuis la découverte de la vapeur, de les élever comme il y a deux cents ans, sans tenir le moindre compte des nouvelles difficultés de la vie.

« La question sociale, à l'extérieur comme à l'intérieur, est avant tout une question d'éducation. Tels pères, tels enfants; tels enfants, tels hommes; tels hommes, telle nation. Ce sont presque des « truismes », comme disent les Anglais.

« Demolins, se gardera de soutenir le contraire, n'ayant point la prétention de découvrir autre chose que les fondements de la vérité sociale, que les lois de l'évolution naturelle des sociétés. Mais c'est la comparaison qu'il sait faire des deux systèmes d'éducation, français et anglo-saxon, et de leurs conséquences, soit dans la vie privée, soit dans le développement extérieur soit dans la vie publique, soit dans la politique intérieure, de l'une et l'autre race, qui démontre à quel point l'évidence la plus éclatante peut être méconnue, et combien elle a besoin d'être confirmée avec tout l'appareil des faits qui constituent la Science.....

« Il ne faudrait pas être limité à trois colonnes de journal pour résumer toute la doctrine de Demolins, toutes les comparaisons qui se peuvent faire, dans chaque classe sociale, entre les effets de ce qu'il appelle la formation communautaire, la nôtre, et les effets de la formation particulariste, l'anglo-saxonne.

« Le chapitre qui contient ses meilleures pages est peut-être le chapitre où il expose la genèse des deux formations : *L'état social le plus favorable au bonheur*. C'est ici que je voudrais pouvoir le citer pour donner une idée de sa manière.

« L'état social le plus favorable au bonheur, c'est celui du pays où l'entraînement à l'effort et au travail est tel, que l'effort et le travail sont plutôt un plaisir qu'une peine, un orgueil qu'une déchéance.

« La formation particulariste de l'Anglo-Saxon, voilà

l'unique cause de sa supériorité; voilà l'avenir des peuples. Le chauvinisme qui persisterait à se dissimuler cette vérité ne serait qu'une sottise. Et Demolins a raison de dire : « Il « faut regarder la situation en hommes qui veulent s'y « égaler, en savants qui veulent l'analyser très exactement, « très froidement, pour en connaître les vrais facteurs. »

Jules DELAHAYE.

Ces deux coups assénés, sur l'opinion, à deux jours de distance et de main de maître, par MM. Drumont et Delahaye produisirent immédiatement un double effet : d'abord ils lancèrent l'ouvrage dans une partie du public; ensuite ils donnèrent le ton aux journaux de province qui suivent le sillon tracé par la *Libre Parole*. Un certain nombre d'entre eux reproduisirent, soit intégralement, soit en partie, l'article de M. Delahaye. Citons par exemple, l'*Express*, de Boulogne-sur-mer, l'*Union Catholique*, de Rodez, le *Patriote*, de Pau etc. Ce dernier, quelques jours après, consacra à l'ouvrage, un article spécial écrit par son directeur : « Livre profond, incisif, impitoyable, disait-il, propre à désarmer ceux-là même qui se débattent douloureusement contre ses conclusions. »

III. — Articles divers.

Du 1er au 14 mai, le mouvement de publicité s'étendit et nous reçûmes plus de trente articles consacrés à l'ouvrage. Chose remarquable, tous ces articles, malgré les divergeances politiques, étaient favorables à la thèse de l'auteur. Citons quelques extraits :

La République française : « Ce volume du distingué directeur de la *Science Sociale* pose nettement une des questions les plus inquiétantes de l'heure actuelle : l'extraordinaire puissance d'expansion de la race anglo-saxonne..... On a toujours eu le sentiment de cette supériorité spé-

ciale, mais M. Demolins en donne une explication exacte et vraiment scientifique. »

La Cocarde termine un long article en recommandant « la méditation de ce volume aux vrais patriotes, car « il faut remercier M. Demolins de l'avoir écrit. »

Le Petit Parisien, reproduit par un certain nombre de journaux de province, met surtout en relief, par la plume de M. Jean Frollo, la nécessité de réformer notre régime scolaire et il analyse plus particulièrement tout le premier livre de l'ouvrage. « Ce sont là, conclut-il, des idées justes en rapport avec les exigences des temps actuels. »

Le *Peuple Français*, donne une approbation, non seulement sympathique mais chaleureuse, à ce « volume sensationnel, quoique sérieux, et attrayant, quoique sévère. »

La Paix, le Pays, la Souveraineté nationale, le Libéral, le Constitutionnel, l'Étendard, publient simultanément une appréciation étendue de M. G. Barbézieux sur ce « livre intéressant et bien documenté, qui nous décidera peut-être à nous assimiler les qualités de la race anglo-saxonne. »

L'*Intransigeant*, *la Vérité, le National*, *le Jour*, s'accordent à louer l'ouvrage et à le recommander à leurs lecteurs.

Grâce à cet accueil fait par la Presse de toutes les opinions, la première édition, à la date du 14 mai, c'est-à-dire, en quinze jours environ, était à moitié épuisée, lorsque parut, en tête du *Figaro*, un premier, puis huit jours après, un second article de M. Jules Lemaître.

IV. — L'opinion de M. Jules Lemaître.

Le grand talent de M. Jules Lemaître, ses rares qualités de critique, le cas que le public fait de ses jugements, la publicité considérable du *Figaro*, donnaient à cette appréciation une très grande importance.

Voici le premier article du *Figaro*, qui parut le 14 mai, sous ce titre : « *Anglo-Saxons et Français* ».

« C'est un livre infiniment douloureux que le livre de M. Edmond Demolins : *A quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons*. Mais il faut le lire ; il faut boire lentement ce plein verre d'amertume ; il faut s'appuyer ce cilice de crin.

« Les choses que dit M. Demolins, nous les savions, nous les soupçonnions au moins. Mais il les précise ; surtout il les relie entre elles avec beaucoup de force. Et ce qui ressort de cet exposé aussi convaincant que lamentable, c'est l'immense supériorité sociale, politique, commerciale, industrielle, financière et morale de la race anglo-saxonne ; et c'est notre faiblesse, notre misère, notre néant. Car la supériorité de nos vaudevillistes et de nos cuisiniers ne nous sauvera pas ; et il se pourrait que notre supériorité artistique elle-même ne fût qu'un luxe assez inutile.

« Et nous n'avons pas même ce recours, de nous dire qu'il y a des années où les peuples n'ont pas de chance. Il en est ainsi parce qu'il en doit être ainsi et qu'il n'en saurait être autrement. Nous sommes un peuple « à formation communautaire », c'est-à-dire où chacun compte sur les autres ; les Anglo-Saxons sont un peuple « à formation particulariste », c'est-à-dire où chacun ne compte que sur soi. Et, voyez-vous, ce qui dérive de là est terrible pour nous.

« Comment le régime scolaire français forme surtout des fonctionnaires ; et comment le régime scolaire anglais forme des hommes ;

« Comment notre mode d'éducation réduit la natalité, par la nécessité où est le père de famille de pourvoir tous ses enfants et d'amasser autant de fortunes qu'il a de filles ; comment la stérilité systématique laisse provisoirement beaucoup d'argent disponible, mais comment aussi ces économies se détournent du commerce et de l'industrie et se transforment en instables et décroissantes valeurs

de Bourse : au lieu que l'éducation anglo-saxonne prépare à la lutte pour la vie, pousse aux entreprises agricoles, commerciales, industrielles, et, par suite, ne redoute pas l'abondance des enfants; sans compter que le *home* anglais, ignorant de l'avarice sordide, confortable déjà même chez le paysan et l'ouvrier qu'il préserve du cabaret, ajoute à la dignité de l'individu et à sa valeur morale;

« Comment, à notre bas amour du fonctionnarisme et à notre tiédeur pour l'agriculture, l'industrie et le commerce, nous devons (l'absurdité du suffrage universel aidant) une Chambre qui compte une centaine d'anciens fonctionnaires et près de trois cents journalistes, avocats, avoués, notaires, médecins, dont on croira malaisément qu'ils soient tous la fleur de leur profession : au lieu que les agriculteurs, les industriels et les commerçants forment la très grande majorité (360) de la Chambre des communes;

« Comment enfin les Anglo-Saxons ont le bonheur d'être presque totalement réfractaires au socialisme, — duquel nous sommes menacés, et qui est la plus arriérée des organisations, la plus meurtrière de l'activité et de la dignité individuelles :

« Voilà ce que vous trouverez, solidement déduit, dans le livre de M. Demolins, — avec beaucoup d'autres choses encore, tout aussi vraies ou vraisemblables, et aussi peu consolantes.

« Et c'est pourquoi l'Anglo-Saxon est, ou sera sous peu, le maître du monde. C'est pourquoi l'Anglo-Saxon nous a supplantés dans l'Amérique du Nord, dans l'Inde, à l'île Maurice, en Égypte. C'est pourquoi il domine l'Amérique, par le Canada et les États-Unis; l'Afrique, par l'Égypte et le Cap; l'Asie, par l'Inde et la Birmanie; l'Océanie, par l'Australie et la Nouvelle-Zélande; l'Europe et le monde entier par son commerce, par son industrie, et par sa politique. C'est pourquoi, si nous ne savons pas encore de quelle façon

il profitera de la nouvelle guerre d'Orient, nous sommes bien sûrs d'avance que c'est lui qui en profitera le plus. Et c'est pourquoi enfin, sur la couverture du livre de M. Demolins, les teintes qui marquent les parties occupées dans les deux hémisphères par l'Anglo-Saxon étalent, grandes ou petites, leurs plaies de pourpre d'un bout à l'autre de la planète

« Que faire ? Oh ! c'est bien simple. Acquérir les vertus qui nous manquent et qui surabondent chez l'Anglo-Saxon ; développer chez nous la volonté, l'habitude de compter sur soi, l'esprit d'initiative, l'énergie.

« Ce qu'il faut, le voici :

« Des parents bien convaincus qu'ils ne doivent à leurs enfants que l'éducation, mais une éducation virile ;

« Des jeunes gens, ensuite, bien convaincus qu'ils doivent se suffire à eux-mêmes dans la vie ;

« Des jeunes gens bien décidés à chercher dans le mariage une compagne et non une dot ;

« Un gouvernement qui réduise au minimum le nombre de ses attributions et de ses fonctionnaires et rejette ainsi la jeunesse vers les carrieres indépendantes, qui exigent l'effort, l'initiative individuelle, le travail personnel ;

« Enfin, comme conséquence, un état social où le fonctionnaire, le politicien et l'oisif soient moins considérés que l'agriculteur, l'industriel et le commerçant. »

« Pour préciser davantage, il faudrait, j'imagine, supprimer franchement l'étude des langues mortes dans les lycées ; supprimer peut-être l'Université elle-même, sinon les universités ; supprimer l'École polytechnique et, généralement, toutes les écoles de l'État ; supprimer le suffrage universel ; supprimer les trois quarts, au moins, des fonctionnaires ; défaire à peu près l'œuvre administrative de la Révolution et du premier Empire.

« Je ne vois, pour ma part, à ces suppressions aucun inconvénient. J'y vois seulement quelques difficultés.

« Mais cela ne suffirait pas. Il faudrait supprimer le budget de la guerre, qui nous ruine; supprimer le service militaire qui prend à nos jeunes gens trois années de leur vie et développe médiocrement chez eux l'esprit d'initiative. Il faudrait pouvoir nous contenter, comme l'Angleterre, d'une armée de 100,000 hommes, ou de 26,000, comme les États-Unis. Il faudrait supprimer la nécessité matérielle de la défense et l'obligation morale de la « revanche ». Il faudrait supprimer la défaite, qui nous a laissés faibles et nous a rendus timides.

« Et cela ne suffirait pas encore. Il faudrait changer notre âme. Or savez-vous quelque moyen de mettre la volonté et l'énergie où elles ne sont pas, et de transformer un pauvre diable de Latin ou de Celte en un bel ogre anglo-saxon?

« Alors?

« Nous pouvons du moins chercher des consolations. L'auteur de ce livre cruel a peut-être exagéré. Son tableau parallèle et violemment antithétique du Saxon et du Français rappelle l'histoire du « bon sujet » et du paresseux dans les images enfantines. Le Saxon a tout, et nous rien. Là-dessus on entre en méfiance.

« On se demande s'il est vrai qu'il n'y ait rien de bon en nous: si tout est à reprouver, par exemple, dans la tendresse trop protégeante des parents français pour leurs enfants; dans notre attachement au sol natal, dans notre conception de l'État protecteur des individus, dans notre rêve de justice sociale par l'effort de la communauté dont l'État est le représentant. Ne peut-on conserver le principe de nos pauvres vertus, afin d'attendrir en nous les vertus saxonnes quand nous les aurons? Ou, mieux, ne peut-on développer les vertus que nous avons de manière à nous rapprocher, *par elles*, de celles que nous n'avons pas?

« Si nous avons la malechance d'appartenir à une « formation communautaire », est-il impossible d'ennoblir et de rendre bienfaisants ce besoin et ce goût que nous avons gardés de nous appuyer sur la communauté? Et, puisqu'on ne nous refuse pas quelque générosité et un sincère amour de la justice, ne pourrions-nous pas nous aviser que ce sentiment du juste et cette générosité exigent que l'individu apporte à la communauté autant et même un peu plus qu'il n'en reçoit: et qu'il y a donc, de sa part, injustice et lâcheté à ne point donner tout ce qu'il peut, à demeurer paresseux, sans énergie, parasite de la fortune paternelle ou de la « faveur » et des « recommandations », infirme nourrisson du budget, content d'une médiocrité garantie par l'État et les institutions : médiocrité qu'il escroque, si peu reluisante, soit-elle, puisqu'il a soin de ne la payer que du moindre effort? — Bref, serions-nous incapables de nous élever jusqu'à la valeur anglo-saxonne *par des voies qui soient à nous?*

« Cet espoir serait déjà une consolation. Une autre, plus facile et plus dangereuse, serait dans la considération de ce qui manque peut-être à nos heureux rivaux. Il n'est pas défendu de constater le paradoxe psychologique de cette race anglo-saxonne, chez laquelle les vertus individuelles sont grandes et fortes, mais dont l'hypocrisie publique est abominable, et dont les actes nationaux sont souvent égoïstes jusqu'à la scélératesse. Si jamais, par miracle, l'individu devenait chez nous aussi fort et aussi « vertueux » que chez nos voisins du Nord, envierions-nous le rôle de peuple de proie que l'Angleterre joue dans le monde? — En attendant, si nous ne pouvons plus être les chevaliers errants de la justice et de l'humanité; s'il est des choses que nous ne pouvons plus faire, il serait par trop lâche de ne pas les dire au moins, publiquement et jusque dans les conseils européens. Et si nous les disions, nous commencerions déjà à sentir que nous valons un peu mieux.

« Un troisième sujet de consolation, c'est que l'Allema-

gne n'est peut-être pas, malgré les apparences, beaucoup moins malade que nous. La richesse qu'elle tient de nous, la confiance qu'engendre la victoire et les avantages de toutes sortes qu'elle assure, donnent à l'Allemagne une santé momentanée; mais M. Demolins nous laisse entendre que le despotisme, le militarisme, le fonctionnarisme et le socialisme finiront par la tuer, elle aussi. Je crains seulement que cette mort ne soit à très longue échéance. — Si l'Allemagne voulait (et il ne tient qu'à elle, et elle sait la condition), un bon moyen de salut, pour elle, pour nous et pour d'autres, serait une ligue défensive — et sans haine — de toute l'Europe latine, germanique et slave contre la vertu décidément trop vorace de l'Anglo-Saxon. Mais il est clair que les temps ne sont pas mûrs.

« Nos consolations sont donc maigres et nos espoirs fragiles. Reste à chercher les vrais remèdes. Il y en a. L'opinion publique peut agir sur les mœurs, et l'on peut agir sur l'opinion publique. Vous me direz qu'il n'y a plus d'opinion publique, sinon incertaine et languissante. Mais on peut essayer d'en refaire une, et en même temps — car les deux tâches se confondent — de faire pénétrer en elle certaines vérités salutaires, par le procédé de la répétition, et en lui persuadant que ce sont des vérités « distinguées » (ce qui est vrai) et tout à fait dignes de devenir des vérités « à la mode ». C'est ce que nous verrons, si vous le voulez bien dans un prochain article. »

Jules Lemaitre.

Prendre hautement devant le public du *Figaro,* la défense d'un livre qui, sans atténuations, sans ménagements littéraires, dévoile les faiblesses de notre état social et le juge par comparaison avec l'état social anglo-saxon, était, manifestement, une entreprise de quelque courage. Mais revenir, huit jours après, sur le même sujet, pour enfoncer plus avant l'idée du livre dans la tête du lecteur frivole et mondain, était véritablement de l'audace. M. Jules Le-

maître a eu cette audace et voici son second article, publié sous ce titre : « *Opinions à répandre* » (1).

« A en juger par les lettres que j'ai reçues, je me suis trouvé exprimer, dans mon dernier article, les préoccupations de beaucoup de personnes sérieuses et clairvoyantes. Plusieurs de mes correspondants m'ont averti qu'ils avaient déjà traité ces questions dans des discours, articles ou brochures ; mais je ne puis ni les nommer tous, ni choisir entre eux. Si j'ai pris pour texte le livre de M. Demolins, c'est qu'il m'a paru résumer avec une force et une suite remarquables ce qui était épars ailleurs, et le compléter même sur quelques points. Je dois, toutefois, vous signaler encore, bien que l'auteur ne m'en ait point prié, les deux volumes très substantiels et admirablement informés de M. Max Leclerc : *l'Éducation et la Société en Angleterre*. Cela aussi est d'une lecture cruelle et bienfaisante.

« Quelques-uns m'ont proposé des remèdes qui reviennent à ceci : changer notre âme ; changer notre tempérament, et notre sol, et notre histoire, et notre position géographique. Mais nous ne pouvons faire que la France soit une île ; ni qu'elle soit protestante (et peut-être ne le voudrais-je pas) ; ni que nous ayons les muscles des Anglo-Saxons ; ni que nous n'ayons pas été vaincus en 1870, etc. J'ai dit cela, et que je ne savais non plus aucun moyen d'infuser tout à coup dans un peuple l'énergie et la santé qui lui manquent.

« Les réformes législatives n'y suffiraient point. D'ailleurs, elles ne seraient possibles que si elles étaient exigées par l'opinion publique. C'est donc l'opinion publique qu'il faut travailler. Rien n'est encore perdu.

« Il me semble que la décadence française se distingue

(1) M. Jules Lemaître a publié dans le *Figaro*, un troisième article intitulé : « *Suite des opinions à répandre* ».

des autres décadences historiques en ceci, qu'elle se connaît parfaitement. Nous n'avons presque aucune infatuation. Je suis frappé du nombre d'excellents esprits qui découvrent, dans toute son étendue et dans ses secrètes origines, la grande misère morale, autant que matérielle, « qui est au pays de France ». Si un peuple prend conscience de lui-même dans ses individus supérieurs (ce n'est pas les hommes politiques que je veux dire), jamais peuple malheureux n'a été plus conscient de ses maux, même de ceux qui n'éclatent pas encore aux yeux. Et cela est un grand point, et peut devenir un principe de guérison.

« M. Demolins lui-même m'écrit : « Nous avons l'esprit plus clair et plus méthodique que les Anglo-Saxons, ce qui est une force énorme pour conduire et orienter les intelligences dans les voies nouvelles où il faut engager les peuples attardés de l'Occident. Et ce qui peut nous donner confiance, c'est que la France paraît bien être la nation qui se rapproche le plus du type anglo-saxon; elle s'en rapproche bien plus que l'Espagnol et l'Italien et, probablement, plus même que l'Allemand qui n'en est encore qu'à son Louis XIV. » Oh! que je voudrais croire à ces consolantes assertions!

« En tout cas, il y a « quelque chose à faire », et chacun doit y penser. Après y avoir réfléchi, il m'a paru qu'un moyen discret, et bien à ma portée, d'agir sur l'opinion — qui à son tour agirait sur les mœurs, — ce serait de lui présenter comme distinguées (car de les lui recommander comme vraies, cela ne servirait guère) certaines façons de sentir et de juger qui impliquent le respect de l'énergie, l'estime de l'activité, de l'effort individuel, de l'esprit d'entreprise, de tout travail auquel un peu de risque et d'avanture ne fait pas peur.

« Voici, sans beaucoup d'ordre et à mesure qu'ils me viennent, quelques-uns de ces jugements que je crois dignes d'être propagés, — non pour leur originalité, certes, mais pour leur future utilité sociale.

« Il est probable que l'enseignement des langues mortes et des littératures antiques a de quoi élever l'esprit, former le goût et le style : mais il est incontestable qu'il ne produit cet effet que sur un dixième, environ, de nos enfants ; et je crains qu'il ne soit décidément absurde d'enseigner à tous ce qui ne peut profiter qu'à une si petite minorité. Neuf fois sur dix, rien n'est plus vide, plus superflu, plus près du neant, qu'un « bachelier es-lettres ». Il n'est pas vrai que, d'avoir mal traduit des fragmonts des beaux livres grecs et latins, « il lui en reste toujours quelque chose », comme on le dit avec complaisance. Il ne lui en reste rien du tout, et nous le savons bien. Il lui aurait été plus profitable d'apprendre n'importe quoi, fût-ce un metier manuel, que de faire semblant d'apprendre ce qu'on a tente de lui enseigner. L'enseignement « moderne », qu'on n'ose pas installer carrément, formerait tout de suite des jeunes gens bien autrement munis pour les bons combats de la vie, s'il était donné par des hommes aussi intelligents que les professeurs de l'enseignement classique.

« Mais le bachelier vulgaire, qui, non content de ne rien savoir d'utile pour le présent, a employé huit années à ne pas comprendre ce qui fut beau dans un très lointain passé, est un être d'une constitution saugrenne, un être ridicule en soi. Il serait très bon de ruiner, dans l'esprit des familles françaises, le « prestige » navrant du bachelier ès-lettres.

« Il ne faudrait pas craindre non plus de décrier systématiquement l'état de fonctionnaire. C'est un état peu reluisant, — sauf dans l'enseignement, où l'objet même de la fonction ennoblit les conditions dans lesquelles elle s'exerce. Mais être, par choix, employé subalterne de ministère ou d'administration, quelle pauvre destinee! Et c'est pourtant le rêve que d'innombrables familles françaises font pour leur fils!

« Attendre de la communauté sa maigre nourriture en échange du plus maigre travail qu'on peut, et d'un travail plus mécanique et moins personnel que celui de l'ouvrier et du paysan : en sorte que c'est à qui, de l'État et de son employé, donnera le moins à l'autre; accepter une vie étroite, sans intérêt, sans utilité, sans indépendance, par timidité, paresse, peur des risques, terreur de l'avenir, ce n'est sans doute pas absolument criminel, mais enfin cela n'est peut-être pas très fier pour un homme. J'honore plus le laboureur et l'artisan, cela va sans dire; mais j'aime même mieux le commis de magasin ou le petit boutiquier : il est plus libre dans le fond, et plus agissant.

« La profession de fonctionnaire se relève, je le sais, chez les chefs de service, parce qu'ils ont, eux, quelque ombre d'initiative et de responsabilité. Le fonctionnarisme, en effet, n'est pas déshonorant en soi : mais il tend à devenir peu honorable par la multiplicité des fonctionnaires, qui entraîne leur demi-oisiveté et les transforme en parasites et par les mobiles de chétif égoïsme qui les ont fait entrer dans cette humble carrière.

« Le remède, on le connaît. Ce serait de réduire leur nombre des deux tiers, de payer davantage ceux qui resteraient, et de les charger de plus de travail et de responsabilité. Mais on sait aussi qu'il n'y faut pas songer, les fonctions publiques étant la monnaie dont nos abominables députés payent leurs clients.

« Au moins pourrait-on s'efforcer de créer un préjugé contre le fonctionnarisme; de propager cette opinion que, dans l'état actuel des choses, il est souvent le refuge des jeunes gens pas bien forts, pas bien intelligents, pas bien hardis, pas bien soucieux de leur indépendance ni de leur dignité.

« Quelqu'un me souffle : — Il ne serait pas mauvais non plus de combattre le prestige de l'École polytechnique. Bizarre école, où tous les élèves entrent pour être ingé-

nieurs, et d'où les trois quarts sortent soldats contre leur volonté. Nous ne voyons pas, au surplus, que ceux qui en sortent ingénieurs de l'État nous bâtissent de meilleurs ponts ni, particulièrement, de meilleures digues que les constructeurs anglo-saxons, formés par une instruction toute pratique. L'École polytechnique est certes une institution qu'il faut honorer, mais sans excès susperstitieux. Elle nous donne trop d'artilleurs sans vocation. Nous connaissons tous des jeunes gens que ses deux années de surmenage ont vidés pour le reste de leur existence. Son enseignement purement théorique, propre à faire des professeurs, a généralement pour effet de transformer en fonctionnaires ponctuels, intolérants et stériles, des hommes qui, sans lui, eussent peut-être montré de l'audace et de l'invention.

« Rien à faire là contre. Mais du moins, quand un père dira devant vous : « Je destine ce gamin-là à Polytechnique » et que la mère s'excitera d'avance sur l'épée et le chapeau à claque, gardez-vous de tout sourire complaisant.

« Il faudrait perdre aussi la superstition des professions qu'on appelle « libérales », je ne sais pas pourquoi. Car il est étrange que le métier d'avoué ou le notariat soit une profession libérale, et que l'agriculture n'en soit pas une. Une profession libérale vaut exactement ce que vaut celui qui l'exerce. Un médecin médiocre, un avocat à la douzaine (nous savons par quel petit effort d'esprit on peut devenir docteur en droit), un littérateur sans talent est un être beaucoup moins intéressant et de bien moindre valeur sociale, je ne dis pas qu'un industriel intelligent, mais même qu'un bon fermier, un commerçant habile et loyal, un bon ouvrier d'art, un menuisier adroit, un maçon sérieux. Vérité toute élémentaire, et pourtant très peu reconnue.

« Semblablement, il faudrait persuader à l'opinion pu-

blique que la littérature et l'art ne sont point des professions qui confèrent par elles-mêmes, à ceux qui les ont choisies (presque toujours par vanité pure), une dignité mystérieuse ni des droits spéciaux à la considération des autres hommes. On ne doit aucun respect préventif aux jeunes gens qui veulent « faire de la littérature », car « ils sont trop », et il est trop commode de se dire écrivain ou artiste, puisqu'on peut toujours se dire tel sans en apporter aucune preuve. Et n'ayez pas scrupule de décourager les jeunes souffrants du mal d'écrire. Chez ceux qui ont du talent, ou ce talent percera quand même et triomphera de tous les empêchements; ou il se manifestera, dans la profession qui les aura recueillis, sous des formes imprévues et utiles : et ainsi ni leur sensibilité ni leur imagination ne sera perdue.

« Et il y a encore bien d'autres « opinions à répandre »; mais c'est assez pour une fois. »

Jules Lemaitre.

On peut penser quel fut l'effet de ces deux articles, sur le public : la première édition fut presque immédiatement épuisée et on dut en tirer une seconde précipitamment. Pendant deux jours, la maison Firmin-Didot ne put satisfaire aux demandes des libraires et du public, qui enlevaient plus de cent exemplaires par jour.

Mais l'action de ces deux articles ne se fit pas sentir seulement sur le public, elle réagit sur la Presse elle-même et determina un extraordinaire mouvement de publicité.

Ce mouvement se manifesta d'abord par la reproduction, dans un certain nombre de journaux de province et de l'étranger, de l'article de M. Jules Lemaître, ce qui en augmenta encore la portée et en continua le retentissement. Citons notamment : la *Dépêche*, la *Vraie France* et le *Nouvelliste*, de Lille; l'*Express*, de Boulogne-sur-Mer; le *Vernolien*, de Verneuil; le *Journal de Bruxelles*, *le Soir* et le *Petit Belge*, de Bruxelles, etc.

Ce mouvement se manifesta ensuite par une recrudescence d'articles dans la Presse. Sous ce titre : *Changeons notre âme*, M. Albert Goulle, consacre au volume une de ses chroniques, dans la *Petite République*. Un article de M. Moguez, dans l'Estafette, est intitulé : *Sursum Corda*.

Le directeur du *Journal de Rennes*, M. Bart. Pocquet, publie, en tête de ce Journal, un grand article intitulé : *Français et Anglo-Saxons*. La conclusion en indique l'esprit : « M. Demolins traite cette question avec sa clarté et sa sagacité habituelles. Ce livre très remarquable évoque des idées ; il fait mieux, il incite à prendre des résolutions viriles, à déterminer la direction de la vie ; et c'est pour cela qu'il mérite d'être lu par les hommes préoccupés à la fois de l'avenir de nos enfants et de notre pays. » — Le *Patriote de Normandie* n'est pas moins explicite ; l'article débute ainsi : « Ce livre devrait être entre les mains de tous ceux qui ont quelque souci de notre avenir..... » Un article de la *Gazette des Campagnes* est intitulé : *Notre Décadence :* « La supériorité des Anglo-Saxons est mise en lumière avec une clarté effrayante par M. Edmond Demolins. Il nous en fait sentir les effets et en montre les causes avec une impitoyable clarté..... Un livre qui suggère de si sérieuses pensées ne doit pas passer inaperçu. Nous y reviendrons plus d'une fois. »

V. — L'opinion de MM. Lucien Descaves, Francisque Sarcey et Cornely.

Le lendemain du jour où M. Jules Lemaître publiait, dans le *Figaro*, son second article, le 23 mai, M. Lucien Descaves, publiait, en tête de *l'Écho de Paris* un remarquable et retentissant article, sous ce titre : *Un livre d'Alarme*. Nous en reproduisons une partie :

« Il est, en vérité, terrible et recommandable, ce livre

dans lequel M. Edmond Demolins a entrepris de nous dire *A quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons.*

« Terrible, dans ses constatations appuyées d'exemples saisissants, de documents peu nombreux mais choisis avec soin; recommandable, à cause de ses conclusions, dont quelques-unes, si nous les mettions en pratique, sans tomber dans l'imitation servile et en les accommodant au génie de notre race, seraient pour elle salutaires.

« Aussi voudrais-je voir le livre de M. Demolins entre les mains de tous les pères de famille, de tous les éducateurs de l'enfance, je ne dis pas des gens qui nous gouvernent ou ambitionnent de nous gouverner, car l'auteur a facilement démontré que l'intérêt de ceux-là, à tous les échelons de la hiérarchie, est de conserver intacte le plus longtemps possible, de ne pas faire craquer la croûte encore résistante du fromage rance dans lequel ils vivent retirés.

« Le Devoir présent! Un pareil livre usurperait moins ce titre sans doute que les pauvres conseils de M. Desjardins et que toutes les objurgations caduques des membres de l'Union pour l'action morale. J'avertis le lecteur que nous sommes loin des balivernes débitées autour d'un Bock idéal, d'un tableau de M. Detaille et d'une Ligue des patriotes. M. Demolins, en effet, nous enseigne, dès la couverture géographique de son volume, que notre ennemi le plus redoutable n'est pas coiffé d'un casque à pointe, là où nous sommes habitués à le chercher; et les lignes suivantes nous confirmeront bientôt dans cette opinion : « Pendant que nous passons des revues et que nous célébrons des anniversaires guerriers, un adversaire que nous ne voyons pas, ou que nous méprisons, parce qu'il n'est pas, comme nous, armé jusqu'aux dents, sillonne tranquillement les mers de ses innombrables navires et envahit insensiblement le monde de ses innombrables colons. »

« La couverture en question n'est que l'illustration de ce passage. Les petits drapeaux que le bourgeois sédentaire et pacifique plante sur la carte « du théâtre de la

guerre », M. Demolins les a remplacés par deux teintes indiquant simplement les parties du monde où l'Angleterre nous a supplantés; celles où sa puissance d'expansion s'est, en outre, affirmée; celles enfin, comme l'Égypte et la République Argentine qui ne sont encore que menacées.....

« M. Francisque Sarcey a parlé ici même du tableau comparatif, dressé par M. Demolins, des divers éléments qui composent notre Chambre des députés et la Chambre des communes d'Angleterre. C'est une leçon excellente, mais le livre en contient d'autres, car l'auteur, avant de nous faire toucher du doigt les inconvénients, les vices d'une représentation nationale où la quantité des avocats, des journalistes, des médecins et des fonctionnaires l'emporte sur le petit nombre des agriculteurs, des industriels et des commerçants, l'auteur, dis-je, s'est attaché à nous prouver qu'il ne peut en être autrement avec des écoles comme les nôtres, où l'enseignement méconnaît autant les conditions mêmes de la vie. C'est exact. La France a les représentants qu'elle doit avoir, dans une société déséquilibrée.....

« M. Jules Lemaître avait raison de dire, l'autre jour, que nous devrons commencer par nous faire une âme. Je veux bien que M. Demolins nous y aide en prêchant la prédominance de l'individu sur le groupe, du particulier sur l'État, telle qu'on l'observe en Angleterre, dans ses colonies et aux États-Unis. Il me plait que l'on montre la société subordonnée à l'individu, au lieu de faire dépendre le relèvement social d'une hypocrite et intermittente solidarité, à la fois cheval de bataille et cheval de parade électorale, qu'enfourchent les politiciens, les hommes de parti.

« Je sais bien que, pour certains, l'action individuelle, substituée à l'action sociale, est une forme de l'égoïsme dont les avantages, développement de l'initiative, culture de l'énergie, apprentissage de la responsabilité, etc., ne

compensent pas les répugnants abus. Mais M. Demolins remarque justement qu'il y a deux points de vue dans la solidarité : l'assistance que l'on donne au prochain et celle qu'on en reçoit; de sorte que l'on peut se demander si les partisans de la doctrine solidariste ne sont pas réellement des égoïstes, en ceci qu'ils recherchent plutôt la seconde satisfaction que la première.

« Aussi bien, il n'est pas impossible de concilier l'altruisme et l'individualisme, en s'aimant, en s'assistant les uns les autres, sans cesser pour cela de compter avant tout sur soi-même.

« Le livre où tant de questions vitales sont agitées méritait d'être signalé. A quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons? Il est bon de le savoir et d'en faire son profit, si l'on ne veut pas que se vérifie, au siècle prochain, la crainte exprimée par Proudhon, lorsqu'il écrivait : « L'Europe est grosse d'une révolution sociale; mais ne mourra-t-elle pas avant d'accoucher? »

Lucien Descaves

En même temps que M. Descaves, M. Francisque Sarcey donnait son appréciation sur l'ouvrage. Il publia un premier article dans *l'Écho de Paris*, sous ce titre *Anglo-Saxons et Latins*; en voici le début :

« Notre ami, Jules Lemaître vient d'écrire un très brillant article, où il cherche à donner une idée du volume de M. Edmond Demolins, docteur ès-sciences sociales. J'avais lu cet ouvrage avec une curiosité douloureuse et je me proposais de signaler au public, ce pamphlet (je prends pamphlet dans le grand et bon sens du mot). »

Après avoir analysé le chapitre dans lequel M. Demolins oppose la composition de la Chambre des Députés à celle de la Chambre des communes, M. Francisque Sarcey conclut ainsi :

« Ce livre est bien intéressant, fertile en idées neuves,

ou du moins renouvelées et vous aurez tout avantage à vous pénétrer des conseils de l'auteur, qui est un philosophe. »

Quelques jours après, M. Francisque Sarcey revenait sur l'ouvrage, dans son leader-article du *Rappel* :

« Décidément, il me tracasse le livre de M. Edmond Demolins qui fait en ce moment si grand bruit. J'en ai déjà parlé, car je ne sais guère, pour le moment, d'ouvrage plus suggestif. Il faut que j'en parle encore.

« M. Edmond Demolins, après avoir constaté chez nous ce manque d'initiative et d'énergie qui caractérise les générations nouvelles attribue cette neurasthénie, cette aboulie (ce sont les mots techniques), à l'éducation qu'elles ont reçu dans l'Université...? En regard de nos collèges, de tous nos établissements d'éducation privée et publique, il met le régime scolaire anglais et il en trace, après Hippolyte Tami, le tableau le plus séduisant..... M. Demolins en conclut que notre régime comprime, chez le jeune homme, l'habitude de l'action libre et spontanée, l'originalité. Moi, je veux bien, mais je me permets d'adresser une question à M. Edmond Demolins, une toute petite question que je serais bien aise de lui voir résoudre. »

La question que développe M. Sarcey, dans la suite de de son article peut se résumer ainsi : Sous l'ancien régime, notre système d'éducation était tout aussi compressif, tout aussi claustral qu'aujourd'hui et cependant il formait des caracteres énergiques et non des âmes veules comme de nos jours.

Ainsi mis en demeure de répondre par le célèbre critique, M. Demolins adressa à M. Sarcey une lettre publiée en tête de la livraison de juin 1897 de *la Science sociale* et sur laquelle nous n'avons pas à revenir ici.

Cet article de M. Francisque Sarcey fut reproduit, ou commenté, dans une partie de la Presse, notamment dans

*le XIX*e *siècle,* dans *le Pays,* dans *la Paix.* En particulier, il suscita, dans la Revue, *La Réforme économique,* un article signé « Un député ». Cet article intitulé : *Les livres décourageants.* débute ainsi :

« Sous ce titre, « A quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons » vient de paraître un livre dont on s'occupe beaucoup dans le monde des penseurs et des économistes. L'auteur, M. Demolins, est un homme de talent, connaissant bien les sujets qu'il traite, plaidant avec énergie les thèses qui lui paraissent justes et sachant, ce qui ne gâte rien, les présenter en bon langage. Il n'est donc pas surprenant que la publication qu'il vient de faire ait attiré l'attention. Mais le mérite de l'auteur et la valeur de l'ouvrage ne sont qu'une raison de plus pour qu'on n'hésite pas à dire la vérité à leur sujet. M. Demolins se trompe et la publication de son livre est regrettable. Ce livre appartient en effet à la catégorie — dont on abuse un peu depuis quelque temps, — des ouvrages propres à jeter le découragement dans l'esprit de la nation..... »

Cependant l'auteur fait plus loin l'aveu suivant :

« La supériorité actuelle de l'Anglais et de l'Allemand provient uniquement de leur plus grande activité et de l'énergie de leur initiative. Jusqu'ici nous sommes au fond d'accord avec M. Demolins. »

Dans ce cas, on ne voit pas en quoi cet article est moins « décourageant » que l'ouvrage lui-même, puisqu'il aboutit à des constatations identiques. L'auteur ajoute : « Nous nous séparons de M. Demolins, lorsqu'il prétend voir la cause de notre absence d'énergie et d'initiative commerciale dans notre système d'éducation. » Et pour établir son affirmation il cite largement l'article de M. Sarcey que nous signalons ci-dessus. Il nous suffit donc de renvoyer le lecteur à la réponse faite par M. Demolins.

Mais, en sa qualité de « Député », l'auteur est porté à attacher à la politique une influence prépondérante : « C'est dans la politique, dit-il, qu'est la véritable cause du mal et non dans notre système d'éducation. » C'est prendre l'effet pour la cause, ainsi que le démontre si nettement M. Demolins dans son chapitre intitulé : Le personnel politique en France et en Angleterre.

M. Cornely n'est pas tombé dans cette erreur; il a nettement aperçu et signalé l'importance sociale de l'éducation. Son article a paru dans un journal à grand tirage, *La Mode illustrée,* qui s'adresse aux mères de famille : « Depuis longtemps, dit-il, tous ceux qui pensent et qui observent parmi nous déplorent le système d'éducation du jeune Français. Notre collègue et ami, M. Edmond Demolins vient une fois de plus d'en exposer les dangers... Demolins attribue avec raison la supériorité de la race anglo-saxonne à son système d'éducation nationale qu'il compare au système français et au système allemand. » M. Cornely analyse alors d'une façon claire, animée et très intéressante toute la partie de l'ouvrage de M. Demolins consacrée à l'éducation et qu'il serait si important de faire lire à toutes les mères.

VI. — Articles divers.

Ainsi défendu et lancé par les maîtres du journalisme et de la critique, l'ouvrage trouva, dans les divers organes de la presse un accueil sympathique qui se manifesta par une nouvelle série d'articles; il est impossible de les signaler tous.

Dans *l'Univers,* M. Tavernier publiait à nouveau deux grands articles intitulés : *Anglo-Saxons et Français,* dont voici le début : « Un livre de M. Edmond Demolins provoque en divers endroits des réflexions abondantes et parfois sérieuses. On dirait que nous sommes en train de nous

analyser pour de bon. Si M. Demolins pouvait faire aboutir à une conclusion pratique tant de méditations que la mode et l'instinct mystificateur ont suggérées, il aurait accompli une œuvre très utile. Il a rassemblé assez de données importantes pour que son livre mérite de frapper l'attention. Selon l'exemple et la pratique de Le Play, M. Demolins compare les peuples; il a réuni de très nombreux détails, qui expliquent l'énorme développement de la puissance anglaise... » Et M. Tavernier analyse l'ouvrage, pour en faire ressortir les enseignements qu'il apporte.

L'article de l'*Événement*, par M. Marcaggi est intitulé : *Nécessité d'une âme dirigeante :* « Le livre de M. Demolins, dit l'auteur, a inquiété l'opinion et l'on s'est préoccupé de trouver des toniques assez puissants pour endiguer ce qu'on appelle la décadence française... » et il analyse les divers caractères de cette décadence.

Le *Courrier du soir* consacre au livre deux de ses Chroniques, signées P. de B. « Le livre de M. Demolins est d'une lecture infiniment douloureuse pour nous parce qu'il explique notre abaissement économique et montre le mal, non seulement tel qu'il est aujourd'hui, mais tel qu'il sera chaque jour davantage, si nous persistons dans nos erreurs et dans nos fautes..... C'est pourquoi il faut remercier M. Demolins de son ouvrage autour duquel semble heureusement s'être créé un véritable mouvement dans la presse et souhaiter qu'il éveille un véritable écho dans le public. »

Le Jour analyse, en les approuvant pleinement, les conclusions qui se dégagent de l'œuvre et il conclut ainsi : «... C'est donc une très grosse question que soulève M. Demolins... Mais il y a dans ce livre de vrais dangers courageusement signalés. »

Le National, *le Voltaire*, *le Paris*, *la Petite Presse*, *l'Étoile*, *le Rapide*, *le Public*, *la Nation*, *la Cocarde*, *le Petit National*, publient simultanément un article dont voici seulement un passage caractéristique : « Le livre de M. Edmond Demo-

lins fait un bruit énorme, parce qu'il vient à son heure... Le peuple français, à l'heure actuelle, semble avoir réalisé l'idéal de la vie douce sur les genoux d'une mère. Et c'est cette conception de la vie qu'il faut changer si nous voulons garder l'empire colonial que nous avons conquis. Voilà la leçon désagréable, mais utile, qui ressort du livre de M. Demolins. »

Les journaux de province continuent à suivre le mouvement imprimé par ceux de Paris. *La Bourgogne :* «... Le péril crée par la prépondérance de la race anglo-saxonne est mis en lumière avec une clarté effrayante par M. Edmond Demolins, qui nous en montre les causes avec une rigueur impitoyable..... » Même note dans l'*Echo,* de Chaumont, le *Patriote*, de Pau, le *Petit Républicain* de Nîmes, *le Tourangeau*, l'*Echo Tunisien*, etc., etc. Il est impossible de citer tous les journaux, car, à partir de ce moment, le volume est devenu une « actualité ».

VII. — L'opinion de la Presse anglaise.

L'opinion de la Presse anglaise était intéressante à connaître. D'après les premiers comptes rendus qui commencent à nous arriver, elle paraît accueillir l'ouvrage avec une sympathie particulière, mais toutefois, sans triompher des éloges adressés à l'état social anglo-saxon. Ces comptes rendus, qui occupent généralement l'étendue de deux colonnes de nos journaux, sont, en grande partie consacrés à une analyse très exacte et très complète de l'ouvrage comme il convient pour un public qui veut surtout être renseigné. Les appréciations qui suivent sont à la fois brèves et calmes :

Du *Glasgow Herald :*

«... M. Demolins apporte beaucoup de soin à l'exposition des faits et ne néglige pas les plus petits détails. Nous

ne trouvons rien à contester aux faits qu'il signale et que nous venons d'analyser. Bien que M. Demolins témoigne d'un grand amour pour son pays, il lui fait entendre des vérités salutaires. »

Quelques jours après, le même journal reproduisait une longue analyse de l'article de M. Jules Lemaître envoyée par son correspondant de Paris.

Du *The Manchester Guardian :*

« Il est intéressant de nous voir peints et jugés par les autres. M. Demolins n'est pas anglophile; c'est son patriotisme qui l'a conduit à examiner la question de la supériorité anglo-saxonne..... Le livre dont nous venons de donner un résumé est extrêmement intéressant et d'une réelle valeur. Il est un utile complément des « *Notes sur l'Angleterre* » de Taine et de *French and English* de Hamerton. Mais tandis que ces écrivains sont des hommes de lettres qui se préoccupent surtout d'intéresser leurs lecteurs, M. Demolins est principalement un homme de science et son livre vise à des réformes pratiques. Bien qu'il n'ait pas la prétention d'être littéraire, ses divisions très claires, ses chapitres intéressants et ses théories sociales le rendent facile et très agréable à lire. »

Du *Morning advertiser :*

« ..... D'après ce que nous venons de dire, on voit que le livre de M. Demolins mérite d'être lu dans toute l'Angleterre. Ce n'est pas souvent qu'un étranger loue John Bull aussi hautement. Il y a là une réponse aux Anglais qui redoutent la concurrence allemande. Ce n'est pas l'opinion de M. Demolins, il affirme hautement la supériorité de l'Anglo-Saxon. L'étude de ce livre nous console des prophètes de malheur et nous engage à persévérer dans la voie où nous sommes. Il faut adopter des autres nations ce qu'elles ont de meilleur et nous avons à apprendre des Français et des Allemands, de même qu'eux, ainsi que le

dit M. Demolins, ont beaucoup de choses à apprendre de nous. Enfin, il est consolant de rencontrer un Français qui admet sans animosité la supériorité commerciale des Anglais et qui écrit avec calme et sans préjugés sur un sujet qui, par lui-même, excite tant de passions et de fausses interprétations sous couleur de patriotisme. »

Du *Eastern Morning News :*

« Ce livre est très intéressant et a provoqué beaucoup de discussions parmi les penseurs français. Il reconnaît, avec le critique renommé M. Jules Lemaître, que la cause du mal chez les Français est le manque d'initiative individuelle, tandis que chez les Anglo-Saxons chacun compte sur soi-même. » (Le reste de l'article est consacré à une analyse pure et simple du volume).

VIII. — L'opinion de M. Camille Pelletan et la Préface de la seconde édition.

M. Camille Pelletan a consacré une de ses chroniques hebdomadaires de la *Dépêche* au volume de M. Demolins, sous ce titre : « *A propos d'un livre récent.* » Les lignes suivantes donneront une idée du ton et de l'esprit de l'article : « Le principal mérite de cet ouvrage est de poser des questions intéressantes. M. Demolins est un disciple de Le Play ; il semble prendre, comme lui, pour la science sociale le rêve d'un savant réactionnaire, qui, sous prétexte d'initiative privée, organiserait la domination patriarcale de la grande propriété terrienne et du capital industriel. (Où M. Pelletan a-t-il vu cela)? M. Demolins a horreur du socialisme et de toute (!) intervention de l'État. Il n'en a pas moins le mérite d'agiter des idées d'un sérieux intérêt. Il fait notamment une comparaison curieuse entre la composition de la Chambre française et celle de la Chambre anglaise au point de vue des professions exercées..... »

Cependant M. Pelletan adresse à M. Demolins le reproche de n'avoir pas tenu compte, dans son ouvrage, de l'expansion commerciale actuelle des Allemands. C'est précisément pour répondre à ce reproche, que M. Demolins a placé, en tête de la seconde édition, une nouvelle Préface sur *la prétendue supériorité des Allemands*.

Tel est, en résumé, le mouvement d'opinion qui s'est manifesté dans la Presse, à propos de cet ouvrage et seulement pendant le premier mois qui a suivi sa publication.

Voici maintenant un aperçu des articles parus dans le mois suivant.

IX. — La Presse parisienne du 1er au 15 Juin.

Le *Parisien*, qui avait déjà consacré une première chronique au volume, en publie une seconde signée P. de B, dont la conclusion indique l'esprit :

«... On voit donc par là que nous subissons une crise passagère, que l'avenir est à nous, qu'il nous appartient de faire cesser notre décadence prématurée, que l'étude que nous venons de faire, affligeante pour le passé est consolante pour l'avenir et que le relèvement de notre patrie est entre les mains de tous les Français. C'est pourquoi il faut remercier M. Demolins de son ouvrage autour duquel semble heureusement s'être créé un véritable mouvement dans la Presse et souhaiter qu'il éveille un véritable écho dans le public. »

Le *Soleil*, dans un article de M. H. Kérohant, donne une note excellente.

En voici un extrait :

Notre système d'éducation, l'excès du fonctionnarisme et enfin le service militaire obligatoire tuent chez nous l'esprit d'initiative et l'esprit d'entreprise. Quant à nos

capitaux, ceux qui sont timides les placent en valeurs de tout repos, c'est-à-dire en rentes et en obligations à lots; ceux qui sont aventureux s'en servent pour jouer à la Bourse... M. Edmond Demolins, dans un livre « A quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons », montre que c'est par eux-mêmes, par leur seule initiative personnelle, sans aucun appui de l'association privée, ou de la grande association publique, l'État, que l'industriel et le commerçant anglo-saxon se sont emparés du monde... Nous ne sommes ni révolutionnaires, ni réactionnaires : nous voudrions tout simplement que les Français prissent l'habitude de compter un peu moins sur l'État et un peu plus sur eux-mêmes... L'initiative privée seule est féconde... »

L'Éclair a consacré au volume un leader article de l'abbé Victor Charbonnel intitulé : *Il nous faut de l'énergie :*

« M. Edmond Demolins, par un livre très vivant et très ferme, vient nous dire : « Soyons des Anglo-Saxons, c'est-à-dire des hommes de hardiesse, d'initiative, d'énergie. » M. Demolins est le sociologue de l'énergie, dont M. Maurice Barrès est le vigoureux romancier. Et j'en suis à penser qu'après tant de prônes religieux, moraux ou politiques, c'est la leçon tout anglo-saxonne et pratique de M. Demolins qui est la meilleure... Il s'en est fait l'apôtre véhément. » — Après une analyse développée et très vivante de l'ouvrage, M. Charbonnel conclut ainsi : « Voilà ce qu'il faudrait imiter. De l'énergie! de l'initiative et encore de l'initiative dans la liberté! Et nous qui tenons pour un idéal religieux, moral, patriotique et humanitaire, nous pouvons nous dire que l'énergie intime sert à tout; à la fois à l'action morale, au patriotisme et à la solidarité. Soyons d'abord des énergiques. »

Le Matin, également dans un leader article de M. Henri Bousquet, donne la même note :

« Il faut réformer nos mœurs et c'est ici qu'intervient

l'utile enseignement de l'Angleterre. C'est proprement le culte de l'énergie personnelle et l'organisation de la liberté qu'il conviendrait, à son exemple, d'instituer chez nous. Étudions comment un jeune Anglais est élevé, par quelles méthodes et sous quelle discipline, etc. Cette enquête révèlerait le secret de la prospérité de la nation; il tient dans une phrase; merveilleusement préparée par une éducation pratique, habituée à ne compter que sur sa propre action, librement affilié à des groupements particuliers, le citoyen anglais ne demande à l'État que la protection de sa personne... »

De *La Croix*, dans un nouvel article : «... Il faut lire avec soin et sans parti pris cette magistrale étude de M. Demolins. Le lecteur y apprendra également pourquoi la race allemande apparentée à la première et qui possède, elle aussi, d'excellentes qualités, se montre cependant inférieure dans l'œuvre de la colonisation... »

Le Voltaire, et *La Nation*, dans un article publié simultanément, sous ce titre *l'Enseignement et la Vie,* invoquent l'autorité de l'ouvrage pour demander une réforme de notre enseignement : « Dans son récent livre, M. Demolins a soulevé un troublant problème de pédagogie sociale. L'on en dispute fortement et à raison. Les conclusions sont l'évidence même; c'est ce que, depuis dix ans, nous ne cessons de répéter... » Suit l'analyse de cette partie du volume.

C'est aussi à propos du point de vue pédagogique, que le *Radical* revient sur « ce livre autour duquel on a mené grand bruit et où M. Demolins dit de dures vérités à ses compatriotes. Livre fort intéressant, qui fait secousse sur l'esprit. »

M. Jules Lemaître, dont nous avons reproduit les deux premiers articles parus dans *le Figaro*, en a publié un troisième dans le même journal, le 10 juin, sous ce titre :

Suite des opinions à répandre. Il continue à résumer, avec sa forme acérée et originale, quelques-unes des conclusions qui se dégagent du volume.

X. — L'opinion de MM. Paul Bourget, Marcel Prévost et François Coppée.

Quelques jours après, M. Paul Bourget publiait, également dans le *Figaro*, un grand article intitulé : *Réflexions d'un témoin sur le jubilé.* Il note ses impressions; voici quelques extraits :

« ... Aucune excitabilité, aucun bavardage dans cette foule... Pour un Français, le trait frappant de la rue de Londres est, en tout temps, cette absence de cafés qui ne permet pas l'arrêt en plein air, la distraction amusée du regard, la causerie attablée sur un coin de trottoir, la parlote prolongée et paresseuse.

« La rue anglaise sert uniquement à marcher. C'est un outil à passer d'une affaire à une autre et non pas un *club* ouvert où s'attarder et pérorer...

« *Business as usual.* » On travaille comme à l'ordinaire : partout cette inscription attestait le souci de ne pas perdre inutilement ces dernières heures. Ne rien perdre, ni temps, ni peine, ni argent. C'est leur constante méthode et c'est ce qui explique les étonnantes juxtapositions d'idées dont ils sont capables. Au plus fort de l'enthousiasme, leur esprit pratique les suit, qui les fait profiter d'un avantage. L'exaltation chez eux ne vit jamais sans réalisme... »

Après avoir rappelé les grands traits de la vie de la reine « cette veuve de Windsor qui gouverne la moitié du globe, » M. Paul Bourget conclut ainsi :

Qu'ajouter à ces réflexions qui ont été, j'imagine, celles de beaucoup de mes compatriotes, soit au spectacle, soit à la lecture du compte rendu de ces impressives fêtes? Rien,

sinon répéter ce que je disais en commençant ces pages : Quand on voit qu'un peuple rival est très grand, on ne l'envie pas ce qui est indigne; on ne le nie pas, ce qui est vain; on ne le copie pas, ce qui est servile : on essaye de comprendre quelles lois de la nature politique il a su observer dans son développement, et quand on a cru les apercevoir, on essaye de soi-même de les pratiquer dans les données de sa propre tradition et de sa propre race, et voilà pourquoi je ne saurais mieux terminer ces notes qu'en engageant tous les bons Français à lire et à faire lire le livre de M. Demolins sur les Anglo-Saxons, que Jules Lemaître recommandait ici l'autre mois dans deux courageux articles. A la lumière des fêtes actuelles, les pages de cette libre et sincère étude s'éclaireront plus encore, et on y trouvera de quoi rivaliser avec les Anglais dans ce qu'ils ont de plus respectable et de plus enviable : dans ce qui fait le secret dernier de leur force et de leur génie : le devoir civique. »

L'article de M. Marcel Prévost, dans *le Journal*, est intitulé : *Notre Pays*. En voici les passages les plus caractéristiques :

«..... Allons-nous donc finir ce siècle la main dans la main des Anglo-Saxons? Et puisque de gros livres, très curieux, très bien faits, comme celui de M. Demolins nous démontrent la supériorité de cette race sur la nôtre, allons-nous, de guerre lasse, jouer, vis-à-vis d'elle, le rôle d'une race mineure et lui demander les bienfaits de son exemple et de son éducation...

«..... Rien n'est malaisé comme de comparer impartialement et de sang-froid son pays aux autres pays, son peuple aux autres peuples. On est toujours indulgent et sévère outre mesure, et, dans les deux cas, on est ainsi parce qu'au fond on aime son pays sans mesure. Un rigide économiste comme M. Demolins, ou un extrême intellectuel comme M. Jules Lemaître auront beau ajuster devant leurs yeux,

l'un ses besicles d'or de savant, l'autre son monocle d'ironiste, c'est avec des yeux de patriote que chacun d'eux regardera les choses, dès qu'il s'agit de son pays. Et du coup les voilà qui verront et parleront avec passion, même si leur regard reste calme en apparence et leur discours. »

M. Marcel Prévost reconnaît ensuite que l'esprit d'initiative est paralysé au dedans, mais que la situation extérieure est meilleure. Et il ajoute :

« En résumé, au contraire de cette fille de roi dont parle le Psalmiste, toute la laideur de la France est intérieure. Le péril est chez nous. Le malaise est en nous. Ici ont raison les avertisseurs ; et tous les gens de bon sens seront avec eux. Seulement les moyens sont vraiment trop bizarrement interprétés.

« L'on ne passe plus une soirée hors de chez soi, en ce moment, sans rencontrer un Monsieur, hypnotisé par le livre d'Edmond Demolins, déclarant qu'il faut nous mettre au régime anglo-saxon ou périr..... »

Alors que faire? se demande M. Marcel Prévost; et il conclut qu'il faut travailler à changer les mœurs, mais surtout à changer les institutions; particulièrement notre régime de succession et notre ruineuse organisation administrative.

Quelques jours apres, M. François Coppée publiait, également dans le *Journal*, à l'occasion du jubilé, un article qui commençait par la constatation de la supériorité anglo-saxonne et se terminait ainsi : « Après ces fêtes où vient de se manifester avec tant d'éclat la force nationale de nos voisins, je ne puis m'empêcher de songer bien tristement aux luttes stériles qui nous épuisent, aux périls extérieurs qui nous menacent ; et j'ai frissonné en me demandant avec angoisse, si dans mes veines de Latin, je ne sentais pas couler le poison de la décadence.

XI. — Le nouvel article de M. Édouard Drumont.

Nous avons reproduit le premier article de M. Drumont, qui, dans *la Libre Parole*, recommandait si chaleureusement l'ouvrage de M. Demolins. Dans le n° du 2 juin, il signalait de nouveau l'ouvrage pour en noter le grand intérêt. Enfin, dans le n° du 21 juin, il lui consacre complètement son article, qui, tout en restant élogieux pour l'auteur et pour le livre, aboutit cependant à une conclusion imprévue. Il est intitulé : *Les Anglais nous sont-ils supérieurs?*

«... La gloire brutale dans laquelle l'Angleterre s'épanouit à l'heure actuelle, nous induit plutôt en études psychologiques et sociales : elle inspire des livres, qui, pour la puissance d'analyse, sont de premier ordre, comme celui de M. Demolins...

« Si les Anglais mettent la France sous leurs pieds, ce n'est pas parce qu'ils sont Anglais, c'est parce que, momentanément du moins, les Français ne sont plus des Français.

« Ce sont des hommes d'État anglais qui gouvernent l'Angleterre et qui la gouvernent pour l'Angleterre... Il en est tout autrement chez nous, ce sont des juifs et des cosmopolites qui gouvernent eux-mêmes la France, derrière les hommes d'État grotesques qui ne sont que leurs domestiques.

« Voilà la vérité que des hommes d'une incontestable valeur, comme M. Demolins, ne veulent pas voir et surtout ne veulent pas dire. Dire ceci, en effet, serait *schoking* et en dehors de tous les enseignements ayant cours dans les Instituts. (M. Drumont oublie que M. Demolins n'a précisément flatté ni l'opinion, ni les instituts et que, s'il mérite un reproche, ce n'est pas celui d'avoir manqué de courage).

«... M. Demolins m'accordera, cependant que le pays qui a fait preuve si souvent d'un si extraordinaire ressort peut avoir son réveil. Il peut sortir des entrailles de la nation... des antisémites, des représentants de l'idée traditionnelle, qui, très légalement, après un jugement régulier, feront exécuter quelques cosmopolites notables, qui trahissent manifestement le pays...

«Quand on s'est plongé dans la lecture d'un livre comme celui de M. Demolins, si admirablement documenté, si serré dans son raisonnement, si démonstratif et si pressant dans ses déductions, on est tout disposé à entrer dans les vues de l'auteur, à reconnaître, comme l'a fait M. Jules Lemaître, avec la nuance d'ironie qui lui est habituelle que la « formation particulariste » est bien préférable à la formation communautaire ». On trouve que le régime scolaire anglais vaut infiniment mieux que le nôtre pour faire des hommes. On en arrive enfin à cette conclusion que la race anglo-saxonne est supérieure à la nôtre...

« La thèse serait juste si la race anglo-saxonne avait toujours eu la prépondérance qu'elle a aujourd'hui sur nous. Historiquement le fait n'est pas exact... »

Et M. Drumont conclut que la France serait sauvée si elle avait « un grand ministre, comme elle en eut tant autrefois ».

XII. — La presse parisienne du 15 au 30 juin.

Pendant cette période, le mouvement de publicité augmente et il devient impossible de le suivre ; nous recevons de huit à quinze articles par jour.

Il y a d'abord la note triste, les journaux qui désespèrent du relèvement de la France et qui, après avoir analysé le volume, concluent comme le *Paris :* « Le remède souvent nous ne le connaissons pas et c'est pourquoi nous, les fils et les descendants des soldats de Fontenay, nous

disons aujourd'hui à Messieurs les Anglais : *Morituri te salutant.* » A ce groupe se rattachent *le Rapide*, *l'Estafette*, *le Public*, *le Petit National*, etc.

Il y a ceux qui, au contraire tournent la chose en plaisanterie, comme le *Tintamare*, qui consacre à M. Demolins une pièce de vers... tintamaresque, ou encore comme le *Grelot*, le *Courrier français*, etc.

Beaucoup de journaux, à l'occasion du jubilé de la reine Victoria, recommandent le volume, ou le signalent à nouveau.

Les journaux coloniaux sont naturellement très favorables. Un passage de l'article de la *Dépêche coloniale*, intitulé *Deux colonisations* peut en donner une idée :

« M. Edmond Demolins, dans son excellent livre, vient de donner à ses compatriotes une leçon qui manque absolument de banalité. Il a eu le courage, lui excellent Français, de reconnaître en certains points la supériorité des Anglais et cela, non pour les traiter de brigands et de flibustiers, mais simplement pour nous inviter à les imiter. Avouez qu'on était dèshabitué de ce genre de patriotisme.....

« M. Demolins vient de réaliser sur un plan fort vaste, une étude que tous ceux qui ont habité nos colonies ont rêvé de faire sur un point plus spécial : Pourquoi l'Angleterre prospère-t-elle dans ses possessions alors que nous ne pouvons rien tirer des nôtres?

« La règle ne souffre aucune exception : toutes nos colonies nous coûtent, toutes celles de l'Angleterre lui rapportent... »

Le Petit Moniteur universel, dans un article de M. Jean Montalouët, étudie à la fois l'ouvrage de M. Demolins et celui de son collaborateur et ami, M. Paul de Rousiers, *Le Trade-Unionisme en Angleterre;* dont il fait un éloge très mérité.

« C'est un cruel problème que pose M. Demolins, mais

il a raison de le poser... Son livre vient à son heure. Il y a quelque courage pour un Français à braver les criailleries d'un chauvinisme étroit, c'est un courage dont il faut louer M. Demolins. Un tel livre ne peut être qu'excellent à lire pour les Français... Il présente un intérêt poignant... Puisse le livre de M. Demolins attirer de nouveau l'attention sur le problème fondamental de l'éducation... ».

XIII. — La Presse de Province

Ici, il faut se borner à de courtes indications, car le volume a été apprécié dans les principaux journaux de province, et presque par tous d'une manière très sympathique et souvent chaleureuse. Mais ce qui est surtout remarquable et caractéristique, c'est que ces approbations se manifestent dans des organes politiques d'opinions très opposées. Cela prouve que le terrain de la science sociale est assez large pour attirer et contenir tous les hommes de bonne volonté.

Voici d'abord un article reproduit simultanément par divers journaux avancés, le *Radical* de Marseille, le *Journal du Loiret* d'Orléans, le *Démocrate* de saint Brieuc, l'*Avenir* d'Arras; le début en indique suffisamment l'esprit : « M. Demolins a soulevé un troublant problème de pédagogie sociale. L'on en dispute fortement et à raison... C'est l'évidence même, c'est ce que, depuis dix ans, nous ne cessons de répéter..... » Suit l'analyse du volume.

D'autres journaux de la même nuance, l'*Avenir de la Vienne,* de Poitiers, le *Populaire* de Nantes, le *Petit méridional* de Montpellier, publient un article de M. Arsène Alexandre dans le même sens : «... C'est un livre remarquable de M. Demolins qui a suscité cette nouvelle croisade. M. Demolins a parfaitement raison de nous stimuler et de montrer, en présence d'une France qui s'endort et se complaît dans ses vieux succès, une Angleterre à l'action incessante, à l'inquiétante expansion, à la conquête tran-

quille et perpétuelle, à l'éducation forte, utile et pratique. De tels tableaux, de tels récits sont toujours salutaires..... ».

Très bon article publié à la fois par l'*Avenir* de l'Orne et le *Journal de l'Aisne*, sous la signature de M. Jehan de Vaulx; c'est une longue et très exacte analyse du volume, faite par un esprit judicieux qui a été très vivement frappé.

Articles également tout à fait sympathiques dans la *Tribune républicaine*, de Nevers, dans la *Chronique Picarde*, dans l'*Espérance de Nancy* qui dit : « ... Le livre de M. Demolins devrait être médité par tous les hommes sérieux, qui résistent encore aux mensonges spécieux dont se repait la majorité de notre pays. » Cet article, intitulé *Notre décadence*, est reproduit par le *Courrier des Alpes*. Dans le même sens, signalons les articles de la *Vigie* de Dieppe, du *Messager* de Toulouse, de l'*Ère Nouvelle* de Cognac, du *Journal de Rennes*, du *Tourangeau*. Ce dernier, de son directeur M. Louis Dubois, est intitulé *Un livre à lire*.

Le *Patriote* de Paris reproduit la lettre de M. Demolins à M. Francisque Sarcey et annonce qu'une conférence vient d'avoir lieu à Pau sur le volume de M. Demolins.

Et puis, ce sont les articles du *Havre*, de l'*Avenir*, de Dunkerque, de *Lyon Républicain*, de la *France libre* de Lyon, du *Patriote de Normandie*, du *Progrès*, de Nantes, etc., etc. Le volume fait véritablement son tour de France.

XIV. — La Presse étrangère.

Le volume est aussi en voie de faire son tour du monde, si nous en jugeons par les articles qui nous parviennent de l'étranger et qui viennent s'ajouter à ceux que nous avons précédemment mentionnés.

Parmi les journaux étrangers de langue française, nous signalerons le *Lorrain* de Metz : « ... M. Demolins met le

péril en lumière avec une clarté effrayante... Un livre qui suggère de si sérieuses pensées ne doit pas passer inaperçu ». Le *Bien Public*, de Gand, reproduit la préface et la table des matières et donne une approbation complète. — Le *Patriote*, de Bruxelles, approuve également et analyse l'ouvrage. — La *Tribune*, de Genève, fait ressortir les « enseignements de ce livre remarquable ». — Le même article est publié par la *Gazette de Lausanne*. — La *Semaine littéraire* de Genève insiste sur la nécessité de diminuer le fonctionnarisme en France.

Grand article très étudié dans l'*Italie*, de Rome, sur le livre « de cet observateur profond qui montre les effets de causes solidement établies. » — Même note dans l'*Osservatore Cattolico* sur « un bel libro del Demolins. » Signalons l'*Imparcial*, de Madrid; *Frankfurter Zeitung*, de Francfort; l'*Egyptian Gazette*, d'Alexandrie, qui donne une analyse très développée de « ce livre très remarquable »; le *Journal égyptien* du Caire, dans un grand article élogieux intitulé : « le livre de M. Edmond Demolins »; le *Budapesti Hirlap*, qui consacre au volume un de ses feuilletons; etc., etc.

La publicité continue dans les journaux anglais et américains : ces derniers commencent à peine à nous parvenir.

De *The Academy* : Après avoir analysé l'ouvrage, ce journal conclut : « Ce livre est une sorte de *Sandfort and Merton* politique, une leçon instructive et morale. On a souvent plus de sympathie pour le mauvais sujet qui fait rire, pendant que le bon sujet traduit la Bible et s'empare des mines d'or de Golconde. »

Le *The Manchester courier* résume le volume, l'approuve et constate que la presse française l'a accueilli généralement d'une façon favorable.

Même note dans le *Eastern Dailly Press*.

De *The Journal*, des États-Unis :

« Un livre extraordinaire vient de paraître en France, qui prouve un grand courage chez le Français qui l'a écrit. Le titre du livre de M. Demolins court de bouche en bouche. On avouera qu'il est remarquable que des Français admettent la supériorité des Anglo-Saxons et discutent avec calme les raisons qu'en donne M. Demolins. Ceux qui ne connaissent pas le caractère français n'apprécieront pas toute la portée de ce mouvement. Il est dur, en effet, pour un Français, de croire que Paris n'est pas le centre du monde. Cependant son chauvinisme n'est pas aussi vif que celui de son voisin l'Allemand. Le Français ne foule pas aux pieds l'amour-propre des autres; il est simplement aimablement incrédule sur la supériorité d'une autre nation..... »

De *la Tribune*, de New York :

« Le livre de M. Demolins est merveilleux en ce qu'il ne soulève ni colère, ni irritation de la part des compatriotes de l'auteur. Au contraire, ce qu'il avance est reconnu exact quoique triste. La presse parisienne, renonçant pour une fois à sa brillante frivolité, discute le livre avec sérieux et empressement, en disant que les Français patriotes devraient le méditer..... »

Le *New-York Hérald* reproduit in extenso l'article de M. Paul Bourget dont nous avons donné plus haut un extrait.

De *The French and English Gazette* : « ... Comme M. Demolins n'a en vue que le bien de la France, il est probable qu'il est un meilleur patriote que la plupart de ceux qui le critiquent. Son ouvrage est fort intéressant et bien écrit; nous sommes heureux d'en recommander la lecture à tous... »

XV. — Les Revues.

Les Revues, par leur périodicité plus espacée et leur allure plus lente, ne peuvent donner leur appréciation qu'après les journaux. Nous en avons cependant reçu une vingtaine dans le courant du mois de juin. Il faut nous borner à signaler les jugements les plus intéressants.

Commençons par la *Revue bleue* (*Revue politique et littéraire*). On ne peut pas lui reprocher de ne pas avoir d'opinion sur le volume : elle en a deux, et dans la même livraison; on ne peut pas lui reprocher non plus d'avoir un parti pris : car ces deux opinions sont différentes à quelques pages seulement d'intervalle.

Le premier article de la Revue, de M. Jacques Porcher, est intitulé *La famille bourgeoise, les pères et les fils*. L'auteur, qui est en complète communauté d'idées avec M. Demolins, y développe les déplorables effets de l'éducation que nous donnons à nos enfants, et il conclut comme nous : « Il faut que vous (les parents) preniez soin de développer chez vos enfants l'esprit d'initiative et la volonté. Il faut que, de bonne heure, vous cessiez de les traiter en enfants et que vous leur accordiez une large part d'indépendance. . N'ayez pas la superstition de la carrière administrative... Travaillez à former des caractères etc. Et il cite, à l'appui de ses affirmations, des extraits « de l'ouvrage si documenté et si intéressant de M. Demolins ». Voilà la première opinion.

La seconde est formulé par M. Maurice Spronck, dans un article intitulé : *Français et Anglais, d'après un livre récent*, voici le début :

« On causait du volume que vient de publier M. Edmond Demolins, sur la supériorité des Anglo-Saxons. Quelqu'un dit :

« Une chose malgré tout m'indispose contre ce livre. Je

ne nie pas sa valeur et je reconnais volontiers l'intérêt que j'ai trouvé à le lire. Mais, en somme, pas de science plus inexacte au monde, plus esclave de l'empirisme, que la science économique ou sociologique... Et, en revanche, pas de savants plus dogmatiques, plus religieusement épris d'axiomes intangibles que les économistes et les sociologues....

M. Spronck termine ainsi son article : « Tout en retenant du livre de M. Demolins beaucoup d'aperçus ingénieux et d'idées intéressantes, nous ferons sagement de ne l'accepter, dans son ensemble, qu'avec des précautions infinies. » Le public jugera ; ou plutôt son jugement est déjà porté et ce n'est pas dans le sens qu'indique M. Spronck.

Ce n'est pas non plus dans ce sens que juge la *Revue des Revues :*

« Il se fait en ce moment grand bruit autour de ce livre et c'est justice, dit-elle. Se plaçant en face d'un fait connu et avoué de tous, l'incontestable supériorité de la race anglo-saxonne au point de vue du développement et de l'expansion, l'auteur en recherche les causes et il a presque le droit absolu de dire qu'il les a trouvées. Au moins indique-t-il les principales et ses déductions sont d'une logique telle que la réfutation en apparaît dès à présent comme singulièrement difficile..... »

Après avoir analysé l'ouvrage, l'auteur conclut ainsi :

« La thèse de M. Demolins est loin d'être consolante ; mais elle offre, hélas ! de grandes chances d'être la vérité même. A nous de voir si nous sommes capables de l'énergie nécessaire au relèvement. »

La *Revue britannique* aprouve aussi entièrement :

« .... M. Demolins indique très nettement la situation, explique les causes du redoutable avantage des Anglo-

Saxons et termine par des conclusions que nous souhaiterions voir adopter en dépit des arguments de dame Routine. »

« .... Cette thèse est développée avec beaucoup de soin et appuyée de nombreux arguments.... », dit la *Nouvelle Revue*.

Même approbation dans l'*Illustration* :

« ... Ces études sont très nettes, très franches, souvent même très intéressantes.... M. Demolins nous prouve sa thèse avec beaucoup d'habileté et de conscience, mais surtout avec une chaleur de patriotisme, qui suffirait, à elle seule, pour mettre son livre au-dessus des professions de foi anglomanes des économistes officiels... Il n'y a personne qui ne souhaitera avec lui de voir importés en France des methodes d'éducation capables de donner à notre race plus d'énergie, plus de savoir vivre et plus de santé. »

De M. Henri Mazel, dans la *Critique* :

« Voici un livre que tout Français, même littérateur, — surtout littérateur, — devrait lire. Il s'agit sans doute d'une supériorité terrestre, géographique, mais cette supériorité politico sociale n'est pas indifférente aux artistes et aux écrivains, un lien aussi étrange que certain ayant toujours rattaché la grandeur spirituelle d'un pays à sa grandeur temporelle..... »

Après une analyse rapide du volume, M. Henri Mazel exprime le regret que M. Demolins n'ait pas insisté davantage sur l'essence psychologique de la supériorité anglo-saxonne.

Les *Annales politiques et littéraires* de M. Adolphe Brisson reproduisent d'abord in extenso le chapitre « *Comment élever nos enfants?* », en le faisant précéder de ces mots : « Cet ouvrage fait grand bruit. Nous en détachons

une page suggestive, que nous offrons à la méditation de nos lecteurs. »

Dans la même livraison, M. Adolphe Brisson analyse l'ouvrage : l'extrait suivant donnera la note de cet excellent article :

« Un grand mouvement porte, en ce moment, le public vers les problèmes qui se rattachent à la « Science sociale » : Le livre substantiel de M. Edmond Demolins, très remarqué et très discuté dans les milieux scientifiques, eut passé près de la foule sans l'émouvoir, lorsque M. Jules Lemaître jugea utile d'en signaler les mérites. Le public fut remué. Il se dit que la question était grave, puisque tant de gens distingués s'en occupaient. L'agitation a gagné de proche en proche. Depuis un mois, il est de très bon ton, à Paris, de s'extasier sur le génie pratique des Américains et des Anglais....

« On peut souhaiter que les générations futures se corrigent des préjugés regrettables où nous sommes embourbés. Notre devoir est de leur montrer le chemin à suivre. Et c'est à ce dessein que répondent des ouvrages comme ceux de MM. Demolins et Hugues le Roux....

« Qu'il y ait un soupçon de parti pris dans le volume de M. Edmond Demolins, cela n'est pas contestable, j'ajoute que cela est nécessaire. Si M. Edmond Demolins ne se passionnait pas pour la thèse qu'il soutient, il la présenterait avec moins de force...

« Le remède, MM. Demolins, Hugues Le Roux et Jules Lemaire l'indiquent; il s'agit de nous transformer, de changer de peau, comme disent les vieux comédiens. Si nous n'y parvenons pas nous-mêmes, espérons que nos fils, plus souples et mieux entraînés, y réussiront.

La France extérieure, organe du *Comité Dupleix* et dont le Directeur général est M. Gabriel Bonvalot, signale l'ouvrage en ces termes par la plume de son Rédacteur en chef, M. Arthur Maillet :

« C'est avec une joie véritable que j'ai lu le livre que M. Demolins vient de publier pour propager ces idées. Nos systèmes d'éducation y sont attaqués avec autant d'énergie que de justesse. L'auteur dénonce éloquemment notre plaie la plus profonde, c'est-à-dire le fonctionnarisme qui est à la fois la ruine de notre budget et de nos caractères. Dans un prochain article, j'analyserai ce livre qui est bien certainement l'œuvre la plus utile qu'un écrivain ait tenté depuis longtemps. Il marque une date dans notre histoire sociale. »

Les *Etudes*, des PP. jésuites, dans un article du P. Prélat, sur le Jubilé, signalent le volume et en donnent une brève analyse :

« Vous n'avez pas seulement contemplé la couverture, écrit le P. Prélat, vous avez feuilleté les pages du livre instructif de M. Demolins; « livre douloureux », dit M. Jules Lemaître, douloureux pour nous autant qu'il est flatteur pour nos voisins, qui arrive juste à son heure à la veille du jubilé royal, sans avoir été commandé pour la circonstance et qui n'en sera que plus goûté au delà du détroit. Vous connaissez la thèse... »

Suit un exposé de cette thèse.

Du *Correspondant* : « Ce volume digne de méditation pose nettement une des questions les plus intéressantes de l'heure actuelle... »

Il faudrait citer des extraits de la *Vie contemporaine*, de l'*Écho de la semaine*, qui a publié deux articles, de l'*Enseignement secondaire*, etc.. Mais cet Appendice est déjà trop long et, les extraits que nous reproduisons suffisent à donner une idée du mouvement d'opinion qui s'est fait dans le courant des mois de mai et de juin autour de ce volume, auquel la presse, a déjà consacré plus de trois cents articles.

P. S. — Pendant que cet *Appendice* était en composition il a encore paru une cinquantaine d'articles, qui témoignent de l'intérêt croissant qu'excite ce volume aussi bien en France qu'à l'étranger.

Parmi ces articles nous signalerons celui de l'*Éclair*, de M. Émile Bergerat, qui appelle M. Demolins « un sociologue avisé » ; de *la République française*, qui estime que « ce volume doit être lu et médité » ; celui de la *Review of Reviews*, de Londres, qui donne du livre une longue analyse très élogieuse.

Nous devons mentionner plus spécialement un grand article très remarquable, par le fond et par la forme, du Directeur du *Journal de Genève*, M. Marc Debrit. « Voilà, dit-il un beau et bon livre, un livre sain et viril et qui fait penser, un livre courageux aussi..... C'est à rechercher le secret de la force des Anglo-Saxons qu'est consacré ce livre écrit par un savant économiste, formé à l'école de Le Play, parfaitement renseigné et d'une intelligence assez haute pour savoir s'élever au-dessus des préjugés nationaux et des opinions toutes faites à la mode du jour.... »

Cet article a été reproduit par le *Journal de Saint-Pétersbourg*.

Enfin, dans le *Temps*, l'éminent critique littéraire, M. Gaston Deschamps, a consacré son article hebdomadaire à M. Edmond Demolins dont « l'évolution intellectuelle, dit-il, mérite d'être racontée. » Il retrace cette évolution et constate en même temps les progrès accomplis, depuis dix ans, par la Revue *La Science sociale*.

Un court extrait donnera la note de l'article :

« M. Edmond Demolins, dont tous les journaux répètent le nom depuis quelques semaines, ne s'est pas pressé de jeter au vent le feu intérieur dont il est animé. Pendant des années et des années, il a travaillé dans son coin. Il a couvé patiemment ses idées. Et maintenant il sort du clair-obscur, avec un livre qui est apparemment un flambeau ardent, puisque un grand nombre de nos contemporains

y allument leur lanterne, ou même s'y brûlent les doigts...

«... Ce que j'aime surtout en M. Demolins c'est qu'il est un homme d'action et que ses idées se sont emparées de sa vie...

« ... Cette verte mercuriale ne peut que profiter au bien public. Il faut écouter cette voix bourrue, interrompant tout à coup le vacarme de nos cabotinages et détournant notre attention de tous les amusements burlesques, de tous les divertissements « bien parisiens » auxquels nous avons voué un culte absurde. Il faut nous résigner aux trouble-fête, si nous ne voulons pas avoir besoin, à brève échéance, d'un syndic de faillite. »

FIN DE L'APPENDICE.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE I

LIVRE I.

Le Français et l'Anglo-Saxon dans l'École.

CHAP. I. — Le régime scolaire français forme-t-il des hommes? 3
CHAP. II. — Le régime scolaire allemand forme-t-il des hommes? 15
CHAP. III. — Le régime scolaire anglais forme-t-il des hommes? 52
CHAP. IV. — Comment élever nos enfants? 87

LIVRE II.

Le Français et l'Anglo-Saxon dans la vie privée

CHAP. I. — Notre mode d'éducation réduit la natalité en France 114
CHAP. II. — Notre mode d'éducation compromet la situation financière de la France 137
CHAP. III. — Comment l'éducation anglo-saxonne prépare à la lutte pour la vie. — Types et caractères 151
CHAP. IV. — Comment le mode d'établissement au foyer contribue au succès de l'Anglo-Saxon ..... 183.

LIVRE III.

Le Français et l'Anglo-Saxon dans la vie publique.

Chap. I. — Le personnel politique en France et en Angleterre..... 213
Chap. II. — Pourquoi les Anglo-Saxons sont plus réfractaires au Socialisme que les Allemands et que les Français. 251
Chap. III. — Comment le Français et l'Anglo-Saxon ont une conception différente de la Patrie..... 294
Chap. IV. — Comment le Français et l'Anglo-Saxon ont une conception différente de la Solidarité..... 322
Chap. V. — Quel est l'état social le plus favorable au Bonheur..... 345
Chap. VI. — L'insuffisance de l'action morale et les symptômes de relèvement social..... 376
Appendice des éditeurs..... 411

568

CB 220 .D38 1898
SMC
Demolins, Edmond,
1852-1907.
A quoi tient la
supbeiorit be des
AZB-5845 (mcih)

ST. MICHAEL'S COLLEGE
UNIVERSITY OF TORONTO